



# ***Recueil des Actes Administratifs***

Le texte intégral, les annexes ou tableaux non inclus des actes insérés dans le présent recueil peuvent être consultés et obtenus, sur demande, auprès des directions ou des mairies dont ils émanent.

Il est important d'en noter les références précises (objet, date et service émetteur).

Recueil consultable sur le site internet de la Préfecture de la Gironde :  
[www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)

ISSN 1253-7292

# Recueil des Actes Administratifs

Mensuel N° 10 - Octobre - Novembre 2011

Publié le : 22/11/2011

## - SOMMAIRE -

Thème Acte	Titre Acte	Date	Signature
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES			
Arrêté conjoint	Modification de l'autorisation de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes "Les Mûriers" sis lotissement "Le Balcon de Cabiracs" à Carignan (33)	01/07/2011	p9
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement 2011 du Service Délégués aux Prestations Familiales (PDF) de l'Association des Oeuvres Girondines de Protection de l'Enfance (AOGPE)	26/09/2011	p12
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement 2011 du Service d'Accompagnement et de Protection aux Personnes (SA2P) de l'Association des Oeuvres Girondines de Protection de l'Enfance (AOGPE)	26/09/2011	p15
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement 2011 du Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (MJPM) de l'Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH)	26/09/2011	p18
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement 2011 du Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (MJPM) de l'Association Tutélaire du Bassin d'Arcachon (ATBA)	26/09/2011	p21
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement 2011 du Service d'Accompagnement aux Personnes de l'Association de Tutelle et d'Intégration (ATI)	26/09/2011	p24
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement 2011 du Service d'Aide et de Soutien à l'autonomie des Personnes (ASAP) de l'Association Laïque PRADO	26/09/2011	p27
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement 2011 du Service des Délégués aux Prestations Familiales (DPF) de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)	26/09/2011	p30
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement 2011 du Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (MJPM) de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)	26/09/2011	p33
Arrêté	Modification de la composition de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine	29/09/2011	p36
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement 2011 du Service délégué aux prestations familiales du l'Union Départementale des Associations Familiales des Landes (UDAF)	30/09/2011	p37
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement 2011 du Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (MJPM) de l'Union Départementale des Associations Familiales des Landes (UDAF)	30/09/2011	p40
Arrêté	Fixation de la dotation globale pour l'année 2011 pour LITS HALTE Soins Santé CCAS Bordeaux	03/10/2011	p44
Arrêté	Radiation de la liste préfectorale des sociétés civiles professionnelles du département de la Gironde de la Société Civile Professionnelle, enregistrée sous le numéro 40, dénommée "SCP DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE KERCKHOVE, HORNYCH & FOURMAUX"	04/10/2011	p46
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison de santé Marie Galène n° finess 330000217 au titre du mois d'août 2011	06/10/2011	p47
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au CRF La Tour de Gassies n° finess 330781139 au titre de l'activité du mois d'août 2011	06/10/2011	p50
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD "La Chartreuse" à Coutras	07/10/2011	p53
Arrêté	Modification de la composition de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine	07/10/2011	p55

Arrêté	Modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie	07/10/2011	p57
Arrêté	Tarif journalier de prestations applicable à l'activité de soins de suite et de réadaptation du centre hospitalier de Blaye (n° finess : 33 078 122 0)	10/10/2011	p59
Arrêté	Bilan quantifié de l'offre de soins pour l'activité de psychiatrie	10/10/2011	p61
Arrêté	Bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités de médecine et de chirurgie	10/10/2011	p66
Arrêté	Bilan quantifié de l'offre de soins pour l'activité de soins de médecine d'urgence	10/10/2011	p70
Arrêté	Bilan quantifié de l'offre de soins pour l'activité de réanimation - soins intensifs	10/10/2011	p75
Arrêté	Bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités de soins de suite et de réadaptation	10/10/2011	p78
Arrêté	Bilan quantifié de l'offre de soins pour l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique	10/10/2011	p81
Arrêté	Autorisation d'extension de 5 places du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) du centre hospitalier de Sainte Foy La Grande	10/10/2011	p85
Arrêté	Modification de l'autorisation de regroupement de laboratoires de biologie médicale en un laboratoire multi sites dénommé «ANAREV»	11/10/2011	p89
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier d'Arcachon n° finess 330781204 au titre du mois d'août 2011	11/10/2011	p92
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au CRLCC Institut Bergonié n° finess 330000662 au titre de l'activité du mois d'août 2011	11/10/2011	p95
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste de Pessac n° finess 330780529 au titre de l'activité du mois d'août 2011	11/10/2011	p98
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Sainte Foy la Grande n° finess 330781261 au titre de l'activité du mois d'août 2011	11/10/2011	p101
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier intercommunal Sud Gironde n° finess 330027509 au titre de l'activité du mois d'août 2011	11/10/2011	p104
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à la Résidence d'Aquitaine à Mérignac	14/10/2011	p108
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD Centre Hospitalier de Libourne	14/10/2011	p110
Arrêté	Autorisation de renouvellement d'un scanographe et remplacement de l'équipement existant sur le site du centre médico-chirurgical d'Arès délivrée à la SARL "Imagerie en coupe du nord Bassin"	14/10/2011	p112
Décision	Autorisation de renouvellement d'un scanographe et remplacement de l'équipement délivrée au Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux	14/10/2011	p115
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la MSP BAGATELLE n° finess 330000340 au titre du mois d'août 2011	17/10/2011	p118
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Bazas n° finess 330781212 au titre du mois d'août 2011 et d'une récupération d'activité de l'année 2009	17/10/2011	p122
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Blaye n° finess 330781220 au titre de l'activité du mois d'août 2011	17/10/2011	p125
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à l'hôpital suburbain du Bouscat n° finess 330000332 au titre de l'activité du mois d'août 2011	17/10/2011	p128
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste du Médoc n° finess 330780495 au titre de l'activité du mois d'août 2011	17/10/2011	p132
Arrêté	Agrément de l'Association pour le Logement et l'Entraide des Salariés (ALES) au titre de l'article L365-3 du code de la construction et de l'habitation	17/10/2011	p135
Arrêté	Agrément du groupement d'intérêt public d'aménagement et de développement du territoire du Pays des Landes de Gascogne au titre de l'article L365-3 du code de la construction et de l'habitation	17/10/2011	p138
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique médicale Les Fontaines de Monjous n° finess 330780370 au titre de l'activité du mois d'août 2011	18/10/2011	p140
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier universitaire de Bordeaux n° finess 330781196 au titre de l'activité du mois d'août 2011	18/10/2011	p143
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Libourne n° finess 330781253 au titre de l'activité du mois d'août 2011	18/10/2011	p146
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au CMC Wallerstein n° finess 330780537 au titre de l'activité du mois d'août 2011	20/10/2011	p149

Arrêté modificatif	Composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier de Cadillac sur Garonne	20/10/2011 p152
Arrêté	Autorisant la SELARL Centre d'imagerie fonctionnelle à remplacer par une gamma-caméra SPECT-CT, la gamma caméra initialement autorisée le 2/12/2003, sur le site de la Clinique Saint Augustin 114 avenue d'Arès à Bordeaux	24/10/2011 p153
Décision	Autorisant la SELARL Centre d'imagerie fonctionnelle à remplacer par une gamma-caméra SPECT-CT, la gamma caméra initialement autorisée le 13/07/2001, sur le site de la Clinique Saint Augustin 114 avenue d'Arès à Bordeaux	24/10/2011 p156
Décision	Autorisant la Société Anonyme Todomodensitomètre des radiologues d'Aquitaine (SA TDMR) de remplacer le scanographe initialement autorisé le 3 septembre 2007 sur le site de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite par un scanographe de classe 3 équipé du système ASIR	24/10/2011 p159
Décision	Autorisant la Société Anonyme Todomodensitomètre des radiologues d'Aquitaine (SA TDMR) de remplacer le scanographe initialement autorisé le 8 avril 2008 sur le site de la Clinique Saint-Augustin à Bordeaux par un scanographe de classe 3 équipé du système ASIR	24/10/2011 p162
Arrêté	Renouvellement d'agrément régional des associations et unions d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique (Association des Malades et Transplantés Hépatiques du Sud-Ouest (AMATHSO))	28/10/2011 p165

## AGRICULTURE ET FORET

Décision	Traitement de données à caractère personnel concernant la traçabilité des actions effectuées par les agents dans les systèmes d'information de la MSA	26/08/2011 p166
Arrêté	Désignation des membres du comité départemental (ou pluridépartemental) du fonds social de l'assurance maladie des exploitants agricoles (FAMEXA)	07/10/2011 p168
Arrêté	Conditions de financement par des aides publiques des investissements en matière de desserte forestière - Mesure 125A du Plan de Développement Rural Hexagonal	09/11/2011 p170
Arrêté	Conditions de financement, par le budget général de l'Etat, de projets d'investissements dans les forêts de montagne ayant un rôle avéré de protection contre les risques en montagne	15/11/2011 p178
Arrêté	Conditions de financement par des aides publiques des investissements forestiers de nettoyage et de reconstitution des forêts de montagne sinistrées par la tempête XYNTHIA du 28 février 2010	15/11/2011 p183

## CIRCULATION

Arrêté	Institution du plan intempéries Sud-Ouest pour l'hiver 2011-2012	11/10/2011 p193
--------	--	-----------------

## COLLECTIVITES LOCALES

Arrêté conjoint	Approbation du Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage	24/10/2011 p195
-----------------	--	-----------------

## COLLECTIVITES LOCALES - Intercommunalité

Arrêté	Retrait d'une commune et transformation du SIVOM en SIVU du S.I.V.O.M. du secteur de Saint Loubès et de la Vallée de la Laurence (à la carte)	11/10/2011 p197
Arrêté	Extension des compétences de la communauté de communes des Coteaux Bordelais	11/10/2011 p199
Arrêté	Modification des statuts de la communauté de communes du canton de Podensac	24/10/2011 p201
Arrêté	Liste des membres de la formation plénière de la commission départementale de la coopération intercommunale du département de la Gironde	25/10/2011 p203

## CONCOURS

Décision	Concours sur titres au centre hospitalier universitaire de Bordeaux afin de pouvoir 15 postes d'ouvrier professionnel qualifié "restauration collective"	15/11/2011 p207
Arrêté	Ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'adjoints techniques de 1ère classe de l'intérieur et de l'outre-mer	17/11/2011 p209
Arrêté	Ouverture d'un recrutement sans concours pour l'accès au grade d'adjoint technique de 2ème classe de l'intérieur et de l'outre-mer	17/11/2011 p212
Avis	Concours sur titres pour l'accès au grade de technicien supérieur hospitalier de 2ème classe au centre hospitalier de Libourne (33)	18/11/2011 p215

## CULTURE - PATRIMOINE



Arrêté	Inscription au titre des monuments historiques du château Rauzan-Ségla à Margaux (Gironde)	18/10/2011	p216
Arrêté	Inscription au titre des monuments historiques du château Balac à Saint-Laurent-de-Médoc (Gironde)	25/10/2011	p217
Arrêté	Inscription au titre des monuments historiques du château La Lagune à Ludon-Médoc (Gironde)	28/10/2011	p220
<b>DELEGATIONS DE SIGNATURE - Services déconcentrés</b>			
Arrêté	Subdélégations de signature aux contrôleurs du travail dans le cadre des arrêts temporaires de travaux	17/10/2011	p222
Arrêté	Délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à Monsieur Yves JULIEN, administrateur général des finances publiques, Directeur du pôle pilotage et ressources	22/11/2011	p240
Arrêté	Délégations de signature de M. Jean-Denis de Voyer d'Argenson, directeur régional des finances publiques, en matière d'évaluation domaniale	15/11/2011	p242
Arrêté	Délégations de signature de M. Jean-Denis de Voyer d'Argenson, directeur régional des finances publiques, en matière de fiscalité locale	15/11/2011	p244
Décision	Délégation de signature de M. Jean-Denis de Voyer d'Argenson, directeur régional des finances publiques, à M. Olivier GOULET, contrôleur général économique et financier, contrôleur budgétaire régional	15/11/2011	p245
Arrêté	Délégation de pouvoirs donnée aux collaborateurs du directeur régional des finances publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde en matière d'homologation des rôles d'impôts directs	22/11/2011	p246
<b>DOMAINE DE L ETAT</b>			
Convention	Convention d'utilisation n° 033-2011-0075 passée par l'Université Montesquieu - Bordeaux IV - Pôle universitaire de sciences de gestion de Bordeaux, pour la mise à disposition du site immobilier ZAC Coeur de Bastide, 35 avenue Abadie à Bordeaux	29/09/2011	p248
<b>EDUCATION</b>			
Arrêté modificatif	Conseil Académique de l'Education Nationale - Académie de Bordeaux	07/10/2011	p254
<b>ENVIRONNEMENT</b>			
Arrêté	Arrêté autorisant, au titre des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement, la société ATLANDES à réaliser et exploiter les ouvrages et aménagements rendus nécessaires par la mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A63 entre SALLES (33) et SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE (40)	23/09/2011	p256
Arrêté	Déclaration d'intérêt général et autorisation concernant la réalisation de travaux de prévention des risques d'inondations du ruisseau le Rieuvert sur la commune de Castillon la Bataille	12/10/2011	p326
Arrêté	Autorisation de restaurer la capacité hydraulique de tronçons de cours d'eau sur les communes de Grayan et l'Hôpital, Jau-Dignac-et-Loirac, Saint Vivien de Médoc et Le Verdon sur Mer par le SIBV du Nord Médoc	12/10/2011	p331
Arrêté	Autorisation délivrée pour la régulation d'un plan d'eau construit sans autorisation préfectorale sur le territoire de la commune de La Sauve	12/10/2011	p336
Arrêté	Approbation du Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain sur la commune de Blaye	26/10/2011	p343
Arrêté	Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages captant les ressources du SAGE Nappes Profondes MIOCENE - OLIGOCENE - EOCENE - CRETACE : autorisation accordée à la commune de Biganos	26/10/2011	p346
Arrêté	Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages captant les ressources du SAGE Nappes Profondes MIOCENE - OLIGOCENE - EOCENE - CRETACE : autorisation accordée à la commune de Captieux	26/10/2011	p351
Arrêté	Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages captant les ressources du SAGE Nappes Profondes MIOCENE - OLIGOCENE - EOCENE - CRETACE : autorisation accordée à la commune de Blaye	26/10/2011	p357
Arrêté	Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages captant les ressources du SAGE Nappes Profondes MIOCENE - OLIGOCENE - EOCENE - CRETACE : autorisation accordée à la commune de Brach	26/10/2011	p362
Arrêté	Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages captant les ressources du SAGE Nappes Profondes MIOCENE - OLIGOCENE - EOCENE - CRETACE : autorisation accordée à la commune de Cabanac et Villagrains	26/10/2011	p367
Arrêté	Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages captant les ressources du SAGE Nappes Profondes MIOCENE - OLIGOCENE - EOCENE - CRETACE : autorisation accordée à la commune de Cazalis	26/10/2011	p372

Arrêté	Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages captant les ressources du SAGE Nappes Profondes MIOCENE - OLIGOCENE - EOCENE - CRETACE : autorisation accordée à la commune des Eglisottes et Chalaures	26/10/2011 p377
Arrêté	Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages captant les ressources du SAGE Nappes Profondes MIOCENE - OLIGOCENE - EOCENE - CRETACE : autorisation accordée à la commune d'Hostens	26/10/2011 p383
Arrêté	Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages captant les ressources du SAGE Nappes Profondes MIOCENE - OLIGOCENE - EOCENE - CRETACE : autorisation accordée au Syndicat intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Saint Vivien de Médoc	26/10/2011 p388

## JEUNESSE ET SPORTS

Arrêté	Agrément des groupements sportifs	19/10/2011 p394
--------	-----------------------------------	-----------------

## PECHE

Arrêté	Clôture de la procédure d'établissement de la liste des électeurs pour les élections professionnelles au comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de la Gironde	20/10/2011 p395
Arrêté	Clôture de la procédure d'établissement de la liste des électeurs pour les élections professionnelles au conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine	24/10/2011 p397

## PROTECTION CIVILE

Arrêté	Interdiction des incinérations de végétaux jusqu'au 10 octobre 2011 inclus dans le département de la Gironde	03/10/2011 p399
Arrêté	Interdiction des incinérations de végétaux jusqu'au 17 octobre 2011 inclus dans le département de la Gironde	04/10/2011 p401

## SECURITE - GARDIENNAGE

Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement de la société de surveillance et de gardiennage E.P.S. (Escort Protection Sécurité)	23/03/2011 p403
Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement de la société de surveillance et de gardiennage SAFETY FRANCE	26/04/2011 p404
Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement de la société de surveillance et de gardiennage GROUPE PRESTATAIRE DE SERVICE	26/04/2011 p405
Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement de la société de surveillance et de gardiennage CST (CENTRE DE SECURITE ET TELESURVEILLANCE)	23/05/2011 p406
Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement du service interne de sécurité de la SARL NEW CENTAURE - Enseigne LES CAVES DU PAPE	23/05/2011 p407
Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement de la société de surveillance, télésurveillance et gardiennage SUD-OUEST TELESURVEILLANCE (SOTEL) – établissement secondaire et agrément du dirigeant de la société	05/07/2011 p408
Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement de la société de surveillance et de gardiennage Management Sécurité Inter Gardiennage	23/09/2011 p410
Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement de l'établissement secondaire KHEOPS SECURITE	23/09/2011 p411
Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement du service interne de sécurité de la SARL Chapman-Ellis	07/10/2011 p413
Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement du service interne de sécurité de la SARL LE SENECHAL	10/10/2011 p414
Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement de l'établissement secondaire SECURITE GENERALE AEROPORTUAIRE	21/10/2011 p415
Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement du service interne de sécurité SARL Calle Ocho	28/10/2011 p417

## SERVICES VETERINAIRES

Arrêté	Mandat sanitaire attribué au docteur vétérinaire FERRAND Mireille	17/10/2011 p418
Arrêté	Mandat sanitaire attribué au docteur vétérinaire LUX Charlotte	17/10/2011 p419
Arrêté	Mandat sanitaire attribué au docteur vétérinaire DAUVERT-MAITRE Charline	17/10/2011 p420
Arrêté	Mandat sanitaire attribué au docteur vétérinaire LEDOUX Antoine	18/10/2011 p421
Arrêté	Liste départementale des vétérinaires susceptibles de réaliser des évaluations comportementales en application de l'article L211-14-1 du code rural	18/10/2011 p422
Arrêté	Mandat sanitaire attribué au docteur vétérinaire REGNAULT Barbara	19/10/2011 p426

Arrêté	Mandat sanitaire attribué au docteur vétérinaire HEIL Charlotte	19/10/2011	p427
Arrêté	Mandat sanitaire attribué au docteur vétérinaire LELEU Anne	19/10/2011	p428
<b>TRANSPORTS</b>			
Arrêté	Création d'une hélistation réservée aux transports sanitaires du pôle de santé d'Arcachon	14/10/2011	p429
<b>TRAVAIL - EMPLOI</b>			
Arrêté	Retrait d'agrément qualité délivré à l'Association pour l'Autonomie des Aînés à Domicile	07/10/2011	p434
Arrêté	Renouvellement d'Agrément Qualité Services à la personne délivré à l'AMAD	07/10/2011	p435
Arrêté	Renouvellement d'agrément simple délivré à ICI INTER EMPLOI	07/10/2011	p437
Arrêté	Renouvellement d'Agrément Qualité Association «Aide aux Personnes Agees du Médoc (AAPAM)»	07/10/2011	p439
Arrêté	Agrément simple délivré à la SARL ARC DE VIE SERVICES	07/10/2011	p442
Arrêté	Agrément simple délivré à Monsieur Jérémy PETITJEAN	07/10/2011	p444
Arrêté	Renouvellement d'Agrément Qualité Services à la personne délivré à la SARL A2 MICILE EST	07/10/2011	p446
Arrêté	Renouvellement d'Agrément Qualité Services à la personne délivré à l'Association ALSP	07/10/2011	p448
Arrêté	Renouvellement d'Agrément Qualité Services à la personne délivré à l'association AU GRE DU TEMPS	07/10/2011	p451
Arrêté	Renouvellement d'Agrément Qualité Services à la personne délivré à la SARL DOMIFA 33	07/10/2011	p453
Arrêté	Agrément simple délivré à l'Association intermédiaire l'ESSOR	07/10/2011	p455
Arrêté	Renouvellement d'Agrément simple délivré à MERIGNAC ASSOCIATION SERVICES	07/10/2011	p457
Arrêté	Renouvellement d'Agrément Qualité «Association de Maintien à Domicile du Canton de Saint-Savin de Blaye» (AMAD)	07/10/2011	p459
Arrêté	Renouvellement d'Agrément Qualité Services à la personne délivré au CCAS de Talence	10/10/2011	p462
Arrêté	Retrait d'agrément simple délivré à Monsieur Nicolas GARRIGUE	11/10/2011	p465
Arrêté	Retrait de l'agrément simple délivré à Madame Christine AUBRY	11/10/2011	p466
Arrêté	Retrait de l'agrément simple délivré à Madame Laurence FOUCHET	11/10/2011	p467
Arrêté	Retrait de l'agrément simple délivré à Monsieur Sylvain GINESTIERE	11/10/2011	p468
Arrêté	Agrément simple délivré à la société A.S.M.P.	13/10/2011	p469
Arrêté	Renouvellement d'Agrément Qualité Services à la personne Association Tout Cérébrolèse assistance (TCA)	14/10/2011	p471
Arrêté	Agrément qualité délivré à la SARL LES PETITES MAINS	14/10/2011	p474
Arrêté	Agrément simple est délivré à Monsieur Thierry PARDO	14/10/2011	p476
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité délivré à l'association AIDES A DOMICILE DU PAVILLON	14/10/2011	p478
Arrêté	Renouvellement de l'agrément simple délivré au CCAS de LEOGNAN	14/10/2011	p480
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité délivré à l'association SITTING ET SHOPPING	14/10/2011	p482
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité délivré au CCAS de BLANQUEFORT	17/10/2011	p484
Arrêté	Renouvellement de l'agrément simple délivré au CCAS de GRADIGNAN	17/10/2011	p486
Arrêté	Renouvellement de l'agrément simple délivré au CCAS de SAUCATS	17/10/2011	p488
Arrêté	Renouvellement de l'agrément simple délivré à l'association A.S.S.E.P.	18/10/2011	p490
Arrêté	Renouvellement de l'agrément simple délivré à l'association MENAGE SERVICE	19/10/2011	p492
Arrêté	Agrément simple délivré à Monsieur Gilles PATAT	25/10/2011	p494
Arrêté	Retrait de l'agrément qualité délivré à la SARL «BIEN CHEZ SOI»	25/10/2011	p496
Arrêté	Retrait de l'agrément simple délivré à Madame Florence GARDEUR	25/10/2011	p497
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité délivré au CCAS de Bruges	25/10/2011	p498
Arrêté	Agrément simple délivré à la SARL BE UP DOMICILE	25/10/2011	p500
Arrêté	Retrait de l'agrément qualité délivré à la SARL AIDES & SERVICES	25/10/2011	p502
Arrêté modificatif	Modalités de transfert des biens mobiliers et immobiliers de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Dordogne, de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Gironde, Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Lot et Garonne et de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de région Aquitaine	27/10/2011	p503
Arrêté	Retrait de l'agrément simple délivré à la SARL FREE DOM BORDEAUX	28/10/2011	p507
Arrêté	Renouvellement de l'agrément simple est délivré à la SARL A2 MICILE BORDEAUX OUEST	28/10/2011	p508
<b>URBANISME</b>			
Arrêté	Périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du Sud Gironde	13/10/2011	p510
Arrêté	Approbation de la carte communale de la commune de Brach	25/10/2011	p513

Arrêté	Récapitulatif des décisions relatives aux installations de systèmes de vidéoprotection pour les dossiers examinés en commission du 7 octobre 2011	21/10/2011 p514
--------	--	-----------------

DÉLÉGATION TERRITORIALE  
DE LA GIRONDE

Arrêté du **01 JUL. 2011**

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE  
CHARGÉE DE LA SOLIDARITÉ

*Portant modification de l'autorisation de l'établissement  
d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Les  
Mûriers » sis lotissement « Le Balcon de Cabiracs » à  
Carignan (33360)*

La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite

Le Président du Conseil Général

- VU le code de l'action sociale et des familles notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale et les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L3214-1 et L3221-9 ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;
- VU le programme régional et interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour la période 2010-2013 ;
- VU le règlement départemental d'aide sociale adopté par délibération du 20 décembre 2010 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2004 autorisant la transformation en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de la maison de retraite « Les Mûriers » sise 19 chemin de Vignac à Carignan pour une capacité de 60 lits ;
- VU la demande du 28 avril 2005 présentée par Monsieur Didier Lavergne, représentant la SAS Les Mûriers à Carignan, tendant à la délocalisation d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 60 lits et à la création de 4 lits d'hébergement temporaire et 2 places d'accueil de jour, du 19 chemin de Vignac 33360 Carignan vers le site du lotissement « Le balcon de Cabiracs » allée de l'étoile du Berger 33360 Carignan,
- VU l'avis émis par le Comité régional d'organisation sociale et médico-social en sa séance du 18 octobre 2005 ;

Espace Rodesse  
CS 91704  
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

Esplanade  
Charles-de-Gaulle  
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33

- VU** la convention tripartite conclue le 30 décembre 2005 entre le Préfet de la Gironde, le Président du Conseil Général de la Gironde et le Directeur de la structure fixant la délocalisation de la structure et la reconstruction d'un bâtiment neuf, dans les conditions fixées par l'autorisation et dans le dossier présenté en CROSMS, comme un des objectifs de l'établissement ;
- VU** l'arrêté conjoint du 6 mars 2006 portant autorisation de délocalisation et d'extension de l'EHPAD Les Mûriers sis à Carignan vers le site du lotissement « Le Balcon de Cabiracs » à Carignan (33360) ;

**CONSIDERANT** que le projet n'a reçu aucune modification par rapport au dossier initial validé par le Comité Régional d'Organisation Sociale et Médico-Social en sa séance du 18 octobre 2005 ;

**CONSIDERANT** que les crédits d'assurance maladie concernant les 4 lits d'hébergement temporaire sont disponibles sur l'enveloppe 2011 ;

**CONSIDERANT** la circulaire du 25 février 2010 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 qui fixe pour l'accueil de jour la capacité minimale requise à 6 places ;

**CONSIDERANT** que, par courrier en date du 17 juin 2011, l'établissement ne maintient pas sa demande de création initiale de 2 places d'accueil de jour ;

**SUR** proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence régionale de Santé d'Aquitaine et du Directeur Général des Services Départementaux ;

## **- ARRESENT -**

**Article 1er** – L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles accordée à la SAS « Les Mûriers », représentée par Monsieur Didier Lavergne, pour l'EHPAD « Les Mûriers », sis lotissement « Le Balcon de Cabiracs » allée de l'étoile du Berger 33360 Carignan est modifiée comme suit :

	EHPAD classique	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	50	10	60
Hébergement temporaire	4	0	4
TOTAL	52	12	64

**Article 2** – L'autorisation accordée ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

**Article 3** – Conformément à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 26 octobre 2004. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312.8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**Article 4** – La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par les articles D 313-11 à D 313-14 du même code.

**Article 5** – Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**Article 6** – Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique :** SAS Les Mûriers

N° FINESS : 330001488

Code statut juridique : 73

**Entité établissement :** EHPAD Les Mûriers

N° FINESS : 330786229

Code catégorie : 200

capacité : 64

Discipline	Activité/fonctionnement	Clientèle	Capacité
924	11	711	50
924	11	436	10
657	11	711	4

**Article 7** - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et du recueil des actes du département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**Article 8** – La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le 01 JUL. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général

Pour le Président du Conseil Général  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux

  
Gérard MARTY



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

Direction Régionale de la  
Jeunesse, des Sports et de la  
Cohésion Sociale  
7 boulevard Jacques Chaban Delmas  
33525 BRUGES CEDEX

### ARRÊTÉ

Fixant la dotation globale de financement 2011 du  
Service Délégués aux Prestations Familiales (DPF)  
de l'Association des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance (AOGPE)

Le préfet de la région Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 314-4, L. 361-1 et R. 314-36 ;
- VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;
- VU le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9,12,16,18,19,47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 611-2 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 31 mai 2011, paru le 7 juin, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU la circulaire ministérielle N° DGCS/2A/2011/231 du 16 juin 2011 relative aux orientations de l'exercice 2011 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2010 fixant le Schéma Régional des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs et des Délégués aux Prestations Familiales (2010-2014) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2010 autorisant le service ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2010 fixant la liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;



VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2011 portant délégation de signature à monsieur Jacques Cartiaux, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;

VU le courrier reçu le 29 octobre 2010 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Association AOGPE a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2011 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 11 juillet 2011 ;

**CONSIDERANT** qu'au 31 décembre 2009 la répartition des personnes bénéficiant d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 361-2, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur proposition du Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine ;

#### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service délégué aux prestations familiales (DPF) de l'Association des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance (AOGPE) sont autorisées comme suit :

	<b>Groupes fonctionnels</b>	<b>Montants en Euros</b>	<b>Total en Euros</b>
<b>Dépenses</b>	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 211	
	Groupe II :		
	Dépenses afférentes au personnel	240 462	280 348
	Groupe III :		
	Dépenses afférentes à la structure	27 675	
<b>Recettes</b>	Groupe I :		
	Produits de la tarification	280 348	
	Groupe II :		
	Autres produits relatifs à l'exploitation		280 348
	Groupe III :		
	Produits financiers et produits non encaissables		

**Article 2** - Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée à l'AOGPE est fixée à 280 348 €.

**Article 3** - Pour l'exercice budgétaire 2011, en application de l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles, la dotation globale de financement est fixée pour chacun des financeurs comme suit :

	Répartition en %	DGF	Forfait mensuel
CAF	93,50	262 013,24	21 834,44
MSA	6,50	18 334,76	1 527,90

**Article 4** - La dotation de chaque financeur précisé à l'article 3 du présent arrêté est versée en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant.

**Article 5** - Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

**Article 6** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Région, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 7** - En application des dispositions de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**Article 8** - Le secrétaire général de la préfecture, la secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le **26 SEP. 2011**

Le Préfet de Région

P/ Le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine  
Le directeur régional adjoint

**Frédéric ROUSSEL**



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction Régionale de la  
Jeunesse, des Sports et de la  
Cohésion Sociale Aquitaine  
7 boulevard Jacques Chaban Delmas  
33525 BRUGES CEDEX

### ARRÊTÉ

Fixant la dotation globale de financement 2011 du  
Service d'Accompagnement et de Protection aux Personnes (SA2P)  
de l'Association des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance (AOGPE)

Le Préfet de la région Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 314-4, L. 361-1 et R. 314-36 ;
- VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;
- VU le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9,12,16,18,19,47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 611-2 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 31 mai 2011, paru le 7 juin, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU la circulaire ministérielle N° DGCS/2A/2011/231 du 16 juin 2011 relative aux orientations de l'exercice 2011 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2010 fixant le Schéma Régional des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs et des Délégués aux Prestations Familiales (2010-2014) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2010 autorisant le service ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2010 fixant la liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jacques Cartiaux, Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale ;

VU le Budget Opérationnel de Programme 106 « actions en faveur des familles vulnérables » ;

VU le courrier reçu le 29 octobre 2010 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Association AOGPE a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2011 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en dates du 11 et 20 juillet 2011 ;

**CONSIDÉRANT** qu'au 31 décembre 2009 la répartition des personnes protégées selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues aux 1°, 2° et 3° du I de l'article L. 361-1, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur proposition du Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine ;

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Accompagnement et de Protection aux Personnes de l'AOGPE sont autorisées comme suit :

	<b>Groupes fonctionnels</b>	<b>Montants en Euros</b>	<b>Total en Euros</b>
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	193 064	3 120 612
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 489 430	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	438 118	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	2 750 307	3 120 612
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	370 000	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	305	

**Article 2** - Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée au service d'accompagnement et de protection aux personnes de l'AOGPE est fixée à 2 750 307 €.

**Article 3** - Pour l'exercice budgétaire 2011, en application de l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles, la dotation globale de financement est fixée pour chacun des financeurs comme suit :

	Répartition en %	DGF	Forfait mensuel
ETAT	37,42	1 029 164,88	85 763,74
DEPARTEMENT	0,27	7 425,83	618,82
CAF	49,43	1 359 476,75	113 289,73
CARSAT	3,89	106 986,94	8 915,58
CPAM	1,54	42 354,73	3 529,56
MSA	6,71	184 545,60	15 378,80
Service de l'ASPA	0,74	20 352,27	1 696,02

**Article 4** - La dotation de chaque financeur précisée à l'article 3 du présent arrêté est versée en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant.

**Article 5** - Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

**Article 6** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Région, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 7** - En application des dispositions de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**Article 8** - Le secrétaire général de la préfecture, la secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le **26 SEP. 2011**

Le Préfet de Région,

*P/ Le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine  
Le directeur régional adjoint*

**Frédéric ROUSSEL**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction Régionale de la  
Jeunesse, des Sports et de la  
Cohésion Sociale Aquitaine  
7 boulevard Jacques Chaban Delmas  
33525 BRUGES CEDEX

### ARRÊTÉ

Fixant la dotation globale de financement 2011 du  
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (MJPM)  
de l'Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH)

Le Préfet de la région Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 314-4, L. 361-1 et R. 314-36 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9,12,16,18,19,47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 611-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 31 mai 2011, paru le 7 juin, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la circulaire ministérielle N° DGCS/2A/2011/231 du 16 juin 2011 relative aux orientations de l'exercice 2011 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2010 fixant le Schéma Régional des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs et des Délégués aux Prestations Familiales (2010-2014) ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2010 autorisant le service ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2010 fixant la liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jacques Cartiaux, Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale ;

VU le Budget Opérationnel de Programme 106 « actions en faveur des familles vulnérables » ;

VU le courrier déposé le 28 octobre 2010 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Association APAJH a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2011 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 11 juillet 2011 ;

**CONSIDERANT** qu'au 31 décembre 2009 la répartition des personnes protégées selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues aux 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> du I de l'article L. 361-1, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur proposition du Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine ;

#### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs de l'APAJH sont autorisées comme suit :

	<b>Groupes fonctionnels</b>	<b>Montants en Euros</b>	<b>Total en Euros</b>
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	115 613	1 889 516,60
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 461 631,60	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	312 272	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	1 769 516,60	1 889 516,60
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	120 000	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables		

**Article 2** - Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée au service mandataire judiciaire à la protection des majeurs de l'APAJH est fixée à 1 769 516,60 €.

**Article 3** - Pour l'exercice budgétaire 2011, en application de l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles, la dotation globale de financement est fixée pour chacun des financeurs comme suit :

	Répartition en %	DGF	Forfait mensuel
ETAT	25,21	446 095,13	37 174,59
DEPARTEMENT	0,00	0,00	0,00
CAF	62,68	1 109 133,00	92 427,75
CARSAT	9,15	161 910,77	13 492,56
CPAM	0,99	17 518,21	1 459,85
MSA	1,97	34 859,48	2 904,96
Service de l'ASPA	0,00	0,00	0,00

**Article 4** - La dotation de chaque financeur précisée à l'article 3 du présent arrêté est versée en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant.

**Article 5** - Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

**Article 6** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Région, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 7** - En application des dispositions de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**Article 8** - Le secrétaire général de la préfecture, la secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le **26 SEP. 2011**

Le Préfet de Région,

P/ Le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine  
Le directeur régional adjoint

**Frédéric ROUSSEL**





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction Régionale de la  
Jeunesse, des Sports et de la  
Cohésion Sociale  
7 boulevard Jacques Chaban Delmas  
33525 BRUGES CEDEX

### ARRÊTÉ

Fixant la dotation globale de financement 2011 du  
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (MJPM)  
de l'Association Tutélaire du Bassin d'Arcachon (ATBA)

Le Préfet de la région Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 314-4, L. 361-1 et R. 314-36 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9,12,16,18,19,47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 611-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 31 mai 2011, paru le 7 juin, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la circulaire ministérielle N° DGCS/2A/2011/231 du 16 juin 2011 relative aux orientations de l'exercice 2011 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2010 fixant le Schéma Régional des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs et des Délégués aux Prestations Familiales (2010-2014) ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2010 autorisant le service ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2010 fixant la liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jacques Cartiaux, Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale ;

VU le Budget Opérationnel de Programme 106 « actions en faveur des familles vulnérables » ;

VU le courrier déposé le 29 octobre 2010 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Association ATBA a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2011 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en dates du 11 et 26 juillet 2011 ;

**CONSIDERANT** qu'au 31 décembre 2009 la répartition des personnes protégées selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues aux 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> du I de l'article L. 361-1, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

**Sur proposition** du Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine ;

#### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs de l'ATBA sont autorisées comme suit :

	<b>Groupes fonctionnels</b>	<b>Montants en Euros</b>	<b>Total en Euros</b>
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 705	329 866
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	262 632	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	44 529	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	209 866	329 866
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	120 000	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables		

**Article 2** - Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée au service mandataire judiciaire à la protection des majeurs de l'ATBA est fixée à 209 866 €.

**Article 3** - Pour l'exercice budgétaire 2011, en application de l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles, la dotation globale de financement est fixée pour chacun des financeurs comme suit :

	Répartition en %	DGF	Forfait mensuel
ETAT	56,39	118 343,44	9 861,95
DEPARTEMENT	0	0,00	0,00
CAF	32,33	67 849,68	5 654,14
CARSAT	3,76	7 890,96	657,58
CPAM	0	0,00	0,00
MSA	2,26	4 742,97	395,25
Service de l'ASPA	4,51	9 464,96	788,75
Régimes spéciaux (RSI)	0,75	1 574,00	131,17

**Article 4** - La dotation de chaque financeur précisée à l'article 3 du présent arrêté est versée en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant.

**Article 5** - Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

**Article 6** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Région, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 7** - En application des dispositions de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**Article 8** - Le secrétaire général de la préfecture, la secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le **26 SEP. 2011**

Le Préfet de Région

P/ Le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine  
Le directeur régional adjoint

**Frédéric ROUSSEL**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction Régionale de la  
Jeunesse, des Sports et de la  
Cohésion Sociale  
7 boulevard Jacques Chaban Delmas  
33525 BRUGES CEDEX

### ARRÊTÉ

Fixant la dotation globale de financement 2011 du  
Service d'Accompagnement aux Personnes  
de l'Association de Tutelle et d'Intégration (ATI)

Le Préfet de la région Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 314-4, L. 361-1 et R. 314-36 ;
- VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;
- VU le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9,12,16,18,19,47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 611-2 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 31 mai 2011, paru le 7 juin, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU la circulaire ministérielle N° DGCS/2A/2011/231 du 16 juin 2011 relative aux orientations de l'exercice 2011 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2010 fixant le Schéma Régional des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs et des Délégués aux Prestations Familiales (2010-2014) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2010 autorisant le service ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2010 fixant la liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jacques Cartiaux, Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale ;

VU le Budget Opérationnel de Programme 106 « actions en faveur des familles vulnérables » ;

VU le courrier déposé le 28 octobre 2010 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Association ATI a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2011 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 11 juillet 2011 ;

**CONSIDERANT** qu'au 31 décembre 2009 la répartition des personnes protégées selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues aux 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> du I de l'article L. 361-1, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur proposition du Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine ;

#### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs de l'ATI sont autorisées comme suit :

	<b>Groupes fonctionnels</b>	<b>Montants en Euros</b>	<b>Total en Euros</b>
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	280 099	4 861 240
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 035 636	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	545 505	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	4 215 751	4 861 240
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	619 009	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	26 483	

**Article 2** - Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée au service mandataire judiciaire à la protection des majeurs de l'ATI est fixée à 4 215 751 €.

**Article 3** - Pour l'exercice budgétaire 2011, en application de l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles, la dotation globale de financement est fixée pour chacun des financeurs comme suit :

	Répartition en %	DGF	Forfait mensuel
ETAT	30,17	1 271 892,08	105 991,01
DEPARTEMENT	0,31	13 068,83	1 089,07
CAF	53,47	2 254 162,06	187 846,84
CARSAT	5,06	213 317,00	17 776,42
CPAM	1,89	79 677,69	6 639,81
MSA	8,22	346 534,73	28 877,89
Service de l'ASPA	0,84	35 412,31	2 951,03
Régimes Spéciaux (RSI Aquitaine)	0,04	1 686,30	140,53

**Article 4** - La dotation de chaque financeur précisée à l'article 3 du présent arrêté est versée en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant.

**Article 5** - Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

**Article 6** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Région, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 7** - En application des dispositions de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**Article 8** - Le secrétaire général de la préfecture, la secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le **26 SEP. 2011**

Le Préfet de Région,

**P/ Le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine**  
Le directeur régional adjoint

**Frédéric ROUSSEL**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction Régionale de la  
Jeunesse, des Sports et de la  
Cohésion Sociale  
7 boulevard Jacques Chaban Delmas  
33525 BRUGES CEDEX

### ARRÊTÉ

Fixant la dotation globale de financement 2011 du  
Service d'Aide et de Soutien à l'autonomie des Personnes (ASAP)  
de l'Association Laïque PRADO

Le Préfet de la région Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 314-4, L. 361-1 et R. 314-36 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9,12,16,18,19,47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 611-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 31 mai 2011, paru le 7 juin, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la circulaire ministérielle N° DGCS/2A/2011/231 du 16 juin 2011 relative aux orientations de l'exercice 2011 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2010 fixant le Schéma Régional des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs et des Délégués aux Prestations Familiales (2010-2014) ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2010 autorisant le service ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2010 fixant la liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jacques Cartiaux, Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale ;

VU le Budget Opérationnel de Programme 106 « actions en faveur des familles vulnérables » ;

VU le courrier déposé le 29 octobre 2010 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Association PRADO a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2011 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en dates du 11 et 26 juillet 2011 ;

**CONSIDERANT** qu'au 31 décembre 2009 la répartition des personnes protégées selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues aux 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> du I de l'article L. 361-1, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur proposition du Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine ;

#### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service « d'Aide et de Soutien à l'autonomie des personnes » du **PRADO** sont autorisées comme suit :

	<b>Groupes fonctionnels</b>	<b>Montants en Euros</b>	<b>Total en Euros</b>
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	130 925	2 142 939
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 768 277	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	243 737	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	1 937 939	2 142 939
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	205 000	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables		

**Article 2** - Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée au service « d'Aide et de Soutien à l'autonomie des personnes » du **PRADO** est fixée à 1 937 939 €.



**Article 3** - Pour l'exercice budgétaire 2011, en application de l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles, la dotation globale de financement est fixée pour chacun des financeurs comme suit :

	Répartition en %	DGF	Forfait mensuel
ETAT	38,9	753 858,27	62 821,523
DEPARTEMENT	0,09	1 744,15	145,345
CAF	48,5	939 900,42	78 325,035
CARSAT	4,53	87 788,64	7 315,720
CPAM	2,27	43 991,22	3 665,935
MSA	4,44	86 044,49	7 170,374
Service de l'ASPA	1,18	22 867,68	1 905,640
Régimes Spéciaux (CNRACL)	0,09	1 744,15	145,345

**Article 4** - La dotation de chaque financeur précisé à l'article 3 du présent arrêté est versée en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant.

**Article 5** - Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

**Article 6** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Région, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 7** - En application des dispositions de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**Article 8** - Le secrétaire général de la préfecture, la secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le **26 SEP, 2011**

Le Préfet de Région,

P/ Le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine  
Le directeur régional adjoint

**Fédéric ROUSSEL**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction Régionale de la  
Jeunesse, des Sports et de la  
Cohésion Sociale  
7 boulevard Jacques Chaban Delmas  
33525 BRUGES CEDEX

### ARRÊTÉ

Fixant la dotation globale de financement 2011 du  
Service Délégués aux Prestations Familiales (DPF)  
de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)

Le Préfet de la Région Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 314-4, L. 361-1 et R. 314-36 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9,12,16,18,19,47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 611-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 31 mai 2011, paru le 7 juin, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la circulaire ministérielle N° DGCS/2A/2011/231 du 16 juin 2011 relative aux orientations de l'exercice 2011 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2010 fixant le Schéma Régional des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs et des Délégués aux Prestations Familiales (2010-2014) ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2010 autorisant le service ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2010 fixant la liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2011 portant délégation de signature à monsieur Jacques Cartiaux, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;

VU le courrier reçu le 29 octobre 2010 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Association UDAF a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2011 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en dates du 11 et 26 juillet 2011 ;

**CONSIDERANT** qu'au 31 décembre 2009 la répartition des personnes bénéficiant d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 361-2, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur proposition du Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service délégué aux prestations familiales (DPF) de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	31 979	654 556
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	573 298	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	49 279	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	645 848	654 556
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	8 708	

**Article 2** - Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée à l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) est fixée à **645 848 €**.

**Article 3** - Pour l'exercice budgétaire 2011, en application de l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles, la dotation globale de financement est fixée pour chacun des financeurs comme suit :

	Répartition en %	DGF	Forfait mensuel
CAF	90,2	582 748,65	48 562,39
MSA	9,8	63 099,35	5 258,28

**Article 4** - La dotation de chaque financeur précisé à l'article 3 du présent arrêté est versée en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant.

**Article 5** - Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

**Article 6** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Région, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 7** - En application des dispositions de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**Article 8** - Le secrétaire général de la préfecture, la secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le **26 SEP. 2011**

Le Préfet de Région,

P/ Le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine  
Le directeur régional adjoint

**Frédérique ROUSSEL**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction Régionale de la  
Jeunesse, des Sports et de la  
Cohésion Sociale  
7 boulevard Jacques Chaban Delmas  
33525 BRUGES CEDEX

### ARRÊTÉ

Fixant la dotation globale de financement 2011 du  
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (MJPM)  
de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)

Le Préfet de la région Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 314-4, L. 361-1 et R. 314-36 ;
- VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;
- VU le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9,12,16,18,19,47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 611-2 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 31 mai 2011, paru le 7 juin, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU la circulaire ministérielle N° DGCS/2A/2011/231 du 16 juin 2011 relative aux orientations de l'exercice 2011 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2010 fixant le Schéma Régional des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs et des Délégués aux Prestations Familiales (2010-2014) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2010 autorisant le service ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2010 fixant la liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jacques Cartiaux, Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale ;

VU le Budget Opérationnel de Programme 106 « actions en faveur des familles vulnérables » ;

VU le courrier reçu le 29 octobre 2010 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Association UDAF a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2011 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en dates du 11 et 26 juillet 2011 ;

CONSIDERANT qu'au 31 décembre 2009 la répartition des personnes protégées selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues aux 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> du I de l'article L. 361-1, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur proposition du Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine ;

#### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs de l'UDAF sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	178 700	3 909 253
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 410 721	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	319 832	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 350 444	3 909 253
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	485 000	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	73 809	

**Article 2** - Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée au service mandataire judiciaire à la protection des majeurs de l'UDAF est fixée à 3 350 444 €.

**Article 3** - Pour l'exercice budgétaire 2011, en application de l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles, la dotation globale de financement est fixée pour chacun des financeurs comme suit :

	Répartition en %	DGF	Forfait mensuel
ETAT	36,63	1 227 267,64	102 272,30
DEPARTEMENT	0,97	32 499,31	2 708,28
CAF	46,48	1 557 286,37	129 773,86
CARSAT	6,16	206 387,35	17 198,95
CPAM	2,11	70 694,37	5 891,20
MSA	5,81	194 660,80	16 221,73
Service de l'ASPA	1,76	58 967,81	4 913,98
Régimes spéciaux (CARCHIDEN)	0,04	1 340,18	111,68
Régimes spéciaux (CPRSNCF)	0,04	1 340,18	111,68

**Article 4** - La dotation de chaque financeur précisée à l'article 3 du présent arrêté est versée en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant.

**Article 5** - Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

**Article 6** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Région, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 7** - En application des dispositions de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**Article 8** - Le secrétaire général de la préfecture, la secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le **26 SEP. 2011**

Le Préfet de Région

**P/Le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale Aquitaine**  
Le directeur régional régional

**Frédéric ROUSSEL**

**Arrêté du 29 septembre 2011 portant  
modification de la composition de la  
commission spécialisée de l'organisation  
des soins de la Conférence Régionale de la  
Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L1432-4 ;

VU le Décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté modifié du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine;

VU l'arrêté modifié du 12 juillet 2010 fixant la composition de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU les décisions de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, le 6 juillet 2010 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : l'arrêté modifié du 12 juillet 2010 fixant la composition de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine est modifié comme suit :

Au 7°, il est procédé aux modifications suivantes :

**Docteur Dany GUERIN** (Tit) – URPS  
*Monsieur le Docteur Philippe ARRAMON-TUCOO (Suppl) – URPS*

Le reste inchangé.

Fait à Bordeaux, le 29 septembre 2011

La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,

**Nicole KLEIN**





PREFET DE LA REGION  
AQUITAINE

Direction Régionale de la  
Jeunesse, des Sports et de la  
Cohésion Sociale d'Aquitaine  
7, boulevard Jacques Chaban Delmas  
33525 BRUGES CEDEX

ARRETE N° 2011-  
fixant le montant de la Dotation Globale de Financement 2010  
du service délégué aux prestations familiales  
de l'Union Départementale des Associations Familiales des Landes (UDAF)

Le Préfet de région Aquitaine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.361-1, R.314-106 et suivants et R.314-193-3 et suivants ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

VU la loi 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 publié au Journal Officiel de la République Française du 31 décembre 2009 ;

VU le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements sociaux et médico-sociaux, notamment son article 3 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de la Région Aquitaine en date du 10 juin 2010 ;

VU l'arrêté du 26 juin 2009 fixant la liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de délégué aux prestations familiales ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 2010 autorisant le service délégué aux prestations familiales de l'Union Départementale des Associations Familiales des Landes (UDAF) à agir ;

Vu la circulaire ministérielle N° DGCS/2A/2011/231 du 16 juin 2011 relative aux orientations de l'exercice 2011 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;

Vu le Budget Opérationnel de Programme 106 « actions en faveur des familles vulnérables » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mai 2011 portant délégation de signature à Monsieur Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale,

Vu le courrier transmis le 31 janvier 2011 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Union Départementale des Associations Familiales des Landes (UDAF) a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2010 ;

Vu les propositions budgétaires transmises dans le rapport d'orientation budgétaire par courrier du 18 juillet 2010 présentées par l'autorité de tarification ;

Vu le courrier de désaccord sur les propositions de modifications budgétaires en date du 29 juillet 2011 transmis par l'Union Départementale des Associations Familiales des Landes (UDAF) ;

Vu les nouvelles propositions de modifications budgétaires transmises le 19 août 2011 par l'autorité de tarification ;

Vu le courrier du 30 août 2011 sur les propositions de modifications budgétaires adressé par l'UDAF des Landes,

Considérant qu'au 31 décembre 2009 la répartition des personnes protégées selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues aux 1°, 2° et 3° du I de l'article L. 361-1, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur proposition du « Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine »,

SUR rapport du Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'UDAF des Landes sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 354,00	393 624,00
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	317 532,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	25 738,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	389 674,00	393 624,00
	Groupe II I Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	3950,00	

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement mentionnée à l'article R.314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée à l'UDAF des Landes est fixée à 389 674,00 € (trois cent quatre vingt neuf mille six cent soixante quatorze euros) ;

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2011, en application de l'article R.314-193-3 du code de l'action sociale et des familles :

1° la dotation versée par la Caisse d'Allocations Familiales de Mont de Marsan est fixée à 93% soit un montant de 362 396,82 € (trois cent soixante deux mille trois cent quatre vingt seize euros et quatre vingt deux centimes )

2° la dotation versée par la Caisse Locale de Mutualité Sociale Agricole de Mont de Marsan est fixée à 7 % soit un montant de 27 277,18 € (vingt sept mille deux cent soixante dix sept euros et dix huit centimes )

**Article 4 :** La dotation de chaque financeur précisée à l'article 3 du présent arrêté est versée en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant.

**Article 5 :** Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

**Article 6 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de la Région d'Aquitaine, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'actions sociale, dans un délai de deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Aquitaine.

**Article 8 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le **30 SEP, 2011**

**LE PREFET DE REGION,**

P/ Le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine  
Le directeur régional adjoint

**Frédéric ROUSSEL**

## PREFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction régionale  
de la jeunesse, des sports  
et de la cohésion sociale  
7, boulevard Jacques Chaban Delmas  
33525 Bruges cedex

### ARRETE

Fixant la dotation globale de financement 2011  
Service mandataire judiciaire à la protection des majeurs de l'Union Départementale des  
Associations Familiales des Landes (UDAF)

Le Préfet de la Région Aquitaine,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 314-4 , L. 361-1 et R. 314-36;

Vu la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs,  
notamment son article 44 ;

Vu le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire  
des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de  
l'Etat ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9,12,16,18,19,47  
et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et  
financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux  
et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et  
des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 611-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2011, paru le 7 juin, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais  
de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant de  
l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la circulaire ministérielle N° DGCS/2A/2011/231 du 16 juin 2011 relative aux orientations de  
l'exercice 2011 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des  
majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 2010 autorisant le service mandataire judiciaire à la protection des majeurs  
de l'Union Départementale des Associations Familiales des Landes (UDAF) à agir ;

Vu l'arrêté du 26 juin 2009 fixant la liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de  
mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;

Vu le Budget Opérationnel de Programme 106 « actions en faveur des familles vulnérables » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mai 2011 portant délégation de signature à Monsieur Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Vu le courrier transmis le 31 janvier 2011 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Union Départementale des Associations Familiales des Landes (UDAF) a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2011 ;

Vu les propositions budgétaires transmises dans le rapport d'orientation budgétaire par courrier du 18 juillet 2011 présentées par l'autorité de tarification ;

Vu le courrier de désaccord sur les propositions de modifications budgétaires en date du 29 juillet 2011 transmis par l'Union Départementale des Associations Familiales des Landes (UDAF) ;

Vu les nouvelles propositions de modifications budgétaires transmises le 19 août 2011 par l'autorité de tarification ;

Vu le courrier du 30 août 2011 sur les propositions de modifications budgétaires adressé par l'UDAF des Landes

Considérant qu'au 31 décembre 2009 la répartition des personnes protégées selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues aux 1°, 2° et 3° du I de l'article L. 361-1, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur proposition du « Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine »

#### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles du service de l'UDAF 40 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	332 795,00	4 973 358,00
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 386 133,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	254 430,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 260 509,00	4 973 358,00
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	678 524,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	34 325,00	

**Article 2** – Pour l'exercice budgétaire 2011 la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée au service précité est fixée à : 4 260 509 € (quatre millions deux cent soixante mille cinq cent neuf euros), égal au groupe I de la tarification.

**Article 3** – Pour l'exercice budgétaire 2011, en application de l'article R.314-193-1 du code de l'action sociale et des familles la dotation globale de financement est fixée pour chacun des financeurs comme suit :

Répartition des financements pour la dotation globale du service MJPM de l'UDAF pour 2011		
Financeurs	%	€
DDCSPP	32,465	1 383 187,00
CAF	48,500	2 066 334,11
MSA	7,900	336 580,21
CARSAT	4,440	189 166,60
Services ASPA	3,065	130 584,60
Département /CG	1,760	74 984,96
CPAM	1,550	66 037,89
régimes spéciaux	0,320	13 633,63
<b>TOTAL</b>	<b>100,000</b>	<b>4 260 509,00</b>

1°) la dotation versée par l'Etat est fixée à 32,465% soit un montant de 1 383 187,00 € (un million trois cent vingt trois mille cent quatre vingt sept euros)

2°) La dotation versée par la Caisse d'Allocations Familiales de Mont de Marsan est fixée à 49,395%, soit un montant de 2 066 334,11 € (deux millions soixante six mille euros et onze centimes).

3°) la dotation versée par la caisse locale de mutualité sociale agricole de Mont de Marsan est fixée à 7,9 %, soit un montant de 336 580,21 € (trois cent trente six mille cinq cent quatre vingt euros et vingt et un centimes).

4°) la dotation versée par la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail d'Aquitaine est fixée à 4,44% soit un montant de 189 166,60 € (cent quatre vingt quatorze mille cent trois euros et quatorze centimes).

5°) la dotation versée par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées est fixée à 3,065 % soit un montant de 130 584,60 € (cent trente mille cinq cent quatre vingt euros et soixante centimes).

6°) la dotation versée par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie est fixée à 1,550% soit un montant de 66 037,89 € (soixante six mille trente sept euros et quatre vingt neuf centimes)

7°) la dotation versée par le département est fixée à 1,760% soit un montant de 74 984,96€ (soixante quatorze mille neuf cent quatre vingt quatre euros et quatre vingt seize centimes).

8°) la dotation versée par les régimes spéciaux est fixée à 0,320 % soit un montant de 13 633,63 € (treize mille six cent trente trois euros et soixante trois centimes).

**Article 4** – La dotation de chaque financeur précisé à l'article 3 du présent arrêté est versée en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles par fractions forfaitaires égales au douzième (1/12<sup>ème</sup>) de son montant.

**Article 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

**Article 6** – La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de monsieur le préfet de région, soit hiérarchique auprès du ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai d'un mois valant rejet implicite.

**Article 7** - En application des dispositions de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**Article 8** – Le Secrétaire Général de la Préfecture, « la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales » et le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Bordeaux, le **30 SEP, 2011**

Le Préfet de Région

P/ Le Directeur régional de la Jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine  
Le directeur régional adjoint

**Frédéric ROUSSEL**

Arrêté du 03/10/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011  
pour

LITS HALTE SOINS SANTE CCAS BX

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 26/03/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
14 places,

**VU** la publication au Journal Officiel du 30 avril 2011 de l'arrêté en date du 19 avril 2011 fixant le montant des  
dotations régionales de dépenses des établissements et services médico-sociaux publics et privés  
mentionnées à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/DGS2 011/144 du 28 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes  
confrontées à des difficultés spécifiques, Appartement de coordination thérapeutique (ACT), Lits halte  
soins santé (LHSS), Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers  
de drogues (CAARUD), Communautés thérapeutiques (CT), Centres de soins, d'accompagnement et de  
prévention en addictologie (CSAPA) et Lits d'accueil médicalisé (LAM),

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 19/09/2011



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et dépenses de LITS HALTE SOINS SANTE CCAS BX (N° Finess 33.0.02156.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants en euros	TOTAL en euros
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante <i>Dont CNR</i>	85 110,00 €  0,00 €	596 975,00 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	463 585,00 €  0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	48 280,00 €  26 358,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	547 578,00 €	596 975,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	49 397,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de la structure est fixée à 547 578,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à 45 631,50 €

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 03/10/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
Nicole KLEIN

**ARRETE PORTANT RADIATION  
D'UNE SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE N°40  
SUR LA LISTE PREFECTORALE DE LA GIRONDE**

**Le Préfet de la Région Aquitaine  
Préfet de la Gironde  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** les articles R.6212-1 à R 6212-69 du Code de Santé Publique relatifs à l'exploitation d'un laboratoire par une société civile professionnelle ;
- VU** l'ordonnance N° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 6 avril 2001 modifié portant inscription de la Société Civile Professionnelle sous le numéro 40 sur la liste préfectorale de la Gironde sise 118 rue de l'Hôpital à BLAYE (33390) ;
- VU** Les documents transmis les 21 avril et 11 mai 2011 par Maître GIRAULT de la Société d'avocats GIRAULT CHEVALIER & ASSOCIES concernant une modification du laboratoire de biologie médicale multi sites "EXALAB" par une fusion absorption de ladite Société civile professionnelle dénommée "SCP DE LABORATOIRES DE BIOLOGIE MEDICALE KERCKHOVE-HORNYCH & FOURMAUX sise 118 rue de l'Hôpital à BLAYE (33390) ;
- VU** Le courrier de Monsieur KERCKHOVE Michel, Madame HORNYCH Joséphine et Madame ZAFFREYA-FOURMAUX Sophie en agissant en tant que cogérants sollicitant la radiation de l'inscription de la Société Civile Professionnelle ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du 30 juin 2011, la Société Civile Professionnelle, enregistrée sous le numéro 40 et dénommée "SCP DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE KERCKHOVE, HORNYCH & FOURMAUX" sise 118 rue de l'Hôpital à BLAYE (33390) est radiée de la liste préfectorale des sociétés civiles professionnelles du département de la Gironde.

**Article 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant les Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication ;

**Article 3** : La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs

Fait à Bordeaux, le 4 octobre 2011  
P/LE PREFET  
La Secrétaire Générale

signé : Isabelle DILHAC

Arrêté du - 6 OCT. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison de Santé MARIE GALENE  
N° Finess 330000217 au titre de l'activité du mois  
d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

**VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 14 septembre 2011, par la Maison de Santé Marie Galène ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **170 448,90 €** soit :

. **170 448,90 €** au titre de l'activité.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la Maison de Santé Marie Galène et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le - 6 OCT. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MAISON SANTE MARIE GALENE(330000217)

**Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août**

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mercredi 14/09/2011, 17:30  
Date de validation par la région : mercredi 21/09/2011 15:29

Date de validation par la région : mercredi 21/09/2011, 15:29

**Date de récupération : mercredi 21/09/2011, 15:30**

Recueil des Actes Administratifs Mensuel N° 10 - Octobre - Novembre 2011

Arrêté du - 6 OCT. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au CRF LA TOUR DE GASSIES N°  
Finess 330781139 au titre de l'activité du mois  
d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 15 septembre 2011, par le CRF LA TOUR DE GASSIES.

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée **9 138,17 €** soit :

**. 9 138,17 €** au titre de l'activité.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au CRF LA TOUR DE GASSIES et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le - 6 OCT. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**

**CRF LA TOUR DE GASSIES(330781139)**

**Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août**

Cet exercice est validé par la région

**Date de validation par l'établissement : Jeudi 15/09/2011, 16:37**

**Date de validation par la région : mercredi 21/09/2011, 15:43**

**Date de récupération : mercredi 21/09/2011, 15:44**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 815,17	53 815,17	45 620,80	8 194,37	8 194,37
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 161,11	2 161,11	1 217,31	943,80	943,80
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>55 976,28</b>	<b>55 976,28</b>	<b>46 838,11</b>	<b>9 138,17</b>	<b>9 138,17</b>
<b>P : Montant de l'activité</b>											
Activité d'hospitalisation											
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses											
Médicaments séjours											
DMI											
<b>Total</b>	<b>9 138,17</b>										



Arrêté du **7 OCT. 2011**

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins  
applicables à l'EHPAD «La Chartreuse »  
à COUTRAS*

**Délégation Territoriale de la Gironde**

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 30 novembre 2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 23 places en hébergement permanent,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2005,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**Considérant** la fermeture provisoire de l'établissement à compter du 31 août 2011,

## **ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de l'EHPAD « La Chartreuse » à COUTRAS, n° FINESS 330799792, est fixée à **135 483,70 €**

La fraction forfaitaire versée sur 8 mois, en application de l'article R314-111 du CASF est égale à **16 935,46 €** pour l'hébergement permanent.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : **29,95 €**

GIR 3-4 : **22,09 €**

GIR 5-6 : **15,16 €**

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

**ARTICLE 2-** Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 3** - Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 4** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et la Directrice de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Fait à Bordeaux, le 7 OCT. 2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



**Nicole KLEIN**

**Arrêté du 7 octobre 2011 portant  
modification de la composition de la  
commission spécialisée pour les prises en  
charge et accompagnements médico-  
sociaux de la Conférence Régionale de la  
Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,*  
*Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le code de la santé publique, notamment son article L 1432-4 ;

VU le décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté modifié du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine ;

VU l'arrêté modifié du 12 juillet 2010 fixant la composition de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU les décisions de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, le 6 juillet 2010 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : l'arrêté modifié du 12 juillet 2010 fixant la composition de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence régionale de la Santé et de l'Autonomie est modifié comme suit :

Au 1<sup>o</sup>, il est procédé aux modifications suivantes :

**Monsieur Philippe MADRELLE** ou son représentant – Conseil Général de la Gironde

**Monsieur Jean CASTAINGS** ou son représentant – Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques

est remplacé par :

**Le Président** ou son représentant – Conseil Général de la Gironde

**Le Président** ou son représentant – Conseil Général des Pyrénées- Atlantiques

Au 7°, il est procédé aux modifications suivantes :

**Monsieur Max DUBOIS** (Tit) – SYNERPA  
*Monsieur Thomas VIVEZ (Suppl) – SYNERPA*

Le reste inchangé.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

Pour la Directrice générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice générale adjointe,



**Anne BARON**

**Arrêté du 7 octobre 2011 portant  
modification de la composition de la  
Conférence Régionale de la Santé et de  
l'Autonomie**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L1432-4 ;

VU le Décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté modifié du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine;

Sur proposition des autorités et institutions concernées ;

**Arrête**

**Article 1er** : l'arrêté modifié du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine est modifié comme suit :

Au 6°, il est procédé aux modifications suivantes :

c) Au titre des représentants des services départementaux de protection et de promotion de la santé maternelle et infantile

**Docteur Françoise NORMANDIN** (Tit) - Direction Actions de Santé  
*Docteur Isabelle BERTRAND-SALLES (Suppl) – PMI Mode d'accueil*

**Docteur Corinne MAYER** (Tit) – Direction Actions de Santé  
*Docteur Françoise OUSTALOUP (Suppl) – PMI Petite enfance*

Au 7°, il est procédé aux modifications suivantes :

o) Au titre des membres des unions régionales des professionnels de santé (URPS)

**Docteur Dany GUERIN** (Tit) - URPS

*Monsieur le Docteur Philippe ARRAMON-TUCOO (Suppl) – URPS*

f) Au titre des représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées

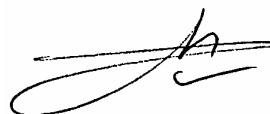
**Monsieur Max DUBOIS** (Tit) - SYNERPA

*Monsieur Thomas VIVEZ (Suppl) – SYNERPA*

Le reste inchangé.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

Pour la Directrice générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice générale adjointe,



**Anne BARON**

*Arrêté fixant le tarif journalier de prestations applicable à  
l'activité de soins de suite et de réadaptation du centre  
hospitalier de BLAYE (n° FINESS : 33 078 122 0)*

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L. 174-3,  
VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 6145-21 à R. 6145-23 et R. 6145-29,  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment l'article 33 modifié,  
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,  
VU le décret n° 2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs des dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé, modifié par le décret n° 2010-425 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation financière et à l'investissement immobilier des établissements de santé,  
VU l'arrêté de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier de BLAYE pour l'année 2011,  
VU l'arrêté de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 8 septembre 2011 fixant les tarifs journaliers de prestations du centre hospitalier de BLAYE pour l'année 2011,  
VU l'arrêté de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 26 septembre 2011 complétant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 8 septembre 2011 fixant les tarifs journaliers de prestations du centre hospitalier de BLAYE pour l'année 2011,  
VU la circulaire n° DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - L'arrêté de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 26 septembre 2011 complétant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 8 septembre 2011 fixant les tarifs journaliers de prestations du centre hospitalier de BLAYE pour l'année 2011 est annulé.

**ARTICLE 2** - Le tarif journalier de prestations applicable à l'activité de soins de suite et de réadaptation du centre hospitalier de Blaye est fixé ainsi qu'il suit, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2011, date de démarrage de l'activité :

	Code tarif	Montant
Moyen séjour	30	330,00 €

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **10 OCT. 2011**

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,

Nicole KLEIN  
Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

  
Anne BARON



DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 10 octobre 2011

Département Organisation de l'Offre de Soins  
Hospitaliers

**BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS  
POUR L'ACTIVITÉ DE PSYCHIATRIE**

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** l'ordonnance n° 2010-177 dite de coordination et le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé,
- VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU** le Code de la Santé publique et notamment les articles L. 6122-1 à L. 6122-9, R. 6122-23 à R. 6122-44,
- VU** l'arrêté de M. le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 6 juin 2005 fixant le découpage de la région Aquitaine en territoires de santé,
- VU** l'arrêté de M. le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Aquitaine (SROS) et son annexe, et les arrêtés du 20 mars 2007, du 25 avril 2007, du 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 13 janvier 2010, 4 février 2010, 5 février 2010 et 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,
- VU** l'arrêté de Mme la Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 avril 2010 portant modification du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Aquitaine,

**VU** l'arrêté de Mme la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations, modifié par l'arrêté du 16 mars 2011,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le bilan quantifié de l'offre de soins pour l'activité de psychiatrie est établi conformément aux tableaux joints en annexe.

**Article 2** - Pour la période du **1<sup>er</sup> novembre au 31 décembre 2011** :  
sont recevables les demandes de création ou d'extension sur les territoires de santé suivants :

### **Hospitalisation complète**

#### *Territoire du Périgord*

- *Psychiatrie générale*  
site de Bergerac : 1 implantation
- *Psychiatrie infanto-juvénile*  
site de Périgueux : 1 implantation  
site de Bergerac : 1 implantation

### **Hospitalisation de jour**

- *Psychiatrie infanto-juvénile*  
  
*Territoire du Lot-et-Garonne*  
site de Casteljaloux : 1 implantation  
  
*Territoire de Pau*  
site de Gan : 1 implantation

### **Appartements thérapeutiques**

- *Territoire du Périgord*  
site de Périgueux : 1 implantation
- *Territoire de Bordeaux-Libourne*  
CUB, Rive droite, Sud Garonne, Libourne, Blaye, Ste Foy la Grande

### **Places en familles d'accueil thérapeutique**

- *Psychiatrie générale*  
  
*Territoire de Bayonne*  
site de Bayonne : 1 implantation

**Article 3** -. Ce bilan fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de chacun des départements de la région Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine – [www.ars.aquitaine.sante.fr](http://www.ars.aquitaine.sante.fr) - et d'un affichage au siège de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Bordeaux, le 10 octobre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe, **Nicole KLEIN**

**ACTIVITE DE PSYCHIATRIE  
IMPLANTATIONS EN AQUITAINE**

TERRITOIRES DE SANTE	IMPLANTATIONS	
	EXISTANT AUTORISE	PREVISIONS SROS non réalisées
<b><u>TERRITOIRE DU PERIGORD</u></b>		
HJ adultes + CATTP	NONTRON MONTPON PERIGUEUX BERGERAC SARLAT	
HC adultes	CH de MONTPON CH de PERIGUEUX CH de SARLAT	1 implantation : BERGERAC (1)
Appartements thérapeutiques	BERGERAC	1 implantation : PERIGUEUX (1)
HJ enfants et adolescents	MUSSIDAN MONTPON PERIGUEUX BERGERAC SARLAT	
HC enfants et adolescents	CH de MONTPON	2 implantations : PERIGUEUX (1) BERGERAC (1)
Places en familles d'accueil thérapeutique	MONTPON	
Affections psychiatriques lourdes chroniques	F° John Bost à LA FORCE	
<b><u>TERRITOIRE DE BORDEAUX-LIBOURNE</u></b>		
Unité d'accueil des urgences	CH Ch. Perrens à BORDEAUX	
HJ adultes	CH Ch. Perrens à BORDEAUX LESPARRE ARCACHON CADILLAC LIBOURNE SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC CASTILLON-LA-BATAILLE ANDERNOS MONTPON-MENESTEROL	
CATTP adultes	CUB LESPARRE ARCACHON LANGON CREON CADILLAC LIBOURNE ANDERNOS BORDEAUX	
HC adultes	CUB CAMBES CADILLAC LIBOURNE Pour mémoire HIA : 1 implantation MONTPON-MENESTEROL	
soins de suite et post cure adultes HC	CUB SAINT-SELVE CAMBES	
soins de suite et post cure adultes HJ/HN	CUB	
Appartements thérapeutiques		CUB, Rive droite, Sud Gironde, Libourne, Blaye, Sainte-Foy-la-G.

TERRITOIRES DE SANTE	IMPLANTATIONS	
	EXISTANT AUTORISE	PREVISIONS SROS non réalisées
HAD adultes	CUB	
HJ enfants et adolescents	CUB LEOGNAN LANGON PODENSAC CADILLAC LIBOURNE BLAYE SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC MONTPON-MENESTEROL	
CATTP enfants et adolescents	CUB BIGANOS LIBOURNE BLAYE LA REOLE CATTP (adolescents) "Sud Médoc" à BLANQUEFORT	
HAD enfants/adolescents	CUB-Lesparre CUB -Rive droite-Sud Gironde	
HC enfants/adolescents	CUB LIBOURNE MONTPON-MENESTEROL	
Places en familles d'accueil thérapeutique	CUB-Rive droite, Sud Gironde, Libourne, Blaye, Sainte-Foy-La-Grande (1) CUB-Nord-Médoc Montpon-Menestérol	
Centre ressource autisme* Unité de prise en charge des troubles du comportement alimentaire* Centre de ressource pour la prise en charge des auteurs d'infractions sexuelles* * activités à vocation régionale		1 implantation : CUB 1 implantation : CUB  1 implantation : CUB
<b><u>TERRITOIRE DES LANDES</u></b>		
HJ adultes + CATTP	PARENTIS AIRE-SUR-L'ADOUR MONT-DE-MARSAN ROQUEFORT SAINT-SEVER MONFORT-EN-CHALOSSE	
HC adultes	CH de MONT-DE-MARSAN CH de DAX Clinique Maylis à NARROSSE	
HJ enfants et adolescents	PARENTIS AIRE-SUR-L'ADOUR MONT-DE-MARSAN DAX	
HC adolescents	Clin. J.Sarrailh à AIRE-SUR-L'ADOUR CH de MONT-DE-MARSAN	
Places en familles d'accueil thérapeutique	DAX	
HC enfants avec scolarisation	Clin. J.Sarrailh à AIRE-SUR-L'ADOUR	
HAD enfants/adultes	DAX	
<b><u>TERRITOIRE DU LOT ET GARONNE</u></b>		
HJ adultes + CATTP	AGEN NERAC FUMEL MARMANDE	

TERRITOIRES DE SANTE	IMPLANTATIONS	
	EXISTANT AUTORISE	PREVISIONS SROS non réalisées
<b>HC adultes et adolescents</b> <b>Appartements thérapeutiques</b> <b>HJ enfants et adolescents et CATTP</b>  <b>HC enfants</b>  <b>Places en familles d'accueil thérapeutique enfants</b>	<b>VILLENEUVE-SUR-LOT</b>  CHD à PONT-DU-CASSE CH d' AGEN  AGEN  AGEN NERAC FUMEL MARMANDE VILLENEUVE-SUR-LOT MOMSEMPRON (1)  CHD à PONT-DU-CASSE	1 implantation : CASTELJALOUX (1)
<b><u>TERRITOIRE DE PAU</u></b>		
<b>Unité d'accueil des urgences</b>  <b>HJ adultes et CATTP</b>        <b>HC adultes</b>   <b>HAD adultes</b>   <b>HJ enfants et adolescents</b>   <b>HC enfants/adolescents</b>  <b>Places en familles d'accueil thérapeutique</b>	CH des Pyrénées à PAU  PAU Clinique Beau Site à Gan ORTHEZ OLORON BILLERE MOURENX MAULEON  PAU ORTHEZ GAN  CH des Pyrénées à PAU  PAU ORTHEZ OLORON SAINTE MARIE NAY  PAU JURANCON  CH des Pyrénées à Pau (3 places pour enfants)	1 implantation : GAN (1)
<b><u>TERRITOIRE DE BAYONNE</u></b>		
<b>HJ adultes et CATTP</b>        <b>HC adultes</b>        <b>HJ enfants et adolescents</b>  <b>HC adolescents</b>  <b>Places en familles d'accueil thérapeutique</b>	BAYONNE ANGLET  CH de BAYONNE CLINIQUE D'AMADE à BAYONNE CLINIQUE CANTEGRIT à BAYONNE DOMAINE MIRAMBEAU à ANGLET  CH de BAYONNE  CH de BAYONNE (adolescents)	1 implantation : BAYONNE

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 10 octobre 2011

Département Organisation de l'Offre de Soins  
Hospitaliers

**BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS  
POUR LES ACTIVITÉS DE MÉDECINE ET DE  
CHIRURGIE**

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** l'ordonnance n° 2010-177 dite de coordination et le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé,
- VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU** le Code de la Santé publique et notamment les articles L. 6122-1 à L. 6122-9, R. 6122-23 à R. 6122-44,
- VU** l'arrêté de M. le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 6 juin 2005 fixant le découpage de la région Aquitaine en territoires de santé,
- VU** l'arrêté de M. le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Aquitaine (SROS) et son annexe, et les arrêtés du 20 mars 2007, du 25 avril 2007, du 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 13 janvier 2010, 4 février 2010 et 5 février 2010 modifiant ledit SROS,
- VU** l'arrêté de Mme la Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 avril 2010 portant modification du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Aquitaine,

VU l'arrêté de Mme la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations, modifié par l'arrêté du 16 mars 2011,

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - Le bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités de médecine et de chirurgie est établi conformément au tableau joint en annexe.

**Article 2** - Pour la période du 1<sup>er</sup> novembre 2011 au 31 décembre 2011 :

- **Médecine** : aucune demande tendant à obtenir une autorisation de création d'une activité de médecine n'est recevable, hormis :
  - . sur le site géographique de la CUB (Territoire de recours de Bordeaux-Libourne)
  - . sur le site géographique de GARLIN (Territoire de recours de Pau)
- **Chirurgie** : aucune demande tendant à obtenir une autorisation de création d'une activité de chirurgie n'est recevable.

Toutes les demandes d'alternative à l'hospitalisation sont recevables dans les établissements déjà détenteurs d'une autorisation de médecine ou de chirurgie.

**Article 3** -. Ce bilan fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de chacun des départements de la région Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine – [www.ars.aquitaine.sante.fr](http://www.ars.aquitaine.sante.fr) - et d'un affichage au siège de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Bordeaux, le 10 octobre 2011

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,



Anne BARON

# **ACTIVITE DE MEDECINE - IMPLANTATIONS EN AQUITAINE**

Territoires de santé	médecine	
	existant	prévisions SROS
<b><u>TERRITOIRE DU PERIGORD</u></b>	CH de Périgueux Polyclinique Francheville à Périgueux CH de Bergerac CH de Sarlat HL d'Excideuil HL de Nontron HL de Ribérac HL de Saint-Astier HL de Belvès HL de Domme	10 implantations PERIGUEUX (2) BERGERAC (1) EXCIDEUIL (1) NONTRON (1) RIBERAC (1) SAINT-ASTIER (1) BELVES (1) DOMME (1) SARLAT (1)
<b><u>TERRITOIRE DE BORDEAUX-LIBOURNE</u></b>	CHU de Bordeaux Institut Bergonié à Bordeaux MSPB Bagatelle à Talence Hôpital Suburbain du Bouscat Clinique Saint-Augustin à Bordeaux Clinique Tivoli à Bordeaux Polyclinique Bordeaux-Caudéran à Bordeaux Polyclinique Bordeaux-Nord à Bordeaux Polyclinique Bordeaux-Tondu à Bordeaux Clinique chirurgicale Bel-Air à Bordeaux Polyclinique Jean Villar à Bruges Polyclinique Bordeaux Rive Droite à Lormont Hôpital privé Saint-Martin à Pessac Clinique d'Arcachon Polyclinique Sainte-Anne à Langon Clinique Mutualiste à Pessac Clinique Mutualiste du Médoc à Lesparre F° Wallerstein à Arès HL de Monségur HL de Saint-Aulaye CH de Sainte-Foy-la-Grande CH de Libourne CH d'Arcachon CH de Langon CH de Blaye CH de Bazas CH de La Réole <i>Pour mémoire : HIA R.Picqué à Villenave d'Ornon</i>	27 implantations CUB (15) BLAYE (1) COBAS (1) BAZAS(1) LANGON (2) LA REOLE (1) MONSEGUR (1) LESPARRE (1) ARES (1) LIBOURNE (1) STE FOY LA GRANDE (1) SAINT-AULAYE (1) <i>Pour mémoire, Hôpital Inter Armées 1 implantation</i>
<b><u>TERRITOIRE DES LANDES</u></b>	CH de Mont-de-Marsan CH de Dax Clinique des Landes à Mont-de-Marsan Polyclinique Saint-Vincent à Dax Clinique Jean-le-Bon à Dax Polyclinique Les Chênes à Aire-sur-l'Adour Hôpital de Saint-Sever	6 implantations MONT DE MARSAN (1) DAX (3) AIRE SUR L'ADOUR (1) SAINT SEVER (1)
<b><u>TERRITOIRE DU LOT ET GARONNE</u></b>	CH d'Agen Clinique Esquirol-Saint-Hilaire à Agen CH de Nérac CH de Villeneuve-sur-Lot HL de Fumel HL de Penne d'Agenais CHIC Marmande-Tonneins HL de Casteljaloux Polyclinique du Marmandais à Marmande Clinique de Villeneuve-sur-Lot CH de La Candélie à Pont-du-Casse	10 implantations AGEN ( 2) NERAC (1) VILLENEUVE/LOT (1) FUMEL (1) PENNE D'AGENAIS (1) MARMANDE (1) TONNEINS (1) CASTELJALOUX (1) PONT DU CASSE(1)
<b><u>TERRITOIRE DE PAU</u></b>	CH de Pau Clinique Marzet à Pau Clinique Princess à Pau Polyclinique de Navarre à Pau CH d'Oloron Sainte-Marie CH d'Orthez HL de Mauléon Clinique cardiologique d'Aressy	9 implantations PAU (4) ARESSY (1) OLORON SAINTE MARIE (1) ORTHEZ (1) MAULEON (1) GARLIN (1)
<b><u>TERRITOIRE DE BAYONNE</u></b>	CH de la Côte Basque à Bayonne Clinique Delay à Bayonne Clinique cardiologique Paulmy à Bayonne Clinique Lafargue à Bayonne Clinique Lafourcade à Bayonne Clinique St-Etienne et du Pays Basque à Bayonne Polyclinique Aguiléra à Biarritz Centre Médical Toki-Eder à Cambo-les-Bains Centre médical Annie Enia à Cambo-les-Bains Centre médical Beaulieu à Cambo-les-Bains CRF Marienia à Cambo-les-bains Polyclinique Côte Basque Sud à St-Jean-de-Luz F° Luro à Ispoure Polyclinique Sokorri à Saint-Palais	14 implantations BAYONNE (6) BIARRITZ (1) SAINT PALAIS (1) SAINT JEAN DE LUZ (2) CAMBO (3) ISPOURE (1)



# **ACTIVITE DE CHIRURGIE - IMPLANTATIONS EN AQUITAINE**

Territoires de santé	Chirurgie		Chirurgie pédiatrique
	existant	prévisions SROS	prévisions SROS
<b><u>TERRITOIRE DU PERIGORD</u></b>	CH de Périgueux CH de Bergerac CH de Sarlat Clinique Pasteur à Bergerac Polyclinique Francheville à Périgueux Clinique du Parc à Périgueux	6 implantations PERIGUEUX (3) BERGERAC (2) SARLAT (1)	1 implantation : Périgueux (1)
<b><u>TERRITOIRE DE BORDEAUX- LIBOURNE</u></b>	CHU de Bordeaux Institut Bergonié à Bordeaux MSPB Bagatelle à Talence Hôpital Suburbain du Bouscat (chirurgie ambulatoire) Clinique Saint-Augustin à Bordeaux Clinique Théodore Ducos à Bordeaux Clinique Tivoli à Bordeaux Clinique Tourny à Bordeaux Clinique chirurgicale Bel-Air à Bordeaux Clinique St-Antoine-de-Padoue à Bordeaux Polyclinique Bordeaux-Caudéran à Bordeaux Polyclinique Bordeaux-Nord à Bordeaux Clinique ophtalmologique Thiers à Bordeaux Polyclinique Bordeaux-Tondu à Bordeaux Clinique Saint-Louis au Bouscat Polyclinique Jean Villar à Bruges Polyclinique Bordeaux Rive Droite à Cenon Clinique chirurgicale de Bordeaux-Mérignac Hôpital privé Saint-Martin à Pessac Clinique d'Arcachon Polyclinique Sainte-Anne à Langon Clinique chirurgicale du Libournais à Libourne Clinique Mutualiste à Pessac Clinique Mutualiste du Médoc à Lesparre Fondation Wallerstein à Arès CH de Libourne CH d'Arcachon CH de Langon CH de Blaye <i>Pour mémoire : HIA R. Picqué à Villenave d'Omon</i>	20 à 25 implantations CUB (12 à 17) BLAYE (1) COBAS (1)* LANGON (2) ARES (1) LESPARRE (1) LIBOURNE (2) <i>Pour mémoire, Hôpital Inter Armées 1 implantation</i>	
<b><u>TERRITOIRE DES LANDES</u></b>	CH de Mont-de-Marsan Clinique des Landes à Mont-de-Marsan CH de Dax Polyclinique Saint-Vincent à Dax Clinique Jean-le-Bon à Dax Polyclinique Les Chênes à Aire-sur-l'Adour	7 implantations MONT DE MARSAN (3) DAX (3) AIRE SUR L'ADOUR (1)	
<b><u>TERRITOIRE DU LOT ET GARONNE</u></b>	CH d'Agen Clinique Esquirol-Saint-Hilaire à Agen CHIC Marmande-Tonneins Polyclinique du Marmandais à Marmande CH de Villeuneuve-sur-Lot Clinique de Villeuneuve-sur-Lot	4 implantations AGEN (2) MARMANDE (1) VILLENEUVE/LOT (1)	
<b><u>TERRITOIRE DE PAU</u></b>	CH de Pau Clinique Marzet à Pau Polyclinique de Navarre à Pau CH d'Oloron Sainte-Marie (2 sites) CH d'Orthez Clinique Labat à Orthez	6 implantations : PAU (3) OLORON SAINTE MARIE (1) ORTHEZ (2)	
<b><u>TERRITOIRE DE BAYONNE</u></b>	CH de la Côte Basque à Bayonne Clinique Delay à Bayonne Clinique chirurgicale Paulmy à Bayonne Clinique Lafargue à Bayonne Clinique Lafourcade à Bayonne Clinique St-Etienne et du Pays Basque à Bayonne Polyclinique Aguiléra à Biarritz Polyclinique Côte Basque Sud à St-Jean-de-Luz Fondation Luro à Ispoure Polyclinique Sokorri à Saint-Palais	8 à 11 implantations BAYONNE (3 à 6) BIARRITZ (1) SAINT PALAIS (1) SAINT JEAN DE LUZ (2) ISPOURE (1)	

\*Cette implantation correspond aux activités publiques et privées regroupées sur un même site.

Source : Schéma Régional d'Organisation Sanitaire 2006 - 2011/Annexes Territoriales - Arrêtés des 20/03/2007, 25/04/2007, 15/01/2008 et 11/09/2009

**Arrêté du 10 octobre 2011**

Département Organisation de l'Offre de Soins  
Hospitaliers

**BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS  
POUR L'ACTIVITÉ DE SOINS DE MÉDECINE  
D'URGENCE**

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** l'ordonnance n° 2010-177 dite de coordination et le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé,
- VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU** le Code de la Santé publique et notamment les articles L. 6122-1 à L. 6122-9, R. 6122-23 à R. 6122-44,
- VU** l'arrêté de M. le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 6 juin 2005 fixant le découpage de la région Aquitaine en territoires de santé,
- VU** l'arrêté de M. le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Aquitaine (SROS) et son annexe, et les arrêtés du 20 mars 2007, du 25 avril 2007, du 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 13 janvier 2010, 4 février 2010, 5 février 2010 et 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,
- VU** l'arrêté de Mme la Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 avril 2010 portant modification du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Aquitaine,

**VU** l'arrêté de Mme la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations, modifié par l'arrêté du 16 mars 2011,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le bilan quantifié de l'offre de soins pour l'activité de soins de médecine d'urgence est établi conformément aux tableaux joints en annexe.

**Article 2** - Pour la période du **1<sup>er</sup> novembre 2011 au 31 décembre 2011**, aucune demande tendant à obtenir une autorisation de création d'une activité de soins de médecine d'urgence n'est recevable.

**Article 3** -. Ce bilan fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de chacun des départements de la région Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine – [www.ars.aquitaine.sante.fr](http://www.ars.aquitaine.sante.fr) - et d'un affichage au siège de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Bordeaux, le 10 octobre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

Nicole KLEIN

  
**Anne BARON**

**ACTIVITE DE SOINS DE MEDECINE D'URGENCE  
STRUCTURES DES URGENCES - IMPLANTATIONS**

<b>TERRITOIRES DE RECOURS</b>	<b>structure des urgences existant</b>	<b>structures des urgences prévisions SROS</b>	<b>Structures des urgences pédiatriques existant</b>	<b>Structures des urgences pédiatriques prévisions SROS</b>	<b>Antennes saisonnnières existant</b>	<b>Antennes saisonnnières prévisions SROS</b>
<b><u>PERIGORD</u></b>	CH de Périgueux Polyclinique Francheville à Périgueux CH de Bergerac CH de Sarlat	4 implantations : Périgueux (2) Bergerac (1) Sarlat (1)				
<b><u>BORDEAUX- LIBOURNE</u></b>	Clinique Mutualiste du Médoc à Lesparre Clinique Mutualiste de Pessac CHU de Bordeaux 2 sites : CH de Libourne et Sainte-Foy-la-Grande CMC Wallerstein à Arès CH de Blaye Polyclinique Bordeaux Nord Aqu- taine à Bordeaux Polyclinique Bordeaux Rive Droite à Lormont CH de Langon/ La Réole CH d' Arcachon	11 implantations : CUB (5) dont HIA R. Picqué Blaye (1) Arès (1) Lesparre (1) Langon-La Réole (1) COBAS (1) Libourne-Sainte-Foy-la G. (1)	CHU de Bordeaux	1 implantation : CUB		
<b><u>LANDES</u></b>	CH de Dax CH de Mont-de-Marsan Polyclinique Les Chênes à Aire-sur- l'Adour	3 implantations : Mont-de-Marsan (1) Dax (1) Aire-sur-l'Adour (1)			Biscarosse Hossegor*	2 implantations : Biscarosse Hossegor
<b><u>LOT ET GARONNE</u></b>	CHI Marmande-Tonneins CH d' Agen CH de Villeneuve-sur-Lot Clinique Esquirol-Saint-Hilaire à Agen	4 implantations : Agen (2) Marmande (1) Villeneuve/Lot (1)				
<b><u>PAU</u></b>	CH d' Oloron-Sainte-Marie CH de Pau CH d' Orthez Polyclinique Marzet à Pau	4 implantations : Pau (2) Oloron-Sainte-Marie (1) Orthez (1)				
<b><u>BAYONNE</u></b>	Polyclinique Côte Basque Sud à Saint-Jean-de-Luz CHCB à Bayonne Polyclinique Sokorri à Saint-Palais Polyclinique Saint-Etienne et du Pays Basque à Bayonne Polyclinique Aguiléra à Biarritz	5 implantations : Bayonne (2) Biarritz (1) Saint-Palais (1) Saint-Jean-de-Luz (1)			Hossegor*	1 implantation : Hossegor

Source : Schéma Régional d'Organisation Sanitaire 2006 - 2011 - Arrêtés modificatifs du 20/03/2007 et du 04/02/2010.

Hossegor \* : antenne saisonnière gérée par le SMUR de Dax  
mais qui intervient sur des territoires à attractivité partagée.

# **ACTIVITE DE SOINS DE MEDECINE D'URGENCE TRANSPORTS - IMPLANTATIONS**

TERRITOIRES DE RECOURS	SMUR existant	SMUR Prévisions SROS	SMUR pédiatrique existant	SMUR pédiatrique prévisions SROS	Antenne SMUR existant	Antennes SMUR prévisions SROS
<u>PERIGORD</u>	CH de Périgueux CH de Bergerac CH de Sarlat	3 implantations Périgueux (1) Bergerac (1) Sarlat (1)				
<u>BORDEAUX-LIBOURNE</u>	Clinique Mutualiste du Médoc à Lesparre CHU de Bordeaux CH de Libourne CMC Wallerstein à Arès CH de Blaye CH de Langon/ La Réole CH d' Arcachon	7 implantations : CUB (1) COBAS (1) Lesparre (1) Blaye (1) Libourne (1) Langon (1) Arès (1)	CHU de Bordeaux	1 implantation : CUB	CH de Sainte-Foy-la-Grande	1 implantation : Sainte-Foy-la-Grande
<u>LANDES</u>	CH de Mont-de-Marsan CH de Dax Aire-sur-l'Adour Labouheyre	4 implantations : Mont-de-Marsan (1) Dax (1) Aire-sur-l'Adour (1) Labouheyre (1)			Mimizan	1 implantation saisonnière : Mimizan
<u>LOT ET GARONNE</u>	CHI Marmande-Tonneins CH d' Agen CH de Villeneuve-sur-Lot	3 implantations : Agen (1) Marmande (1) Villeneuve/Lot (1)			CH de Nérac	1 implantation : Nérac
<u>PAU</u>	CH d' Oloron-Sainte-Marie CH de Pau CH d' Orthez	3 implantations : Pau (1) Oloron Sainte-Marie (1) Orthez (1)				
<u>BAYONNE</u>	CHICB à Bayonne	1 implantation : Bayonne				

**ACTIVITE DE SOINS DE MEDECINE D'URGENCE  
REGULATION - IMPLANTATIONS**

<b>TERRITOIRES DE RECOURS</b>	<b>SAMU Centre 15 existant</b>	<b>SAMU Centre 15 prévisions SROS</b>
<b><u>PERIGORD</u></b>	CH de Périgueux	1 implantation Périgueux
<b><u>BORDEAUX- LIBOURNE</u></b>	CHU de Bordeaux	1 implantation : CUB
<b><u>LANDES</u></b>	CH Mont-de-Marsan	1 implantation : Mont-de-Marsan (1)
<b><u>LOT ET GARONNE</u></b>	CH Agen	1 implantation: Agen (1)
<b><u>PAU</u></b>	CH de Pau	1 implantation : Pau (1)
<b><u>BAYONNE</u></b>	CHICB Bayonne	1 implantation : Bayonne (1)

Source : Schéma Régional d'Organisation Sanitaire 2006-2011 - Arrêtés modificatifs du 20/03/2007 et du 04/02/2011

**Arrêté du 10 octobre 2011**

Département Organisation de l'Offre de Soins  
Hospitaliers

**BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS  
POUR L'ACTIVITÉ DE REANIMATION – SOINS  
INTENSIFS**

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** l'ordonnance n° 2010-177 dite de coordination et le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé,
- VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU** le Code de la Santé publique et notamment les articles L. 6122-1 à L. 6122-9, R. 6122-23 à R. 6122-44,
- VU** l'arrêté de M. le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 6 juin 2005 fixant le découpage de la région Aquitaine en territoires de santé,
- VU** l'arrêté de M. le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Aquitaine (SROS) et son annexe, et les arrêtés du 20 mars 2007, du 25 avril 2007, du 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 13 janvier 2010, 4 février 2010, 5 février 2010 et 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,
- VU** l'arrêté de Mme la Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 avril 2010 portant modification du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Aquitaine,

**VU** l'arrêté de Mme la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations, modifié par l'arrêté du 16 mars 2011,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le bilan quantifié de l'offre de soins pour l'activité de réanimation – soins intensifs est établi conformément au tableau joint en annexe.

**Article 2** - Pour la période du **1<sup>er</sup> novembre 2011 au 31 décembre 2011**, aucune demande tendant à obtenir une autorisation de création d'une activité de réanimation n'est recevable.

Aucune demande tendant à obtenir une autorisation de création d'une unité de surveillance continue pédiatrique autonome n'est recevable, hormis sur les territoires suivants :

- territoire du Périgord : site de Périgueux
- territoire du Lot-et-Garonne : site d'Agen
- territoire de Bayonne : site de Bayonne.

**Article 3** -. Ce bilan fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de chacun des départements de la région Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine – [www.ars.aquitaine.sante.fr](http://www.ars.aquitaine.sante.fr) - et d'un affichage au siège de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Bordeaux, le 10 octobre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe, Nicole KLEIN

  
**Anne BARON**



# ACTIVITE DE REANIMATION - IMPLANTATIONS EN AQUITAINE

	REANIMATION ADULTE		REANIMATION PEDIATRIQUE			UNITE DE SURVEILLANCE CONTINUE	
	Reanimation avec surveillance continue Prévisions SROS	Reanimation avec surveillance continue Autorisations	pédiatrique Prévisions SROS	pédiatrique Autorisations	pédiatrique spécialisée Prévisions SROS	pédiatrique spécialisée Autorisations	pédiatrique autonome Prévisions SROS
<u>TERRITOIRE DE RECOURS DU PERIGORD</u>	1 implantation : Périgueux	CH de Périgueux					1 implantation : Périgueux
<u>TERRITOIRE DE RECOURS BORDEAUX- LIBOURNE</u>	5 implantations : CUB (4) Libourne (1)	CHU de Bordeaux Clinique St Augustin Polyclinique Bordeaux-Nord Polyclinique Jean Villard CH de Libourne			1 implantation : CUB (1)	CHU de Bordeaux	
<u>TERRITOIRE DE RECOURS DES LANDES</u>	2 implantations : Mont-de-Marsan (1) Dax (1)	CH de Mont-de-Marsan CH de Dax					
<u>TERRITOIRE DE RECOURS DU LOT ET GARONNE</u>	1 implantation : Agen (1)	CH d' Agen					1 implantation : Agen (1)
<u>TERRITOIRE DE RECOURS DE PAU</u>	2 implantations : Pau (1) Oloron Ste-Marie (1)	CH de Pau CH d' Oloron-Ste-Marie	1 implantation : Pau (1)	CH de Pau*			
<u>TERRITOIRE DE RECOURS DE BAYONNE</u>	1 implantation : Bayonne (1)	CHICB Bayonne					1 implantation : Bayonne (1)

\*CH de Pau : 2 lits, à titre dérogatoire compte tenu de l'éloignement géographique du territoire.

Source : Schéma Régional d'Organisation Sanitaire 2006 - 2011 / Annexes Territoriales. Arrêté du 25/04/2007 modifiant le SROS.

**Arrêté du 10 octobre 2011**

Département Organisation de l'Offre de Soins  
Hospitaliers

**BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS  
POUR LES ACTIVITÉS DE SOINS DE SUITE ET  
DE READAPTATION**

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** l'ordonnance n° 2010-177 dite de coordination et le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé,
- VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU** le Code de la Santé publique et notamment les articles L. 6122-1 à L. 6122-9, R. 6122-23 à R. 6122-44,
- VU** l'arrêté de M. le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 6 juin 2005 fixant le découpage de la région Aquitaine en territoires de santé,
- VU** l'arrêté de M. le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Aquitaine (SROS) et son annexe, et les arrêtés du 20 mars 2007, du 25 avril 2007, du 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 13 janvier 2010, 4 février 2010, 5 février 2010 et 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,
- VU** l'arrêté de Mme la Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 avril 2010 portant modification du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Aquitaine,

**VU** l'arrêté de Mme la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations, modifié par l'arrêté du 16 mars 2011,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités de soins de suite et de réadaptation est établi conformément au tableau joint en annexe.

**Article 2** - Pour la période du **1<sup>er</sup> novembre au 31 décembre 2011**.

Les demandes d'autorisations de création d'une activité de soins de suite et de réadaptation ne sont pas recevables hormis sur les territoires de recours suivants :

- Territoire de recours des Landes  
Bretagne de Marsan (1)
- Territoire de recours du Lot et Garonne  
Agen (1)  
Marmande Tonneins (1)
- Territoire de Pau  
Orthez (1)
- Territoire de Bayonne  
Hendaye (1)  
BAB (1)

**Article 3** -. Ce bilan fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de chacun des départements de la région Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine – [www.ars.aquitaine.sante.fr](http://www.ars.aquitaine.sante.fr) - et d'un affichage au siège de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Bordeaux, le 10 octobre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,

\_\_\_\_\_  
Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe **Nicole KLEIN**

\_\_\_\_\_  
**Anne BARON**

# Soins de suite et de réadaptation - Nombre d'implantations prévues par territoire de recours

Territoire du Périgord	Territoire de Bordeaux-Libourne	Territoire des Landes	Territoire du Lot-et-Garonne	Territoire de Pau	Territoire de Bayonne
16 à 17 implantations dont :	35 à 38 implantations dont :	9 à 10 implantations dont :	12 à 15 implantations dont :	13 à 15 implantations dont :	20 à 22 implantations dont :
Périgueux 1 Excideuil 1 Nontron 1 Ribérac 1 Saint-Astier 1 Bazas 1 Sarlat 1 Domme 1 Belvès 1 Antonne-et-Trigonant 1 Mussidan 1 Annesse-et-Beaulieu 2 Brantôme 1 Bergerac 1 Loiménil 1 Montpon-Ménestérol* 1	CUB 17 à 20 Libourne 2 Blaye 1 La Réole 1 Bazas 1 Monségur 1 Lesparre 1 Arès 1 COBAS 3 à 4 Lège 1 Sainte-Foy-la-Grande 1 Cénac 1 Saint-Privat-des-Prés 1 Saint-Aulaye 1 Montpon-Ménestérol* 1	Mont-de-Marsan 1 Dax 1 Saint-Sever 1 Saint-Vincent-de-Paul 1 Aire-sur-l'Adour 1 Bretagne-de-Marsan 1 Saint-Paul-les-Dax 1 Monfort-en-Chalosse 1 Narrosse 1	Agen 2 à 3 Nérac 1 Villeneuve-sur-Lot 1 à 2 Fumel 1 Penne d'Agenais 2 Marmande-Tonneins 1 à 2 Caubeyres 0 à 1 Casteljalloux 1 Virazeil 1 Pont du Casse 1	Pau 3 Oloron Sainte-Marie 1 Orthez 2 Sauveterre-de-Béarn 1 Gan 1 Billère 1 Mauléon 1 Tardets 1 Salles-de-Béarn 1 Aressy 1	Ispoure 1 Saint-Jean-de-Luz 2 Cambo-les-Bains 8 Itxassou 0 à 1 Hendaye 2 Labenne 2 Sports-Hossegor 1 B A B 1 à 3 Bidart 1 Capbreton 1

\* Compte tenu de son positionnement géographique et des activités envisagées, cette implantation figure à la fois sur le territoire du Périgord et celui de Bordeaux-Libourne.  
 Sources : SROS Aquitaine - septembre 2009 - modification : arrêté du 4/02/2010.

# Soins de suite et de réadaptation - Nombre d'implantations autorisées par territoire de recours

Territoire du Périgord	Territoire de Bordeaux-Libourne	Territoire des Landes	Territoire du Lot-et-Garonne	Territoire de Pau	Territoire de Bayonne
CH de Périgueux HL d'Excideuil HL de Nontron HL de Ribérac HL de Saint-Astier CH de Sarlat HL de Domme HL de Belvès Centre Lamary à Antonne-et-Trigonant MRC du Château de Bassy à Mussidan Le Vignier des Balans à Annesse-et-Beaulieu MC "Clinique Pierre de Brantôme" Clinique Pasteur à Bergerac MRC Joie de Vivre à Loiménil CRF de Lande à Annesse-et-Beaulieu CH de Montpon-Ménestérol	CHU GH Pellegrin CHU GH SUD CHU Sud Gironde site La Réole CH de Bazas CH de Blaye HL de Monségur Clinique Mutualiste du Médoc à Lesparre CMC Wiallerstein à Arès MRC Rose des Sabies à Arcachon MRC l'Aquitania à Gujan-Mestras Centre Médical La Pignada à Lège Cap Ferret CH d'Arcachon CH de Libourne CH de Sainte-Foy-la-Grande CH La Meynardie à Saint-Privat-des-Prés HL de Saint-Aulaye Château Rauzé à Cénac MS Dames du Calvaire à Bordeaux Les Fontaines de Monjeux à Gradignan MRC l'Ajancière à Cestas La Tour de Gassies à Bruges Clinique Les Grands Chênes à Bordeaux Clinique d'Arcachon Clinique Saint-Augustin à Bordeaux Clinique Mutualiste à Pessac MSP Bagatelle à Talence MRC Châteauneuf à Léognan MRC Les Lauriers à Lormont Centre de Rééducation Avicenne à Libourne MRC Hauteville à Cenon SARL Les Flots à Talence CRSS Château Le Moine à Cenon Polyclinique Bordeaux-Tondu à Bordeaux Polyclinique Bordeaux-Nord à Bordeaux Polyclinique Bordeaux Rive Droite à Lormont Hôpital privé Saint-Martin à Pessac CH de Montpon-Ménestérol	CH de Mont-de-Marsan CH de Dax CH de Saint-Sever MRC Saint-Louis à Saint-Vincent-de-Paul Polyclinique Les Chênes à Aire-sur-l'Adour Clinique Napoléon à Saint-Paul-les-Dax Clinique Maylis à Narrosse CMI Montprieat à Monfort-en-Chalosse	CH d'Agen Clinique Esquirol Saint-Hilaire à Agen CH de Nérac CH de Villeneuve-sur-Lot HL de Fumel Clinique du Parc à Villeneuve-sur-Lot HL de Penne d'Agenais MRC Delestfrant-Fabien à Penne d'Agenais CH de Marmande-Tonneins CH La Candélie à Pont-du-Casse MRC La Palomère à Caubeyres CRF de Virazeil HL de Casteljalloux	CH de Pau Clinique Les Jeunes Chênes à Pau CH d'Oloron Sainte-Marie CH d'Orthez Clinique médicale et cardiologique d'Aressy CMS Coulomme à Sauveterre-de-Béarn MRC Les Acacias à Gan MRC Sainte-Odile à Billère CRF en milieu thermal à Salles-de-Béarn CRF Le Nid Béarnais à Pau HL de Mauléon MS Saint-Antoine à Tardets-Sorholus	Clinique Luro à Ispoure CHI de la Côte Basque à Saint-Jean-de-Luz MRC Saint-Vincent (Villa Concha) à Hendaye Institut héliomarin de Labenne Centre Le Belvédère à Labenne MRC Primrose à Sports-Hossegor MRC La Nive à Itxassou MRC La Maison Basque à Cambo-les-Bains CRF les Emburuns à Bidart Centre médical Annie Enla à Cambo-les-Bains Centre médical Toki Eder à Cambo les Bains Clinique Paulmy à Bayonne Centre de pneumologie Les Terrasses à Cambo-les-Bains CRF Marientia à Cambo les Bains Centre médical Landouzy à Cambo-les-Bains Centre médical Grancher-Cyrano à Cambo-les-Bains Centre médical Léon Dieudonné à Cambo-les-Bains CERS Capbreton Clinique Beaulieu à Saint Jean de Luz Centre Médical Beaulieu à Cambo-les-Bains

Arrêté du 10 octobre 2011

Département Organisation de l'Offre de Soins  
 Hospitaliers

**BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS  
 POUR L'ACTIVITÉ DE TRAITEMENT DE  
 L'INSUFFISANCE RENALE CHRONIQUE**

**La Directrice générale  
 de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
 Chevalier de la Légion d'Honneur  
 Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** l'ordonnance n° 2010-177 dite de coordination et le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé,
- VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU** le Code de la Santé publique et notamment les articles L. 6122-1 à L. 6122-9, R. 6122-23 à R. 6122-44,
- VU** l'arrêté de M. le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 6 juin 2005 fixant le découpage de la région Aquitaine en territoires de santé,
- VU** l'arrêté de M. le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Aquitaine (SROS) et son annexe, et les arrêtés du 20 mars 2007, du 25 avril 2007, du 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 13 janvier 2010, 4 février 2010, 5 février 2010 modifiant ledit SROS,
- VU** l'arrêté de Mme la Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 avril 2010 portant modification du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire d'Aquitaine,

**VU** l'arrêté de Mme la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations, modifié par l'arrêté du 16 mars 2011,

## **ARRETE**


**Article 1<sup>er</sup>** - Le bilan quantifié de l'offre de soins pour l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par la pratique de l'épuration extrarénale est établi conformément aux tableaux joints en annexe.

**Article 2** - Pour la période du **1<sup>er</sup> novembre au 31 décembre 2011**, aucune demande tendant à obtenir une autorisation de création d'une activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique n'est recevable, hormis pour : l'hémodialyse en unité de dialyse médicalisée sur les sites géographiques suivants :

- Libourne                                      Territoire de recours de Bordeaux-Libourne
- Agen    Territoire de recours du Lot-et-Garonne

**Article 3** -. Ce bilan fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de chacun des départements de la région Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine – [www.ars.aquitaine.sante.fr](http://www.ars.aquitaine.sante.fr) - et d'un affichage au siège de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Bordeaux, le 10 octobre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,  
Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,  
  
**Anne BARON**

Nicole KLEIN

**ACTIVITE DE TRAITEMENT DE L'INSUFFISANCE RENALE CHRONIQUE  
IMPLANTATIONS EN AQUITAINE**

TERRITOIRES	Hémodialyse à domicile		Hémodialyse en antennes		Dialyse péritonéale	
	existant	prévisions SROS	existant	prévisions SROS	existant	prévisions SROS
<u>Territoire du Périgord</u>	S.A. Polyclinique Francheville Bd de Vézère à PERIGUEUX		SARL Antennes d'autodialyse Francheville à Périgueux Bergerac Ribérac, Montignac	3 à 7 antennes		
<u>Territoire de Bordeaux-Libourne</u>	S.A. Polyclinique Bordeaux-Nord Aquitaine rue Claude Boucher à BORDEAUX			7 à 24 implantations	S.A. Polyclinique Bordeaux-Nord Aquitaine rue Claude Boucher à BORDEAUX	
	S.A. Néphrodialyse-Centre de Traitement des Maladies Rénales (CTMR) Av d'Arès à BORDEAUX		Blaye Bordeaux-Nord Lormont, Lesparre		S.A. Néphrodialyse-Centre de Traitement des Maladies Rénales (CTMR) Av d'Arès à BORDEAUX	
	Centre Aquitain pour le Développement de la Dialyse à Domicile (CA3D) rue Camille à TALENCE		Mérignac Lège-Cap-Ferret Arcachon, Bègles Cenon, Saint-Pierre-de-Mons, Gradignan (2sites), Mimizan		Centre Aquitain pour le Développement de la Dialyse à Domicile (CA3D) rue Camille à TALENCE	
	Association pour l'Utilisation du Rein Artificiel A Domicile en Aquitaine -AURAD 2, Allée des Demoiselles à GRADIGNAN		antennes de l'AURAD * cf liste en bas de tableau		Association pour l'Utilisation du Rein Artificiel A Domicile en Aquitaine -AURAD 2, Allée des Demoiselles à GRADIGNAN	
			antennes de l'AURAD cf liste en bas de tableau	2 à 9 antennes		
<u>Territoire des Landes</u>						
<u>Territoire du Lot-et-Garonne</u>				3 à 10 antennes		
<u>Territoire de Pau</u>	Association pour la Sauvegarde et la Réadaptation des Insuffisants Rénaux - ASRIR - Centre de Dialyse Michel Basse à ARESSY		Oloron-Sainte-Marie Aire-sur-Adour Pau	3 à 6 antennes	Association pour la Sauvegarde et la Réadaptation des Insuffisants Rénaux - ASRIR - Centre de Dialyse Michel Basse à ARESSY	
<u>Territoire de Bayonne</u>			Biarritz Saint-Jean-de-Luz Bayonne, Uhart-Cize Dax, Peyrehorade	2 à 9 antennes		

**\* ANTENNES DE L'AURAD**

Dordogne :	Bergerac Castels	* Landes :	Saint-Vincent-de-Tyrosse Dax Mont-de-Marsan Saint-Pierre-du-Mont ( 2 unités) Moreux Hagetmau	Lot-et-Garonne :	Boé (2 unités) Castellajoux Pujols Fumel Nérac Pont-du-Casse (2 unités) Tournais Marmande (2 unités)
Gironde :	Langon Bordeaux Libourne Libourne-Nord ("Libourne Dagueys") Arcachon Le Bouscat Pineuilh Talence Artigues Saint-André-de-Cubzac Gradignan (1 unité) Gradignan (1 unité)				

Pyrénées-Atlantiques :  
  
Saint-Jean-de-Luz  
Anglet  
Orthez

**ACTIVITE DE TRAITEMENT DE L'INSUFFISANCE RENALE CHRONIQUE PAR EPURATION EXTRA-RENALE  
IMPLANTATIONS EN AQUITAINE**

TERRITOIRES	Hémodialyse en centre existant		Hémodialyse en Unité de dialyse médicalisée (UDM) existant		Centre d'hémodialyse pédiatrique existant	
	prévisions SROS	prévisions SROS	prévisions SROS	prévisions SROS	prévisions SROS	prévisions SROS
<b>Territoire du Périgord</b>	S.A. Polyclinique Francheville Bd de Vésone à PERIGUEUX	1 implantation : Périgueux (1)	S.A. Polyclinique Francheville Bd de Vésone à PERIGUEUX	1 implantation : Périgueux		
<b>Territoire de Bordeaux-Libourne</b>	CHU de Bordeaux G H Pellegrin à BORDEAUX	6 implantations : CUB (5)	CHU de Bordeaux G H Pellegrin à BORDEAUX	7 implantations : CUB (4)	CHU de Bordeaux G H Pellegrin à BORDEAUX	1 implantation : (CUB)
	Clinique Saint-Martin à Pessac		CA3D à Gradignan			
	S.A. Polyclinique Bordeaux-Nord Aquitaine rue Claude Boucher à BORDEAUX		S.A. Polyclinique Bordeaux-Nord Aquitaine rue Claude Boucher à BORDEAUX			
	S.A. Polyclinique Bordeaux Rive Droite rue Cavaillès à LORMONT		S.A. Polyclinique Bordeaux Rive Droite rue Cavaillès à LORMONT			
	S.A. Néphrologie-Centre de Traitement des Maladies Rénales (CTMR) Av d'Arès à BORDEAUX					
<b>Territoire des Landes</b>	CH de Libourne	Libourne (1)				
<b>Territoire du Lot-et-Garonne</b>	CH de Mont-de-Marsan	1 implantation : CH de Mont-de-Marsan	CH de Mont-de-Marsan	2 implantations : Dax (1) Mont-de-Marsan (1)		
	CH d'Agen	1 implantation : CH d' Agen (1)		1 implantation : Agen (1)		
<b>Territoire de Pau</b>	Association pour la Sauvegarde et la Réadaptation des Insuffisants Rénal - ASRIR - Centre de Dialyse Michel Basse à ARESSY	1 implantation : Aressy (1)	Association pour la Sauvegarde et la Réadaptation des Insuffisants Rénal - ASRIR - Centre de Dialyse Michel Basse à ARESSY	1 implantation : Aressy (1)		
<b>Territoire de Bayonne</b>	CHICB Bayonne	1 implantation : Bayonne (1)				
	SAS Clinique Delay à Bayonne		SAS Clinique Delay à Bayonne	1 implantation : Bayonne (1)		



Arrêté du 10 OCT. 2011

*Portant autorisation d'extension de 5 places du Service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) du Centre hospitalier de Sainte-Foy La Grande*

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-sociale et les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;

**VU** le programme régional et interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour la période 2010-2013 de la région Aquitaine ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 février 1998 portant autorisation de création du Service de Soins Infirmiers à Domicile pour personnes âgées du Centre hospitalier de Sainte-Foy La Grande de 40 places, sis avenue Charrier à Sainte-Foy La Grande (33 220) ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2004 autorisant l'extension de la capacité du SSIAD de 40 à 45 places ;

**VU** la demande du 24 novembre 2010 présentée par le centre hospitalier de Sainte-Foy La Grande sis avenue Charrier à Sainte-Foy La Grande (33 220) tendant à l'extension du service de soins infirmiers à domicile de 5 places pour personnes âgées de soixante ans et plus, malades ou dépendantes ainsi qu'une modification de la zone d'intervention afin d'intégrer les communes de Gensac et de Pessac/Dordogne ;

**VU** la décision en date du 20 avril 2009 relatif au classement des zones différenciées en fonction des dotations en infirmiers libéraux pour la région Aquitaine ;

103 bis, rue Belleville -CS 91704 -  
33063 BORDEAUX Cedex  
Standard : 05.57.01.44.00  
[www.ars.aquitaine.sante.fr](http://www.ars.aquitaine.sante.fr)

**CONSIDERANT** que le projet institutionnel répond aux exigences de la loi du 2 janvier 2002 et est compatible avec les objectifs du schéma gérontologique ;

**CONSIDERANT** que outre l'extension de 5 places, la demande porte sur un changement de la zone d'intervention afin d'intégrer les communes de Gensac et de Pessac sur Dordogne d'où proviennent de nombreuses demandes en augmentation faute de place ou pour zone d'intervention incompatible ;

**CONSIDERANT** que ces deux villes se situent en zone intermédiaire au regard du classement des zones différenciées arrêtées dans le cadre de la régulation des infirmiers libéraux (décision de la Mission régionale de santé du 20 avril 2009) et que le fait qu'un service de soins infirmiers intervienne déjà sur ces deux communes ne saurait être un frein à la couverture par un autre SSIAD de ce territoire ;

**CONSIDERANT** que la reconfiguration de l'offre proposée par le GCSMS Sud-Gironde et la suppression de l'antenne du SSIAD à Gornac rend opportune l'implantation d'un autre service sur ces deux communes très éloignées par rapport à Caudrot lieu d'implantation du GCSMS ;

**CONSIDERANT** que l'élargissement du périmètre d'intervention permettrait d'offrir aux personnes âgées de ce secteur une prise en soins diversifiée quant aux promoteurs ;

**CONSIDERANT** que ce projet est en adéquation avec les préconisations nationales tendant à permettre aux personnes âgées de demeurer à domicile ;

**CONSIDERANT** les crédits de création de places de service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de soixante et plus, malades ou dépendantes, peuvent être dégagés sur la dotation départementale attribuée au département de la Gironde, à savoir :

-l'enveloppe 2010 permet l'attribution de 5 places ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur de la Délégation territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine ;

### **- A R R E T E -**

**ARTICLE 1ER** - L'autorisation prévue à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée au Centre hospitalier de Sainte-Foy La Grande en vue de créer 5 places supplémentaires de service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de soixante ans et plus, malades ou dépendantes dans le service de soins à domicile du centre hospitalier de Sainte-Foy La Grande sis avenue Charrier à Sainte-Foy La Grande (33220). La zone d'intervention du service comprend le canton de Sainte-Foy La Grande, le canton de Vélignes (Dordogne), les communes de Fleix, Saint Médard de Gurçon, Saint Pierre d'Eyraud en Dordogne (Dordogne) auxquels s'ajoutent les communes de Gensac et de Pessac sur Dordogne.

La capacité globale est portée à 50 places.

**ARTICLE 2** - Conformément à l'article L 313-1 du Code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 3** - La présente autorisation est caduque, en application de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 4** - La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité de la structure mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

**ARTICLE 5** – Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du Code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 6** – Ce service est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique :** Centre hospitalier Sainte Foy la Grande

N° FINESS : 330781261

N° SIREN : 263305690

Code statut juridique : 13 Etablissement Public Communal d'Hospitalisation

**Entité établissement :** SSIAD de Sainte Foy la Grande

N° FINESS : 330055922

N° SIRET : 26330569000061

Code catégorie : 354 capacité : 50

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
358	Soins infirmiers à domicile	16	Prestation en milieu ordinaire	700	Personnes âgées	50

Code MFT : 99 indéterminé

**ARTICLE 7** - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et du recueil des actes du département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 8** – La Directrice Générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le 10 OCT. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du 11 OCTOBRE 2011

portant modification de l'autorisation de regroupement de laboratoires de biologie médicale en un laboratoire multi sites dénommé « ANAREV »

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique et notamment les articles R 6212-72 à R 6212-92 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant la réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
- VU** le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU** l'arrêté de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 18 juin 2010 portant autorisation de regroupement de laboratoires de biologie médicale en un laboratoire multi sites dénommé "ANAREV" ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 1<sup>er</sup> juin 2006 modifié portant agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité limitée «S.E.L.A.R.L ANAREV» située au 9 place Pierre Jacques Dormoy à BORDEAUX (33000) ;
- VU** le courrier déposé le 5 juillet 2011 par Madame PARKER à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine – Direction de l'Offre de Soins (Mission Pharmaceutique et Biologique) faisant part de son départ en retraite à compter du 1er juillet 2011 ;
- VU** le certificat d'inscription au Tableau de la Section G de l'Ordre des Pharmaciens de Madame BOULHIMEZ en date du 3 octobre 2011 ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

A compter du présent arrêté, l'arrêté du 18 juin 2010 portant autorisation du laboratoire de biologie médicale multi sites dénommé "ANAREV" situé au 9 place Pierre Jacques Dormoy à BORDEAUX (33000) est modifié ;

### **Article 2 :**

Le laboratoire multi sites «ANAREV» est composé de trois sites ouverts au public dont les adresses et les numéros FINESS catégorie 611 sont les suivants :

- 9 place Pierre Jacques Dormoy à BORDEAUX (33000)  
numéro FINESS 33 002 982 8
- Centre Commercial du Grand Parc -34 rue Louis Gendreau à BORDEAUX (33000)  
numéro FINESS 33 002 986 9
- 39 cours Victor Hugo à BORDEAUX. (33000)  
numéro FINESS 33 002 991 9.

### **Article 3 :**

Le laboratoire multi sites est exploité par la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée : "S.E.L.A.R.L ANAREV" dont le siège social est situé au 9 place Pierre Jacques Dormoy à BORDEAUX (33000) et enregistrée sous le numéro FINESS catégorie 611 : EJ 33 002 977 8 ;

### **Article 4 :**

Les biologistes exerçant au sein du laboratoire multi sites «ANAREV» sont :

- Mme Nicole SERRE, biologiste coresponsable, cogérante et associée professionnelle, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;
- Mme Marie-Christine LAPOUJADE-SALEY biologiste coresponsable, cogérante et associée professionnelle pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;
- M. Karim BOULHIMEZ, biologiste coresponsable, cogérant et associé professionnel, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;
- Mme Marie-Josèphe BOULHIMEZ, biologiste médicale inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;

### **Article 5 :**

Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet dans le délai prévu par voie réglementaire, d'une déclaration à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction de l'Offre de soins - Mission Pharmaceutique et Biologique) et d'une modification du présent arrêté ;

### **Article 6 :**

Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

**Article 7 :**

Cet arrêté sera notifié à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Président de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde,
- Mme la Directrice de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde,
- M. le Directeur du Régime Social des Indépendants d'Aquitaine,
- Mme Monique PARKER, ancien biologiste coresponsable
- Mme Nicole SERRE, biologiste coresponsable
- Mme Marie-Christine LAPOUJADE SALEY, biologiste coresponsable
- M. Karim BOULHIMEZ. biologiste coresponsable
- Mme Marie-Josèphe BOULHIMEZ, biologiste médicale.

**Article 8 :**

La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 11 Octobre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,

signé :Nicole KLEIN

Arrêté du 1<sup>er</sup> OCT. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au centre hospitalier d'ARCACHON n°  
Finess 330781204 au titre du mois d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;



- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier d'Arcachon, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 5 octobre 2011, par le centre hospitalier d'Arcachon,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 597 401,56 €** soit :

- . **2 533 145,94 €** au titre de l'activité,
- . **45 031,94 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **19 223,68 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier d'Arcachon et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **11 OCT. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**CENTRE HOSPITALIER D'ARCACHON(330781204)**

Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mercredi 05/10/2011, 16:21

Date de validation par la région : jeudi 06/10/2011, 14:42

Date de récupération : jeudi 06/10/2011, 14:48

	B : Montant LAMD renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMD n 2)	C : Dernier montant LAMD renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMD renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMD du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMD du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMD renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMD des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L notifiés)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	19 686,64	0,00	19 686,64	0,00	0,00	15 150 077,40	15 189 764,05	13 029 351,43	2 140 412,61	2 140 412,62
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 045,90	67 045,90	55 282,28	11 763,62	11 763,62
DMI	0,00	20 456,94	0,00	20 456,94	0,00	0,00	236 793,31	257 250,24	236 026,56	19 223,68	19 223,68
Mon patient	0,00	15 161,85	0,00	15 161,85	0,00	0,00	293 012,89	308 174,74	263 142,80	45 031,94	45 031,94
At dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	326 717,92	326 717,92	253 956,12	72 761,80	72 761,80
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 603,48	9 603,48	8 022,33	1 581,15	1 581,15
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 962 561,81	1 962 561,81	1 645 935,06	306 626,75	306 626,75
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>55 305,43</b>	<b>0,00</b>	<b>55 305,43</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 035 812,71</b>	<b>18 091 118,14</b>	<b>15 493 716,58</b>	<b>2 597 401,56</b>	<b>2 597 401,56</b>
<b>P : Montant de l'activité</b>											
Activité d'hospitalisation		2 152 176,24									
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses		380 969,70									
Médicaments séjours		45 031,94									
DMI		19 223,68									
<b>Total</b>		<b>2 597 401,56</b>									

Arrêté du 11 OCT. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CRLCC Institut BERGONIE N° Finess 330000662 au titre de l'activité du mois d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du CRLCC Bergonié, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 3 octobre 2011, par le CRLCC Bergonié,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **4 406 608,55 €** soit :

- . **3 229 392,89 €** au titre de l'activité,
- . **1 161 965,53 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **15 250,13 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au CRLCC Bergonié et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **1<sup>er</sup> OCT. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**INSTITUT BERGONIE(330000662)**

**Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août**

cel excelente est valinde par la region

Date de validation par l'établissement : Lundi 03/10/2011, 17:37

Date de validation par la région : jeudi 06/10/2011, 14:19

Date de récupération : jeudi 06/10/2011, 14:25

Activité d'hospitalisation	2 876 266,89
Activité externe y compris ATU, FPM, SE et Moltoulous onéreuses	353 126,00
Médicaments séjours	1 161 965,53
DMI	15 250,13
<b>Total</b>	<b>4 406 608,55</b>

Arrêté du 11 OCT. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste de PESSAC n° Finess 330780529 au titre de l'activité du mois d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique mutualiste de Pessac, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 30 septembre 2011, par la clinique mutualiste de Pessac,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 466 839,27 €** soit :

- . **1 413 396,37 €** au titre de l'activité,
- . **8 030,21 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **45 412,69 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique mutualiste de Pessac et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **11 OCT. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MATZA STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**CLINIQUE MUTUALISTE(330780529)**

Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : vendredi 30/09/2011, 15:38

Date de validation par la région : mercredi 05/10/2011, 11:06

Date de récupération : mercredi 05/10/2011, 11:07

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 571 763,56	17 571 763,56	16 240 368,45	1 331 395,12	1 331 395,12
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 182 611,01	1 182 611,01	1 137 198,32	45 412,69	45 412,69
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173 528,08	173 528,08	165 497,87	8 030,22	8 030,21
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 456,54	135 456,54	120 770,88	14 685,66	14 685,66
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 303,09	20 303,09	18 959,37	1 343,72	1 343,72
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	692 173,87	692 173,87	626 202,01	65 971,87	65 971,87
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>19 775 836,15</b>	<b>19 775 836,15</b>	<b>18 308 996,89</b>	<b>1 466 839,27</b>	<b>1 466 839,27</b>

P : Montant de  
l'activité

Activité d'hospitalisation	1 331 395,12
Activité externe y compris ATU,	
FFM, SE et Molecules onéreuses	82 001,25
Médicaments séjours	8 030,21
DMI	45 412,69
<b>Total</b>	<b>1 466 839,27</b>



DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du **11 OCT. 2011**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de SAINTE FOY LA GRANDE N° Finess 330781261 au titre de l'activité du mois d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Sainte Foy la Grande au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 30 septembre 2011, par le centre hospitalier de Sainte Foy la Grande,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **418 159,99 €** soit :

. **415 470,98 €** au titre de l'activité

. **2 689,01 €** au titre des spécialités pharmaceutiques

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Sainte Foy la Grande et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **1 1 OCT. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**C.H STE FOY LA GRANDE(330781261)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : vendredi 30/09/2011, 08:41**  
**Date de validation par la région : mardi 04/10/2011, 13:31**  
**Date de récupération : mardi 04/10/2011, 13:33**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 951 187,54	2 951 187,54	2 566 424,89	384 762,65	384 762,65
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ait dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 719,75	2 689,01	2 689,01
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 902,59	2 902,59	2 641,44	261,15	261,15
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	247 250,36	247 250,36	216 803,18	30 447,18	30 447,18
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 214 749,25</b>	<b>3 214 749,25</b>	<b>2 796 589,26</b>	<b>418 159,99</b>	<b>418 159,99</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	384 762,65
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	30 708,33
Médicaments séjours	2 689,01
DMI	0,00
<b>Total</b>	<b>418 159,99</b>

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 11 OCT. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier intercommunal SUD GIRONDE n° Finess 330027509 au titre de l'activité du mois d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier intercommunal Sud Gironde, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois d'août 2011, les 29 et 30 septembre 2011 par le centre hospitalier intercommunal Sud Gironde ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 200 941,81 €** soit :

- . **2 149 638,98 €** au titre de l'activité (y compris l'HAD),
- . **34 181,83 €** au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD),
- . **17 121,00 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier intercommunal Sud Gironde et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **1<sup>er</sup> OCT. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**CTRE HOSP INTERCOMMUNAL SUD GIRONDE(330027509)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août**

Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : jeudi 29/09/2011, 16:37  
 Date de validation par la région : mardi 04/10/2011, 14:38  
 Date de récupération : mardi 04/10/2011, 14:41

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I + J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	4 921,57	0,00	0,00	0,00	15 306 850,17	15 306 850,17	13 461 322,63	1 845 527,54	1 845 527,54
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 038,32	33 038,32	28 702,38	4 335,94	4 335,94
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	202 557,46	202 557,46	185 436,45	17 121,00	17 121,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 836,47	216 836,47	183 978,18	32 858,28	32 858,28
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238 093,09	238 093,09	209 909,94	28 183,15	28 183,15
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 912,66	6 912,66	5 958,31	954,34	954,34
ACE	0,00	263 780,07	0,00	263 780,07	0,00	4 210,09	1 577 650,98	1 845 641,13	1 675 549,83	170 091,31	170 091,31
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>263 780,07</b>	<b>4 921,57</b>	<b>263 780,07</b>	<b>0,00</b>	<b>4 210,09</b>	<b>17 581 939,14</b>	<b>17 849 929,30</b>	<b>15 750 857,73</b>	<b>2 099 071,56</b>	<b>2 099 071,56</b>

**P : Montant de l'activité**

Activité d'hospitalisation	1 849 863,48
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	199 228,80
Médicaments séjours	32 858,28
DMI	17 121,00
<b>Total</b>	<b>2 099 071,56</b>

**MAT2A HAD DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**CTRE HOSP INTERCOMMUNAL SUD GIRONDE(330027509)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : vendredi 30/09/2011, 09:03**  
**Date de validation par la région : mardi 04/10/2011, 14:45**  
**Date de récupération : mardi 04/10/2011, 14:45**

	B : Montant LAMDA (n-2) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009	C : Dernier montant LAMDA (n-2) renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Montant de l'activité LAMDA (n-2) pris en compte (C si B=0, B sinon)	E : Montant LAMDA (n-1) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	F : Dernier montant LAMDA (n-1) renseigné au titre de l'année 2010	G : Montant de l'activité LAMDA (n-1) pris en compte (F si E=0, E sinon)	H : Montant calculé de l'activité MAT2A 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total pour cette période (H + G + D)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I-J)	L : Montant de l'activité notifié
GHT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 111 099,73	1 111 099,73	1 010 553,03	100 546,70	100 546,70
Molécules onéreuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 217,48	22 217,48	20 893,93	1 323,55	1 323,55
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 133 317,21</b>	<b>1 133 317,21</b>	<b>1 031 446,95</b>	<b>101 870,25</b>	<b>101 870,25</b>

Arrêté du 14/10/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Résidence d'Aquitaine à Mérignac*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2011

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 20/07/2011



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Résidence d'Aquitaine à Mérignac (N° Finess 330796376 ) est fixée à :

- 281 760,68 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 23 480,06 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	38,76 €
GIR 3-4 :	29,09 €
GIR 5-6 :	19,43 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

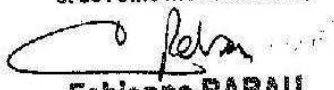
### ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14/10/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
Fabienne RABAU

Arrêté du 14/10/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*EHPAD CH Libourne*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/10/2008

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 17/08/2011

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de EHPAD CH Libourne (N° Finess 330785114 ) est fixée à :

- 5 022 943,00 € pour l'hébergement permanent,
- 109 003,00 € pour l'accueil de jour,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 418 578,58 € pour l'hébergement permanent,
- 9 083,58 € pour l'accueil de jour,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	49,37 €
GIR 3-4 :	38,21 €
GIR 5-6 :	27,06 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 3 -

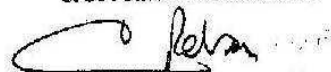
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14/10/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,

  
Fabienne RABAU

**Décision du 14 octobre 2011**

*Portant autorisation de renouvellement d'un  
scanographe et remplacement de l'équipement  
existant sur le site du centre médico-chirurgical  
d' Arès*

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département de l'Offre de Soins Hospitalière

**Délivrée**

à la SARL « Imagerie en coupe du nord Bassin »,

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

**VU** le Code de la sécurité sociale,

**VU** le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

**VU** l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010, 5 février 2010 et 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** l'arrêté modificatif de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 mars 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 1<sup>er</sup> août 2011 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds,

**VU** la demande déposée par la SARL Imagerie en coupe du nord Bassin dans la fenêtre du 1<sup>er</sup> mai au 31 juin 2011 et déclarée complète, en vue du renouvellement de la décision d'autorisation en date du 7 mars 2006 pour la poursuite de l'exploitation d'un scanographe sur le site du centre médico-chirurgical d' Arès, avec changement de matériel,

**VU** le dossier transmis à l'appui de cette demande,

**VU** l'avis de la Commission spécialisée de l'Organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 9 septembre 2011,

**CONSIDERANT** que la demande est justifiée en ce qu'il répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire et son annexe territoriale,

## **D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation prévue par l'article L6122-1 du code de la santé publique est accordée à la SARL « Imagerie en coupe du nord Bassin » en vue du renouvellement de l'autorisation de fonctionnement d'un scanographe sur le site du centre médico-chirurgical d' Arès avec changement de matériel (scanographe de classe 3).

N° FINESS de l'entité juridique 33 001 483 8

N° FINESS de l'établissement ( S.C.M ) 33 078 053 7

**ARTICLE 2** - L'autorisation est réputée caduque si l'opération n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et n'est pas achevée dans un délai de quatre ans après cette notification.

**ARTICLE 3** - La mise en service du nouvel appareil devra être déclarée sans délai à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine conformément aux articles R 6122-37 et D 6122-38 du Code de la santé publique.

La mise en service du nouvel appareil ne pourra intervenir que lorsque les résultats du contrôle effectué par l'Autorité de Sécurité Nucléaire auront montré que l'installation satisfait aux règles de sécurité

**ARTICLE 4** - La durée de validité de l'autorisation est fixée à 5 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service faite par le titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 5** - La visite de conformité, prévue à l'article D 6122-38, a lieu dans un délai de 6 mois suivant la réception de la déclaration de mise en service faite par la titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 6** – Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 7** – La présente autorisation est subordonnée à la mise hors service de l'ancien équipement.

**ARTICLE 8** - L'autorisation de fonctionnement du scanographe précédemment autorisée, est renouvelée à compter de la notification de la présente décision et jusqu'à la mise en œuvre de l'autorisation de remplacement.

**ARTICLE 4** – L'autorisation accordée est valable exclusivement pour un appareil dont les caractéristiques et l'implantation sont strictement conformes au projet prévu au dossier. Toute modification portant soit sur l'appareil, soit sur les conditions d'installation, y compris sur les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une nouvelle décision.

**ARTICLE 5** – L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité et du fonctionnement de l'appareil concerné par la présente autorisation 14 mois avant la date d'échéance de l'autorisation.

**ARTICLE 6** - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 7** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 14 octobre 2011

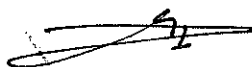
La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale

de l'ARS d'Aquitaine,

Par délégation,

La Directrice Générale Adjointe,



Nicole KLEIN

**Anne BARON**

**Décision du 14 octobre 2011**

**Portant autorisation de renouvellement  
d'un scanographe et remplacement de  
l'équipement**

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

**Département de l'Offre de Soins Hospitalière**

**Délivrée au  
Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux**

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

**VU** le Code de la sécurité sociale,

**VU** le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

**VU** l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010, 5 février 2010 et 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** l'arrêté modificatif de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 mars 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 27 janvier 2011 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds,

**VU** la demande déposée par le centre hospitalier universitaire de Bordeaux, dans la fenêtre du 1<sup>er</sup> mai au 31 juin 2011, et déclarée complète, en vue du renouvellement de la décision d'autorisation en date du 7 octobre 2003 pour la poursuite de l'exploitation d'un scanographe sur le site de St André avec changement de matériel,

**VU** le dossier transmis à l'appui de cette demande,

**VU** l'avis de la Commission spécialisée de l'Organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 9 septembre 2011,

**CONSIDERANT** que la demande est justifiée en ce qu'il répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire et son annexe territorial,

## **D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation, prévue par l'article L6122- du code de la santé publique, est accordée au Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux en vue du renouvellement de l'autorisation de fonctionnement d'un scanographe sur le site du groupe hospitalier Saint André, avec changement de matériel (scanner multi coupes).

N° FINESS de l'entité juridique 33 0781196

N° FINESS de l'établissement 33 0781352

**ARTICLE 2** - L'autorisation est réputée caduque si l'opération n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et n'est pas achevée dans un délai de quatre ans après cette notification.

**ARTICLE 3** - La mise en service du nouvel appareil devra être déclarée sans délai à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine conformément aux articles R 6122-37 et D 6122-38 du Code de la santé publique.

La mise en service du nouvel appareil ne pourra intervenir que lorsque les résultats du contrôle effectué par l'Autorité de Sûreté Nucléaire auront montré que l'installation satisfait aux règles de sécurité.

**ARTICLE 4** - La durée de validité de l'autorisation est fixée à 5 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service faite par le titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 5**- La visite de conformité, prévue à l'article D 6122-38, a lieu dans un délai de 6 mois suivant la réception de la déclaration de mise en service faite par la titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 6** – Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 7** – La présente autorisation est subordonnée à la mise hors service de l'ancien équipement.

**ARTICLE 8** - L'autorisation de fonctionnement du scanographe précédemment autorisée, est renouvelée à compter de la notification de la présente décision et jusqu'à la mise en œuvre de l'autorisation de remplacement.

**ARTICLE 9** – L'autorisation accordée est valable exclusivement pour un appareil dont les caractéristiques et l'implantation sont strictement conformes au projet prévu au dossier. Toute modification portant soit sur l'appareil, soit sur les conditions d'installation, y compris sur les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une nouvelle décision.

**ARTICLE 10** – L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité et du fonctionnement de l'appareil concerné par la présente autorisation 14 mois avant la date d'échéance de l'autorisation.

**ARTICLE 11** - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de



l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 12** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 14 octobre 2011  
La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine  
Pour la Directrice Générale d'Aquitaine  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,



**Anne BARON** Nicole KLEIN

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 17 OCT. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû à la MSP BAGATELLE N° Finess  
330000340 au titre de l'activité du mois d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la MSP Bagatelle au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 11 octobre 2011 par la MSP Bagatelle ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **3 192 286,66 €** soit :

- . **3 049 532,32 €** au titre de l'activité (y compris l'HAD),
- . **127 541,02 €** au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD),
- . **15 213,32 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la MSP Bagatelle et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **17 OCT. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,



**Anne BARON** Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**M.S.P.B. BAGATELLE(330000340)**  
 Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : mardi 11/10/2011, 12:34  
 Date de validation par la région : mercredi 12/10/2011, 10:20  
 Date de récupération : mercredi 12/10/2011, 10:23

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	95 084,67	0,00	0,00	0,00	22 382 606,90	22 382 606,90	20 556 181,16	1 826 425,75	1 826 425,75
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	-383,32	0,00	0,00	0,00	72 415,45	72 415,45	72 338,79	76,66	76,66
DMI	0,00	0,00	35 391,83	0,00	0,00	0,00	945 174,14	945 174,14	929 980,82	15 213,32	15 213,32
Mon patient	0,00	0,00	3 260,88	0,00	0,00	0,00	762 934,12	762 934,12	675 090,12	87 844,00	87 844,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 195,55	25 195,55	22 631,58	2 563,96	2 563,96
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 659 572,49	2 659 572,49	2 381 523,23	278 049,26	278 049,26
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>133 354,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 847 898,64</b>	<b>26 847 898,64</b>	<b>24 637 725,70</b>	<b>2 210 172,95</b>	<b>2 210 172,95</b>

**P : Montant de  
l'activité**

Activité d'hospitalisation	1 826 502,41
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	280 613,22
Médicaments séjours	87 844,00
DMI	15 213,32
<b>Total</b>	<b>2 210 172,95</b>

**MAT2A HAD DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**M.S.P.B. BAGATELLE(330000340)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : mardi 11/10/2011, 12:33**  
**Date de validation par la région : mercredi 12/10/2011, 11:08**  
**Date de récupération : mercredi 12/10/2011, 11:09**

	B : Montant LAMD (n-2) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009	C : Dernier montant LAMD (n-2) renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Montant de l'activité LAMD (n-2) pris en compte (C si B=0, B sinon)	E : Montant LAMD (n-1) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	F : Dernier montant LAMD (n-1) renseigné au titre de l'année 2010	G : Montant de l'activité LAMD (n-1) pris en compte (F si E=0, E sinon)	H : Montant calculé de l'activité MAT2A 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total pour cette période (H + G + D)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I-J)	L : Montant de l'activité notifié
GHT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 384 873,39	7 384 873,39	6 442 456,70	942 416,69	942 416,69
Molécules onéreuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 650,06	104 650,06	64 953,04	39 697,02	39 697,02
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 489 523,45</b>	<b>7 489 523,45</b>	<b>6 507 409,74</b>	<b>982 113,71</b>	<b>982 113,71</b>

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 17 OCT. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de BAZAS n° Finess 330781212 au titre de l'activité du mois d'août 2011 et d'une récupération d'activité de l'année 2009.

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Bazas, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011 et pour une récupération d'activité de l'année 2009, le 28 septembre 2011, par le centre hospitalier de Bazas,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **161 527,12 € dont 13 632,98 € au titre d'une récupération de l'année 2009**, soit :

. **161 527,12 €** au titre de l'activité, dont 13 632,98 € au titre d'une récupération de l'année 2009.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Bazas et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **17 OCT. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

  
**Anne BARON** Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**HOPITAL DE BAZAS(330781212)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : mercredi 28/09/2011, 15:04**  
**Date de validation par la région : jeudi 13/10/2011, 09:37**  
**Date de récupération : jeudi 13/10/2011, 09:38**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009	F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010	G : Dernier montant renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	13 632,98	0,00	0,00	13 632,98	0,00	0,00	1 254 968,54	1 268 601,52	1 108 868,01	159 733,51	159 733,51
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 203,79	18 203,79	16 410,18	1 793,61	1 793,61
<b>Total</b>	<b>13 632,98</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 632,98</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 273 172,32</b>	<b>1 286 805,31</b>	<b>1 125 278,19</b>	<b>161 527,12</b>	<b>161 527,12</b>
<b>P : Montant de l'activité</b>	<b>159 733,51</b>										
Activité d'hospitalisation	159 733,51										
Activité externe y compris ATU,											
FFM, SE et Molécules onéreuses	1 793,61										
Médicaments séjours	0,00										
DMI	0,00										
<b>Total</b>	<b>161 527,12</b>										



DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 17 OCT. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au au centre hospitalier de BLAYE N°  
Finess 330781220 au titre de l'activité du mois  
d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier Blaye, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 28 septembre 2011, par le centre hospitalier de Blaye,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 667 113,80 €** soit :

- . **1 641 707,84 €** au titre de l'activité,
- . **24 199,48 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **1 206,48 €** au titre des produits et prestations (DMI),

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Blaye et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 17 OCT. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,



Anno BARON

Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**

C. H. SAINT NICOLAS DE BLAYE(330781220)

Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mercredi 28/09/2011, 08:48

Date de validation par la région : lundi 10/10/2011, 09:12

Date de récupération : lundi 10/10/2011, 09:13

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 841 863,04	11 841 863,04	10 373 524,48	1 468 338,56	1 468 338,56
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 257,30	22 257,30	21 154,67	1 102,63	1 102,63
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 087,01	88 087,01	86 880,53	1 206,48	1 206,48
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 504,59	208 504,59	184 305,11	24 199,48	24 199,48
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 624,77	167 624,77	143 481,36	24 143,41	24 143,41
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 948,59	15 948,59	14 092,13	1 856,45	1 856,45
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 176 990,53	1 176 990,53	1 030 723,74	146 266,79	146 266,79
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 521 275,83</b>	<b>13 521 275,83</b>	<b>11 854 162,03</b>	<b>1 667 113,80</b>	<b>1 667 113,80</b>

P : Montant de l'activité

Activité d'hospitalisation	1 469 441,19
Activité externe y compris ATU	172 266,65
FFM, SE et Molécules onéreuses	
Médicaments séjours	24 199,48
DMI	1 206,48
<b>Total</b>	<b>1 667 113,80</b>

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du **17 OCT. 2011**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'hôpital suburbain du BOUSCAT n° Finess 330000332 au titre de l'activité du mois d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de l'hôpital suburbain du Bouscat au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 6 octobre 2011 par l'hôpital suburbain du Bouscat ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **906 873,27 €** soit :

- . **853 029,32 €** au titre de l'activité (y compris l'HAD),
- . **46 602,03 €** au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD),
- . **7 241,92 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à l'hôpital suburbain du Bouscat et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **17 OCT. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

 **Anne BARON** Nicole KLEIN

**MATZA STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**HOPITAL SUBURBAIN(330000332)**  
 Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : Jeudi 06/10/2011, 15:10  
 Date de validation par la région : lundi 10/10/2011, 08:19  
 Date de récupération : lundi 10/10/2011, 08:21

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 466 355,39	5 466 355,39	4 900 619,89	565 735,50	565 735,50
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 810,57	31 810,57	24 568,65	7 241,92	7 241,92
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	331 425,23	331 425,23	285 890,29	45 544,94	45 544,94
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 306,18	1 306,18	1 198,74	107,44	107,44
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 385,13	5 385,13	5 029,01	356,12	356,12
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253 870,65	253 870,65	229 778,67	24 091,99	24 091,99
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 090 153,16</b>	<b>6 090 153,16</b>	<b>5 447 075,25</b>	<b>643 077,91</b>	<b>643 077,91</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	565 735,50
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	24 555,55
Médicaments séjours	45 544,94
DMI	7 241,92
<b>Total</b>	<b>643 077,91</b>

**MAT2A HAD DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**HOPITAL SUBURBAIN(330000332)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : jeudi 06/10/2011, 15:12**  
**Date de validation par la région : lundi 10/10/2011, 09:00**  
**Date de récupération : lundi 10/10/2011, 09:00**

	B : Montant LAMDA (n-2) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009	C : Dernier montant LAMDA (n-2) renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Montant de l'activité LAMDA (n-2) pris en compte (C si B=0, B sinon)	E : Montant LAMDA (n-1) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	F : Dernier montant LAMDA (n-1) renseigné au titre de l'année 2010	G : Montant de l'activité LAMDA (n-1) pris en compte (F si E=0, E sinon)	H : Montant calculé de l'activité MAT2A 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total pour cette période (H + G + D)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I-J)	L : Montant de l'activité notifié
GHT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 983 485,45	1 983 485,45	1 720 747,18	262 738,27	262 738,27
Molécules onéreuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 865,44	6 865,44	5 808,35	1 057,09	1 057,09
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 990 350,90</b>	<b>1 990 350,90</b>	<b>1 726 555,53</b>	<b>263 795,36</b>	<b>263 795,36</b>

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 17 OCT. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû à la clinique mutualiste du MEDOC  
N° Finess 330780495 au titre de l'activité du mois  
d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;



- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique du Médoc, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 6 octobre 2011, par la clinique mutualiste du Médoc,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 100 104,39 €** soit :

- . **1 066 604,88 €** au titre de l'activité,
- . **16 162,88 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **17 336,63 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique mutualiste du Médoc et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

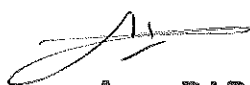
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le

**17 OCT. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,



**Anne BARON**

Nicole KLEIN

**MATZA STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC(330780495)**  
 Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : jeudi 06/10/2011, 09:07  
 Date de validation par la région : mardi 11/10/2011, 15:06  
 Date de récupération : mardi 11/10/2011, 15:32

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 906 820,29	7 906 820,29	5 961 209,18	945 611,11	945 611,12
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 316,49	25 316,49	21 391,03	3 925,46	3 925,46
DML	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	278 754,05	278 754,05	261 417,42	17 336,63	17 336,63
Mon patient	0,00	0,00	1 974,31	0,00	0,00	0,00	53 914,03	53 914,03	37 751,15	16 162,88	16 162,88
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 866,22	200 866,22	166 894,74	34 171,48	34 171,48
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 365,65	4 365,65	4 085,52	280,13	280,13
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	630 001,95	630 001,95	547 385,25	82 616,69	82 616,69
DML ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 974,31</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 100 038,68</b>	<b>9 100 038,68</b>	<b>7 999 934,29</b>	<b>1 100 104,39</b>	<b>1 100 104,39</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	949 536,58
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	117 068,30
Médicaments séjours	16 162,88
DML	17 336,63
<b>Total</b>	<b>1 100 104,39</b>

PREFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction Régionale de la  
Jeunesse, des Sports et de la  
Cohésion Sociale d'Aquitaine  
7, boulevard Jacques Chaban Delmas  
33525 Bruges cédex

ARRETE

portant agrément de l'Association pour le Logement et l'Entraide des Salariés (ALES) au titre de l'article L365-3 du code de la construction et de l'habitation

Le Préfet de la Région Aquitaine,

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion

VU le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées

VU la circulaire du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées

VU la demande d'agrément en ingénierie sociale, financière et technique établie le 10 mai 2011 par le représentant légal de l'Association pour le Logement et l'Entraide des Salariés

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 octobre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Roussel, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Aquitaine par intérim

SUR la proposition du Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale par intérim

ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>**

L'Association pour le Logement et l'Entraide des Salariés (ALES), sise (siège social) 1 square Chaptal 92 309 Levallois-Perret cédex, est agréée pour les activités d'ingénierie sociale, financière et technique suivantes :

- l'accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées. Cet accompagnement consiste notamment en :

- l'aide à la définition d'un projet de logement adapté aux besoins et aux ressources des personnes concernées ;
- l'aide à l'installation dans un logement par l'assistance à l'ouverture des droits, la mobilisation des aides financières existantes, l'aide à l'appropriation du logement et, le cas échéant, l'assistance à la réalisation des travaux nécessaires pour conférer au logement un caractère décent ;
- l'aide au maintien dans les lieux, notamment par l'apport d'un soutien dans la gestion du budget, l'entretien du logement et la bonne insertion des occupants dans leur environnement.

## **Article 2**

L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans renouvelable dans les départements de la Dordogne, de la Gironde, du Lot-et-Garonne, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

## **Article 3**

L'association est tenue d'adresser annuellement au Préfet de Région un compte rendu des activités concernées ainsi que ses comptes financiers.

Elle doit lui notifier sans délai toute modification statutaire.

## **Article 4**

Le Préfet de Région peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

L'agrément peut être retiré à tout moment par le Préfet de Région si l'organisme ne satisfait plus aux conditions de délivrance de l'agrément ou s'il est constaté un manquement grave ou répété à ses obligations. Le retrait est prononcé après avoir mis les dirigeants de l'organisme en mesure de présenter leurs observations.

## **Article 5**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

## Article 6

Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Bordeaux, le 17 OCT. 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
le directeur régional de la jeunesse,  
des sports et de la cohésion sociale  
d'Aquitaine par intérim



Frédéric ROUSSEL

## PREFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction Régionale de la  
Jeunesse, des Sports et de la  
Cohésion Sociale d'Aquitaine  
7, boulevard Jacques Chaban Delmas  
33525 Bruges cédex

### ARRETE

portant agrément du groupement d'intérêt public d'aménagement et de développement du territoire du Pays des Landes de Gascogne au titre de l'article L365-3 du code de la construction et de l'habitation

Le Préfet de la Région Aquitaine,

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion

VU le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées

VU la circulaire du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées

VU la demande d'agrément en ingénierie sociale, financière et technique présentée le 1er août 2011 par le représentant légal du groupement d'intérêt public d'aménagement et de développement du territoire du Pays des Landes de Gascogne

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 octobre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Roussel, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Aquitaine par intérim

SUR la proposition du Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale par intérim

### ARRETE

#### Article 1<sup>er</sup>

Le groupement d'intérêt public d'aménagement et de développement du territoire du Pays des Landes de Gascogne, sis (siège social) Place de la Mairie BP1 40 630 Sabres, est agréé pour les activités d'ingénierie sociale, financière et technique suivantes :

- l'accueil, le conseil, l'assistance administrative et financière, juridique et technique des personnes physiques, propriétaires ou locataires, dont les revenus sont inférieurs à un montant fixé par voie réglementaire, en vue de l'amélioration de leur logement ou de l'adaptation de celui-ci au handicap et au vieillissement.

## Article 2

L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans renouvelable dans les départements de la Gironde et des Landes.

## Article 3

Le groupement d'intérêt public est tenu d'adresser annuellement au Préfet de Région un compte rendu des activités concernées ainsi que ses comptes financiers.

Il doit lui notifier sans délai toute modification statutaire.

## Article 4

Le Préfet de Région peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

L'agrément peut être retiré à tout moment par le Préfet de Région si l'organisme ne satisfait plus aux conditions de délivrance de l'agrément ou s'il est constaté un manquement grave ou répété à ses obligations. Le retrait est prononcé après avoir mis les dirigeants de l'organisme en mesure de présenter leurs observations.

## Article 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

## Article 6

La Secrétaire Générale aux Affaires Régionales et le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale par intérim sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Bordeaux, le 17 OCT. 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
le directeur régional de la jeunesse,  
des sports et de la cohésion sociale  
d'Aquitaine par intérim



Frédéric ROUSSEL

Arrêté du **18 OCT. 2011**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique médicale LES FONTAINES DE MONJOUS N° Finess 330780370 au titre de l'activité du mois d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;



- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 16 mai 2008 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique médicale Les Fontaines de Monjous à compter du 1<sup>er</sup> mars 2008 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 14 octobre 2011, par la clinique médicale Les Fontaines de Monjous,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **30 446,66 €** soit :

. **30 446,66 €** au titre de l'activité.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique médicale Les Fontaines de Monjous et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 1<sup>er</sup> OCT. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**FONTAINES DE MONJOUS(330780370)**

Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : vendredi 14/10/2011, 11:17

Date de validation par la région : vendredi 14/10/2011, 16:03

Date de récupération : vendredi 14/10/2011, 16:06

	B : Montant LAMD renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMD n 2)	C : Dernier montant LAMD renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMD renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMD d0 au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMD d0 au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMD renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMD des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	703 750,81	703 750,81	673 304,15	30 446,66	30 446,66
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>703 750,81</b>	<b>703 750,81</b>	<b>673 304,15</b>	<b>30 446,66</b>	<b>30 446,66</b>
<b>P : Montant de l'activité</b>											
Activité d'hospitalisation	30 446,66										
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	0,00										
Médicaments séjours	0,00										
DMI	0,00										
<b>Total</b>	<b>30 446,66</b>										

Arrêté du 18 OCT 2011

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier universitaire de BORDEAUX N° Finess 330781196 au titre de l'activité du mois d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier universitaire de Bordeaux, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 7 octobre 2011, par le centre hospitalier universitaire de Bordeaux,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **40 626 676,17 €** soit :

- . **35 956 636,47 €** au titre de l'activité,
- . **3 780 167,46 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **889 872,24 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier universitaire de Bordeaux et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **18 OCT. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**C.H.U. DE BORDEAUX(330781196)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : vendredi 07/10/2011, 09:06**  
**Date de validation par la région : mercredi 12/10/2011, 15:13**  
**Date de récupération : mercredi 12/10/2011, 15:29**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n- 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifiée
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	1 875 148,72	0,00	0,00	0,00	300 212 772,13	300 212 772,13	266 610 606,50	33 602 163,63	33 602 163,63
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 973,79	376 973,79	336 856,50	40 117,29	40 117,29
IVG	0,00	0,00	2 533,30	0,00	0,00	0,00	279 857,09	279 857,09	239 608,44	40 248,64	40 248,64
DML	0,00	0,00	4 924,88	0,00	0,00	0,00	9 748 340,79	9 748 340,79	8 858 468,54	889 872,24	889 872,24
Mon patient	0,00	0,00	693 987,28	0,00	0,00	0,00	25 869 281,68	25 869 281,68	22 089 114,22	3 780 167,46	3 780 167,46
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	255 175,89	255 175,89	245 382,81	9 793,08	9 793,08
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	980 548,24	980 548,24	867 695,73	112 852,51	112 852,51
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 635,25	165 635,25	148 874,22	16 761,03	16 761,03
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 683 507,68	19 683 507,68	17 675 542,71	2 007 964,98	2 007 964,98
DML ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 735,31	126 735,31	0,00	126 735,31	126 735,31
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 576 593,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>357 698 827,84</b>	<b>357 698 827,84</b>	<b>317 072 151,67</b>	<b>40 626 676,17</b>	<b>40 626 676,17</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	33 682 529,56
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	2 274 106,91
Médicaments séjours	3 780 167,46
DML	889 872,24
<b>Total</b>	<b>40 626 676,17</b>

Arrêté du **18 OCT. 2011**

**Mission PMSI**

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de LIBOURNE n° Finess 330781253 au titre de l'activité du mois d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Libourne, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 13 octobre 2011, par le centre hospitalier de Libourne,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **8 182 129,02 €** soit :

- . **7 265 003,50 €** au titre de l'activité,
- . **677 444,04 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **239 681,48 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée; dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Libourne et à la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **18 OCT. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE(330781253)**

Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : jeudi 13/10/2011, 17:03

Date de validation par la région : vendredi 14/10/2011, 10:49

Date de récupération : vendredi 14/10/2011, 10:50

	B : Montant LAMD renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMD n 2)	C : Dernier montant LAMD renseigné en 2011 au titre de l'année	D : Dernier montant LAMD renseigné en 2010 au titre de l'année	E : Montant total de l'activité LAMD dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMD dû au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMD renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMD des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié 6 541 504,90
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 240 718,44	59 240 718,44	52 689 213,54	6 541 504,90	6 541 504,90
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 023,20	91 023,20	79 151,44	11 871,76	11 871,76
DML	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 700 288,04	1 700 288,04	1 460 605,55	239 681,48	239 681,48
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 945 781,43	4 945 781,43	4 288 337,40	677 444,04	677 444,04
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	636 404,24	636 404,24	550 693,57	85 710,67	85 710,67
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 568,28	83 568,28	72 382,49	11 185,79	11 185,79
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 496 742,17	5 496 742,17	4 882 011,79	614 730,38	614 730,38
DML ACE	0,00	0,00	48 562,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>48 562,63</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>72 194 525,79</b>	<b>72 194 525,79</b>	<b>64 012 396,77</b>	<b>8 182 129,02</b>	<b>8 182 129,02</b>

**P : Montant de  
l'activité**

Activité d'hospitalisation	6 553 376,66
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	711 626,84
Médicaments séjours	677 444,04
DML	239 681,48
<b>Total</b>	<b>8 182 129,02</b>



Arrêté du 12 0 OCT. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au CMC WALLERSTEIN N° Finess  
330780537 au titre de l'activité du mois d'août 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du CMC Wallerstein, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, le 17 Octobre 2011, par le CMC Wallerstein ;

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 647 859,31€** soit :

- . **1 622 876,66 €** au titre de l'activité,
- . **2 140,15 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **22 842,50 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au CMC Wallerstein et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **20 OCT. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par déléguée,  
La Directrice Adjointe,

Nicole KLEIN

  
**Anne BARON**

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**CLINIQUE WALLERSTEIN(330780537)**

Année 2011 - Période Année 2011 M8 : De Janvier à Août

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : lundi 17/10/2011, 16:12

Date de validation par la région : mardi 18/10/2011, 10:11

Date de récupération : mardi 18/10/2011, 10:18

	B : Montant LAMD renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMD n 2)	C : Dernier montant LAMD renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMD renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMD du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMD du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMD renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMD des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 855 295,99	12 855 295,99	11 283 681,80	1 571 614,20	1 571 614,18
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 014,13	26 014,13	21 172,96	4 841,18	4 841,18
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	433 415,40	433 415,40	410 572,90	22 842,50	22 842,50
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 765,37	7 765,37	5 625,22	2 140,15	2 140,15
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 465,41	117 465,41	97 063,19	20 412,23	20 412,23
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 782,23	15 782,23	14 571,43	1 210,81	1 210,81
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 398,36	145 398,36	120 600,09	24 798,26	24 798,26
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 601 136,89</b>	<b>13 601 136,89</b>	<b>11 953 277,58</b>	<b>1 647 859,31</b>	<b>1 647 859,31</b>
<b>P : Montant de l'activité</b>											
Activité d'hospitalisation	1 576 455,36										
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	46 421,30										
Médicaments séjours	2 140,15										
DMI	22 842,50										
<b>Total</b>	<b>1 647 859,31</b>										

*Arrêté modifiant la composition nominative du conseil de  
surveillance du centre hospitalier de Cadillac sur Garonne*

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12,  
VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé,  
VU l'arrêté de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 3 juin 2010 fixant la composition du conseil de surveillance du centre hospitalier de Cadillac sur Garonne,  
VU l'arrêté de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 23 septembre 2011 modifiant la composition du conseil de surveillance du centre hospitalier de Cadillac sur Garonne,  
VU le courrier du directeur du centre hospitalier de Cadillac sur Garonne du 3 octobre 2011 relatif à la désignation des représentants de la commission médicale d'établissement au conseil de surveillance de l'établissement,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - La composition du conseil de surveillance du centre hospitalier de CADILLAC SUR GARONNE, établissement public de santé de ressort départemental, est modifiée ainsi qu'il suit :

**2°) Collège des représentants du personnel**

Représentants de la commission médicale d'établissement

M. le Dr Benoît BERTHE  
M. le Dr Jacques CARON

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2** - Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

**ARTICLE 3** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine, le directeur de la délégation territoriale de la Gironde et le directeur du centre hospitalier de Cadillac sur Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **20 OCT. 2011**

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,

  
Nicole KLEIN

**Décision du 24 octobre 2011**

*Autorisant la SELARL Centre d'Imagerie  
Fonctionnelle à remplacer, par une gamma-caméra  
SPECT-CT, la gamma caméra initialement  
autorisée le 2 décembre 2003, sur le site de la  
Clinique Saint-Augustin - 114, avenue d'Arès -  
Bordeaux*

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département de l'Offre de Soins Hospitaliers

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

**VU** le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

**VU** le Code de la sécurité sociale,

**VU** l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010 et 5 février 2010,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** l'arrêté modificatif de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 mars 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 27 janvier 2011 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds en région Aquitaine,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 1<sup>er</sup> août relatif au bilan quantifié de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds en région Aquitaine,

**VU** la décision de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 2 décembre 2003 accordant à la SELARL Centre d'Imagerie Fonctionnelle l'autorisation pour l'installation d'une caméra à scintillation sans détecteur d'émission de positons sur le site de la Clinique Saint-Augustin – 114, avenue d'Arès – 33074 Bordeaux Cedex, installée à l'issue de la visite de conformité du 29 janvier 2004, et tacitement renouvelée avec effet au 29 janvier 2011,

**VU** la demande présentée par la SELARL Centre d'Imagerie Fonctionnelle et déclarée complète le 20 mai 2011, en vue du renouvellement de l'autorisation d'exploitation d'une caméra à scintillation sans détecteur d'émission de positons avec remplacement par une gamma-caméra SPECT-CT, sur le site de la Clinique Saint-Augustin – 114, avenue d'Arès – 33074 Bordeaux Cedex,

**VU** l'avis de la Commission spécialisée de l'Organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 9 septembre 2011,

**CONSIDERANT** la demande susvisée,

**CONSIDERANT** que la demande est justifiée en ce qu'elle répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire – Volet « Imagerie médicale » et son annexe territoriale,

**CONSIDERANT** que la demande est compatible avec les objectifs fixés par le Schéma régional d'organisation sanitaire – Volet « Imagerie médicale » ; qu'en outre, s'agissant d'un remplacement d'appareil, la demande est sans incidence sur les objectifs quantifiés de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds en région Aquitaine,

**CONSIDERANT** que l'équipement actuel est vétuste,

**CONSIDERANT** que l'acquisition d'une gamma-caméra plus performante incorporant la technologie SPECT-CT permettra d'améliorer la prise en charge des patients en optimisant l'efficacité des examens diagnostiques pratiqués en médecine nucléaire, en réduisant les délais d'attente pour ces examens ainsi que le temps d'exposition des patients,

**CONSIDERANT** que les conditions techniques de fonctionnement prévues pour le nouvel équipement restent inchangées et n'appellent pas d'observations particulières,

## **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** – La SELARL Centre d'Imagerie Fonctionnelle est autorisée à remplacer par une gamma-caméra incorporant la technologie SPECT-CT, la caméra à scintillation sans détecteur d'émission de positions en coïncidence initialement autorisée le 2 décembre 2003, sur le site de la Clinique Saint-Augustin - 114, avenue d'Arès – Bordeaux.

N° FINESS de l'entité juridique : 33 001 109 9

N° FINESS de l'entité géographique d'implantation de l'appareil : 33 078 008 1.

**ARTICLE 2** – L'autorisation est réputée caduque si l'opération n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et n'est pas achevée dans un délai de quatre ans après cette notification.

**ARTICLE 3** – La mise en service du nouvel équipement devra être déclarée sans délai à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine conformément aux articles R. 6122-37 et D. 6122-38 du Code de la santé publique.

La mise en service du nouvel équipement ne pourra intervenir que lorsque les résultats du contrôle effectué par l'Autorité de Sûreté Nucléaire auront montré que l'installation satisfait aux règles de sécurité.

**ARTICLE 4** – La durée de validité de l'autorisation est fixée à 5 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service faite par le titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 5** – La visite de conformité, prévue à l'article D. 6122-38, a lieu dans un délai de 6 mois suivant la réception de la déclaration de mise en service faite par le titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 6** – Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 7** – L'autorisation est subordonnée à la mise hors service de l'ancien équipement.

**ARTICLE 8** – L'autorisation de fonctionnement de la caméra à scintillation sans détecteur d'émission de positions en coïncidence précédemment autorisée le 2 décembre 2003, est renouvelée au bénéfice de la SELARL Centre d'Imagerie Fonctionnelle le site de la Clinique Saint-Augustin - 114, avenue d'Arès – Bordeaux, à compter de la notification de la présente décision et jusqu'à la mise en œuvre de l'autorisation de remplacement.

**ARTICLE 9** – Le titulaire de l'autorisation devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité et du fonctionnement de l'appareil concerné par la présente autorisation 14 mois avant la date d'échéance de l'autorisation.

**ARTICLE 10** – Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 11** – La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 24 octobre 2011  
La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**Décision du 24 octobre 2011**

*Autorisant la SELARL Centre d'Imagerie  
Fonctionnelle à remplacer, par une gamma-caméra  
SPECT-CT, la gamma caméra initialement  
autorisée le 13 juillet 2001, sur le site de la Clinique  
Saint-Augustin - 114, avenue d'Arès - Bordeaux*

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département de l'Offre de Soins Hospitaliers

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

**VU** le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

**VU** le Code de la sécurité sociale,

**VU** l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010 et 5 février 2010,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** l'arrêté modificatif de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 mars 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 27 janvier 2011 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds en région Aquitaine,



**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 1<sup>er</sup> août 2011 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds en région Aquitaine,

**VU** la décision de Madame le Ministre de l'Emploi et de la Solidarité en date du 13 juillet 2001 accordant à la SELARL Centre d'Imagerie Fonctionnelle l'autorisation pour l'installation d'une caméra à scintillation sans détecteur d'émission de positons sur le site de la Clinique Saint-Augustin – 114, avenue d'Arès – 33074 Bordeaux Cedex, installée à l'issue de la visite de conformité du 23 septembre 2002, et tacitement renouvelée avec effet au 23 septembre 2009,

**VU** la demande présentée par la SELARL Centre d'Imagerie Fonctionnelle et déclarée complète le 20 mai 2011, en vue du renouvellement de l'autorisation d'exploitation d'une caméra à scintillation sans détecteur d'émission de positons initialement autorisée le 13 juillet 2001, avec remplacement par une gamma-caméra SPECT-CT, sur le site de la Clinique Saint-Augustin – 114, avenue d'Arès – 33074 Bordeaux Cedex,

**VU** l'avis de la Commission spécialisée de l'Organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 9 septembre 2011,

**CONSIDERANT** la demande susvisée,

**CONSIDERANT** que la demande est justifiée en ce qu'elle répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire – Volet « Imagerie médicale » et son annexe territoriale,

**CONSIDERANT** que la demande est compatible avec les objectifs fixés par le Schéma régional d'organisation sanitaire – Volet « Imagerie médicale » ; qu'en outre, s'agissant d'un remplacement d'appareil, la demande est sans incidence sur les objectifs quantifiés de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds en région Aquitaine,

**CONSIDERANT** que l'équipement actuel est vétuste,

**CONSIDERANT** que l'acquisition d'une gamma-caméra plus performante incorporant la technologie SPECT-CT permettra d'améliorer la prise en charge des patients en optimisant l'efficacité des examens diagnostiques pratiqués en médecine nucléaire, en réduisant les délais d'attente pour ces examens ainsi que le temps d'exposition des patients,

**CONSIDERANT** que les conditions techniques de fonctionnement prévues pour le nouvel équipement restent inchangées et n'appellent pas d'observations particulières,

## **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** – La SELARL Centre d'Imagerie Fonctionnelle est autorisée à remplacer par une gamma-caméra incorporant la technologie SPECT-CT, la caméra à scintillation sans détecteur d'émission de positions en coïncidence initialement autorisée le 13 juillet 2001, sur le site de la Clinique Saint-Augustin - 114, avenue d'Arès – Bordeaux.

N° FINESS de l'entité juridique : 33 001 109 9

N° FINESS de l'entité géographique d'implantation de l'appareil : 33 078 008 1.

**ARTICLE 2** – L'autorisation est réputée caduque si l'opération n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et n'est pas achevée dans un délai de quatre ans après cette notification.

**ARTICLE 3** – La mise en service du nouvel équipement devra être déclarée sans délai à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine conformément aux articles R. 6122-37 et D. 6122-38 du Code de la santé publique.

La mise en service du nouvel équipement ne pourra intervenir que lorsque les résultats du contrôle effectué par l'Autorité de Sûreté Nucléaire auront montré que l'installation satisfait aux règles de sécurité.

**ARTICLE 4** – La durée de validité de l'autorisation est fixée à 5 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service faite par le titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 5** – La visite de conformité, prévue à l'article D. 6122-38, a lieu dans un délai de 6 mois suivant la réception de la déclaration de mise en service faite par le titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 6** – Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 7** – L'autorisation est subordonnée à la mise hors service de l'ancien équipement.

**ARTICLE 8** – L'autorisation de fonctionnement de la caméra à scintillation sans détecteur d'émission de positions en coïncidence précédemment autorisée le 13 juillet 2001, est renouvelée au bénéfice de la SELARL Centre d'Imagerie Fonctionnelle le site de la Clinique Saint-Augustin - 114, avenue d'Arès – Bordeaux, à compter de la notification de la présente décision et jusqu'à la mise en œuvre de l'autorisation de remplacement.

**ARTICLE 9** – Le titulaire de l'autorisation devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité et du fonctionnement de l'appareil concerné par la présente autorisation 14 mois avant la date d'échéance de l'autorisation.

**ARTICLE 10** – Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 11** – La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 24 octobre 2011  
La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé  
d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**Décision du 24 octobre 2011**

— DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

— Département de l'Offre de Soins Hospitalière

Autorisant la Société Anonyme  
Todomodensitomètre des Radiologistes d'Aquitaine  
(SA TDMR) de remplacer le scanographe  
initialement autorisé le 3 septembre 2007 sur le site  
de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite par un  
scanographe de classe 3 équipé du système ASIR

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

**VU** le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

**VU** le Code de la sécurité sociale,

**VU** l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010, 5 février 2010 et

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** l'arrêté modificatif de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 mars 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 27 janvier 2011 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds en région Aquitaine,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 1<sup>er</sup> août 2011 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds en région Aquitaine,

**VU** la décision Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 3 septembre 2007 accordant à la SA TDMR l'autorisation pour l'installation d'un scanographe dans les locaux de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite,

**VU** la demande présentée par la SA TDMR, en vue du renouvellement de l'autorisation d'exploitation d'un équipement matériel lourd avec remplacement de l'appareil sur le site de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite,

**VU** l'avis de la Commission spécialisée de l'Organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 9 septembre 2011,

**CONSIDERANT** que le promoteur présente une demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter un équipement matériel lourd avec remplacement de l'appareil pour le site de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite,

**CONSIDERANT** que la demande est justifiée en ce qu'elle répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire – Volet « Imagerie médicale » et son annexe territoriale,

**CONSIDERANT** que la demande est compatible avec les objectifs fixés par le Schéma régional d'organisation sanitaire – Volet « Imagerie médicale » ; qu'en outre, s'agissant d'un remplacement d'appareil, la demande est sans incidence sur les objectifs quantifiés de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds en région Aquitaine,

**CONSIDERANT** que la demande satisfait aux conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement, en permettant à l'établissement d'accéder aux évolutions technologiques récentes en matière de scanographie, notamment en limitant l'irradiation des patients et du personnel,

## **D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** – L'autorisation, prévue à l'article L 6122-1 du Code de la santé publique, est accordée à la SA TDMR – allée des tulipes 33 600 Pessac, en vue du renouvellement de l'autorisation de fonctionnement d'un scanographe et du remplacement de cet équipement sur le site de Polyclinique Bordeaux Rive Droite 22, rue des cavailles 33 310 LORMONT.

N° FINESS de l'entité juridique : 33 080 403 0

N° FINESS de l'établissement : 33 078 026 3

**ARTICLE 2** - L'autorisation est réputée caduque si l'opération n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et n'est pas achevée dans un délai de quatre ans après cette notification.

**ARTICLE 3** - La mise en service du nouvel équipement matériel lourd devra être déclarée sans délai à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine conformément aux articles R 6122-37 et D 6122-38 du Code de la santé publique.

La mise en service du nouvel équipement matériel lourd ne pourra intervenir que lorsque les résultats du contrôle effectué par l'Autorité de Sûreté Nucléaire auront montré que l'installation satisfait aux règles de sécurité.

**ARTICLE 4** - La durée de validité de l'autorisation est fixée à 5 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service faite par le titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 5** - La visite de conformité, prévue à l'article D 6122-38, a lieu dans un délai de 6 mois suivant la réception de la déclaration de mise en service faite par la titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 6** - Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 7** - L'autorisation est subordonnée à la mise hors service de l'ancien équipement.

**ARTICLE 8** - L'autorisation de fonctionnement de l'équipement matériel lourd précédemment autorisé le 3 septembre 2007, est renouvelée au bénéfice de la SA TDMR à compter de la notification de la présente décision et jusqu'à la mise en œuvre de l'autorisation de remplacement.

**ARTICLE 9** - L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité et du fonctionnement de l'appareil concerné par la présente autorisation 14 mois avant la date d'échéance de l'autorisation.

**ARTICLE 10**- Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 11** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 24 octobre 2011  
La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine  
Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

  
**Anne BARON** Nicole KLEIN

**Décision du 24 octobre 2011**

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

**Département de l'Offre de Soins Hospitalière**

Autorisant la Société Anonyme  
Todomodensitomètre des Radiologistes d'Aquitaine  
(SA TDMR) de remplacer le scanographe  
initialement autorisé le 8 avril 2008 sur le site de la  
Clinique Saint-Augustin à Bordeaux par un  
scanographe de classe 3 équipé du système ASIR

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

**VU** le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

**VU** le Code de la sécurité sociale,

**VU** l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010, 5 février 2010 et

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** l'arrêté modificatif de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 mars 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 27 janvier 2011 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds en région Aquitaine,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 1<sup>er</sup> août 2011 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds en région Aquitaine,

**VU** la décision Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 8 avril 2008 accordant à la SA TDMR l'autorisation pour l'installation d'un scanographe dans les locaux de la Clinique Saint-Augustin à Bordeaux,

**VU** la demande présentée par la SA TDMR, en vue du renouvellement de l'autorisation d'exploitation d'un équipement matériel lourd avec remplacement de l'appareil sur le site de Clinique Saint-Augustin à Bordeaux,

**VU** l'avis de la Commission spécialisée de l'Organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 9 septembre 2011,

**CONSIDERANT** que le promoteur présente une demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter un équipement matériel lourd avec remplacement de l'appareil pour le site de la Clinique Saint-Augustin à Bordeaux,

**CONSIDERANT** que la demande est justifiée en ce qu'elle répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire – Volet « Imagerie médicale » et son annexe territoriale,

**CONSIDERANT** que la demande est compatible avec les objectifs fixés par le Schéma régional d'organisation sanitaire – Volet « Imagerie médicale » ; qu'en outre, s'agissant d'un remplacement d'appareil, la demande est sans incidence sur les objectifs quantifiés de l'offre de soins concernant les équipements matériels lourds en région Aquitaine,

**CONSIDERANT** que la demande satisfait aux conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement, en permettant à l'établissement d'accéder aux évolutions technologiques récentes en matière de scanographie, notamment en limitant l'irradiation des patients et du personnel,

## **D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** – L'autorisation, prévue à l'article L 6122-1 du Code de la santé publique, est accordée à la SA TDMR – allée des tulipes 33 600 Pessac, en vue du renouvellement de l'autorisation de fonctionnement d'un scanographe et du remplacement de cet équipement sur le site Clinique Saint-Augustin 120 bis, avenue d'Arès 33 00 Bordeaux.

N° FINESS de l'entité juridique : 33 080 403 0

N° FINESS de l'établissement : 33 000 004 3

**ARTICLE 2** - L'autorisation est réputée caduque si l'opération n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et n'est pas achevée dans un délai de quatre ans après cette notification.

**ARTICLE 3** - La mise en service du nouvel équipement matériel lourd devra être déclarée sans délai à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine conformément aux articles R 6122-37 et D 6122-38 du Code de la santé publique.

La mise en service du nouvel équipement matériel lourd ne pourra intervenir que lorsque les résultats du contrôle effectué par l'Autorité de Sûreté Nucléaire auront montré que l'installation satisfait aux règles de sécurité.

**ARTICLE 4** - La durée de validité de l'autorisation est fixée à 5 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service faite par le titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 5** - La visite de conformité, prévue à l'article D 6122-38, a lieu dans un délai de 6 mois suivant la réception de la déclaration de mise en service faite par la titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 6** – Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 7** – L'autorisation est subordonnée à la mise hors service de l'ancien équipement.

**ARTICLE 8** - L'autorisation de fonctionnement de l'équipement matériel lourd précédemment autorisé le 8 avril 2008, est renouvelée au bénéfice de la SA TDMR à compter de la notification de la présente décision et jusqu'à la mise en œuvre de l'autorisation de remplacement.

**ARTICLE 9** – L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité et du fonctionnement de l'appareil concerné par la présente autorisation 14 mois avant la date d'échéance de l'autorisation.

**ARTICLE 10**- Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 11** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 24 octobre 2011  
La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine  
Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

  
Nicole KLEIN  
Anne BARON



**Arrêté du 28 octobre 2011 portant renouvellement  
d'agrément régional des associations et unions  
d'associations représentant les usagers dans les  
instances hospitalières ou de santé publique**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le Code de la santé publique, notamment les articles L. 1114-1 et R. 1114-1 à R. 1114-16 ;

VU l'avis de la Commission nationale d'agrément réunie le 30 septembre 2011 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : A obtenu le renouvellement de son agrément au niveau régional pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique, pour une période de cinq ans, l'association suivante :

*A compter du 20 février 2012.*

Association des Malades et Transplantés Hépatiques du Sud-Ouest (AMATHSO)

**Article 2** : La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 28 octobre 2011

La Directrice générale adjointe  
de l'Agence Régionale de Santé

**Anne BARON**

---

**ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A UN TRAITEMENT DE  
DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL CONCERNANT LA  
TRAÇABILITÉ DES ACTIONS EFFECTUÉES PAR LES  
AGENTS DANS LES SYSTÈMES D'INFORMATION  
DE LA MSA**

---

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE CENTRALE  
DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

- VU la Convention n° 1008 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel
- VU la directive 95/46/CE du Parlement européen du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données
- VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, et notamment son article 25-I-4°
- VU le décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifié par le décret n° 2007-451 du 25 mars 2007
- VU les articles 1316-1 et 1316-4 du code civil et l'article 9-II de l'ordonnance 2005-1516 du 8 décembre 2005 établissant le RGS
- VU la délibération n° 2011-220 du 21 juillet 2011 autorisant la Caisse Centrale de mutualité sociale agricole (CCMSA) à traiter les données de traçabilité des actions effectuées par les agents dans les systèmes d'information de la CCMSA,

**D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** - Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel, ayant pour finalité de permettre aux agents de la mutualité sociale agricole de visualiser l'historique des transactions effectuées sur le compte d'un adhérent, selon le profil d'habilitation des agents de la MSA.

L'objectif de ce traitement est l'amélioration de la qualité du service rendu par les agents de la MSA et de la CCMSA, mais aussi, à titre secondaire, la détection de toute anomalie qui pourra être instruite au titre de la lutte contre la fraude.

**ARTICLE 2** - Les données traitées sont relatives :

- à l'identification de l'adhérent (numéro interne caisse appelé NIL ou Numéro Invariant Large)
- à l'identification de l'entreprise (numéros entreprise – établissement)
- l'identification du Tiers (partenaires de santé, organismes complémentaires, centres de gestion, bailleurs, destinataires de correspondance et/ou de paiement, tiers déclarants ....)

Seules les données qui seront relatives à une création, une modification ou une suppression de l'outil de gestion courante seront effectivement enregistrées dans la base de traçabilité.

Ces données correspondent :

- aux caractéristiques techniques de la trace (identifiant de la trace, horodatage)
- à la production de la trace (auteur du traitement, identifiant du service : code application, résultat du traitement)

- à l'objet à l'origine de la trace (objet par type, canal émetteur),
- à la ressource tracée (législation métier, type de la ressource tracée, identifiant ressource tracée)
- au propriétaire et/ou à l'entité de rattachement de la ressource (numéro interne MSA pour les assurés, SIREN pour les entreprises ou SIRET pour les établissements, identifiant tiers),
- au corps de métiers (données métier).

**ARTICLE 3 -** Les destinataires des informations sont les agents MSA habilités à effectuer, sur la base de ces traces, l'analyse d'un dossier adhérent.

**ARTICLE 4 -** Les droits d'accès et de rectification prévus par la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exercent auprès du Directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole concernée.

En outre, le droit d'opposition prévu à l'article 38 de la loi précitée ne s'applique pas au présent traitement.

Le Correspondant à la protection  
des données à caractère personnel  
Agnès CADIOU

Fait à Bagnole, le 26 août 2011  
Le Directeur Général de la Caisse Centrale de  
la Mutualité Sociale Agricole  
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA Gironde est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Fait à Bordeaux, le 25 octobre 2011

**Le Directeur de la MSA Gironde**

**Madeleine TALAVERA**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA GIRONDE

Secrétariat Général  
Bureau de la Coordination, de l'Animation,  
de la Communication Interne

### **ARRÊTÉ PREFECTORAL** **portant désignation des membres du comité départemental** **(ou pluridépartemental) du FAMEXA**

**LE PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE**  
**PREFET DE LA GIRONDE**  
**CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**  
**OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**Vu** l'article L726-2 du Code Rural,

**Vu** les articles R726-6 à R726-19 du Code Rural et notamment l'article R726-10 fixant la désignation des membres du comité départemental du fonds social de l'assurance maladie des professionnels agricoles à trois ans,

**Vu** le décret n°2008-128 du 12 février 2008 relatif à la modernisation du fonds social de l'assurance maladie des exploitants agricoles,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2008 portant désignation des membres du comité départemental du fonds social de l'assurance maladie des professionnels agricoles,

**CONSIDERANT** le courrier de la MSA Gironde en date du 17 mai 2010,

**CONSIDERANT** le Conseil d'administration réuni le 15 avril 2010 ayant procédé à la désignation des représentants au sein du Comité Départemental d'Action Sociale FAMEXA de la Gironde,

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Gironde,

### **ARRETE**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont désignés comme membres du comité départemental (ou pluridépartemental) du fonds social de l'assurance maladie des exploitants agricoles, pour une durée de trois ans :

#### **I – représentants de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole :**

##### **Comme titulaires :**

- M. Pierre BARBÉ - 69 Route d'Yvrac - 33450 MONTUSSAN
- Mlle Marie-Christine BONDON - Château Pontac Lynch - 28 Route du Port d'Issan - BP 7 - 33460 CANTENAC
- M. Patrick FESTAL - Fondefière - 33220 MARGUERON
- M. Jérôme FREVILLE - 10 rue Garin Lafon - 33340 PRIGNAC EN MEDOC
- M. Alain JAUTARD - 3 LD Bertran - 33190 HURE
- M. Gilles JOACHIM - 72 route La Saye - 33380 MIOS

- M. Pierre Roland PESTOURY - 18 Chemin du Greyzeau - 33370 YVRAC
- M. Robert PUCHAUD - Château Berthome - 2 Les Saugues - 33920 SAINT SAVIN
- M. Daniel SAINT-MARC - 1 LD Le Volant - 33430 AUBIAC

**Comme suppléant :**

- M. Benoît COMBES - Sous-Directeur - MSA Gironde - 13 rue Ferrère – 33052 BORDEAUX CEDEX

**II – représentants du Groupement des Assureurs Maladie des Exploitants Agricoles :**

**Comme titulaires :**

- Mme Josiane SUDREAU - Le Bedat - 33490 SAINT-ANDRE DU BOIS
- Mme Véronique BARTHE - Montarough - 33760 TARGON
- M. Frédéric LALANDE - Château Piada - 33720 BARSAC

**Représentant Administratif (sans voix délibérative) :**

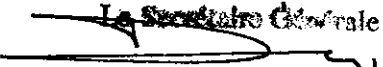
- M. Etienne LEROUX - Chef de Région du GAMEX - 2 Place Ravezies - Immeuble Plaza - 2 CS 10026 - 33070 BORDEAUX CEDEX

**Article 2**

L'arrêté préfectoral du 5 septembre 2008 est abrogé et remplacé par le présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

**Article 3**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le **7 OCT. 2011**  
Pour le Préfet,  
  
**Isabelle DILHAC**



*Liberté • Egalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION AQUITAINE

— o o —

DIRECTION REGIONALE  
DE L'AGRICULTURE, DE  
L'ALIMENTATION  
& DE LA FORET

Service Régional de la  
Forêt & du Bois

**Arrêté du 9 novembre 2011**

---

*Conditions de financement par des aides publiques des  
investissements en matière de desserte forestière  
Mesure 125A du Plan de Développement Rural Hexagonal*

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le règlement (C.E.) n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005, concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER),
- VU** le règlement (CE) n° 1974/2006 de la commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER),
- VU** le Règlement CE N° 1998/2006 de la Commission Européenne du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis,
- VU** le code forestier, notamment le livre V, titre V (partie législative et réglementaire) et ses articles L.7 et L.8,
- VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** le décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, modifié par le décret 2003-367 du 18 avril 2003,
- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le Décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU** le décret 2007-951 du 15 mai 2007 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,
- VU** le décret 2009-1452 du 24 novembre 2009 fixant les règles d'éligibilité des dépenses des programmes de développement rural,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2009 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,
- VU** la décision de la Commission du 19 juillet 2007 approuvant le Plan de Développement Rural Hexagonal pour la période 2007-2013,
- VU** l'arrêté du 31 octobre 2003 portant approbation des orientations régionales forestières de la région Aquitaine,
- CONSIDERANT** la circulaire DGPAAT/SDFB/C2011-3008 du 22 février 2011 relatif aux conditions générales de financement des aides à l'amélioration de la desserte forestière,
- SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 - Objet**

Le présent arrêté a pour objet de fixer, pour la région Aquitaine, les conditions techniques et financières d'attribution des aides de l'Etat et des autres financeurs publics pour les opérations d'équipement et de desserte forestière cofinancées par le FEADER dans le cadre de la mesure 125A du Plan de Développement Rural Hexagonal.

### **ARTICLE 2 - Bénéficiaires éligibles**

Le bénéfice des aides est accordé aux personnes morales ou physiques, possédant la personnalité juridique, qui réalisent des investissements dans les forêts appartenant à des propriétaires privés, à des communes, ou à leurs associations, c'est à dire :

- Les propriétaires forestiers privés et leurs associations, dont les groupements forestiers,
- Les communes et leurs groupements propriétaires de forêts,
- Les syndicats intercommunaux lorsque leurs statuts prévoient que leur domaine de compétence comprend :
  - La création et/ou l'entretien de chemins forestiers,
  - La mise en valeur de massifs forestiers.
- Les structures de regroupement des investissements à condition qu'elles soient titulaires des engagements liés à la réalisation des opérations :
  - ASA,
  - ASL,
  - communes (lorsqu'elles interviennent comme maître d'ouvrage délégué pour plusieurs propriétaires de forêt),
  - Coopératives forestières,
  - OGEC,
  - propriétaires privés lorsqu'ils interviennent comme maître d'ouvrage délégué pour la réalisation d'un projet concernant les forêts de plusieurs propriétaires dont la leur.

Dans le cas d'un projet individuel, le bénéfice des aides publiques est réservé aux demandeurs des garanties ou présomptions de gestion durable, conformément aux dispositions de l'article L.8 du code forestier.

### **ARTICLE 3 - Investissements éligibles**

La réalisation des opérations suivantes peut faire l'objet d'une aide :

- Etude d'opportunité écologique, économique et paysagère préalable,
- Travaux sur la voirie interne aux massifs forestiers dans un objectif principal de mobilisation immédiate de bois :
  - Création et mise aux normes des routes forestières accessibles aux grumiers (pistes empierrées ou gravées), y compris les travaux annexes (barrières, ouvrages de franchissement, fossés latéraux aux pistes et collecteurs, panneaux de signalisation...),
  - Ouverture et mise aux normes de pistes en sol naturel y compris les travaux annexes (barrières, ouvrages de franchissement, fossés latéraux aux pistes et collecteurs, panneaux de signalisation...) accessibles aux engins de débardage,
  - Création et mise aux normes de places de dépôt et ouvrages de franchissement,
- Maîtrise d'œuvre des travaux par un maître d'œuvre autorisé.

Les conditions techniques d'éligibilité sont listées en annexe I.

#### **ARTICLE 4 - Mode de calcul des aides**

Le montant de la subvention est établi sur la base d'un devis descriptif et estimatif. Les conditions financières d'éligibilité sont fixées en annexe II.

Les subventions seront payées au vu des factures acquittées, le montant définitif de la subvention étant calculé par application du taux fixé dans la décision attributive au montant hors taxes de la dépense réelle, plafonné au montant prévisionnel de la subvention. Les financeurs potentiels sont le FEADER, l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics.

Pour l'ensemble des opérations visées à l'article 1, le taux maximum de subvention est fixé à :

- **50 %** pour les dossiers présentés à titre individuel, pour lesquels la part de l'Etat s'élève au maximum à 20 %.
- **60 %** pour les dossiers présentés par un groupement forestier, pour lesquels la part de l'Etat s'élève au maximum à 25 %.
- **80 %** pour les projets suivants, pour lesquels la part de l'Etat s'élève au maximum à 35 % :
  - inscrits dans un schéma directeur de desserte forestière
  - ou
  - inscrits dans le volet relatif à la mobilisation ou à la transformation de la ressource forestière d'une stratégie locale de développement
  - ou
  - portés par une structure de regroupement visée à l'article 2, concernant une opération d'intérêt général, cohérent et structurant pour la mobilisation de la ressource forestière.

#### **ARTICLE 5 - Montant minimal de l'aide**

Le montant minimal de l'aide, toutes subventions publiques confondues, est fixé à 1 000 euros par projet.

#### **ARTICLE 6 - Instruction des dossiers**

L'instruction du dossier est assurée par la Direction Départementale des Territoires (et de la Mer). La décision d'attribution est prise par le préfet de département.

Sur les territoires couverts par les structures de DFCI, la programmation sera faite en concertation avec les dites structures.

#### **ARTICLE 7 - Abrogation du précédent arrêté**

Les dispositions fixées par le présent arrêté s'appliquent à toutes les décisions attributives d'aides prises à compter de la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté abroge l'arrêté régional du 12 octobre 2007, suite au basculement de la mesure du socle national vers le volet régional du Plan de Développement Rural Hexagonal.

**ARTICLE 8 -** Les préfets des départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques, le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, la délégation régionale de l'agence de services et de paiement, les directeurs départementaux des territoires (et de la mer) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Bordeaux, le 9 novembre 2011

Signé le Préfet

M. Patrick STEFANINI



**ANNEXES A L'ARRETE DU PREFET DE LA REGION AQUITAINE**

**Relatif aux conditions de financement par des aides publiques des investissements en matière de  
desserte forestière**

**CONDITIONS TECHNIQUES D'ÉLIGIBILITE**

**Annexe I**

**CONDITIONS FINANCIERES D'ÉLIGIBILITE**

**Annexe II**

**LISTE DES COMMUNES CLASSEES EN ZONE DE MONTAGNE**

**Annexe III**

**NOTA :** L'arrêté et les pièces relatives au dossier de demande de subvention sont téléchargeables sur le site de la  
[DRAAF Aquitaine](http://draaf.aquitaine.agriculture.gouv.fr/Desserte) : <http://draaf.aquitaine.agriculture.gouv.fr/Desserte>

<b>CONDITIONS TECHNIQUES D'ELIGIBILITE</b>
--

**A. LARGEURS MINIMALES D'EMPRISE**

<b>Massif des Landes de Gascogne<sup>1</sup></b>	sans fossé	un seul fossé	deux fossés
Piste empierrée	8 m	10 m	12 m
Piste en sol naturel	6 m	6,50 m (fossé fait à la niveleuse) 7 m (fossé trapézoïdal)	8 m

<b>Hors massif des Landes de Gascogne</b>	sans fossé	un seul fossé	deux fossés
emprise minimale	6 m	6,50 m (fossé fait à la niveleuse) 7 m (fossé trapézoïdal)	8 m

Toutefois cette emprise pourra, à titre exceptionnel, descendre jusqu'à 4 m dans les cas suivants :

- pistes desservant et traversant plusieurs propriétés distinctes
- refus de certains propriétaires d'autoriser une emprise de 6 m sur une section de piste permettant de raccorder des pistes dont l'emprise répond aux normes ci-dessus.

**B. LARGEURS MAXIMALES DE CHAUSSEE**

La largeur maximale de chaussée (ou bande de roulement) est fixée à 4 m.

**C. PISTES EMPIERRÉES OU GRAVÉES**

Dans le massif des Landes de Gascogne : l'épaisseur de matériaux après compactage devra être égale ou supérieure à 25 cm (valeur moyenne), épaisseur calculée en tenant compte du matériau d'empierrement préexistant (granulométrie, épaisseur,...).

Hors massif des Landes de Gascogne : cette épaisseur devra être égale ou supérieure à 20 cm (valeur moyenne).

**D. DÉCLIVITÉ MAXIMALE**

- Cas général : 6 %
- Régions vallonnées et Massif des Pyrénées : 12 %

Pour des cas particuliers dûment argumentés, des dérogations à ces normes de déclivité pourront être accordées par la DRAAF via le service instructeur de la DDT(M).

<sup>1</sup> La région des Landes de Gascogne est définie par la liste des communes désignées dans l'arrêté ministériel du 5/11/1945 pris en application de l'ordonnance n° 45-852 du 28/04/1945 relative à la mise en valeur de la région des Landes de Gascogne.

## **E. REVÊTEMENT DE CHAUSSEE**

Non éligible sauf pour les passages difficiles :

- virages et lacets en zones de montagne avec pente forte
- tronçons ponctuels à pente très forte
- raccordements avec des routes publiques.

Le type de revêtement (enrobé, bi ou tri-couche, macadam à l'eau ...) devra faire l'objet d'une analyse au cas par cas. Il devra être choisi en fonction des caractéristiques locales et du type de terrain et après avis conforme des services de la DDT(M).

## **F. STOCKAGE DES BOIS**

Obligation de prévoir au moins une place de dépôt aux entrées de pistes ou à proximité immédiate des entrées de pistes ou de se conformer au schéma de desserte local.

## **G. RETOURNEMENT DES CAMIONS**

Prévoir systématiquement des aires de retournement en densité suffisante ou conforme au schéma de desserte local, de façon à ce que les véhicules utilisant ces chemins et pistes n'aient pas à manœuvrer sur les voies publiques.

## **H. PASSAGES BUSÉS**

Des ouvrages de franchissement sous forme de buses de classe 90A ou équivalent, de longueur minimale de 7mL, doivent permettre le passage d'engins de secours et de débardage. La longueur minimale pourra être exceptionnellement ramenée à 5 m hors massif landais.

## **I. RESTRICTION DE CIRCULATION**

L'accès des routes et pistes nouvellement créées devra être réservé aux usages professionnels (gestion et exploitation forestière), aux services de secours, aux propriétaires forestiers ainsi qu'à leurs ayants-droits (sauf dans le cas des voiries rurales ouvertes à la circulation publique). Des barrières avec cadenas normalisés pourront être installées pour interdire la circulation publique aux véhicules motorisés.

Cette restriction d'accès pourra également être instaurée à l'occasion des remises aux normes de routes et pistes existantes dans les cas suivants :

- routes et pistes situées dans des zones de fortes fréquentations touristiques,
- routes et pistes situées en zone périurbaines.

CONDITIONS FINANCIERES D'ELIGIBILITE
--------------------------------------

**1) COUTS PLAFONDS DES TRAVAUX**

La région Aquitaine est découpée en 2 zones : Zone de montagne (voir Annexe III), et le reste de la région.

Nature des travaux	Coûts plafonds	
	Zone Montagne	Reste de la région
Réalisation ou mise aux normes de pistes en terrain naturel	12.000 €/km	
Réalisation ou mise aux normes de pistes gravées	73.000 €/km	52.000 €/km
Réalisation ou mise aux normes d'un fossé latéral ou collecteur à section trapézoïdale ou triangulaire	3.000 €/km	
Fourniture et pose de barrières piste inférieure à 2 Km	5.000 €	
Fourniture et pose de barrières piste de plus de 2 Km : au plus 1 pour 1 km de piste	2.500 €/km	
Création de passages busés : <div style="text-align: center;"><math>400\text{ mm} \leq \text{diamètre des buses} \leq 600\text{ mm}</math></div> <div style="text-align: center;"><math>600\text{ mm} &lt; \text{diamètre des buses} \leq 1.000\text{ mm}</math></div> <div style="text-align: center;"><math>\text{diamètre des buses} &gt; 1.000\text{ mm}</math></div>	110 €/ml	150 €/ml
	500 €/ml	
Création de place de dépôt et sur largeur	16 €/m2	
Coût plafond de l'ensemble des travaux constituant l'opération	95.000 €/km	75.000 €/km

**2) COUTS PLAFONDS DES PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

Les coûts des prestations intellectuelles (maîtrise d'œuvre et étude préalable) ne devront pas dépasser 12 % du montant total des travaux plafonnés.

Le coût de la maîtrise d'œuvre et du suivi par un maître d'œuvre autorisé seul ne dépassera pas les 7 % du montant total des travaux plafonnés.

**3) RÈGLEMENT COMMUNAUTAIRE « DE MINIMIS »**

L'aide s'inscrit dans le règlement communautaire « de minimis ». Le montant brut des aides publiques octroyées à un même bénéficiaire ne peut excéder 200 000 € sur une période de trois exercices fiscaux.

Zone de montagne - Arrêté du 28 mai 1997 portant classement des communes en zone agricole défavorisée montagne complété par l'arrêté du 21 juillet 1998					
64006	ACCOUS	64188	CHERAUTE	64340	LICHANS-SUNHAR
64008	AHAXE-ALCIETTE-BASCASSAN	64204	EAUX-BONNES	64342	LICQ-ATHEREY
64011	AINCILLE	64206	ESCOT	64345	LOHITZUN-OYHERCQ
64012	AINHARP	64213	ESPELETTE	64350	LOUHOSSOA
64013	AINHICE-MONGELOS	64217	ESQUIULE	64351	LOURDIOS-ICHERE
64014	AINHOA	64218	ESTERENCUBY	64353	LOUVIE-JUZON
64015	ALCAY-ALCABEHETY-SUNHARETTE	64222	ETCHEBAR	64354	LOUVIE-SOUBIRON
64016	ALDUDES	64223	ETSAUT	64360	LURBE-SAINT-CHRISTAU
64017	ALOS-SIBAS-ABENSE	64225	FEAS	64363	LYS
64020	ANCE	64229	GAMARTHE	64364	MACAYE
64026	ANHAUX	64231	GARINDEIN	64371	MAULEON-LICHARRE
64029	ARAMITS	64240	GERE-BELESTEN	64377	MENDIONDE
64040	ARETTE	64247	GOTEIN-LIBARRENX	64378	MENDITTE
64045	ARHANSUS	64256	HASPARREN	64379	MENDIVE
64047	ARNEGUY	64257	HAUT-DE-BOSDARROS	64391	MONCAYOLLE-LARRORY-MENDIBIEU
64050	ARRAST-LARREBIEU	64258	HAUX	64404	MONTORY
64058	ARTHEZ-D'ASSON	64259	HELETTE	64411	MUSCULDY
64062	ARUDY	64264	HOPITAL-SAINT-BLAISE	64422	OLORON-SAINTE-MARIE
64064	ASASP-ARROS	64265	HOSTA	64424	ORDIARP
64065	ASCAIN	64267	IBARROLLE	64425	OREGUE
64066	ASCARAT	64268	IDAUX-MENDY	64432	OSSAS-SUHARE
64068	ASSON	64271	IHOLDY	64433	OSSE-EN-ASPE
64069	ASTE-BEON	64273	IRISSARRY	64436	OSSES
64072	AUBERTIN	64274	IROULEGUY	64437	OSTABAT-ASME
64081	AUSSURUCQ	64275	ISPOURE	64441	PAGOLLE
64085	AYDIUS	64276	ISSOR	64463	REBENACQ
64086	AYHERRE	64277	ISTURITS	64468	ROQUIAGUE
64092	BANCA	64279	ITXASSOU	64473	SAINTE-COLOME
64093	BARCUS	64280	IZESTE	64475	SAINTE-ENGRAVE
64104	BEDOUS	64283	JAXU	64477	SAINT-ETIENNE-DE-BAIGORRY
64107	BEHORLEGUY	64285	JUXUE	64484	SAINT-JEAN-LE-VIEUX
64110	BEOST	64289	LABASTIDE-CLAIRENCE	64485	SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT
64115	BERROGAIN-LARUNS	64297	LACARRE	64487	SAINT-JUST-IBARRE
64116	BESCAT	64298	LACARRY-ARHAN-CHARRITTE-DE-HAUT	64489	SAINT-MARTIN-D'ARBEROUE
64124	BIDARRAY	64303	LAGUINGE-RESTOUE	64490	SAINT-MARTIN-D'ARROSSA
64127	BIELLE	64310	LANNE-EN-BARETOUS	64492	SAINT-MICHEL
64128	BILHERES	64313	LANTABAT	64504	SARE
64130	BIRIATOU	64314	LARCEVEAU-ARROS-CIBIT	64506	SARRANCE
64136	BORCE	64316	LARRAU	64509	SAUGUIS-SAINT-ETIENNE
64148	BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	64320	LARUNS	64522	SEVIGNACQ-MEYRACQ
64150	BUNUS	64322	LASSE	64527	SOURAIDE
64154	BUSSUNARITS-SARRASQUETTE	64325	LASSEUBETAT	64528	SUHESCUN
64155	BUSTINCE-IRIBERRY	64327	LECUMBERRY	64533	TARDETS-SORHOLUS
64160	CAMBO-LES-BAINS	64330	LEES-ATHAS	64537	TROIS-VILLES
64162	CAMOU-CIHIGUE	64336	LESCUN	64538	UHART-CIZE
64166	CARO	64339	LESTELLE-BETHARRAM	64542	URDOS
64175	CASTET			64543	UREPEL
64185	CETTE-EYGUN			64559	VIODOS-ABENSE-DE-BAS



PREFET DE LA REGION AQUITAINE

DIRECTION REGIONALE DE  
L'ALIMENTATION, DE  
L'AGRICULTURE  
& DE LA FORET

Service Régional de la  
Forêt & du Bois

**Arrêté du 15 novembre 2011**

---

***Conditions de financement, par le budget général de l'Etat, de projets  
d'investissements dans les forêts de montagne ayant un rôle avéré de  
protection contre les risques en montagne***

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code forestier et notamment ses articles L.4, L.7, L.8 et L.423-1,  
VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
VU le décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, modifié par le décret n° 2003-367 du 18 avril 2003,  
VU le décret 2000-675 du 17 juillet 2000 pris pour l'application de l'article 10 du décret 99-1060 précité,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,  
VU le décret 2007-951 du 15 mai 2007 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,  
VU l'arrêté du 15 mai 2007 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier ;  
VU le décret n° 2006-116 du 31 janvier 2006, relatif à l'application du protocole « Forêts de montagne » de la Convention Alpine,  
VU l'arrêté ministériel du 31 octobre 2003 portant approbation des orientations régionales forestières de la région Aquitaine,  
VU le règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides « de minimis »,  
VU la circulaire DGPAAT/SDFB/C2011-3002 du 24 janvier 2011 relative aux conditions de financement, par le budget général de l'Etat, de projets d'investissement dans les forêts de montagne ayant un rôle avéré de protection contre les risques en montagne, afin de garantir la pérennité de cette fonction, via des actions d'exploitation durable par câble,  
SUR proposition de la Secrétaire Régionale pour les Affaires Régionales,

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent arrêté a pour objet de fixer, pour la région Aquitaine, les conditions techniques et financières d'attribution des aides du budget général de l'Etat aux projets de renouvellement ou de rajeunissement des forêts de montagne (au sens de l'article 3 de la loi n°85-30 du 9 janvier 1985) ayant un rôle avéré de protection contre les aléas naturels, via des actions d'exploitation durable par câble.

**Article 2**

Le bénéfice des aides est réservé aux titulaires de droits réels ou personnels sur les immeubles sur lesquels sont exécutées les opérations justifiant des aides de l'Etat ou à leurs mandataires. Les forêts domaniales sont exclues.

Le bénéfice des aides est réservé aux parcelles forestières, entières ou parties, forêts publiques et privées objet d'un document de gestion au sens de l'article L.4 du code forestier. Le rôle de protection devra être établi par le demandeur sur la base des fiches de diagnostic du risque du Guide de Sylviculture de Montagne annexé au présent arrêté.

### **Article 3**

Les opérations éligibles sont les suivantes :

- 1) Débardage par câble mât
- 2) Débardage par câble long

Les opérations éligibles concernent les peuplements dont les caractéristiques rendent très difficile, voire impossible tout débardage par voie classique et pour lesquelles le débardage par câble s'avère le plus adapté. Le débardage par tracteur est exclu.

L'aide est attribuée sous forme d'une subvention calculée sur la base d'un devis estimatif détaillé (plafonné à l'ha et au m3) sur lequel est appliqué un taux de subvention.

Le taux régional de subvention est fixé, pour chaque type d'opération, suivant les modalités précisées en annexe.

Si le projet bénéficie d'un cofinancement public (aides du conseil régional ou du conseil général) le taux global d'aides publiques ne devra en aucun cas dépasser 80 % de la dépense constatée plafonnée.

### **Article 4 - Montant d'aide minimum**

Le montant minimal de l'aide par projet est fixé à **1 000 euros**.

### **Article 5**

Pour chaque type d'opération éligible, l'annexe jointe au présent arrêté précise :

- les conditions d'éligibilité ;
- les plafonds de dépenses éligibles
- les taux de subvention ;
- les engagements minimums du bénéficiaire.

### **Article 6**

Le Préfet du département des Pyrénées-Atlantiques, la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Dordogne, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Pyrénées Atlantiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Bordeaux, le 15 novembre 2011

Le Préfet de Région,  
Signé : M. Patrick STEFANINI

## ANNEXE A L'ARRETE DU PREFET DE LA REGION AQUITAINE

### CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

L'aide s'inscrit dans le règlement communautaire *de minimis*. Le montant brut des aides publiques de minimis octroyées à un même bénéficiaire ne peut pas excéder 200 000 € tous dispositifs confondus sur une période de 3 ans. Si le calcul de la subvention aboutit à un cumul des aides supérieur au plafond, la subvention est refusée.

### ZONES ÉLIGIBLES

Sont éligibles les territoires des communes suivantes correspondant aux régions IFN « HAUTE CHAÎNE », « FRONT PYRÉNÉEN » et « BASSES MONTAGNES BASQUES » :

ACCOUS, AHAXE-ALCIETTE-BASCASSAN, AINCILLE, AINHICE-MONGELOS, AINHARP, AINHOA, ALCAY-ALCABEHETY-SUNHARETTE, ALDODES, ALOS-SIBAS-ABENSE, ANHAUX, ASCAIN, ASCARAT, AUSSURUCQ, ARETTE, ARNEGUY, ARTEZ d'ASSON, ARUDY, ASASP-ARROS, ASSON, ASTE-BEON, AYDIUS, BANCA, BARCUS, BEDOUS, BIDARRAY, BEOST, BIRIATOU, BORCE, BUNUS, BUSSUNARITS-SARRASQUETTE, BEHORLEGUY, BIELLE, BILHERES-EN-OSSAU, BUSTINCE-IRRIBERRI, CAMOU-CIHIGUE, CARO, CASTET, CHERAUTE, CETTE-EYGUN, EAUX-BONNES, ETSAUT, ESCOT, ESPELETTE, ESTERENCUBY, ETCHEBAR, GAMARTHE, GARINDEIN, GERE-BELESTEN, GOTEIN-LIBARRENX, HAUX, HELETTE, HOSTA, IBAROLLE, IDAUX-MENDY, IHDY, IRISSARRY, IROULEGUY, ISPOURE, ISSOR, ITXASSOU, IZESTE, JAXU, JUXUE, LACARRE, LACARRY-ARHAN-CHARRITE-DE-HAUT, LAGUINGE-RESTOUE, LANTABAT, LANNE-EN-BARETOUS, LARUNS, LARRAU, LASSE, LESCUN, LEES-ATHAS, LOURDIOS-ICHERE, LOUHOSSOA, LOUVIE-JUZON, LOUVIE-SOUBIRON, LURBE-SAINT-CHRISTAU LARCEVEAU-ARROS-CIBITS, LECUMBERRY, LICHANS-SUNHAR, LICQ-ATHEREY, MACAYE, MAULEON-LICHARRE, MENDIONDE, MENDITTE, MENDIVE, MONTORY, MUSCULDY, OLORON-STE-MARIE, ORDIARP, OSSAS-SUHARE, OSSES, OSSE-EN-ASPE, OSTABAT-ASME, PAGOLLE, ROQUIAGUE, ST-ETIENNE-DE-BAIGORRY, SAINT-JEAN-LE-VIEUX, SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT, SAINT-JUST-IBARRE, SAINT-MARTIN-D'ARROSSA, SAINT-MICHEL, SARE, SAUGUIS-SAINT-ETIENNE, SUHESCUN, SAINTE-ENGRAVE, SARRANCE, TARDETS-SORHOLUS, TROIS-VILLES, UHART-CIZE, UREPEL, URRUGNE, URDOS et VIODOS-ABENSE-DE-BAS.

### PEUPELEMENTS ÉLIGIBLES

Sont éligibles les peuplements en futaie régulière ou irrégulière qui suite à des retards d'intervention liés aux coûts d'exploitation présentent un risque fort d'instabilité. Le diagnostic d'instabilité est étayé par des informations relatives à la date de la dernière intervention, au volume sur pied, à la répartition des classes de diamètre et à l'état sanitaire du peuplement.

Les opérations éligibles concernent les peuplements dont les caractéristiques rendent très difficile, voire impossible tout débardage par voie classique et pour lesquelles le débardage par câble s'avère le plus adapté. Le débardage par tracteur est exclu.

De plus le bénéfice des aides est réservé aux parcelles forestières, entières ou parties, forêts publiques ou privées objet d'un document de gestion au sens de l'article L.4 du code forestier. Dans le cas de forêts relevant du régime forestier, les parcelles doivent être classées en protection ou en production-protection. Dans ce cas, l'opération sylvicole doit être conforme à l'objectif de protection reconnu dans l'aménagement.

En cas d'urgence, il est possible d'aider des opérations non prévues ou hors aménagement, sur avis du service RTM de l'Office national des forêts, et sur approbation du préfet des Pyrénées Atlantiques.

Pour les autres parcelles, publiques ou privées, le rôle de protection est attesté par un agent du service de Restauration des Terrains en Montagne ou par un organisme à compétence reconnue dans le domaine des risques naturels.



### **DESCRIPTION DES TRAVAUX ÉLIGIBLES**

Il s'agit des interventions visant à améliorer ou pérenniser la stabilité des peuplements :

- pour les futaies régulières, sont concernées toutes les coupes visant à renouveler le peuplement, ou à en garantir la stabilité, sans laisser le sol à nu sur de grandes surfaces.
- pour les autres traitements, essentiellement les futaies irrégulières, sont éligibles les coupes visant à adapter la structure du peuplement pour lui permettre d'assurer un contrôle durable des aléas naturels en préservant sa stabilité et en particulier les coupes qui viseront à rééquilibrer les classes d'âge en diminuant les gros bois en surnombre.

L'intervention comprend obligatoirement le façonnage des houppiers, ainsi que toute disposition particulière concernant l'agencement des bois restant sur le parterre de la coupe, les travaux de remise en état de la parcelle notamment ceux relevant du respect de l'écoulement des eaux de surface (art. L.215-14 du code de l'environnement).

En outre, l'intervention peut comprendre :

- les travaux préparatoires : marquage des arbres et établissement de la fiche technique (cf. annexe 1), frais d'expert forestier, frais de gestion connexe,
- les travaux connexes (amélioration de l'accès, place de dépôt), ou liés à la biodiversité ou au paysage (traitement des lisières, gestion des milieux associés) à la condition de ne pas dépasser 10% du montant total de l'opération
- la sortie des bois jusqu'à la place de dépôt,
- les frais de maîtrise d'œuvre, dans la limite de 12 % du montant total des travaux plafonné

### **PLAFONDS DE DÉPENSE ÉLIGIBLE ET TAUX DE SUBVENTION**

Les dépenses éligibles, définies sur la base d'un devis descriptif et estimatif détaillé faisant apparaître toutes les précisions nécessaires permettant d'apprécier la réalité des coûts, sont doublement plafonnées de la manière suivante :

	<b>Câble mât</b>	<b>Câble long</b>
<b>Plafond par ha</b>	4.700 €/ha	5.400 €/ha
<b>Plafond par m3</b>	60 €/m3	72 €/m3

Le taux de subvention est défini en fonction de l'importance en volume de la coupe et du type de débardage comme suit :

#### **Débardage par câble mât :**

<b>Volume prélevé (V) à l'ha</b>	<b>Taux de subvention</b>
$78 \text{ m}^3 \geq V > 60 \text{ m}^3$	20%
$110 \text{ m}^3 \geq V > 78 \text{ m}^3$	25 %
$V > 110 \text{ m}^3$	30 %

#### **Débardage par câble long :**

<b>Volume prélevé (V) à l'ha</b>	<b>Taux de subvention</b>
$75 \text{ m}^3 \geq V > 60 \text{ m}^3$	20 %
$140 \text{ m}^3 \geq V > 75 \text{ m}^3$	25 %
$V > 140 \text{ m}^3$	30 %

<b>ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE</b>
------------------------------------

Le peuplement après éclaircie ne devra pas présenter de dégâts notables d'exploitation (moins de 10 % de tiges atteintes).

Les rémanents d'exploitation ne devront pas encombrer les cours d'eau.

Le bénéficiaire de cette aide doit en outre s'engager :

- à entretenir et maintenir en état, dans la mesure où il en est propriétaire, les chemins d'accès au peuplement et les équipements annexes (pistes, fossés, passages busés ...).
- à adresser au service instructeur un bilan après réalisation du projet lors de la demande de versement du solde de la subvention.



PREFET DE LA REGION AQUITAINE

DIRECTION REGIONALE DE  
L'ALIMENTATION, DE  
L'AGRICULTURE  
& DE LA FORET

Service Régional de la  
Forêt & du Bois

**Arrêté du 15 novembre 2011**

---

*Conditions de financement par des aides publiques des  
investissements forestiers  
de nettoyage et de reconstitution des forêts de montagne  
sinistrées par la tempête XYNTHIA  
du 28 février 2010*

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** le règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005, concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) modifié,

**VU** le règlement (CE) n° 1974/2006 de la commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER),

**VU** la directive 1999/105/CE du Conseil du 22 décembre 1999 concernant la commercialisation des matériels forestiers de reproduction,

**VU** la décision de la Commission du 19 juillet 2007 approuvant le Plan de Développement Rural Hexagonal pour la période 2007-2013

**VU** le Code Forestier, notamment le livre V, titre V (partie législative et réglementaire) et ses articles L7 et L8,

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** le décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, modifié par le décret n° 2003-367 du 18 avril 2003,

**VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements

**VU** le décret 2007-951 du 15 mai 2007 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,

**VU** le décret 2009-1452 du 24 novembre 2009 fixant les règles d'éligibilité des dépenses des programmes de développement rural,

**VU** l'arrêté du 24 octobre 2003 modifié relatif à la commercialisation des matériels forestiers de reproduction,

**VU** l'arrêté du 24 octobre 2003 modifié portant fixation des régions de provenance des essences forestières,

**VU** l'arrêté du 29 novembre 2003 modifié relatif à certaines normes qualitatives applicables à la production sur le territoire national de matériels forestiers de reproduction,

**VU** l'arrêté du 15 mai 2007 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,

**VU** l'arrêté du 4 juillet 2008 relatif aux conditions de financement par des aides publiques des investissements forestiers en matière de protection des forêts de montagne et d'amélioration de leur rôle de protection,

**VU** l'arrêté du 31 octobre 2003 portant approbation des orientations régionales forestières de la région Aquitaine,

**VU** l'arrêté du 10 mai 2010 portant fixation des listes des espèces et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'Etat en région Aquitaine,

Toute correspondance administrative est à adresser sous forme impersonnelle à M. le Préfet de la région Midi-Pyrénées,  
Préfet de la Haute-Garonne – Secrétariat Général pour les Affaires régionales – 31038 TOULOUSE CEDEX

Recueil des Actes Administratifs **Mensuel N° 10 - Octobre - Novembre 2011**

page 183

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

Le présent arrêté a pour objet de fixer, pour la région Aquitaine, les conditions techniques et financières d'attribution des aides au nettoyage et à la reconstitution des forêts de montagne, ayant un rôle avéré de protection des personnes et des biens, sinistrées par la tempête Xynthia du 28 février 2010.

### **Article 2 – Bénéficiaires éligibles**

Le bénéfice des aides est accordé :

- aux propriétaires privés et leurs associations,
- aux collectivités territoriales et leurs groupements,
- à l'Office National des Forêts pour les forêts domaniales,
- aux personnes morales de droit public et aux associations syndicales et leurs unions ne détenant pas de droit de propriété sur les immeubles en cause, lorsqu'elles réalisent des opérations d'intérêt général.

Le bénéfice des aides publiques est réservé aux demandeurs présentant des garanties ou présomptions de gestion durable, conformément aux dispositions des articles L7 et L8 du Code Forestier.

Ces dispositions s'appliquent sans discontinuité pendant une durée de cinq ans à compter de la notification de la décision attributive de l'aide.

### **Article 3 – Territoires éligibles**

Les territoires éligibles à une aide doivent être classés en zones de montagne au sens de l'article 3 de la loi n°85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

Dans le cas des forêts relevant du régime forestier, les parcelles doivent être classées en protection ou en production-protection ou avoir été identifiées dans le cadre de la cartographie des risques et des enjeux réalisée suite à la tempête Xynthia par la Direction territoriale Sud-Ouest de l'Office National des Forêts.

Dans les autres cas, le rôle de protection devra être attesté par le service de Restauration des terrains en montagne.

### **Article 4 – Opérations éligibles**

L'éligibilité au dispositif d'aide au nettoyage et à la reconstitution des peuplements sinistrés implique le maintien de la destination forestière des terrains.

Les investissements éligibles sont :

- les travaux de nettoyage des parcelles sinistrées,
- les travaux liés à la reconstitution d'un potentiel de production par plantation, semis, régénération naturelle assistée ou régénération par succession naturelle,
- les travaux annexes favorisant la diversification et l'expression de la biodiversité,
- les travaux connexes portant sur l'ouverture de fossés, rétablissement de passages busés sur l'emprise des travaux de nettoyage et/ou reboisement,
- les investissements immatériels dans la limite de 12% du coût forfaitaire de base y compris les frais de maîtrise d'œuvre par un maître d'œuvre autorisé (expert forestier, homme de l'art agréé, ou ingénieur ou technicien de l'Office National des Forêts, ...)

Les travaux doivent être conformes au document de gestion forestière durable de la forêt concernée ou à défaut, s'agissant de travaux non prévus consécutifs à un phénomène climatique exceptionnel, le bénéficiaire doit s'engager à ce

que la révision ou la modification du document de gestion soit faite et approuvée dans un délai de 5 ans à compter de la date d'attribution de l'aide.

#### **Article 5 – Mode de calcul des aides**

- L'aide est attribuée sous la forme d'une subvention d'un montant forfaitaire résultant de l'application d'un taux de subvention de 80%, tous financeurs publics confondus (Etat, FEADER, ...), à un coût forfaitaire à l'hectare hors taxes fixé dans les barèmes forfaitaires annexés au présent arrêté.

Les plafonds des opérations financées sur barème figurent dans les annexes ci-jointes.

- Sont éligibles à des aides sur dépenses réelles les opérations de reconstitution des forêts sinistrées à la suite de la tempête, par régénération artificielle ou naturelle à partir d'itinéraires techniques ne relevant pas des aides forfaitaires sur barèmes y compris les travaux connexes.

Pour ce type d'opération, l'aide est attribuée sous la forme d'une subvention d'un montant prévisionnel résultant de l'application d'un taux régional de subvention au montant du devis estimatif hors taxes approuvé par l'administration, plafonné aux montants forfaitaires figurant en annexe.

Le taux régional de subvention est fixé à 80 % tous financeurs publics confondus (Etat, FEADER, ...).

Le montant définitif est calculé par application de ce taux à la dépense réelle, plafonnée à la dépense subventionnable prévisionnelle.

#### **Article 6 – Montant minimal de l'aide**

Le montant minimal de l'aide par projet est fixé à **1.000 €**, les demandes d'aide n'atteignant pas ce seuil ne sont pas recevables.

#### **Article 7 – Conditions relatives à la protection des zones sensibles**

Lorsque le projet concerne une zone couverte par un dispositif réglementaire de protection, le demandeur s'assure de la compatibilité du projet avec les prescriptions réglementaires qui en résultent.

Lorsque le projet concerne une zone située dans un site Natura 2000, il devra garantir le maintien de l'état de conservation des habitats et espèces ayant justifié la désignation du site. Lorsqu'un document d'objectifs (DOCOB) a été approuvé, les travaux devront être compatibles avec le contenu du DOCOB.

Les travaux entrant dans la nomenclature de la loi sur l'eau devront avoir fait l'objet d'une procédure de déclaration ou d'autorisation préalablement à l'attribution de l'aide.

#### **Article 8 – Conditions d'éligibilité techniques et financières**

Les annexes jointes au présent arrêté (annexe A « Travaux de nettoyage des peuplements sinistrés » – annexe B « Travaux de reconstitution des peuplements sinistrés ») précisent les conditions d'éligibilité et les engagements minima du bénéficiaire définis au niveau régional.

Compte tenu de la spécificité de ces travaux, il pourra être dérogé aux conditions techniques énoncées sur demande argumentée et après validation par la direction départementale des territoires et de la mer.

#### **Article 9-**

La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales, le Préfet du département des Pyrénées Atlantiques, le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Pyrénées Atlantiques et le Délégué Régional de l'Agence de Services et de Paiements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Bordeaux, le 15 novembre 2011

Le Préfet de Région  
Signé : M. Patrick STEFANINI

**ANNEXES A L'ARRETE DU PREFET DE LA REGION AQUITAINE**  
**Relatif aux conditions de financement par des aides publiques**  
**des investissements forestiers de nettoyage et de reconstitution**  
**des forêts de montagne sinistrées par la tempête XYNTHIA du 28 février 2010**

**AIDES PUBLIQUES AUX TRAVAUX DE NETTOYAGE DES PEUPLEMENTS FORESTIERS SINISTRES**

*Annexe A*

- Conditions techniques d'éligibilité
- Conditions financières d'éligibilité
- Obligations du bénéficiaire

**AIDES PUBLIQUES AUX TRAVAUX DE RECONSTITUTION DES PEUPLEMENTS FORESTIERS SINISTRES**

*Annexe B*

- Conditions techniques d'éligibilité
- Conditions financières d'éligibilité
- Obligations du bénéficiaire

## AIDES PUBLIQUES AUX TRAVAUX DE NETTOYAGE DES PEUPEMENTS FORESTIERS SINISTRES

CONDITIONS TECHNIQUES D'ÉLIGIBILITÉ
-------------------------------------

### Conditions relatives aux peuplements éligibles

Peuplements sinistrés à la suite de la tempête Xynthia du 28 février 2010 dont le taux de destruction est supérieur ou égal à **40%**, ayant fait ou non l'objet d'une exploitation.

### Conditions relatives aux travaux éligibles

Les travaux éligibles sont l'exploitation ou le façonnage en plein des chablis, l'abattage des chandelles et bois sans avenir, le démontage des houppiers et des volis, le recépage des brins couchés, la remise en place ou la destruction des souches par broyage ou déchiquetage, la réduction des souches hautes, le démantèlement, la mise en andains ou le broyage des rémanents, ou toutes autres techniques aboutissant au retour à une circulation normale dans les peuplements et à un nettoyage effectif de la surface à planter ou à régénérer. L'emploi du feu est prohibé.

Dans le cas de reconstitution des peuplements sinistrés par régénération naturelle, les travaux de reconstitution comprendront obligatoirement la réalisation de cloisonnements d'exploitation d'une largeur minimale de 4 m espacés de 18 m maximum d'axe en axe et de cloisonnements sylvicoles intercalés d'une largeur minimale de 2 m.

Dans le cas de reconstitution par régénération artificielle, le schéma de plantation comprendra obligatoirement des cloisonnements d'exploitation d'une largeur minimale de 4 m espacés de 18 m maximum d'axe en axe.

Les barèmes régionaux sont établis selon 3 catégories définies selon un degré de réalisation de l'exploitation des bois et les possibilités de mécanisation des travaux de reconstitution.

## CONDITIONS FINANCIÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

### COÛT FORFAITAIRE DE BASE

Référence du forfait		Coût de base
Nettoyage lourd	<u>Nettoyage de parcelles partiellement exploitées non mécanisables</u> : Abattage des chandelles* - Démontage des houppiers et des volis - Coupe des bois sans avenir - Recépage des brins couchés - Rangement des rémanents d'exploitation à la pelle araignée, ou mise en tas en dehors des zones ensemencées ou à ensemercer naturellement, ou démembrement propre à assurer un contact au sol possible sur place dans les zones peu encombrées	<b>2200 €/ha</b>
Nettoyage simple	<u>Nettoyage de parcelles exploitées non mécanisables</u> : Coupe des bois sans avenir - Recépage des brins couchés - Rangement des rémanents d'exploitation à la pelle araignée, ou mise en tas en dehors des zones ensemencées ou à ensemercer naturellement, ou démembrement propre à assurer un contact au sol possible sur place dans les zones peu encombrées	<b>1250 €/ha</b>
Nettoyage mécanisable	<u>Nettoyage de parcelles exploitées mécanisables</u> : Coupe des bois sans avenir - Recépage des brins couchés - Réduction des souches hautes - Elimination des souches renversées (de diamètre supérieure à 25 cm à la section de coupe) par déchiquetage, broyage ou extraction en plein ou localisé aux cloisonnements avec rebasculement des souches (galette d'un diamètre supérieur à 1 m) en dehors des cloisonnements - Traitement des rémanents par andainage ou broyage lourd en plein ou mise en tas en dehors des zones ensemencées ou à ensemercer naturellement ou démembrement propre à assurer un contact au sol possible sur place dans les zones peu encombrées	<b>1800 €/ha</b>

\* Maintien jusqu'à 5 chandelles par hectare à but de biodiversité

## ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

### Engagements à 5 ans à compter de la décision d'octroi de l'aide :

Le bénéficiaire de cette aide au nettoyage des parcelles sinistrées s'engage :

- à conserver l'affectation boisée des terrains,
- à obtenir au terme des 5 ans l'état boisé par reconstitution naturelle (y compris valorisation des accrus naturels) ou artificielle du peuplement,
- à entretenir les accès dont il est propriétaire : les pistes ou routes forestières desservant les parcelles aidées doivent rester accessibles au moins par des véhicules tout terrain,
- à maintenir les cloisonnements d'exploitation et sylvicoles fonctionnels,

Le non-respect d'au moins un de ces engagements exposera le bénéficiaire au remboursement des aides octroyées.



## AIDES PUBLIQUES AUX TRAVAUX DE RECONSTITUTION DES PEUPELEMENTS FORESTIERS SINISTRES

### CONDITIONS TECHNIQUES D'ÉLIGIBILITÉ

#### Conditions relatives aux peuplements

Peuplements sinistrés à la suite de la tempête Xynthia du 28 février 2010 dont le taux de destruction est supérieur ou égal à 40%.

Les arbres restés sur pied après la tempête et disséminés sur les parcelles ou parties de parcelles à reboiser pourront être conservés dans un objectif de diversification du peuplement. Ils seront exploités s'ils entraînent des risques pour la plantation ou pour la sécurité des personnes.

#### Conditions relatives aux surfaces

La surface minimale des îlots travaillés est fixée à 1 ha d'un seul tenant.

Lorsqu'il est fait appel à plusieurs essences dans le projet, chaque essence objectif doit occuper une surface minimale d'un seul tenant (appelée îlot de boisement) de 1 ha.

#### Conditions relatives aux techniques

Les interventions suivantes sont obligatoires :

- traitement approprié des rémanents adapté au risque (démembrement des houppiers, rangement des rémanents, éloignement des rémanents des cours d'eau...),
- remise en état de la parcelle en matière d'écoulement des eaux de surface (article L 215-14 du code de l'environnement).

Le service de Restauration des Terrains en Montagne pourra, pour certains chantiers, subordonner l'octroi de l'aide au respect de préconisations techniques qui seront annexées à l'arrêté ou à la convention.

#### Conditions relatives aux essences

La liste des essences et des régions de provenance éligibles est fixée dans l'arrêté préfectoral cadre en vigueur

#### Diversification

L'introduction d'essences diverses sous forme de bouquets, de rideaux ou d'essences d'accompagnement est autorisée à condition que la surface affectée à cette diversification et aux éventuelles opérations annexes (maintien d'espaces ouverts, maintien de peuplements existants tels que haies, ripisylves ou bouquets d'arbres) ne dépasse pas au total 30 % de la surface du projet.

Cette diversification, sauf pour la plantation ou le maintien d'arbres disséminés, devra faire l'objet d'une cartographie sur le plan de masse du reboisement et calcul exact de la surface. Les travaux de gestion des surfaces en diversification devront être précisés dans la fiche d'information et d'évaluation d'impact.

Le service instructeur de la DDTM valide le projet et peut émettre des prescriptions particulières en fonction de l'intérêt des milieux concernés, et des objectifs généraux de la diversification, tout en restant dans la limite financière du barème correspondant.

Ces travaux seront financés selon les mêmes barèmes que les travaux principaux.

### **Mélange intime d'essences objectif**

Le mélange intime (pied à pied ou ligne par ligne) des essences objectif n'est éligible que pour les mélanges suivants :

mélange hêtre – feuillus précieux

mélange de feuillus précieux (réservé à des opérations expérimentales)

mélange sapin – feuillus

### **Densité, espacement**

Les densités de plantation sont calculées en fonction des surfaces directement productives.

#### **Densités à la plantation et à 5 ans pour les reboisements feuillus et résineux**

Essences	Densité minimale initiale (à l'hectare)	Densité minimale à 5 ans (à l'hectare) (y compris pour les reconstitutions par régénération naturelle)
Résineux	1.000	
Chênes sessile et pédonculé	1.250	1.000
Hêtre	1.600	1.280
Autres Feuillus : Chêne rouge, Aulne glutineux, Erable sycomore, Frêne commun, Merisier	600	

Les densités de tiges mentionnées ci-dessus sont à rapporter aux seules surfaces effectivement travaillées et devront être affranchies de la végétation adventice et exemptes de dégâts de gibiers.

Pour les « Autres feuillus » s'agissant de plantations à faible densité elles ne seront éligibles que dans les conditions suivantes :

installées avec un peuplement d'accompagnement (repousse de taillis, accrus naturels ...)

ou

utilisation de protections individuelles contre le gibier

### **Conditions relatives aux travaux**

En cas de dégagements par phytocides, le bénéficiaire précisera dans le devis le nom commercial du produit utilisé, la matière active concernée et le dosage recommandé dans le respect de la réglementation en vigueur.

### **Conditions relatives aux protections contre le gibier**

Les financements des protections contre les grands ongulés ne seront éligibles que lorsque les minima des plans de chasse de la zone concernée par le projet auront été atteints pendant les 3 années précédant le dépôt de la demande d'aide.

Les protections individuelles contre le lapin et le lièvre devront mesurer au minimum 60 cm de haut.

Les protections individuelles contre les grands ongulés devront mesurer au minimum 1,20m de haut. Les clôtures contre les grands ongulés devront mesurer au minimum 1,80 m de haut.

Lorsque les travaux sont réalisés dans des zones de présence du grand tétras, les clôtures devront être équipées de dispositifs de visualisation. L'avis de l'Observatoire des gallinacés de montagne pourra être sollicité pour définir les conditions optimum de mise en œuvre.

# CONDITIONS FINANCIÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

## Aides établies sur barèmes régionaux

### 1- Reconstitution par plantation des peuplements sinistrés

<b>COUT FORFAITAIRE DE BASE</b>	Résineux – autres feuillus	Feuillus sociaux : Chêne sessile, chêne pédonculé, Hêtre
Fourniture, mise en place des plants, 1 dégagement de la plantation		
	<b>2250 €/ha</b>	<b>3500 €/ha</b>
<b>OPTIONS AU CHOIX</b>		
<b>Préparation terrain :</b>		
Broyage, sous-solage lignes	<b>400 €/ha</b>	<b>400 €/ha</b>
<b>Maîtrise d'œuvre</b> (Chantier ≥ 4 ha)	<b>150 €/ha</b>	<b>150 €/ha</b>
Protection contre le gibier (dépenses à motiver )	<b>600 €/ha</b>	<b>600 €/ha</b>
<b>COUT PLAFOND ELIGIBLE</b>	<b>3400 €/ha</b>	<b>4650 €/ha</b>

### 2- Reconstitution par régénération naturelle acquise des peuplements sinistrés

<b>COUT FORFAITAIRE DE BASE</b>	Résineux et feuillus sociaux
Création cloisonnements (si pente < 40%), élimination préexistants, gestion mélange	
	<b>380 €/ha</b>
<b>OPTION</b>	
Maîtrise d'œuvre (Chantier ≥ 4 ha):	<b>30 €/ha</b>
<b>COUT PLAFOND ELIGIBLE</b>	<b>410 €/ha</b>

### 3- Reconstitution par régénération naturelle non acquise des peuplements sinistrés

COUT FORFAITAIRE DE BASE	Résineux et feuillus sociaux	
Création et entretien cloisonnements (si pente < 40%), dégagements		
	950 €/ha	
	Travaux mécanisables	Pente supérieure à 40%
OPTIONS AU CHOIX		
Préparation du terrain :		
Léger : broyage végétation ou crochetage du sol ou nettoyage manuel	320 €/ha	1000 €/ha
Lourd : arrachage végétation	770 €/ha	1200 €/ha
Maîtrise d’œuvre (Chantier ≥ 4 ha)	150 €/ha	150 €/ha
Protection contre le gibier (dépenses à motiver )	600 €/ha	600 €/ha
COUT PLAFOND ELIGIBLE	2450 €/ha	2900 €/ha

**Engagements à la fin de la réalisation des travaux :**

Les densités de plantation figurant dans les conditions techniques devront avoir été respectées.

Le versement de l'aide n'interviendra que si le bénéficiaire a fourni le(s) document(s) du fournisseur apportant la preuve que la plantation a été réalisée en respectant la liste, les origines et les dimensions des matériels forestiers de reproduction fixés par arrêté préfectoral régional.

Les protections contre le gibier mises en place devront respecter les normes ci-dessus et être fonctionnelles.

Les travaux de gestion des surfaces en diversification prévus dans la fiche d'information et d'évaluation d'impact devront avoir été réalisés.

La végétation concurrente (ligneuse ou herbacée) doit être maîtrisée: la tête des plants ou semis installés doit dépasser de la végétation concurrente.

Si le service de Restauration des terrains en montagne a émis, lors de l'instruction du dossier, des préconisations techniques, le solde de la subvention sera versé qu'après vérification du respect de celles-ci.

**Engagements à 5 ans à compter de la décision d'octroi de l'aide**

En cas de plantation, la densité objectif à 5 ans devra être atteinte.

En cas de régénération naturelle, celle-ci devra être acquise (densité minimum de l'essence objectif : 800 tiges / hectare – densité minimum toutes essences éligibles confondues : 1 500 tiges / hectare).

En cas de régénération naturelle incomplète, des plantations de complément devront avoir été réalisées pour atteindre ces densités.

Les plants mis en place ou issus de régénération naturelle devront être vivants, dégagés de la végétation concurrente, bien répartis sur le terrain (absence de trouées supérieures à 10 ares sur les surfaces effectivement plantées) et indemnes de dégâts pouvant compromettre leur avenir.

Les événements pouvant mettre en péril la réussite du reboisement ou de la régénération naturelle (dégâts de gibier, attaques parasitaires) devront être signalés par écrit à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. Lorsqu'il s'agit de dégâts de gibier, le bénéficiaire demandera, d'abord au détenteur du droit de chasse dans la limite du plan de chasse attribué puis à l'administration, l'augmentation des prélèvements. Le bénéficiaire s'engage à veiller à la réalisation, pendant toute la durée d'engagement, des minima des plans de chasse attribués au(x) lot(s) de chasse dont dépend la forêt.

Les pistes ou routes forestières desservant les parcelles aidées et appartenant au bénéficiaire de l'aide devront être entretenues de façon à rester accessibles au moins à des véhicules tout terrain.

Les équipements annexes (fossés, passages busés, ...) devront être entretenus de manière à permettre l'écoulement des eaux.

**Arrêté du 11 octobre 2011**

---

## **ARRETE PORTANT INSTITUTION DU PLAN INTEMPERIES SUD-OUEST POUR L'HIVER 2011-2012**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-OUEST,  
PREFET DE LA GIRONDE

VU le code de la route,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la voirie routière,

VU le décret n°2000555 du 21 juin 2000 relatif à l'organisation territoriale de la défense ;

VU l'arrêté interministériel du 10 janvier 1974 modifié par l'arrêté du 16 mars 1992, l'arrêté du 7 février 2002 et l'arrêté du 08 avril 2002 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de matières dangereuses ;

VU l'arrêté du 1er janvier 2001 relatif aux transports de matières dangereuses par route (dit arrêté ADR),

VU les décrets n°2010-224 et n°2010-225 du 04 mars 2010 relatifs aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité ;

VU l'arrêté interministériel du 22 décembre 1994 modifié par les arrêtés du 24 décembre 1996, du 04 octobre 1997, du 07 février 2002 et du 08 avril 2002 relatifs aux restrictions de circulation des véhicules de transport de marchandises dont le poids total autorisé en charge est supérieur à 7,5 tonnes,

VU la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la Sécurité civile ;

VU le décret n°2005-1499 du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer du 05 décembre 2005 relatif à la consistance du Réseau Routier National ;

VU le décret n°2006-304 du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer du 16 mars 2006 portant création et organisation des Directions Interdépartementales des Routes ;

VU l'arrêté du 28 mars 2006 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;

VU le rattachement au Plan Intempéries Arc Méditerranéen de la gestion de l'axe A75 dans la traversée de l'Aveyron.

Vu la circulaire du 21 octobre 2008 précisant les modalités de mise en oeuvre des décisions prises dans le cadre de la revue générale des politiques publiques du 4 avril 2008, et désignant le directeur de la DIR Atlantique comme « DIR de zone », chargé d'assurer une mission de coordination des responsables des DIR concernées par la zone de défense sud-ouest.

CONSIDERANT qu'en cas d'intempéries de nature à paralyser la circulation routière, il est nécessaire de décider rapidement, au niveau de la zone, des mesures de gestion du trafic à mettre en oeuvre et d'organiser la coordination entre les services de l'État et les exploitants des infrastructures routières concernées, afin d'assurer la sécurité des usagers et une plus grande fluidité du trafic,

CONSIDERANT également qu'il est indispensable que dans de semblables circonstances, des informations pertinentes et cohérentes puissent être délivrées en temps réel au plus grand nombre d'usagers, et en particulier aux chauffeurs de poids lourds,

## ARRETE

ARTICLE 1 : Le plan intempéries Sud-Ouest, annexé au présent arrêté, est applicable à compter de ce jour.

ARTICLE 2 : Le plan intempéries Sud-Ouest s'applique sur son réseau principal (excepté l'autoroute A75 dans la traversée de l'Aveyron) et son réseau associé tels que définis au paragraphe 1.2 du plan.

La gestion du trafic sur le réseau principal constitue l'objet essentiel du plan. Bien que ce ne soit pas sa vocation première, le dispositif opérationnel du P.I.S.O. peut contribuer, lors de ses périodes de déclenchement, à la coordination des mesures de gestion du trafic et/ou d'assistance et secours sur le réseau associé.

ARTICLE 3 : Le plan intempéries Sud-Ouest est destiné à proposer un ensemble cohérent de mesures, susceptibles d'être mises en œuvre de manière coordonnée, afin de faire face à des événements météorologiques entraînant une dégradation des conditions de circulation du réseau routier principal.

Ces mesures concernent principalement le trafic de transport de marchandises et de transport de matières dangereuses > 7,5 tonnes par la mise en place de restriction de circulation et de zones de stockage et/ou de retournement pour ces catégories de véhicules de part et d'autre de l'intempérie.

ARTICLE 4 :

- Dans les départements de l'Ariège, Aveyron (excepté l'A75), Charente, Charente-Maritime, Corrèze, Creuse, Dordogne, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Deux-Sèvres, Tarn, Tarn-et-Garonne, Vienne et Haute-Vienne, les préfets, les présidents des conseils généraux, les directeurs départementaux de la sécurité publique, les commandants de groupements de gendarmerie départementale,

- Dans la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, le préfet délégué pour la défense et la sécurité, le général commandant la région de gendarmerie d'Aquitaine et la gendarmerie pour la zone de défense Sud-Ouest, le colonel commandant la région de gendarmerie Midi-Pyrénées, le colonel commandant la région de gendarmerie Poitou-Charentes, le colonel commandant la région de gendarmerie Limousin, le contrôleur général directeur départemental de la sécurité publique de Gironde coordonnateur zonal, le commissaire divisionnaire directeur zonal des CRS Sud-Ouest, le chef d'état-major interministériel de zone, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement d'Aquitaine délégué de zone pour l'équipement et les transports, la direction collégiale du CRICR Sud-Ouest,

les directeurs des directions interdépartementales des routes Atlantique, Sud-Ouest, Centre-Ouest et Massif Central,

les directeurs d'exploitation des ASF Ouest-Atlantique, Centre Auvergne, Aquitaine – Midi-Pyrénées et Sud-Atlantique-Pyrénées,

le directeur de la gestion de l'exploitation et de l'ingénierie des ASF à Vedène,

le directeur de l'exploitation de la société Cofiroute,

le directeur de l'exploitation de la société A'lienor,

le directeur de l'exploitation de la société Atlandes.

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la zone de défense Sud-Ouest.

Fait à Bordeaux, le 11 octobre 2011

Le préfet de la région Aquitaine  
Préfet de la zone de défense et de sécurité sud-ouest,  
Préfet de la Gironde  
Patrick STEFANINI

<p align="center"><b>ARRETE CONJOINT PORTANT APPROBATION DU SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE</b></p>
---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE DU MERITE

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE,  
PHILIPPE MADRELLE,  
SENATEUR DE LA GIRONDE,  
CONSEILLER GENERAL DU CANTON DE CARBON-BLANC

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2000-614 modifiée du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage et ses décrets d'application ;

Vu la circulaire UHC/IUH1/12 n°2001-49 du 5 juillet 2000 relative à l'application de la loi du 5 juillet 2000 susvisée ;

Vu l'arrêté conjoint du 27 février 2003 approuvant le schéma départemental d'accueil des gens du voyage du département de la Gironde ;

Vu l'arrêté conjoint du 20 mai 2009 engageant la révision du schéma départemental d'accueil des gens du voyage ;

Vu les avis émis par la commission départementale consultative des gens du voyage du 26 novembre 2010 et du 26 avril 2011 ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes concernées ;

Vu les délibérations des conseils communautaires concernés ;

Vu la délibération du Conseil Général du 30 juin 2011 approuvant à l'unanimité la révision du schéma départemental d'accueil des gens du voyage ;

**ARRETENT :**

**ARTICLE 1er :**

Le « schéma départemental d'accueil des gens du voyage du département de la Gironde 2011-2017 » annexé au présent arrêté est approuvé.

**ARTICLE 2 :**

La commission départementale consultative des gens du voyage établit chaque année un bilan du schéma.

**ARTICLE 3 :**

Le schéma départemental est révisé au plus tard tous les six ans à compter sa date de publication.

**ARTICLE 4 :**


La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde, le Directeur Général des Services départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du Conseil Général de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **24 OCT. 2011**

**Le Préfet de la Gironde**

  
**Patrick STEFANINI**

**Le Président du Conseil Général de la Gironde**

  
**Philippe MADRELLE**



PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

ARRÊTÉ DU 11.10.2011

---

***S.I.V.O.M. DU SECTEUR DE SAINT LOUBES ET DE LA  
VALLEE DE LA LAURENCE (À LA CARTE)  
- RETRAIT D'UNE COMMUNE ET TRANSFORMATION DU  
SIVOM EN SIVU -***

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

**VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les arrêtés antérieurs

09 août 1978 - Création -  
06 août 1979 - Modification des membres et des compétences -  
23 juillet 1986 - Modification des compétences -  
30 mars 1987 - Modification des membres -  
31 mars 1987 - Modification des membres et des compétences -  
12 février 1990 - Modification des membres -  
12 novembre 1990 - Modification des membres et des compétences -  
03 février 1993 - Modification des membres -  
04 juin 1998 - Modification des statuts -  
23 juin 1999 - Modification des compétences -  
04 novembre 2004 - Modification des compétences -  
09 février 2005 - Modification des compétences -  
04 septembre 2006 – Modification des membres et des compétences –

**VU** la délibération de la commune de Pompignac du 25 mars 2010 demandant son retrait du syndicat,

**VU** les délibérations du comité syndical en date du 27 octobre 2010 acceptant la demande de retrait de Pompignac et adoptant de nouveaux statuts mis à jour,

**VU** les délibérations favorables des communes suivantes :

- BEYCHAC-ET-CAILLEAU – MONTUSSAN – POMPIGNAC – SAINT-LOUBES – SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC – YVRAC -

**VU** les nouveaux statuts approuvés,

**CONSIDÉRANT** que les dispositions requises sont remplies,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER - Sont autorisés :

- le retrait de la commune de POMPIGNAC du SIVOM DU SECTEUR DE SAINT LOUBES ET DE LA VALLEE DE LA LAURENCE
- la transformation du S.I.V.O.M. DU SECTEUR DE SAINT LOUBES ET DE LA VALLEE DE LA LAURENCE en S.I.V.U. DU SECTEUR DE SAINT LOUBES ET DE LA VALLEE DE LA LAURENCE

*Les nouveaux statuts annulent et remplacent les précédents, et font l'objet d'une annexe.*

### ARTICLE 2 - Un exemplaire des nouveaux statuts ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées resteront annexés au présent arrêté.

### ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de : **SAINT LOUBES.**

### ARTICLE 4 - Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

### ARTICLE 5 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 11 octobre 2011

P/ LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

ARRÊTÉ DU 11.10.2011

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

---

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DES COTEAUX  
BORDELAIS**  
**- EXTENSION DES COMPETENCES -**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

**VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les arrêtés antérieurs :

12 novembre 2001 - Fixation du Périmètre -

10 décembre 2002 - Création -

24 décembre 2002 - Eligibilité à la DGF Bonifiée -

04 septembre 2006 - Modification des Statuts - Définition de l'intérêt communautaire

10 mai 2007 - Modification des Compétences - Extension des compétences à l'aménagement numérique du territoire

29 juillet 2009 - Modification des Compétences - Retrait de la compétence Accueil périscolaire

11 mars 2010 - Modification des Statuts - Transfert du siège social

**VU** la délibération du conseil de communauté en date du 26 avril 2011,

**VU** les délibérations favorables des communes suivantes :

- BONNETAN - CAMARSAC - CARIGNAN-DE-BORDEAUX - FARGUES-SAINT-HILAIRE - SALLEBOEUF - TRESSES -

**VU** les nouveaux statuts approuvés,

**CONSIDÉRANT** que les dispositions requises sont remplies,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

## A R R E T E

**ARTICLE PREMIER -** La COMMUNAUTE DE COMMUNES DES COTEAUX BORDELAIS est autorisée à se doter de la compétence « accueil des gens du voyage » et à intégrer à ses statuts un nouvel alinéa à l'article 8-2 « Actions Sociales » ainsi rédigé : « *Création, entretien et gestion d'une ou plusieurs aires communautaires d'accueil des gens du voyage prévue au schéma départemental et projet social et éducatif connexe* ».

Les nouveaux statuts annulent et remplacent les précédents, et font l'objet d'une annexe.

**ARTICLE 2 -** Un exemplaire des nouveaux statuts ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 3 -** La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Directeur Régionale de la Jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale,
- . Directeur Départemental de la Protection des Populations,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de : **CENON**.

**ARTICLE 4 -** Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

**ARTICLE 5 -** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 11.10.2011

P/ LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

ARRÊTÉ DU 24.10.2011

---

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE  
PODENSAC**  
**- MODIFICATION DES STATUTS -**

---

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

**VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les arrêtés antérieurs :

30 octobre 2003 - Fixation du Périmètre -  
29 décembre 2003 - Création -  
25 novembre 2004 - Modification des Statuts -  
28 octobre 2005 - Modification des Statuts - Extension des compétences  
30 décembre 2005 - Modification des Compétences - Extension au CISPD et signalisation routière  
19 septembre 2006 - Modification des Compétences - Modification des compétences et des statuts  
18 octobre 2006 - Modification des Compétences - et des statuts  
29 décembre 2006 - Eligibilité à la DGF Bonifiée -  
26 avril 2007 - Modification des Compétences - et des statuts  
12 mars 2008 - Modification des Statuts - modification de l annexe fixant la liste des voies d intérêt communautaire  
16 février 2009 - Modification des Statuts - articles 1, 8 et 9  
09 novembre 2009 - Modification des Compétences - et des statuts  
15 juin 2010 - Modification des Compétences - et des statuts

**VU** les délibérations du conseil de communauté en date du 23 septembre 2010 et du 17 mars 2011,

**VU** les délibérations favorables des communes suivantes :

- ARBANATS- BARSAC - BUDOS - CERONS - GUILLOS - ILLATS - LANDIRAS - PODENSAC - PORTETS -  
PREIGNAC - PUJOLS-SUR-CIRON - SAINT-MICHEL-DE-RIEUFRET - VIRELADE -

**VU** les nouveaux statuts approuvés,

**VU** l'avis de la Sous-Préfète de Langon,

**CONSIDÉRANT** que les dispositions requises sont remplies,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

## A R R E T E

### ARTICLE PREMIER - La COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE PODENSAC

- est autorisée à modifier
  - o l'article 5 - 1° - Aménagement de l'espace, point « Affluents de la Garonne » dont la nouvelle rédaction est « Entretien et gestion des cours d'eau du bassin versant du Ciron (entretien de la ripisylve et du lit des cours d'eau, aménagements piscicoles, sécurisation des descentes de canoë, gestion de la signalétique et des équipements de sécurité, ...)
  - o l'article 5 - 5° - Création, aménagement et entretien de la voirie : compléments et correction au tableau des voies déléguées
- est autorisée à se doter des compétences suivantes :
  - « Information et orientation des personnes âgées ou en situation de handicap et coordination des services dont elles peuvent bénéficier »

Cette compétence est rattachée à l'article 5 - 4° - Politique du logement et du cadre de vie.

Les nouveaux statuts annulent et remplacent les précédents, et font l'objet d'une annexe.

**ARTICLE 2 -** Un exemplaire des nouveaux statuts ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 3 -** La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langon sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de : **PODENSAC.**

**ARTICLE 4 -** Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

**ARTICLE 5 -** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 24 octobre 2011

P/ LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITES  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

**ARRÊTÉ DU 25.10.2011**

---

***ARRÊTÉ FIXANT LA LISTE DES MEMBRES DE LA FORMATION PLÉNIÈRE DE  
LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA COOPÉRATION  
INTERCOMMUNALE  
DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE***

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR ,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 5211-42 et suivants et R 5211-19 et suivants,
- VU** la circulaire NOR/IOCK/1103795/C du Ministère de l'Intérieur du 4 février 2011, relative aux modalités de composition et de fonctionnement de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale (CDCI),
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 fixant la composition de la formation plénière et de la formation restreinte de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale de la Gironde,
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 février 2011 relatif à l'élection des représentants des communes, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et des syndicats mixtes ou intercommunaux,
- VU** la séance de la Commission de Dépouillement et de Recensement des votes du 15 mars 2011,
- VU** les listes des candidats à l'élection des membres de la CDCI,
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011, complété le 14 avril 2011, fixant la liste des 53 membres de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale de la Gironde,
- VU** le décès de Monsieur Laurent Ricci, membre de la CDCI au titre du collège n°3 (collège des maires des autres communes du département),
- VU** le courrier de Madame Chrystel Colmont-Digneau, première candidate non élue au titre du collège n°3 sur la liste « Pour la Défense Républicaine de nos Territoires », acceptant de siéger au sein de la CDCI,
- CONSIDÉRANT** que les conditions requises par l'article R5211-27 sont remplies,
- SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde ;

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - L'arrêté préfectoral du 11 avril 2011, complété le 14 avril 2011, fixant la liste des 53 membres de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale de la Gironde, est abrogé.

**ARTICLE 2** - Comme suite au remplacement de Monsieur Laurent Ricci par Madame Chrystel Colmont-Digneau en tant que représentant du collège n°3 (collège des maires des autres communes du département), la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale, dans sa formation plénière, est composée des 53 membres suivants.

***▶ Au titre du collège n°1 (collège des maires des communes ayant une population inférieure à la moyenne communale) : 8 membres***

Liste « La commune, l'intercommunalité : un avenir commun » :

- Monsieur Gérard CESAR
- Madame Hélène ESTRADE
- Monsieur Jacques BASTIDE
- Madame Marie-France THERON

Liste « Pour la défense républicaine de nos territoires » :

- Monsieur Philippe PLISSON
- Madame Danielle SECCO
- Monsieur Pierre AUGÉY
- Madame Michelle SAINTOUT

***▶ Au titre du collège n°2 : (collège des maires des 5 communes les plus peuplées du département : BORDEAUX, MERIGNAC, PESSAC, TALENCE, VILLENAVE D'ORNON) : 6 membres***

Liste « La commune, l'intercommunalité : un avenir commun » :

- Monsieur Hugues MARTIN
- Monsieur Patrick PUJOL
- Madame Dominique IRIART
- Monsieur Didier CAZABONNE

Liste « Pour la défense républicaine de nos territoires » :

- Monsieur Alain ANZIANI
- Monsieur Jean-Jacques BENOIT



**► Au titre du collège n°3 (collège des maires des autres communes du département):**  
**7 membres**

Liste « La commune, l'intercommunalité : un avenir commun » :

- Monsieur Christophe DUPRAT
- Madame Marie-Hélène DES ESGAULX
- Monsieur Jean-Michel DAVID

Liste « Pour la défense républicaine de nos territoires » :

- Madame Françoise CARTRON
- Monsieur Bernard GUIRAUD
- Madame Marie-Claire ARNAUD
- Madame Chrystel COLMONT-DIGNEAU

**► Au titre du collège n°4 (collège des présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) : 21 membres**

Liste « La commune, l'intercommunalité : un avenir commun » :

- Monsieur Xavier PINTAT
- Monsieur Jean-Pierre BAILLE
- Monsieur Yves FOULON
- Monsieur Bernard PERALDI
- Monsieur David ULMANN
- Monsieur Bernard Philippe LACOSTE
- Monsieur Philippe MEYNARD
- Monsieur Yves D'AMECOURT
- Monsieur Bernard LAURET

Liste « Pour la défense républicaine de nos territoires » :

- Monsieur Yves LECAUDEY
- Monsieur Pierre DUCOUT
- Monsieur Gilbert MITTERRAND
- Monsieur Vincent FELTESSE
- Madame Laurence HARRIBEY
- Monsieur François DELUGA
- Monsieur Philippe PLAGNOL
- Monsieur Sébastien HOURNAU
- Monsieur Jean-Pierre SOUBIE
- Madame Colette SCOTT
- Monsieur Michel FROUIN
- Monsieur Christian TAMARELLE

**► Au titre du collège n°5 (collèges des présidents des syndicats mixtes et syndicats de communes) : 3 membres**

Liste « La commune, l'intercommunalité : un avenir commun » :

- Monsieur Jacky TERRANCLE

Liste « Pour la défense républicaine de nos territoires » :

- Monsieur Vincent NUCHY
- M. Daniel FENELON

**► Au titre du Conseil Général : 5 membres**

- Monsieur Philippe MADRELLE
- Monsieur Bernard DUSSAUT
- Monsieur Jean-Marie DARMIAN
- Monsieur Jean-Luc GLEYZE
- Monsieur Xavier LORIAUD

**► Au titre du Conseil Régional : 3 membres**

- Monsieur Ludovic FREYGEFOND
- Monsieur Nicolas MADRELLE
- Madame Isabelle BOUDINEAU

**ARTICLE 3 -** Les mandats des membres de la Commission cessent à l'occasion du renouvellement des fonctions au titre desquelles ils ont été désignés.

Lorsque, pour quelque cause que ce soit, le siège d'un membre devient vacant, il est attribué pour la durée du mandat restant à courir au premier candidat non élu figurant sur la même liste.

Lorsque les dispositions de l'alinéa précédent ne peuvent plus être appliquées du fait de l'épuisement des listes, il est procédé, dans un délai de trois mois à des élections complémentaires dans le collège considéré.

**ARTICLE 4 -** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 -** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 25 octobre 2011

LE PREFET

PATRICK STEFANINI

---

CONCOURS SUR TITRES  
D'OPQ "RESTAURATION COLLECTIVE"

---

Le Directeur général du centre hospitalier universitaire de BORDEAUX,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

VU le décret n° 91-45 du 14 janvier 1991, modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,

DÉCIDE

**ARTICLE Ier** Un concours sur titres est ouvert au centre hospitalier universitaire de BORDEAUX, en vue de pourvoir **15 postes d'ouvrier professionnel qualifié "Restauration collective"**.

**ARTICLE II** Conditions à remplir :

- ✓ remplir les conditions d'accès à la fonction publique hospitalière :
  - jouir de ses droits civiques,
  - être de nationalité française ou ressortissant des Etats membres de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen,
  - ne pas avoir de mentions portées au bulletin n° 2 de son casier judiciaire incompatibles avec l'exercice de ces fonctions,
  - n'être atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'exercice des fonctions d'ouvrier professionnel qualifié « Restauration collective »,
  - pour les candidats de sexe masculin, se trouver en position régulière au regard des lois sur le recrutement de l'Armée.

- ✓ Etre titulaire d'un diplôme de niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente ;

- ✓ D'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités ;

- ✓ D'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique, soit enfin d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

**ARTICLE III** Les personnes remplissant les conditions ci-dessus énoncées et intéressées par ce concours devaient retirer et adresser leur dossier d'inscription à la direction générale du centre hospitalier universitaire de Bordeaux, direction des ressources humaines, service du recrutement et des concours, 12 rue Dubernat 33404 TALENCE cedex, avant le :

**- jeudi 8 Décembre 2011, minuit cachet de la poste faisant foi -**

**ARTICLE IV** Ce concours est publié et affiché dans tous les établissements du centre hospitalier universitaire de Bordeaux ainsi que dans le recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

**ARTICLE V** Le jury de ce concours sera composé comme suit :

- Le directeur général du centre hospitalier universitaire de Bordeaux ou son représentant, président ;
- Deux techniciens supérieurs hospitaliers en fonction au centre hospitalier universitaire de Bordeaux, membre ;

**ARTICLE VI** Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Talence, le 15 Novembre 2011

Le Directeur général

PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE  
ET DE SECURITE SUD-OUEST

SECRETARIAT GENERAL  
POUR L'ADMINISTRATION  
DE LA POLICE DU SUD-OUEST  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
BUREAU DU RECRUTEMENT

**Arrêté portant ouverture d'un concours  
sur titres pour le recrutement d'adjoints  
techniques de 1<sup>ère</sup> classe de l'intérieur et  
de l'outre-mer**

**Le préfet délégué,  
Pour la défense et la sécurité**

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, et notamment son article 16 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

**VU** la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés ;

**VU** la loi n° 2005-102 du 11/02/2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

**VU** la loi n° 2008-492 du 26 mai 2008 relative aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense ;

**VU** le décret n° 95-979 du 25/08/1995 consolidé par le décret n°2005-38 du 18/01/05 relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article n°27 de la loi n° 84-16 du 11/01/84 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

**VU** le décret n° 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat ;

**VU** le décret n° 2005-1258 du 4 octobre 2005 modifiant le décret n°90-715 du 1<sup>er</sup> août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps des agents des services techniques des administrations de l'Etat ;

**VU** le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat ;

**VU** le décret n° 2009-629 du 05 juin 2009 relatif aux emplois réservés et au contentieux des soins gratuits ;

**VU** le décret n° 2009-1725 du 30 décembre 2009 modifiant certaines dispositions relatives aux délégations de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels du Ministère de l'Intérieur ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 fixant la liste des spécialités des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer ;

**VU** l'arrêté ministériel du 8 janvier 2008 fixant les modalités du recrutement des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer ;

**VU** l'arrêté ministériel du 24 octobre 2011 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'adjoints techniques de 1<sup>ère</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer ;

**SUR** la proposition du secrétaire général adjoint du Secrétariat Général pour l'Administration de la Police du Sud-Ouest ;

## **- ARRETE -**

**ARTICLE 1:** Un concours sur titres pour le recrutement d'adjoints techniques de 1ère classe de l'intérieur et de l'outre-mer est organisé dans le ressort du SGAP Sud-Ouest .

**ARTICLE 2:** Le nombre total de postes est de 22, répartis dans les spécialités suivantes :

- ❖ 4 postes dans la spécialité « accueil, maintenance, logistique » dans les départements suivants :
  - 1 Charente-Maritime / 1 Dordogne / 1 Gironde / 1 Haute-Vienne
- ❖ 10 postes dans la spécialité « entretien et réparation des engins et véhicules à moteurs » dans les départements suivants :
  - 1 Charente-Maritime / 1 Corrèze / 1 Creuse / 2 Haute Garonne / 2 Gironde / 1 Landes / 1 Pyrénées-Atlantiques / 1 Vienne
- ❖ 1 poste dans la spécialité « hébergement et restauration » dans le département suivant :
  - Corrèze
- ❖ 2 postes sont offerts par voie contractuelle aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984 dans les départements suivants:
  - spécialité « hébergement et restauration » : 1 Corrèze
  - spécialité « accueil, maintenance et logistique » : 1 Dordogne
- ❖ 5 postes sont offerts aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre dans les départements suivants :
  - spécialité « entretien et réparation des engins et véhicules à moteur » : 1 Charente-Maritime / 1 Haute Garonne / 1 Gironde
  - spécialité « accueil, maintenance et logistique » 2 Haute-Vienne

**ARTICLE 3:** La clôture des inscriptions à ce concours est fixée au 19 décembre 2011 cachet de la poste faisant foi ;

**ARTICLE 4:** La commission de sélection sur dossier des candidats se tiendra dans les locaux du SGAP Sud-Ouest, 89 cours Dupré de St Maur à Bordeaux courant janvier 2012 ;

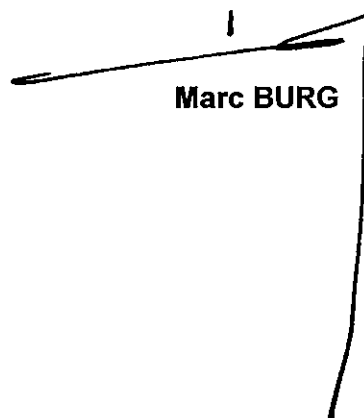
**ARTICLE 5:** Les épreuves d'admission se dérouleront dans le ressort géographique de la zone de défense sud-ouest ;

**ARTICLE 6:** Un arrêté ultérieur fixera la composition de la commission chargée de la sélection des candidatures ;

**ARTICLE 7:**

Le secrétaire général adjoint du Secrétariat Général pour l'Administration de la Police du SUD-OUEST est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 17 NOV. 2011



Marc BURG

PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE  
ET DE SECURITE SUD-OUEST

SECRETARIAT GENERAL  
POUR L'ADMINISTRATION  
DE LA POLICE DU SUD-OUEST  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
BUREAU DU RECRUTEMENT

***Arrêté portant ouverture d'un recrutement sans  
concours pour l'accès au grade d'adjoint  
technique de 2ème classe de l'intérieur et de  
l'outre-mer***

**Le préfet délégué,  
Pour la défense et la sécurité**

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, et notamment son article 16 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

**VU** la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés ;

**VU** la loi n° 2005-102 du 11/02/2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

**VU** la loi n° 2008-492 du 26 mai 2008 relative aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense ;

**VU** le décret n° 95-979 du 25/08/1995 consolidé par le décret n°2005-38 du 18/01/05 relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article n°27 de la loi n°84-16 du 11/01/84 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

**VU** le décret n° 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat ;

**VU** le décret n°2005-1258 du 4 octobre 2005 modifiant le décret n°90-715 du 1<sup>er</sup> août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps des agents des services techniques des administrations de l'Etat ;

**VU** le décret n°2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat ;

**VU** le décret n° 2009-629 du 5 juin 2009 relatif aux emplois réservés et au contentieux des soins gratuits ;

**VU** le décret n°2009-1725 du 30 décembre 2009 modifiant certaines dispositions relatives aux délégations de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels du Ministère de l'Intérieur ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 fixant la liste des spécialités des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer ;

**VU** l'arrêté ministériel du 8 janvier 2008 fixant les modalités du recrutement des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer ;

**VU** l'arrêté ministériel du 24 octobre 2011 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture d'un recrutement sans concours pour l'accès au grade d'adjoint technique de 2ème classe de l'intérieur et de l'outre-mer ;



**SUR** la proposition du secrétaire général adjoint du Secrétariat Général pour l'Administration de la Police du Sud-Ouest ;

## **- ARRETE -**

**ARTICLE 1:** Un recrutement sans concours pour l'accès au grade d'adjoint technique de 2ème classe de l'intérieur et de l'outre-mer est organisé dans le ressort du SGAP Sud-Ouest.

**ARTICLE 2:** Le nombre total de postes est de 27, répartis dans les spécialités suivantes :

- ❖ 7 postes dans la spécialité « accueil, maintenance, logistique » dans les départements suivants :
  - 1 Charente-Maritime / 4 Dordogne / 1 Gironde / 1 Haute Vienne
- ❖ 15 postes dans la spécialité « hébergement et restauration » dans les départements suivants :
  - 1 Aveyron / 2 Charente-Maritime / 4 Corrèze / 2 Dordogne / 2 Gironde / 3 Lot et Garonne / 1 Pyrénées-Atlantiques
- ❖ 2 postes sont offerts par voie contractuelle aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984 dans les départements suivants :
  - spécialité « accueil, maintenance et logistique », 1 Charente-Maritime et 1 Dordogne
- ❖ 3 postes sont offerts aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre dans les départements suivants :
  - spécialité « accueil, maintenance et logistique », 1 Gironde
  - spécialité « hébergement et restauration », 1 Charente-Maritime et 1 Corrèze

**ARTICLE 3:** La clôture des inscriptions à ce recrutement sans concours est fixée au 19 décembre 2011 cachet de la poste faisant foi ;

**ARTICLE 4:** La commission de sélection sur dossier des candidats se tiendra dans les locaux du SGAP Sud-Ouest, 89 cours Dupré de St Maur à Bordeaux courant janvier 2012 ;

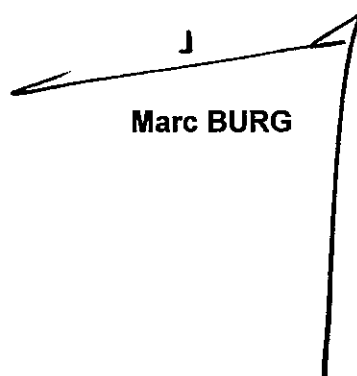
**ARTICLE 5:** Les épreuves d'entretien se dérouleront dans le ressort de la zone de défense du sud ouest ;

**ARTICLE 6:** Un arrêté ultérieur fixera la composition de la commission chargée de la sélection des candidatures ;

**ARTICLE 7:** Le secrétaire général adjoint du Secrétariat Général pour l'Administration de la Police du SUD-OUEST est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans le recueil des actes administratifs de la Préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 17 NOV. 2011

J  
Marc BURG

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' followed by a horizontal line and a vertical line, forming a shape similar to a '7' or a checkmark.



DIRECTION DES  
RESSOURCES  
HUMAINES

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES  
POUR L'ACCES AU GRADE DE  
TECHNICIEN SUPERIEUR HOSPITALIER 2<sup>e</sup> classe**

Un concours externe sur titres pour l'accès au grade de :

TECHNICIEN SUPERIEUR HOSPITALIER 2<sup>e</sup>cl, domaine **CONTROLE, GESTION, INSTALLATION ET MAINTENANCE TECHNIQUE CLIMATIQUE** en application de l'article 4 du décret n°2011-744 du 27 juin 2011, est organisé au Centre Hospitalier de Libourne.

Peuvent faire acte de candidature :

Les personnes titulaire d'un diplôme de niveau III ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret 2007-196 du 13 février 2007.

Le dossier de candidature comprend :

- une lettre de candidature motivée,
- un curriculum vitae,
- la photocopie de la pièce d'identité
- la photocopie de tous les diplômes

Le dossier doit être adressé, le cachet de la poste faisant foi, dans un délai d'un mois à compter de la publication du présent avis, à :

Madame Stéphanie CAZAMAJOUR, Directeur des Ressources Humaines

Centre Hospitalier de LIBOURNE

B.P. 199, 112 rue de la Marne

33505 LIBOURNE CEDEX

Fait à Libourne, le 18 Novembre 2011

Pour Le Directeur et par délégation,  
Le Directeur des Ressources Humaines,

Stéphanie CAZAMAJOUR

PREFET DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION  
REGIONALE DES  
AFFAIRES CULTURELLES

Conservation Régionale  
des Monuments Historiques

---

***Portant inscription au titre des monuments historiques du  
château Rauzan-Ségla à MARGAUX (Gironde)***

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les départements et les régions,

La commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 16 juin 2011,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

**CONSIDERANT que le château Rauzan-Ségla à MARGAUX (Gironde) présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la conservation en raison de la qualité architecturale du château, des communs et de la tour**

**arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Sont inscrits au titre des monuments historiques le château Rauzan-Ségla en totalité, les murs de clôture, les communs (façades et toitures) et leur cour, (à l'exception des chais modernes au Sud-Ouest), le reste du parc et la tour d'Albret. L'ensemble est situé à MARGAUX (Gironde) sur les parcelles n° 30, 31 et 32 d'une contenance respective de 43a 97ca, 17a 68ca et 1ha 17a 32ca, figurant au cadastre section AE et appartenant à la SOCIETE ANONYME « CHATEAU RAUZAN SEGLA » constituée le 20 septembre 1993, numéro SIREN 392 694 881 000 21 dont le siège social est au château de Rauzan Ségla à MARGAUX et dont le représentant est Monsieur John KOLASA. La société en est propriétaire par acte du 8 février 1960 passé devant Me ADENIS-LAMARRE à BORDEAUX (GIRONDE) et publié au Bureau des Hypothèques de BORDEAUX le 17 février 1960 volume 2518 numéro 37.

**Article 2 :** Le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai à Monsieur le Ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

**Article 3 :** Il sera notifié au préfet du département concerné, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Bordeaux, le 18 octobre 2011

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales

Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC

PREFET DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION  
REGIONALE DES  
AFFAIRES CULTURELLES

Conservation Régionale  
des Monuments Historiques

---

***Portant inscription au titre des monuments historiques du  
château Balac à SAINT-LAURENT-DE-MEDOC  
(Gironde)***

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les départements et les régions,

La commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 16 juin 2011,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

CONSIDERANT que le château Balac à SAINT-LAURENT-DE-MEDOC (Gironde) présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la conservation en raison de son architecture classique, encadrée de communs et de bâtiments viticoles

**arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont inscrits au titre des monuments historiques le château Balac en totalité, les bâtiments agricoles (façades et toitures), l'allée d'arrivée et l'ensemble clos de murs à l'exception de la piscine.

L'ensemble est situé à SAINT-LAURENT-DE-MEDOC (Gironde).

L'ensemble appartient à Monsieur TOUCHAIS Luc, Marie, retraité, né le 22 juillet 1948 à DOUE-LA-FONTAINE (Maine-et-Loire), époux de Madame PINEAU Christine.

Le domaine lui appartient par acte de donation-partage passé devant Maître Jean COURJARET, notaire à DOUE-LA-FONTAINE (Maine-et-Loire) le 24 décembre 1982 et enregistré au bureau des hypothèques de LEPARRE (Gironde) le 4 février 1983, volume 3545, numéro 3.

L'ensemble figurant au cadastre section AX, est situé sur les parcelles suivantes :

NUMERO DE LA PARCELLE	CONTENANCE
13	5a 88ca
15	56a 56 ca
16	28a 54ca
17	10a 15ca
18	9a 92ca
22	25a 73ca
309	2a 64ca
310	99a 06ca

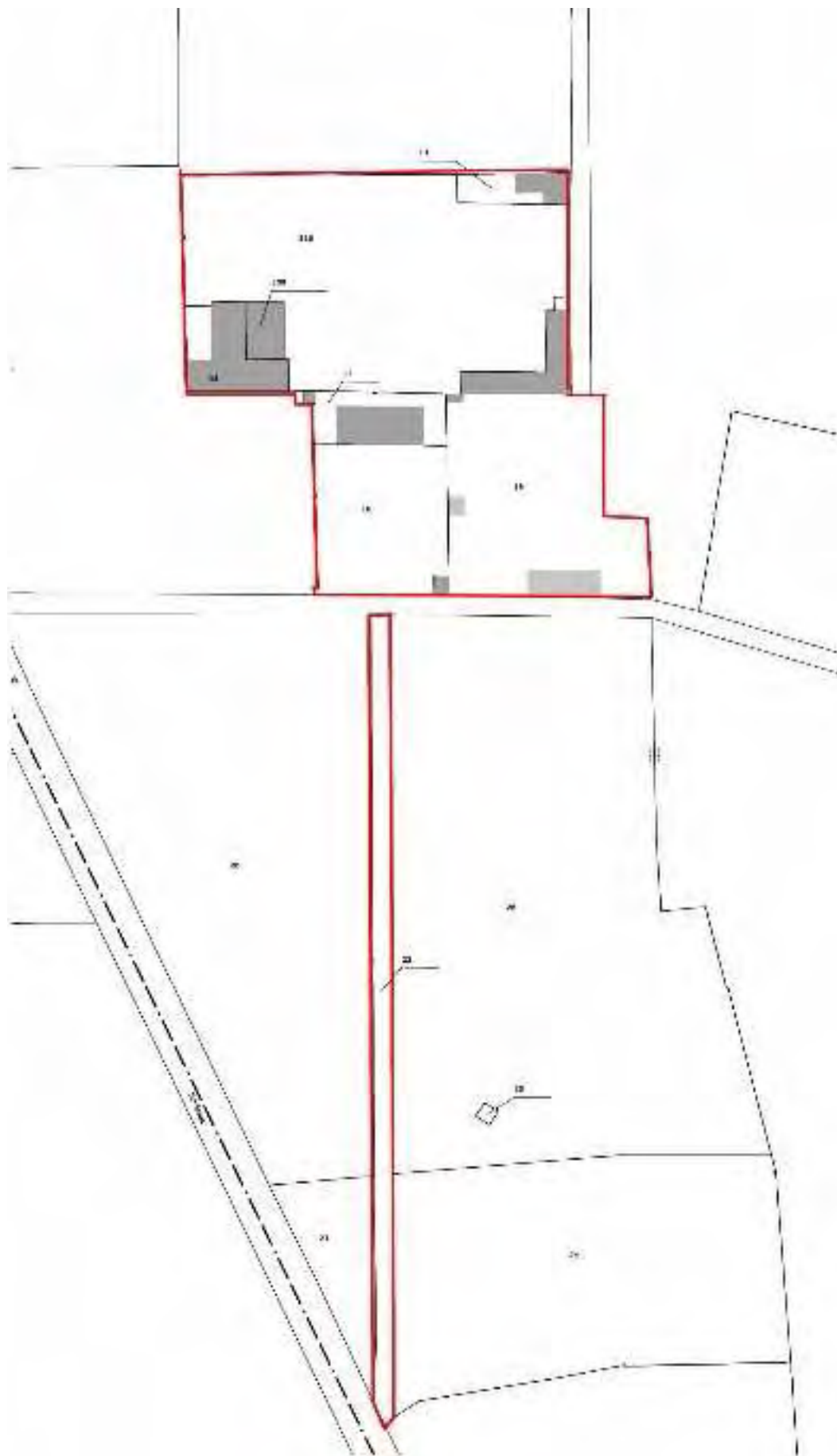
**Article 2 :** Le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai à Monsieur le Ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

**Article 3 :** Il sera notifié au préfet du département concerné, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Bordeaux, le 25 octobre 2011

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales

Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC



PREFET DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION  
REGIONALE DES  
AFFAIRES CULTURELLES

Conservation Régionale  
des Monuments Historiques

---

***Portant inscription au titre des monuments historiques du  
château La Lagune à LUDON-MEDOC (Gironde)***

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les départements et les régions,

La commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 16 juin 2011,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

CONSIDERANT que le château La Lagune à LUDON-MEDOC (Gironde) présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la conservation en raison de la qualité de son architecture et de ses installations viticoles

**arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est inscrit au titre des monuments historiques en totalité le château La Lagune, situé à LUDON-MEDOC (Gironde), ainsi que les communs, façades et toitures (à l'exception des bâtiments modernes), le jardin, les portails, les grilles et l'allée arrière. L'ensemble est situé sur les parcelles n° 2 et 79 d'une contenance respective de 13a et 2ha 70a 03 ca, figurant au cadastre section BH et appartenant à la SOCIETE CIVILE AGRICOLE CHATEAU LA LAGUNE constituée le 3 octobre 2002, numéro SIREN 781 934 732, dont le siège social est au château La Lagune à LUDON-MEDOC et dont la représentante est madame Caroline FREY, demeurant au château La Lagune.

La société en est propriétaire par acte du 13 octobre 1958 passé devant maître Robert DOBIN notaire, 18 allées d'Orléans à BORDEAUX (Gironde) et publié au Bureau des Hypothèques de BORDEAUX le 3 novembre 1958, volume 2408, numéro 17

**Article 2** : Le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai à Monsieur le Ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

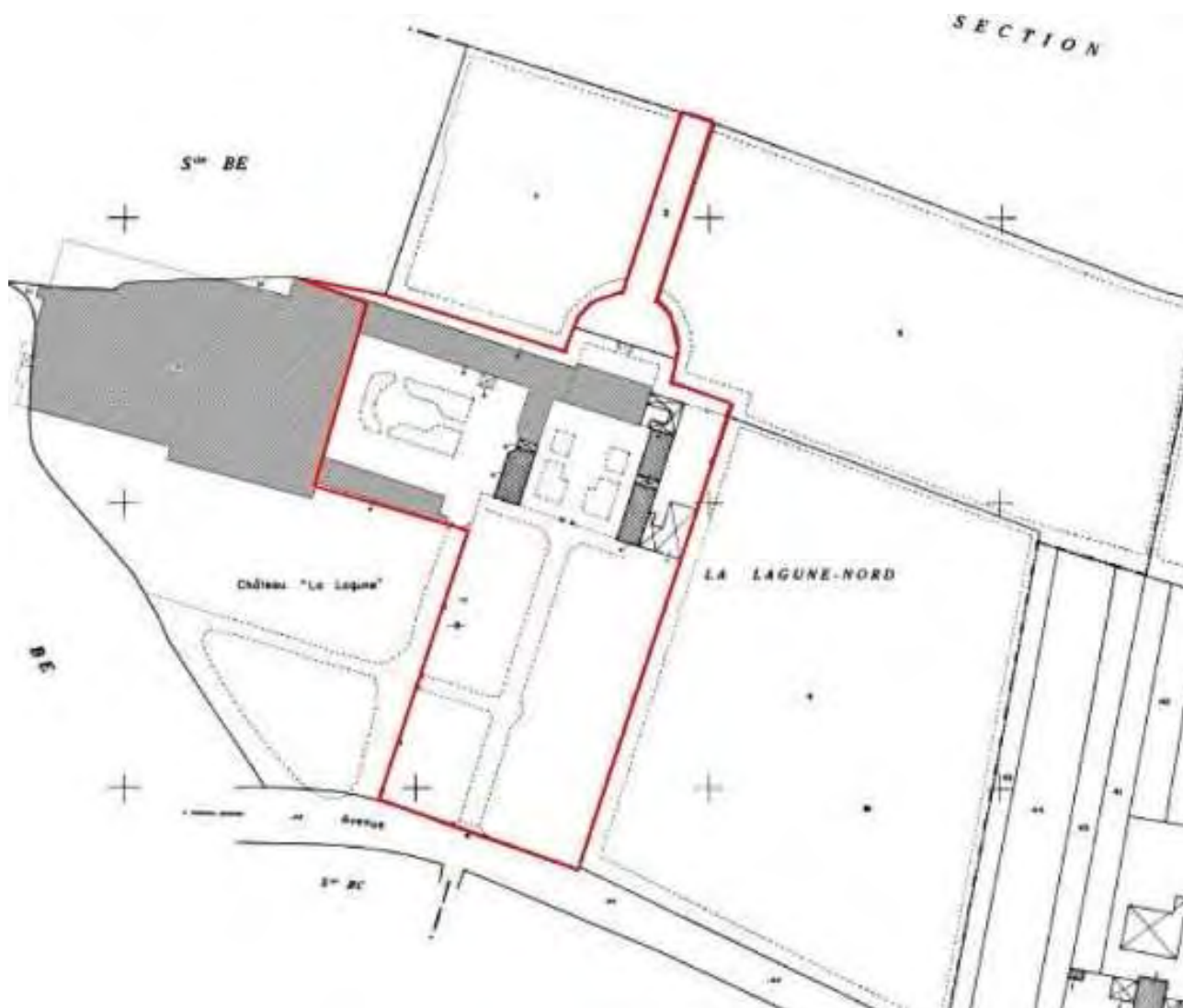
**Article 3** : Il sera notifié au préfet du département concerné, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Bordeaux, le 28 octobre 2011

Pour le Préfet,

L'Adjoint au Secrétaire général pour les affaires régionales,  
Xavier DESURMONT





## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail  
Section n°33A2-33A21

Téléphone : 05 56 00 08 97

Télécopie : 05 56 00 08 88

Monsieur Fabien GRANDJEAN, directeur adjoint du travail en charge de la section d'inspection 33A2, territoire 33A21 du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRE-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSAL-EX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :


La délégation s'exerce sous l'autorité de directeur adjoint du travail signataire.

### Article 3 :

Le directeur adjoint du travail est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

Le Directeur Adjoint du Travail

  
Fabien GRANDJEAN



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé

Inspection du travail section 33A2  
Territoire 33A22

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail  
Section n°33A2-33A22

Téléphone : 05 56 00 08 97

Télécopie : 05 56 00 08 88

Madame Nathalie POUMAREDE, inspectrice du travail en charge de la section d'inspection 33A2, territoire 33A22 du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRE-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatima, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALÉIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspectrice du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspectrice du travail est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

L'inspectrice du travail

Nathalie POUMAREDE

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail  
Section n°333

Téléphone : 05 56 00 08 97

Télécopie : 05 56 00 08 88

Monsieur Sébastien ROUDEAU, inspecteur du travail de la section d'inspection 333 du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRES-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspecteur du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspecteur du travail est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

L'inspecteur du travail

Sébastien ROUDEAU



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé

Inspection du travail section 334

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail

Section n°334

Téléphone : 05 56 00 08 97

Télécopie : 05 56 00 08 88

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Madame Elisabeth GROSSIN, inspectrice du travail de la section d'inspection 334 du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRE-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspectrice du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspectrice du travail est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

L'inspectrice du travail

Elisabeth GROSSIN

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Direction Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail  
Section n°335

Téléphone : 05 56 00 08 97

Télécopie : 05 56 00 08 88

Madame Sandra LAPEYRADE, inspectrice du travail de la section d'inspection 335 du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRE-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspectrice du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspectrice du travail est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

L'inspectrice du travail

Sandra LAPEYRADE

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail  
Section n°336

Téléphone : 05 56 00 08 97

Télécopie : 05 56 00 08 88

Madame Laure MEDJANI, inspectrice du travail de la section d'inspection 336 du département de la Gironde soussignée ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRES-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

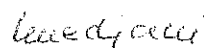
La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspectrice du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspectrice du travail est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

L'inspectrice du travail



Laure MEDJANI



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé

Inspection du travail section 337  
Territoire 3371

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail  
Section n°337-3371

Téléphone : 05 56 00 08 97  
Télécopie : 05 56 00 08 88

Monsieur Patrick MICHEL, directeur adjoint du travail de la section d'inspection 337, territoire 3371, du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHIAIRE-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

La délégation s'exerce sous l'autorité du directeur adjoint du travail signataire.

### Article 3 :

Le directeur adjoint du travail est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011  
Le directeur adjoint du travail

Patrick MICHEL





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé

Inspection du travail section 337

Territoire 3372

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail

Section n°337-3372

Téléphone : 05 56 00 08 97

Télécopie : 05 56 00 08 88

Madame Céline RANQUE, inspectrice du travail en charge de la section d'inspection 337, territoire 3372, du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRE-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspectrice du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspectrice du travail est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

L'inspectrice du travail

Céline RANQUE

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail  
Section n°338

Téléphone : 05 56 00 08 97

Télécopie : 05 56 00 08 88

Madame Patricia BOE, inspectrice du travail de la section d'inspection 338 du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRE-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatima, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWA Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCHEL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

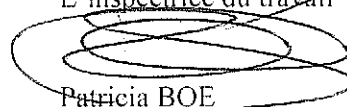
La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspectrice du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspectrice du travail est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

L'inspectrice du travail

  
Patricia BOE

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail  
Section n°339

Téléphone : 05 56 00 08 97

Télécopie : 05 56 00 08 88

Monsieur Patrick MOREAU, inspecteur du travail de la section d'inspection 339 du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRES-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWA Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCHEL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspecteur du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspecteur du travail est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

L'inspecteur du travail

  
Patrick MOREAU

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Mademoiselle Christelle IBANEZ, inspectrice du travail de la section d'inspection 3310 du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRE-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

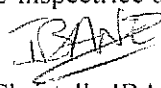
La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspectrice du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspectrice du travail est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

L'inspectrice du travail



Christelle IBANEZ

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Monsieur Julien RIBOULET, inspecteur du travail de la section d'inspection 3311 du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRES-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWA Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCHEL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

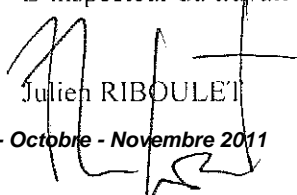
La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspecteur du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspecteur du travail est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

L'inspecteur du travail



Julien RIBOULET

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail  
Section n°3312

Téléphone : 05 56 00 08 97  
Télécopie : 05 56 00 08 88

Madame Monique ARNAUD, inspectrice du travail de la section d'inspection 3312 du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRE-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCEL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspectrice du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspectrice du travail est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 1<sup>er</sup> octobre 2011

L'inspectrice du travail



Monique ARNAUD



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé

Inspection du travail section 3313

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail  
Section n°3313

Téléphone : 05 56 00 08 97

Télécopie : 05 56 00 08 88

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Monsieur René VELLE, inspecteur du travail de la section d'inspection 3313 du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRE-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspecteur du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspecteur du travail est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

L'inspecteur du travail

René VELLE

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail  
Section n°3314-33141

Téléphone : 05 56 00 08 97  
Télécopie : 05 56 00 08 88

Monsieur Jean-Luc CRABOL, directeur adjoint du travail de la section d'inspection 3314, territoire 33141, du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRE-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

La délégation s'exerce sous l'autorité du directeur adjoint du travail signataire.

### Article 3 :

Le directeur adjoint du travail est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011  
Le directeur adjoint du travail

Jean-Luc CRABOL





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé

Inspection du travail section 3314  
Territoire 33142

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail  
Section n°3314-33142

Téléphone : 05 56 00 08 97  
Télécopie : 05 56 00 08 88

Monsieur Didier CHASSAING, inspecteur du travail en charge de la section d'inspection 3314, territoire 33142, du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRE-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRÉ Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspecteur du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspecteur du travail est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17<sup>e</sup> octobre 2011  
L'inspecteur du travail

Didier CHASSAING



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé

Inspection du travail section 3316

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,

de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail

Section n°3316

Téléphone : 05 56 00 08 97

Télécopie : 05 56 00 08 88

Monsieur Sébastien RODEGHIÉRO, inspecteur du travail de la section d'inspection 3316 du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIÉRE-MENNIÉRE Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIÉRE Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspecteur du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspecteur du travail est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

L'inspecteur du travail

Sébastien RODEGHIÉRO



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé

Inspection du travail section 3315

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence, de la  
consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Inspection du travail  
Section n°3315

Téléphone : 05 56 00 08 97

Télécopie : 05 56 00 08 88

Madame Gaëlle MARC, inspectrice du travail de la section d'inspection 3315 du département de la Gironde soussigné ;

Vu les articles L.4731-1 à L.4731-3, L.4721-8, L.4723-1, L.4723-2, L.4731-4, L.4731-6, R.4731-1 à R.4731-8 du code du travail ;

Vu les articles L.8112-5, L.8113-1, L.8113-2, L.8113-4, L.8113-5 du code du travail.

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation est donnée à chacune et chacun des contrôleurs du travail, affectés en section d'inspection sur décision du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine et dont les noms suivent :

Mesdames AGOSTINI Sandrine, ANGELINI-SIMONETTO Ingrid, BADARD Dominique, BATTELLO Joëlle, BOTHAIRES-MENNIER Claude, BRACOT Eliane, BRUN Martine, CASTELLANI Sylvie, CORNE Chantal, DARMANCIER Isabelle, DECHAUME Marie-Françoise, DELAGE Martine, DELATTRE Béatrice, DUBEDAT Sylvie, DUGUE Céline, GRISET Sylvie, HADJ-CHERIF Fatiha, JAMIN Michèle, LACROIX Valérie, LAVIGNASSE Patricia, MARSALEIX Fabienne, MIRAMON Sylvie, PAGES Véronique, SENDEX Véronique, SOORS Barbara, TASSAN MAZZOCCO Corinne, VARAILLON Yolande.

Messieurs BACLET Victor, BON David, KAWÉ Damian, JORIS Olivier, MAIRE Joël, MEDJANI Jean-Paul, MOTHES Jean-François, OYHARCABAL Cyrille, ROUCÉL Didier, SUIRE Cédric, WILLEM Laurent.

- Pour signer toutes mesures utiles, notamment l'arrêt temporaire de travaux ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-1 à L.4731-3 du code du travail, en cas de danger grave et imminent pour la vie ou la santé d'un salarié, constaté sur un chantier du bâtiment ou de travaux publics ;
- Pour signer les demandes de vérifications, la mise en demeure préalable, l'arrêt temporaire de l'activité ainsi que les décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de reprise des travaux prévus aux articles L.4731-2 et L.4731-3 du code du travail, en cas de situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

### Article 2 :

La délégation s'exerce sous l'autorité de l'inspectrice du travail signataire.

### Article 3 :

L'inspectrice du travail est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 17 octobre 2011

L'inspectrice du travail

Gaëlle MARC

**ARRÊTÉ DU 22 novembre 2011**

---

**ARRÊTÉ**  
**PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE EN MATIÈRE D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE**  
**À MONSIEUR YVES JULIEN, ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DES FINANCES PUBLIQUES,**  
**DIRECTEUR DU PÔLE PILOTAGE ET RESSOURCES**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

**VU** le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique;

**VU** le décret n° 82-213 du 2 mars 1982 relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République;

**VU** le décret n°92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de déconcentration;

**VU** la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 et par le décret n°2010-687 du 24 juin 2010;

**VU** le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat;

**VU** le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques;

**VU** le décret du 8 avril 2011, portant nomination de M. Patrick STEFANINI, Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la zone de défense du Sud-Ouest, Préfet de la Gironde;

**VU** le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques;

**VU** le décret du 20 avril 2011 portant affectation de M. Yves JULIEN, Administrateur Général des Finances Publiques, à la Direction Régionale des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde;

**SUR PROPOSITION** de Mme la Secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Délégation de signature est donnée à Monsieur Yves JULIEN, Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur du Pôle Pilotage et Ressources, à effet de

- Signer dans la limite de ses attributions et compétences, tout document, acte, décision, contrat, conclusion, mémoire et d'une façon plus générale, tous les actes se traduisant par l'ordonnancement de dépenses ou de recettes se rapportant au fonctionnement ou à l'équipement de la Direction Régionale des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde (programmes 156, 218, 309, 723, 741 et 743, titres 2, 3 et 5), ainsi que l'ordonnancement de toute recette se rapportant aux attributions et activités de la direction régionale des finances publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde.

- Recevoir les crédits des programmes suivants

n° 156 : « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local »,

n° 218 : « Conduite et pilotage des politique économique et financière »,

n° 309 : « Entretien des bâtiments de l'Etat »,

n° 723 : « Contribution aux dépenses immobilières »,

n°741 : « Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité »,

n°743 : « Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions »,

- Procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3 et 5 des programmes précités et sur le compte de commerce n°907 – “opérations commerciales des domaines”.

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses, ainsi que sur l'émission et la signature des titres de recettes.

**ARTICLE 2 :** Demeurent réservés à la signature du Préfet de la Gironde :

- les ordres de réquisition du comptable public ;
- les décisions de passer outre aux refus de visas et aux avis défavorables de l'autorité chargée du contrôle financier en matière d'engagement des dépenses ;
- l'ordonnancement secondaire des dépenses de l'Etat du programme 833 – Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes.

**ARTICLE 3 :** M. Yves JULIEN peut, en tant que de besoin et sous sa responsabilité, donner délégation de signature aux agents placés sous son autorité dans les conditions prévues par l'article 38 du décret n°2004-374 modifié du 29 avril 2004.

**ARTICLE 4 :** Mme la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde et le Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde

Fait à BORDEAUX le 22 novembre 2011

Le PRÉFET

Patrick STEFANINI

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Bordeaux, le 15 novembre 2011

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
D'AQUITAINE ET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

DIVISION DOMAINE



33060 BORDEAUX CEDEX

### Arrêté portant délégation de signature

Le Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33;

Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques;

Vu le décret du 17 décembre 2009 portant nomination de M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON administrateur général des finances publiques en qualité de directeur régional des finances publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde

### Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M. Bernard GABORIAU, administrateur général des finances publiques et à M. Paul GIRONA, administrateur des finances publiques, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des redevances et produits domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

**Art. 2.** - Mme Cécile ULLRICH, administratrice des finances publiques adjointe, reçoit la même délégation dans la limite de 3.000.000 euros pour les avis d'évaluation domaniale et de 300.000 euros pour les valeurs locatives.

**Art. 3.** – M. Bruno BENEDETTO, inspecteur divisionnaire des finances publiques, reçoit la même délégation dans la limite de 2.000.000 euros pour les avis d'évaluation domaniale et de 200.000 euros pour les valeurs locatives.

**Art. 4.** – Mesdames Sylvie BAUDOUIN, Colette CHABANNE, Réjane DUVIGNAC, Gisèle FEUGAS, Dominique MARENAUD, Erika MOREAU, Yvonne RAZAFINDRAKOTO et Messieurs Patrick DARDE, Jean-Louis FABRE, Eric NGUYEN VAN, Patrick SAUBUSSE, Michel VACHER, inspecteurs des finances publiques, reçoivent la même délégation dans la limite de 1.000.000 euros pour les avis domaniaux en valeur vénale et de 100.000 euros pour les avis en valeur locative.

**Art. 5.** – Mesdames Sylvie CHARROUX, Victoriana FEREOL et Monsieur Patrick RAPIN, contrôleurs des finances publiques, reçoivent la même délégation dans la limite de 500.000 euros pour les avis domaniaux en valeur vénale et de 50.000 euros pour les avis en valeur locative.

**Art. 6.** – Le présent arrêté abroge l'arrêté du 13 juillet 2011.

**Art. 7.** – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la direction régionale des finances publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 15 novembre 2011

Le Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine  
et du département de la Gironde,



**Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON**



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Bordeaux, le 15 novembre 2011

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
D'AQUITAINE ET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

MISSION CABINET-COMMUNICATION

---

DELEGATIONS DE SIGNATURE

---

LE DIRECTEUR REGIONAL DES FINANCES PUBLIQUES D'AQUITAINE  
ET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

ARRÊTE

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mai 2011 de Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde, donnant délégation de signature à M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde, à l'effet de communiquer chaque année aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre du département les différents états indiquant, notamment, conformément aux articles D 1612-1 à D 1612-5 du code général des collectivités territoriales, le montant prévisionnel des bases nettes imposables, les taux nets d'imposition adoptés l'année précédente et les autres informations nécessaires au vote du produit fiscal.

**ARTICLE PREMIER -** Subdélégation de signature en matière de fiscalité locale est donnée à :

M. Bernard GABORIAU, Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur chargé de la Gestion Publique,  
M. Paul GIRONA, Administrateur des Finances Publiques, Adjoint au Directeur chargé de la Gestion Publique,  
M. Jean-Claude FAURE, Administrateur des Finances Publiques Adjoint, Chef de la Division Secteur Public Local,  
Mme Isabelle AGUER, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques, Adjointe au Chef de la Division Secteur Public Local,  
Mme Sophie CADIO-MAURIET, Inspecteur des Finances Publiques, Chef du Service Fiscalité Directe Locale.

**ARTICLE 2 :** L'arrêté du 2 mai 2011 portant subdélégation de signature en matière de fiscalité locale est abrogé à compter du 15 novembre 2011.

**ARTICLE 3 -** Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Finances Publiques



Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Bordeaux, le 15 novembre 2011

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
D'AQUITAINE ET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

MISSION CABINET-COMMUNICATION

### Décision de délégation de signature en matière de contrôle financier régional

L'administrateur général des finances publiques, directeur régional des finances publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde,

Vu le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2005-757 du 4 juillet 2005 relatif au contrôle financier au sein des établissements publics administratifs de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction régionale des finances publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde ;

Vu le décret du 17 décembre 2009 nommant M. Jean Denis de VOYER d'ARGENSON, en qualité de directeur régional des finances publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde ;

Vu la décision du directeur général des finances publiques en date du 3 février 2010 fixant au 1<sup>er</sup> mars 2010 la date d'installation de M. Jean Denis de VOYER d'ARGENSON dans les fonctions de directeur régional des finances publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde ;

**Décide :**

**Article 1** - Délégation générale de signature est donnée à :

M. Olivier GOULET, contrôleur général économique et financier, contrôleur budgétaire en région,

Pour :

- signer tous les actes se rapportant au contrôle financier des dépenses déconcentrées de l'Etat, dans la région aquitaine, à l'exception des refus de visa ;
- signer tous les actes soumis au contrôle financier des établissements publics administratifs de l'Etat, des établissements publics nationaux et des groupements d'intérêt public dans la région aquitaine, selon les arrêtés définissant les modalités d'exercice du contrôle financier des dits établissements.

Mme Patricia DURUT, inspectrice divisionnaire des finances publiques, adjointe du contrôleur général, Melle Nathalie LECLERCQ, inspectrice des finances publiques, chargée de mission au sein de la mission contrôle financier régional,

Mme Nadine LABAT, inspectrice des finances publiques, chef du service secteur Etat au sein de la mission contrôle financier régional,

M. Stéphane TOURATIER, inspecteur des finances publiques, chef du service opérateurs de l'Etat au sein de la mission contrôle financier régional,

Ont les mêmes pouvoirs que le contrôleur budgétaire en région, en cas d'empêchement de celui-ci ou du directeur régional des finances publiques, sans toutefois que cette exigence soit opposable aux tiers.

**Article 2** – La précédente décision du 1<sup>er</sup> mars 2010 est abrogée à compter du 15 novembre 2011. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

Le Directeur Régional des Finances Publiques,

  
Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON

**Arrêté du 22 novembre 2011**

---

***DÉLÉGATION DE POUVOIRS EN MATIÈRE D'HOMOLOGATION  
DES RÔLES D'IMPÔTS DIRECTS***

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu les conventions internationales conclues entre la République française et les Etats étrangers prévoyant une assistance administrative en matière de recouvrement ;

Vu les articles 1658 et 1659 du code général des impôts fixant les conditions d'homologation des rôles d'impôts directs et des taxes assimilées ;

Vu l'article 376-0 bis de l'annexe II du code général des impôts ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 modifié relatif à l'organisation des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2010-986 du 26 août 2010 portant statut particulier des personnels de catégorie A de la direction générale des finances publiques ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Délégation de pouvoirs, pour rendre exécutoires les rôles d'impôts directs et taxes assimilées ainsi que les titres de recouvrement émis par les Etats étrangers dans le cadre des conventions bilatérales d'assistance administrative au recouvrement, est donnée aux collaborateurs du directeur régional des finances publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde ayant au moins le grade d'administrateur des finances publiques adjoint, à l'exclusion de ceux ayant la qualité de comptable.

**Article 2** – L'arrêté préfectoral du 17 octobre 2011 portant délégation de pouvoirs pour l'homologation des rôles d'impôts directs et taxes assimilées est abrogé.

**Article 3** – Mme la Secrétaire générale de la préfecture et le directeur régional des finances publiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à BORDEAUX le 22 novembre 2011

Le PREFET

Patrick STEFANINI

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

-:-:-

***PREFECTURE DE GIRONDE***

-:-:-

**CONVENTION D'UTILISATION**

**033-2011-0075**

*./.. /2011*

**2 9 SEP. 2011**

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée des Domaines, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2010, ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- L'Université Montesquieu – Bordeaux IV, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, représentée par Monsieur Yannick LUNG, son Président, dont les bureaux sont à Pessac, Avenue Léon Duguit, ci-après dénommée l'utilisateur, et pour les besoins du Pôle Universitaire de Sciences de Gestion de Bordeaux, composante et département de l'Université,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, Préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

**EXPOSE**

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un site immobilier situé à **BORDEAUX, ZAC Cœur de Bastide, 35 avenue Abadie.**

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

## CONVENTION

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la convention*

La présente convention, conclue dans le cadre des dispositions des articles R. 128-12 à R. 128-17 du code du domaine de l'Etat, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de *Pôle Universitaire de Sciences de Gestion, composante et département de l'Université Montesquieu Bordeaux IV*, le site immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

### Article 2

#### *Désignation de l'immeuble*

Site immobilier composé de plusieurs bâtiments appartenant à l'Etat sis au ZAC Cœur de Bastide-35, avenue Abadie à Bordeaux, édifié sur une parcelle d'une superficie totale 19 752 m<sup>2</sup>, cadastré section AV n°37,90,102,111 tel qu'elle figure sur le plan ci-annexé. Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

### Article 3

#### *Durée de la convention*

La présente convention est conclue pour une durée de 9 années entières et consécutives qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2011, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

### Article 4

#### *Etat des lieux*

Un état des lieux, établi en double exemplaire, sera dressé contradictoirement entre le propriétaire et l'utilisateur au départ de l'utilisateur.

### Article 5

#### *Ratio d'occupation*

Les surfaces de l'immeuble désigné à l'article 2 sont les suivantes :

-SUB : 18 388,20 m<sup>2</sup>

-SUN : 6 090,20 m<sup>2</sup>

-SHON : 19 752 m<sup>2</sup>

Ceci d'après les informations fournies par le service utilisateur dans la demande de renseignements du 17 mai 2011.

A cette date, les effectifs présents sont les suivants :

-Nombre de postes travail : 164

- Effectifs physiques: 119

- Effectifs Administratifs :53

- ETP : 116,06

En conséquence, le ratio d'occupation de l'immeuble désigné à l'article 2 s'établit à 37,13 mètres carrés par agent.

#### Article 6

##### *Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

#### Article 7

##### *Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

#### Article 8

##### *Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

## Article 9

### *Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses de grosses réparations mentionnées à l'article 606 du code civil, à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue avec les dotations inscrites sur son budget.

Afin de permettre le respect des objectifs fixés par l'Etat dans la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement pour les bâtiments publics, une annexe pourra être ultérieurement adjointe à la présente convention, visant à déterminer les droits et obligations respectifs des bailleur et preneur en la matière et les conséquences qui en résulteraient.

## Article 10

### *Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Sans objet

## Article 11

### *Loyer*

Sans objet.

## Article 12

### *Révision du loyer*

Sans objet.

## Article 13

### *Contrôle des conditions d'occupation*

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble remis à l'utilisateur. Il vérifie notamment l'évolution du ratio d'occupation par agent.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le préfet peut mettre en demeure le service utilisateur de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Si à l'expiration d'un délai de un an, le service utilisateur n'a pas donné suite à l'objet de la mise en demeure, la présente convention est résiliée par le préfet qui détermine la nouvelle localisation du service.

## Article 14

### *Terme de la convention*

#### 14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2019.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

#### 14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-paiement à l'échéance du loyer ou de non-respect par l'utilisateur d'une autre obligation, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige.

La résiliation est prononcée par le préfet.

## Article 15

### *Pénalités financières*

Sans objet.



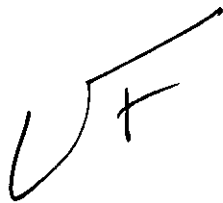
Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

  
**Jean-Louis MEMBRINI**



Le représentant de l'administration  
chargée des domaines,

  
**Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON**

Le préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

  
**Isabelle DILHAC**

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES  
AFFAIRES REGIONALES  
Modernisation et administration générale

Arrêté modificatif du 7/10/2011

Conseil Académique de l'Education Nationale

-Académie de Bordeaux-

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 84.52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur, et notamment son article 19 ;

VU la loi n° 89.486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation, et notamment son article 24 ;

VU la loi n° 92.663 modifiée, complétant la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, et notamment son article 12 ;

VU le décret n° 85.895 du 21 août 1985 relatif aux conseils de l'éducation nationale dans les départements et les académies ;

VU le décret n° 91.106 du 25 janvier 1991 relatif à l'extension à l'enseignement supérieur de la composition et des attributions des conseils de l'éducation nationale dans les académies ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2009 modifié portant renouvellement du Conseil Académique de l'Education nationale – Académie de Bordeaux- ;

VU la demande effectuée par M. le Recteur de l'Académie de Bordeaux en date du 4 octobre 2011 ;

CONSIDERANT qu'il convient de procéder au renouvellement de ce conseil ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale pour les affaires régionales ;

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER – Le a) du IV de l'article premier de l'arrêté préfectoral du 07 décembre 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

#### IV – Collège représentant les usagers

##### a) 7 représentants des parents d'élèves

- au titre des établissements scolaires relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

Titulaires	Suppléants
<b>Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.)</b>	
<b>M. Jean-François DARRACQ</b> FCPE 33	<b>M. Hervé ARNAIZ</b> FCPE 33.
<b>Mme Florence BERGAMO</b> FCPE 33	<b>M. Patrick FERRE</b> FCPE 33
<b>M. Jean-Luc FRAUX</b> FCPE 24	<b>Mme Anne-Marie PENICHOT</b> FCPE 24
<b>Mme Babette SOULIGNAC</b> FCPE 40	<b>Mme Valérie EL BAKKALI</b> FCPE 40
<b>Mme Noëlle GOUBAULT</b> FCPE 47	<b>Mme Myriam TAUZIN</b> FCPE 47
<b>M. Dominique ROUSSET</b> FCPE 64	<b>Mme Fabienne MALFROY</b> FCPE 64
<b>Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (P.E.E.P.)</b>	
<b>Mme Hélène FRETILLERE</b>	<b>M. Bruno BES</b>

**ARTICLE 2** – Mme la Secrétaire générale pour les affaires régionales, M. le Recteur de l'académie de Bordeaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres du conseil académique de l'Education nationale et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Aquitaine et du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux le 7/10/2011

Le Préfet de Région

  
Patrick STEFANINI



PREFET DES LANDES  
PREFET DE LA GIRONDE

POLICE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

\*\*\*\*\*

ARRETE INTER-PREFECTORAL N°40-2011-00039

**Autorisant au titre des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement  
la société ATLANDES  
à réaliser et exploiter les ouvrages et aménagements rendus nécessaires par la mise à 2 x 3  
voies de l'autoroute A63 entre SALLES (33) et SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE (40).**

VU la directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

VU la directive européenne 2000/60/DCE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.214-1 à L.241-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2009 ;

VU le décret du 19 juin 2008 déclarant d'utilité publique et déclarant urgents les travaux d'élargissement de l'autoroute A63 à 2x3 voies entre SALLES (33) et SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE (40)

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au service de Police de l'Eau le 02/02/2011 au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, présenté par ATLANDES représenté par son Président M. DESSIAUME Patrice, enregistré sous le n° 40-2011-00039 ;

VU les avis émis lors de la phase d'instruction administrative :

- par la Fédération Départementale de pêche des Landes du 22 février 2011,
- par le Service Nature et Forêt de la DDTM des Landes du 11 mars 2011,
- par la CLE du SAGE « LEYRE, cours d'eau côtiers et milieux associés » du 15 mars 2011,
- par la CLE du SAGE Nappes Profondes de la Gironde du 16 mai 2011
- par le Service Départemental de l'ONEMA de la Gironde du 18 mars 2011,
- par la Fédération Départementale de pêche de la Gironde du 08 avril 2011,

- par le service Patrimoine, Ressources, Eau, Biodiversité division Eau et Ressources Minérales de la DREAL Aquitaine du 07 avril 2011,
- par la délégation territoriale des Landes de l'Agence régionale de Santé d'Aquitaine du 11 avril 2011,

**VU** l'avis de l'autorité environnementale du 27 mai 2011 ;

**VU** l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 01/06/2011 au 01/07/2011 portant sur le territoire des communes SALLES, SAUGNACQ-ET-MURET, BELIN-BELIET, LIPOSTHEY, LUGOS, PISSOS, LUE, LABOUHEYRE, ESCOURCE, SOLFERINO, ONESSE-ET-LAHARIE, SINDERES, LEPERON, CASTETS, HERM, MAGESCQ et SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE;

**VU** l'avis favorable du conseil municipal de SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE en date du 17 juin 2011 ;

**VU** l'avis favorable du conseil municipal de LABOUHEYRE en date du 17 juin 2011 ;

**VU** l'avis favorable du conseil municipal de SOLFERINO en date du 20 juin 2011 ;

**VU** l'avis assorti de réserves et recommandations du conseil municipal de MAGESCQ en date du 22 juin 2011 ;

**VU** l'avis favorable du conseil municipal de HERM en date du 23 juin 2011 ;

**VU** l'avis favorable du conseil municipal de BELIN-BELIET en date du 07 juillet 2011 ;

**VU** l'avis favorable du conseil municipal de SAUGNACQ ET MURET en date du 12 juillet 2011 ;

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 25/07/2011 ;

**VU** le rapport rédigé par les services de police de l'eau et milieux aquatiques des Landes et de la Gironde en date du 19 août 2011,

**VU** l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques des Landes en date du 6 septembre 2011,

**VU** l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Gironde du 15 septembre 2011,

**CONSIDERANT** que l'opération projetée relève, au regard du dossier présenté par le pétitionnaire, des rubriques 1.1.2.0 (autorisation), 1.2.1.0 (autorisation), 2.1.5.0 (autorisation), 3.1.1.0 (autorisation), 3.1.2.0 (autorisation), 3.1.3.0 (déclaration), 3.1.4.0 (déclaration), 3.1.5.0 (autorisation), 3.2.2.0 (déclaration), 3.2.3.0 (autorisation), 3.3.1.0 (autorisation) de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement;

**CONSIDERANT** que les rescindements, les dérivations de cours d'eau et les protections des berges par enrochement soit sont renaturés, soit donnent lieu à compensation ;

**CONSIDERANT** que les remblais en lit majeur, bien que limités sont de nature à générer des incidences significatives qui donnent lieu à des mesures compensatoires.

**CONSIDERANT** que les travaux de construction de l'autoroute sont de nature à entraîner des impacts sur la végétation des zones humides ainsi que sur la circulation des eaux dans les nappes souterraines peu profondes, ils imposent la mise en place de mesures correctives telles que des dispositifs pour recréer des circulations des eaux ;

**CONSIDERANT** que les orientations du SDAGE Adour-Garonne conduisent à compenser les zones humides impactées au taux de 150% ;

**CONSIDERANT** que les points d'eaux et les nappes souterraines sont susceptibles d'être impactées quantitativement et qualitativement tant par les travaux qu'en phase d'exploitation, et que les mesures de prévention et de protection appropriées seront mises en œuvre, telles que notamment les mesures de suivi à moyen et long terme de ces points d'eau et, en tant que de besoin, la réalisation en enceinte étanche (tubage métallique des pieux de fondation) des fondations des ouvrages d'art pour éviter tout risque de pollution ;

**CONSIDERANT** que les objectifs d'atteinte du bon état écologique et de non dégradation des milieux aquatiques fixés par la Directive Cadre sur l'Eau nécessitent de pouvoir suivre les impacts à moyen et long terme des aménagements liés à l'autoroute A63 et donc la mise en place d'un suivi des différents ouvrages et des milieux concernés ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, notamment une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire a émis un avis favorable dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

**CONSIDERANT** que le Préfet des Landes, appelé ci-après le Préfet, coordonne l'instruction du dossier de demande d'autorisation, la mise en œuvre et le suivi de la présente autorisation ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Landes et du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

## **ARRESENT**

# TABLE DES MATIÈRES

TITRE I -OBJET DE L'AUTORISATION.....	6
Article 1Objet de l'autorisation.....	6
Article 2Sensibilité des milieux aquatiques.....	8
Article 3Station écologique à enjeux.....	8
Article 4Sensibilité des principaux cours d'eau.....	10
TITRE II -PRESCRIPTIONS.....	13
SECTION 1OUVRAGES HYDRAULIQUES.....	13
Article 5Prescriptions spécifiques.....	13
Article 6Dispositions en phase chantier.....	14
Article 7Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle).....	17
Article 8Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.....	18
Article 9Mesures correctives.....	18
Article 11Mesures pour la faune aquatique.....	23
Article 12Prescriptions générales relatives à certaines rubriques.....	24
SECTION 2REMBLAIS EN ZONE INONDABLE.....	26
Article 13Prescriptions spécifiques.....	26
Article 14Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle).....	27
Article 15Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.....	27
Article 16Mesures correctives.....	27
Article 17Prescriptions générales relatives à certaines rubriques.....	27
SECTION 3DÉRIVATIONS DE COURS D'EAU ET PROTECTION DES BERGES PAR EN-ROCHEMENT.....	28
Article 18Prescriptions spécifiques.....	28
Article 19Dispositions en phase chantier.....	30
Article 20Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle).....	31
Article 21Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.....	32
Article 22Mesures correctives.....	32
Article 23Prescriptions générales relatives à certaines rubriques.....	32
SECTION 4REJETS D'EAUX PLUVIALES.....	34
Article 24Prescriptions spécifiques.....	34
Article 25Dispositions en phase chantier.....	35
Article 26Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle).....	35
Article 27Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.....	36
Article 28Mesures correctives.....	37
Article 29Prescriptions générales relatives à certaines rubriques.....	37
SECTION 5REJETS D'ASSAINISSEMENTS DES AIRES ANNEXES.....	38
Article 30Prescriptions spécifiques.....	38
Article 31Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle).....	40
Article 32Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.....	40
Article 33Mesures correctives.....	40
Article 34Prescriptions générales relatives à certaines rubriques.....	40
SECTION 6ASSECHÈMENT ET REMBLAIS DE ZONES HUMIDES.....	41
Article 35Prescriptions spécifiques.....	41
Article 36Dispositions en phase chantier.....	41
Article 37Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle).....	42
Article 38Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.....	42
Article 39Mesures correctives.....	42
SECTION 7CHANTIERS.....	44
Article 40Prescriptions spécifiques.....	44
Article 41Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle).....	48
Article 42Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.....	50

Article 43 Mesures correctives et préventives.....	51
Article 44 Prescriptions générales relatives à certaines rubriques.....	51
SECTION 8 MODALITES DE SUIVI DES PUITES ET DES POINTS D'EAU.....	52
Article 45 Prescriptions spécifiques.....	52
Article 46 Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle).....	52
Article 47 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.....	54
Article 48 Mesures correctives et de suivi.....	54
SECTION 9 LES MESURES COMPENSATOIRES.....	55
SOUS-SECTION A -MESURES COMPENSATOIRES EN FAVEUR DES MILIEUX AQUATIQUES ET DES ZONES HUMIDES.....	55
Article 49 Prescriptions spécifiques.....	55
Article 50 Échéancier.....	58
Article 51 Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle).....	59
Article 52 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident .....	59
SOUS-SECTION B -MESURES CORRECTIVES ET COMPENSATOIRES HYDRAULIQUES .....	60
Article 53 Mesures vis-à-vis des obstacles à l'écoulement général des eaux.....	60
Article 54 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident .....	61
SECTION 10 SUIVI.....	62
Article 55 Prescriptions applicables sur l'ensemble du tracé.....	62
Article 56 Prescriptions applicables sur certaines zones.....	63
TITRE III -DISPOSITIONS GENERALES.....	65
Article 57 Conformité au dossier .....	65
Article 58 pilotage et suivi des travaux .....	65
Article 59 Caractère de l'autorisation.....	66
Article 60 Durée de l'autorisation et renouvellement.....	66
Article 61 Déclaration des incidents ou accidents.....	66
Article 62 Accès aux installations et aux chantiers.....	67
Article 63 Droit des tiers.....	67
Article 64 Arrêté complémentaire.....	67
Article 65 Modification à l'initiative du pétitionnaire.....	67
Article 66 Transmission de l'autorisation à une autre personne.....	68
Article 67 Cessation et remise en état des lieux.....	68
Article 68 Autres réglementations.....	68
Article 69 Publication et information des tiers.....	68
Article 70 Voies et délais de recours.....	69
Article 71 Exécution de l'arrête.....	70



## TITRE I - OBJET DE L'AUTORISATION

### Article 1 Objet de l'autorisation

La société ATLANDES, domiciliée 6, avenue Charles LINDBERGH – 33 700 MERIGNAC, représentée par son Président, désignée ci-après le « pétitionnaire », est autorisée en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser et exploiter les ouvrages et aménagements rendus nécessaires à l'élargissement de l'autoroute A63 à 2x3 voies entre SALLES (33) et SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE (40) sur les communes :

Gironde	Landes
SALLES	SAUGNACQ-ET-MURET
BELIN-BELIET	LIPOSTHEY
LUGOS	PISSOS
	LUE
	LABOUHEYRE
	ESCOURCE
	SOLFERINO
	ONESSE-ET-LAHARIE
	SINDERES
	LESPERON
	CASTETS
	HERM
	MAGESCQ
	SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE

La présente autorisation est accordée aux conditions du dossier de demande d'autorisation présenté par le pétitionnaire sauf prescriptions contraires de la présente autorisation.

La présente autorisation porte sur les ouvrages, installations et travaux liés aux aménagements suivants :

- La réalisation de deux créniaux à 2x3 voies par élargissement de la voirie existante,
- La réalisation des deux stations de péages,
- L'achèvement de la mise aux normes autoroutières,
- La mise en œuvre de l'ensemble des mesures en faveur de l'environnement.

Ces ouvrages peuvent être des ouvrages définitifs (ouvrages hydrauliques, ouvrages de traitement des eaux, remblais en zones humides, dérivations de cours d'eau...) ou des ouvrages provisoires nécessaires (durée de présence estimée de 6 mois à 2 ans) à la construction de ces derniers (ouvrages hydrauliques provisoires, pompes pour les besoins du chantier...)

Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Objet de la rubrique	Régime
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : supérieur ou égal à 200 000 m <sup>3</sup> / an).	Autorisation
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe d'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m <sup>3</sup> /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.	Autorisation
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou dans le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha.	Autorisation
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant un obstacle à la continuité écologique entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation. Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0 ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m.	Autorisation
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m.	Déclaration
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m.	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batracien de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères.	Autorisation
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : surface soustraite supérieure ou égale à 400 m <sup>2</sup> et inférieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Déclaration
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Autorisation
3.2.4.0.	1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supé-	Déclaration

Rubrique	Objet de la rubrique	Régime
	rieur à 5 000 000 m <sup>3</sup> (A) ; 2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L. 431-6, hors plans d'eau mentionnés à l'article L. 431-7.	
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant supérieure ou égale à 1 ha.	Autorisation

Le pétitionnaire se doit de respecter les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages travaux ou activités relevant de ces rubriques jointes au présent arrêté.

### Article 2 Sensibilité des milieux aquatiques

La vulnérabilité résultante des études est une mutualisation des vulnérabilités « eaux souterraines » et « eaux superficielles », la plus pénalisante étant retenue.

Ainsi, trois niveaux de vulnérabilité sont définis :

- la **zone très vulnérable** : zone qui correspond à des secteurs où des forages d'adduction d'eau potable publics ou privés sensibles sont proches de la chaussée, mais aussi toutes les traversées de ruisseaux majorées d'une distance de 200 m forfaitaire de part et d'autre du cours d'eau ainsi que l'ensemble des zones humides répertoriées à enjeux très fort à fort ;
- la **zone moyennement vulnérable** : espace où la propagation d'une pollution est suffisamment lente pour pouvoir être arrêtée, et où les ressources en eau sont exploitées et suffisamment éloignées ;
- la **zone peu ou pas vulnérable** : espace ne présentant quasiment pas de risque pour les nappes à usage d'adduction d'eau potable, ni pour les milieux sensibles.

### Article 3 Station écologique à enjeux

Les prospections écologiques réalisées dans le cadre de l'élaboration des dossiers d'incidences NATURA 2000 et de demande de dérogation ont permis d'identifier des secteurs à enjeux aux alentours du projet d'élargissement de l'A63. Ces secteurs présentent des habitats d'intérêt communautaire qu'il convient de préserver pour les espèces qui y sont associées.

Les zones particulièrement vulnérables de ces secteurs à enjeux (habitats liés aux milieux humides) sont synthétisées dans le tableau suivant et seront classés zones très vulnérables.

Secteur à enjeux	Classement
Affluent du ruisseau de Briouey	Très vulnérable
Ruisseau de Pécherbes	Très vulnérable
Vallée de la Leyre	Très vulnérable
Ruisseau du Moulin de Lugos	Très vulnérable
Étang de Lagourat	Très vulnérable
Ruisseau du Syndic	Très vulnérable

Secteur à enjeux	Classement
Ruisseau et étang de Mille Hommes	Très vulnérable
Craste Rouge	Très vulnérable
Ruisseau et carrière de Barrouil	Très vulnérable
Ruisseau de Maroutine	Très vulnérable
Ruisseau de la Moulasse et du Parc Naou	Très vulnérable
Ruisseau de Lavignolle	Très vulnérable
Ruisseau d'Escource	Très vulnérable
Ruisseau d'Hossegor	Très vulnérable
Ruisseau d'Onesse	Très vulnérable
Ruisseau de Sindères	Très vulnérable
Ruisseau de Coulin	Très vulnérable
Le Vignacq	Très vulnérable
Amont ruisseau de la Palue	Très vulnérable
Ruisseau de la Palue	Très vulnérable
Affluent du ruisseau de la Palue	Très vulnérable
Ruisseau des Forges	Très vulnérable
Ruisseau de Saunus	Très vulnérable
Ruisseau de Magescq	Très vulnérable
Ruisseau de la Papeterie	Très vulnérable

En plus de ces secteurs à enjeux, certains périmètres présentent quelques espèces faunistiques qu'il convient de préserver. Ces derniers sont synthétisés dans le tableau suivant :

Secteur sensible	Classement
Ruisseau de Lilaire	Très vulnérable
Barade de la Limite	Moyennement vulnérable
Ruisseau du Basque	Très vulnérable
Affluent du ruisseau d'Escource	Très vulnérable
Étang du Baqué	Moyennement vulnérable
Ruisseau de la Moulaque	Très vulnérable

Les aires de service et de repos présentent une sensibilité accrue du fait de la surface imperméabilisée qu'elles offrent, du stationnement des véhicules et des systèmes d'assainissement mis en place (traitement des eaux usées des sanitaires). Une mise à jour de la vulnérabilité de ces sites a donc été réalisée à partir des enjeux écologiques présents à proximité, telle que synthétisée dans le tableau suivant.

Nom	Vulnérabilité retenue
Aire de repos de Lugos	Moyennement vulnérable

Nom	Vulnérabilité retenue
Aire de service du Muret	Moyennement vulnérable
Aire de repos de Labouheyre	Peu ou pas vulnérable
Aire de repos d'Onesse & Laharie	Très vulnérable
Aire de service de Souquet	Moyennement vulnérable
Aire de repos de Magescq	Moyennement vulnérable

#### Article 4 Sensibilité des principaux cours d'eau

Les traversés par un cours d'eau de l'autoroute ont été définis comme très vulnérables, majorées d'une distance de 200 m de part et d'autre de l'ouvrage :

Nom
Affluent du ruisseau du BRIOUEY
Ruisseau du BRIOUEY
Ruisseau de PECHERBES
La LEYRE
Affluent de la LEYRE
Affluent du Moulin de LUGOS
Ruisseau du Moulin de LUGOS
Ruisseau du SYNDIC
Ruisseau de MILLE-HOMMES
Ruisseau de PONSESQUET
CRASTE ROUGE
Ruisseau de LILAIRE
Ruisseau de BARROUIL
Le grand BARAT
Craste de MICHEOUS
BARAT de CHANTIE
Affluent du ruisseau du BASQUE
Ruisseau du BASQUE
Ruisseau du pont de DARROUY
Ruisseau du MOUTIC
Ruisseau des FORGES
Ruisseau de CANTELOUP
Affluent du ruisseau du MARINE
Ruisseau du MARINE
Ruisseau de MAROUTINE
Ruisseau de la MOULASSE

Nom
Ruisseau du PARC NAOU
Ruisseau de MAISONNAVE
Ruisseau de LAVIGNOLLE
Affluent nord du ruisseau de ESCOURCE
Affluent sud du ruisseau de ESCOURCE
Ruisseau de ESCOURCE
Ruisseau de TOURNEDOU
Ruisseau de HOSSEGOR
Ruisseau de ONESSE
Ruisseau de SINDERES
Ruisseau de COULIN
Ruisseau de HARENCIN
Affluent du VIGNACQ
LE VIGNACQ
Ruisseau de la PALUE
Affluent du ruisseau de la PALUE
Ruisseau des FORGES
Affluent ruisseau de SAUNUS
Ruisseau de SAUNUS
Ruisseau de MAGESCQ
Affluent ruisseau de la PAPETERIE
Ruisseau de la PAPETERIE
Ruisseau de la MOULAQUE

Cependant, les cours d'eau suivants, interceptés par l'A63, n'ont pas été définis comme des secteurs très vulnérables :

- le petit Barat : **classement moyennement vulnérable** ;
- le fossé des Enchères : **classement moyennement vulnérable** ;
- la barade de la Limite : **classement moyennement vulnérable**.

Afin de respecter le principe de « zone très vulnérable » à moins de 200 m d'un cours d'eau, il faut prendre en compte les cours d'eau longeant l'A63 à moins de 200 m de l'infrastructure. Ainsi, les cours d'eau et plans d'eau synthétisés dans le tableau suivant ne traversent pas directement l'infrastructure :

Nom	Classement retenu
Craste de Montespiau	Moyennement vulnérable
Bras morts de la Leyre	Très vulnérable

Nom	Classement retenu
Étang de Lagourat	Très vulnérable
Affluent ruisseau du Syndic	Très vulnérable
Ruisseau du Syndic	Très vulnérable
Étangs de Mille-Hommes	Très vulnérable
Étang de Barrouil	Très vulnérable
Le Grand Barat	Peu ou pas vulnérable
Barat de Charchey	Peu ou pas vulnérable
Affluent de la barat neuf	Peu ou pas vulnérable
Barat de Chantié	Peu ou pas vulnérable
Affluent de la barade de la limite	Moyennement vulnérable
Étang de l'aire de service de Muret	Moyennement vulnérable
Affluent de la barade de la limite	Moyennement vulnérable
Affluent du ruisseau de Perric	Moyennement vulnérable
Barade de la Commune	Très vulnérable
Affluent à la barade de Larroza	Moyennement vulnérable
Affluent au ruisseau des Forges (FRFR283)	Moyennement vulnérable
Affluent à la barade de Larroza	Peu ou pas vulnérable
Affluent au ruisseau de Canteloup	Peu ou pas vulnérable
Affluent au ruisseau de Canteloup	Peu ou pas vulnérable
Affluent au ruisseau de Canteloup	Peu ou pas vulnérable
Affluent au ruisseau de Canteloup	Peu ou pas vulnérable
Ruisseau de Maisonnave	Très vulnérable
Affluent du ruisseau de la Moulasse	Peu ou pas vulnérable
Affluent ruisseau d'Escource	Moyennement vulnérable
Affluent du ruisseau de la Moulasse	Moyennement vulnérable
Affluent du ruisseau d'Escource	Peu ou pas vulnérable
Cours d'eau isolé	Peu ou pas vulnérable
Étang du Baqué	Moyennement vulnérable
Ruisseau de Tournedou	Très vulnérable
Ruisseau de Coulin	Très vulnérable
Affluent ruisseau de Harencin	Peu ou pas vulnérable
Ruisseau de la Palue	Très vulnérable
Affluent ruisseau des Forges (FRFRR644_2)	Très vulnérable
Ruisseau de la Moulaque	Très vulnérable

### SECTION 1 OUVRAGES HYDRAULIQUES

Les caractéristiques générales de chaque ouvrage sont synthétisées en **ANNEXE I**. Les caractéristiques particulières sont décrites dans les fiches descriptives des ouvrages hydrauliques.

#### Article 5 Prescriptions spécifiques

Certains ouvrages peuvent faire l'objet d'adaptations mineures en phase de travaux, liées à la topographie ou aux contraintes de chantier. Ces adaptations peuvent porter, par exemple, sur la pente exacte de l'ouvrage, la longueur de l'ouvrage ou la forme de l'ouvrage. Ces adaptations ne seront jamais de nature à remettre en cause les principes de dimensionnement retenus, la continuité écologique et le transport sédimentaire.

Une étude détaillée de chaque site est effectuée et fait l'objet d'une validation préalable par le service police de l'eau concerné **au minimum un mois** avant sa réalisation.

Des consolidations de berges en amont et en aval de certains franchissements hydrauliques sont prévues sur un linéaire total maximum de 80 m par cours d'eau (20 m au maximum par rive). Il s'agit d'enrochements extérieurs aux ouvrages : les enrochements liaisonnés continus aux ouvrages sont intégrés dans les longueurs des ouvrages. Ils sont décrits et traités en **Section 3** du présent arrêté.

L'implantation des ouvrages et travaux doit prendre en compte les spécificités environnementales locales. Elle doit notamment ne pas être de nature à perturber sensiblement les écosystèmes terrestres et aquatiques, notamment ceux présentant un intérêt floristique et faunistique, et ne pas engendrer de perturbation significative du régime hydraulique des cours d'eau permanents et intermittents et de l'écoulement naturel des eaux susceptible d'aggraver le risque d'inondation à l'aval comme à l'amont.

#### **1) Les ouvrages de franchissement provisoires :**

La mise en place d'ouvrages de franchissement provisoire peut s'avérer nécessaire lorsque des pistes doivent être réalisées pour des mouvements de matériaux et matériels de part et d'autre des cours d'eau, alors que les ouvrages de franchissement définitif ne sont pas encore en place. Ils sont positionnés, avec les caractéristiques suivantes :

- Calage de l'ouvrage à la même pente que le cours d'eau afin d'éviter toute rupture de pente et maintenir la circulation des poissons ;
- Dimensionnement suffisant pour le transit d'éventuelles crues d'une période de retour de un an. Les ouvrages auront une revanche de 50 cm.
- Évitement des zones de frai potentielles.
- Évitement des milieux humides en lit majeur de proximité immédiate
- Mise en place de bâche de protection sur les milieux à forts enjeux.

Des études hydrauliques spécifiques doivent être fournies pour évaluer l'impact de ces aménagements provisoires sur les crues et les champs d'expansion : des mesures compensatoires provisoires



ou des dispositions spécifiques de repli des installations de chantier en cas de crue, sont à prévoir en fonctions des impacts identifiés.

## **2) Les ouvrages définitifs situés sur les cours d'eau :**

Les ouvrages assurent, autant que possible, par leurs modalités de construction, un éclaircissement naturel (tirant d'air suffisant, évasement des extrémités). La transition entre la luminosité extérieure et celle de l'ouvrage doit être adaptée et progressive avec mise en place si besoin d'un rideau de végétation permettant cette transition..

Les ouvrages ne doivent pas être de nature à modifier le lit du cours d'eau ni sa composition granulométrique de façon significative. Les modifications de berges seront strictement limitées à l'emprise de l'ouvrage et aux protections nécessaires dans les secteurs soumis à des pressions érosives fortes.

Des dispositions sont prises pour éviter les érosions significatives en aval, en amont et à l'intérieur de l'ouvrage. Le dimensionnement de l'ouvrage doit permettre de préserver le libre écoulement des eaux à la surface et ne pas entraîner une aggravation des risques pour la sécurité des biens et des personnes implantées à l'amont et à l'aval.

## **3) Pour tous les ouvrages de franchissement de cours d'eau :**

Le positionnement longitudinal de l'ouvrage (pente et calage du coursier) est adapté de façon à garantir la continuité écologique. Le radier est situé au minimum 30 cm au dessous du fond du lit du cours d'eau et est recouvert d'un substrat de même nature que celui du cours d'eau tout en garantissant la capacité d'écoulement hydraulique de projet.

Dans chaque ouvrage, un lit est aménagé pour garantir à la fois une hauteur d'eau à l'étiage et une rugosité suffisantes permettant la circulation piscicole entre le QMNA5 et 2,5 fois le module. Le raccordement entre l'ouvrage et le lit aval est, si nécessaire, stabilisé par l'aménagement de dispositifs de dissipation de l'énergie au sein ou en sortie de l'ouvrage pour contenir les risques d'érosion progressive. Les ruptures de pente et chutes de plus de 20 cm présentes au sein ou en aval immédiat de certains ouvrages seront nivelées afin de rétablir la circulation piscicole. Le choix des dispositifs et leur dimensionnement sont adaptés aux capacités de nage et de saut des espèces de poissons présentes.

Le calage de l'ouvrage permet en tout temps le maintien d'une lame d'eau suffisante pour assurer la libre circulation des poissons et le transit sédimentaire dans la mesure où un débit existe à l'amont.

## **4) Autres ouvrages définitifs de franchissement de talweg**

Des dispositions sont prises et si besoin des dispositifs mis en place pour éviter l'érosion significative en aval et à l'intérieur de l'ouvrage (dispositif dissipateur d'énergie...).

## **5) Protection de berges génie civil (enrochements)**

Elles sont décrites et traitées en **Section 3**. Lorsque les vitesses d'écoulement sont importantes (> 2 m/s environ), des protections des berges adaptées et efficaces ( les techniques végétales sont privilégiées sauf justification technique impérative autre) et dispositifs de dissipation de l'énergie sont mis en place.

## **Article 6 Dispositions en phase chantier**

## 1) Principes

Le pétitionnaire prend toutes les dispositions nécessaires à la préservation de l'environnement et des écosystèmes terrestres et aquatiques. Afin de limiter les impacts en phase travaux, la construction ou la réfection des ouvrages se fait principalement « à sec » par batardage.

En cas d'impossibilité de travail « à sec », toutes dispositions sont prises pour éviter une pollution des milieux récepteurs, et notamment :

- Absence de stockage de matériaux (dépôts provisoires) à proximité immédiate des cours d'eau et des zones humides, afin de limiter les risques d'apport de matières en suspension dans les eaux et la destruction d'habitats humides.
- Approvisionnement, entretien et réparation des engins de chantier sur des aires spécialement aménagées à cet effet, à l'écart des cours d'eau et des zones humides. Concernant les engins ou matériels peu ou pas mobiles (ou en cas de panne), réalisation des opérations avec protection du sol (tissus absorbants et bacs de rétention), récupération et évacuation des produits éventuellement recueillis.
- Une attention particulière est apportée au coulage des bétons afin que tout écoulement ou ressuyage de laitance de ceux-ci ne polluent pas les eaux et au traitement des matières en suspension et saut de pH avant rejet au milieu. Les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux sont stockés hors d'atteinte de celles-ci. Les matières en suspension issues des différentes phases de travaux font l'objet d'un traitement particulier
- Afin de limiter les risques d'apport de matières en suspension dans les cours d'eau, les dérivations sont mises en eau de manière progressive, adaptée au site et de préférence par la partie aval. Pendant toute la durée de ces opérations, un débit est maintenu à l'aval immédiat des dérivations afin d'empêcher toute rupture d'écoulement.
- Dans le cas où des ouvrages de franchissement provisoires sont à mettre en place dans des tronçons de cours d'eau dérivés, ceux-ci sont systématiquement installés avant la mise en eau de la dérivation, de manière à ne pas créer de mise en suspension de particules fines liées à la pose des ouvrages.
- Lors d'interventions dans le lit d'un cours d'eau nécessitant l'isolement de la zone de chantier, le débit est systématiquement rétabli dans le cours d'eau en aval immédiat de cette zone, et ce pendant toute la durée du chantier. Il est procédé à une pêche électrique de sauvetage du poisson à la charge du pétitionnaire sur les cours dont un enjeu piscicole aura été identifié soit par la Police de l'Eau, l'Onema, ou le pétitionnaire. Elle a lieu le jour de l'isolement du chantier et avant la pose d'ouvrages et l'intervention des engins dans le lit du cours d'eau. Elle est réalisée par un intervenant agréé et en présence si possible d'un agent technique du service départemental de l'ONEMA concerné. Les poissons ainsi capturés sont relâchés en amont immédiat de la zone de chantier. Le planning de ces pêches de sauvetage est envoyé **au minimum un mois** à l'avance au Service de Police des Eaux et au Service Départemental de l'ONEMA concernés. Les espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques sont détruites.
- Les pistes de chantiers autres que celles du contournement de LABOUHEYRE sont localisées dans les emprises autoroutières.

Des précautions renforcées sont prises pour les secteurs sensibles ou dans les cours d'eau hébergeant au minimum une espèce protégée. Les dispositions spécifiques sont définies en **Section 7**.

Tout apport de polluant immédiat ou différé, est proscrit pendant la durée des travaux. Tout apport de charge solide (Matières En Suspension, DCO,...) est strictement inférieur aux valeurs définies à l'**Article 41**.

La valeur de pH limite accepté à ne pas dépasser est 8,5 tout en veillant à ce que la variation de pH ne soit pas supérieure à 2.

## **2) Périodes**

Les travaux directs dans les cours d'eau sont proscrit pendant les périodes de reproduction des espèces présentes dans les milieux. Sur les cours d'eau où les espèces migratrices sont présentes, les migrations devront être préservées lors des travaux. L'article 11 précise les mesures à respecter en phase chantier et en phase exploitation.

Les périodes de réalisation des travaux en cours d'eau seront obligatoirement prises dans les intervalles suivants :

- Pour les cours d'eau à dominante salmonidés (truite,...) du 15 mai au 30 octobre,
- Pour les cours d'eau à dominante les cyprinidés du 15 juillet au 15 février (si le brochet est présent la période d'autorisation est du 15 juillet au 30 janvier).

En cas d'impossibilité de respecter ces prescriptions une demande argumentée de dérogation est transmise au Service de Police de l'Eau concerné **au minimum un mois** avant l'intervention envisagée avec les mesures de correction prévues pour limiter les effets néfastes sur le milieu et les peuplements.

## **3) Organisation du chantier**

Le pétitionnaire établit un plan de chantier et un planning visant, le cas échéant, à moduler dans le temps et dans l'espace l'activité en fonction :

- Des conditions hydrodynamiques, hydrauliques ou météorologiques ;
- De la sensibilité et des enjeux associés à l'écosystème et des risques de perturbation de son fonctionnement ;
- De la nature et de l'ampleur des activités professionnelles et de loisirs

## **4) Informations des Service de Police de l'Eau et des tiers**

Les dispositions retenues pour chaque ouvrage sont transmises au Service de Police de l'Eau concerné le plus tôt possible et **au minimum un mois** avant le début du chantier sous forme de plan coté et d'un protocole technique : elles doivent correspondre à la mise en œuvre des prescriptions énoncées dans la présente autorisation. Le pétitionnaire en adresse également copie au Maire de la commune sur laquelle les travaux sont réalisés, aux fins de mise à disposition du public.

## **5) Espèces invasives**

Toutes les dispositions sont prises pour éviter une dissémination d'espèces invasives (végétales et animales) présentes dans l'aire des travaux : aucun mélange de terres et transfert de terre ou d'engins sans nettoyage n'est autorisé entre les secteurs contaminés et les secteurs indemnes. Un écologue à la charge du pétitionnaire suit l'ensemble des travaux inscrits dans le présent arrêté et définit ces différents secteurs. Un protocole, basé sur les dispositions ayant fait leur preuve est proposé au Service Police de l'Eau concerné **au minimum un mois** avant le début des travaux pour validation. Une attention particulière est portée sur la non utilisation des produits phytosanitaires.

En cas de contamination avérée pendant ou après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire prend toutes les dispositions nécessaires à la non-dissémination et à l'éradication des espèces invasives.

## **6) Remise en état à l'issue des travaux**

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire enlève tous les décombres, terres, dépôts de matériaux et déchets qui peuvent subsister. Pour les ouvrages provisoires (pistes d'accès, passage busé provisoire sur cours d'eau) dont l'implantation a été autorisée provisoirement dans les lits majeurs et mineurs des cours d'eau ou les zones humides, il est nécessaire de remettre en état les sites à l'issue de la phase de chantier en rétablissant les fonctionnalités initiales de ces milieux humides ou zones inondables impactées

Les thalwegs et cours d'eau font également l'objet d'une remise en état à l'issue des travaux permettant de retrouver les conditions initiales de pente, profils en long et en travers et granulométrie du fond de thalweg.

Les dispositifs de traitement des eaux de ruissellement du chantier sont déconnectés en toute fin de chantier, une fois que les dispositifs de traitement des eaux définitifs sont connectés et fonctionnels et que l'ensemble des talus est végétalisé.

## **Article 7 Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)**

Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le bon écoulement des eaux, la continuité écologique (faune terrestre et aquatique) et sédimentaire et le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et déversements. Ils doivent être compatibles avec les différents usages des cours d'eau.

Pour les ouvrages situés sur des cours d'eau, la continuité écologique (faune terrestre et aquatique) et sédimentaire de ces ouvrages est une obligation de résultat. Un suivi des effets des aménagements est réalisé par le pétitionnaire à sa charge, sur une période d'au moins cinq ans. Ce suivi se fait selon les modalités définies à **Article 56**. Le protocole de suivi est transmis au Services Police de l'Eau concerné pour validation **au minimum un mois** avant sa mise en œuvre. Au vu des résultats, les modalités de suivi peuvent être modifiées et des prescriptions complémentaires peuvent être imposées par arrêté inter-préfectoral si nécessaire.

### **1) Les enrochements**

Ils sont décrits et traités en **Section 3**.

### **2) Utilisation de désherbants**

Se reporter à l'**Article 55**.

### **3) Le contrôle des phases de travaux**

Se rapporter à l'**Article 41** concernant la qualité acceptée pour les rejets des eaux de chantier au milieu naturel.

### **Article 8 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le pétitionnaire doit immédiatement interrompre les travaux ou l'incident provoqué et prendre toutes dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et afin d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais le Service Police de l'Eau et le Service Départemental de l'ONEMA concernés de l'incident et des mesures prises pour y faire face ainsi que les collectivités locales, conformément à l'article L.211-5 du code de l'environnement.

Pendant la durée des travaux, le pétitionnaire veille à ne pas entraver l'écoulement des eaux. Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide de jour comme de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude notamment pour les pistes d'accès aux différents ouvrages.

### **Article 9 Mesures correctives**

L'implantation des ouvrages respecte le plus possible les conditions topographiques initiales (pente, longueur de thalweg, ...). Le dimensionnement des ouvrages permet d'assurer la « transparence hydraulique » vis-à-vis des écoulements superficiels extérieurs à la plate-forme routière, par un dimensionnement de tous les ouvrages et aménagements hydrauliques sous la section courante de l'A63 pour une période de retour de 100 ans (Q100) ou pour la crue de débit supérieure connue.

La continuité hydraulique et biologique est assurée pour tous les ouvrages situés sur des cours d'eau qu'ils soient permanents ou pas.

Pour tous les ouvrages sur cours d'eau, le pétitionnaire doit chercher à réserver l'utilisation des techniques d'enrochement aux secteurs où aucune autre solution alternative végétale ne permet d'assurer la stabilité des ouvrages dans le temps. Les techniques végétales vivantes sont donc privilégiées en utilisant des espèces végétales adaptées et naturellement présentes sur les berges et les rives des cours d'eau, ou écologiquement adaptées (hélrophytes, aulnes, saules...)

#### **1) Mesures de protection des berges aux abords des ouvrages hydrauliques**

Afin de garantir la pérennité des ouvrages en cas de crues notamment, les berges et le fond du lit sont protégés en tant que de besoin par des enrochements et/ou des techniques végétales dans les zones sujettes à érosion (zones de jonction des lits des principaux cours d'eau et de leurs berges avec les talus autoroutiers et l'ouvrage hydraulique). Les enrochements présentent les caractéristiques suivantes :

- Implantation et accompagnement techniquement adapté sur un linéaire de 5 m au minimum au-delà de la tête d'ouvrage (comptabilisé dans la longueur de l'ouvrage).
- Mise en place sur le talus jusqu'au niveau des plus hautes eaux (crue centennale).
- Mise en place d'une rugosité au niveau des enrochements au moins similaire à celle des berges initialement en place.

Dans les zones où un seuil enroché doit être aménagé en tête de l'ouvrage, les aménagements et protections des berges et du lit sont réalisées en assurant une continuité hydraulique et écologique

avec le seuil. Si nécessaire, des dispositifs dissipateurs d'énergie peuvent être réalisés pour éviter toute érosion des berges et ainsi limiter la turbidité des eaux. Ils sont décrits et traités en **Section 3**.

Les ouvrages hydrauliques et les enrochements font l'objet d'une compensation décrite en **Section 9**.

Les impacts des dérivations ainsi que des enrochements sont traités en **Section 3**.

## **Article 10 Mesures pour la faune terrestre associés aux cours d'eau**

### **1) Phase chantier**

L'ensemble des dispositions prises pour la ressource en eau pendant le chantier doit permettre de limiter l'impact des travaux sur la faune. Cependant, les mesures suivantes sont également prises afin de minimiser l'impact du chantier sur les espèces protégées.

#### **Limitation des emprises chantier**

Les limitations d'emprises sont optimisées dans le cadre de la conception du projet. Cette mesure doit se traduire par une approche spécifique pour la préparation du chantier aux abords des milieux humides :

- assistance d'un expert spécialisé sur ces milieux ou espèces pour définir, lors de la phase conception, la localisation des pistes et des plateformes techniques ;
- délimitation physique des zones à protéger ;
- suivi des milieux lors de la réalisation du chantier.

#### **Restauration des milieux dégradés par le chantier**

Des pistes temporaires pour le chantier restent indispensables dans des milieux remarquables malgré l'optimisation des emprises. Dans les stations les plus sensibles la mise en place systématique de géotextiles déroulés sur les milieux naturels pour protéger la strate sous-jacente et permettre une réelle extraction totale de tous les matériaux extérieurs.

Compte tenu des enjeux locaux, une attention toute particulière doit être portée sur les landes humides et les boisements hygrophiles.



#### **Périodes d'interventions pour les déboisages et premiers terrassements**

Pour le Vison d'Europe, les travaux de dégagement des emprises ou d'ouverture des milieux excluent les périodes de cantonnement des femelles liées à la mise bas et à l'élevage des jeunes (mars à août inclus).

Pour la Loutre, les reproductions peuvent avoir lieu toute l'année avec tout de même un pic au printemps. Elle bénéficie tout de même du calendrier d'intervention suivant :

	Ja	Fe	Ma	Av	Ma	Ju	Ju	Ao	Se	Oc	No	De
Vison d'Europe, Musaraigne aquatique, loutre												

Période défavorable pour les travaux

Période moyennement favorable pour les travaux	
Période favorables pour les travaux	

### **Organisation particulière du chantier lors de l'ouverture des milieux humides**

Lorsque le chantier intercepte des habitats favorables au Vison d'Europe ou la Loutre, les préconisations dans la mise en œuvre des premières étapes du chantier ont pour objectif d'éviter que des animaux ne soient tués lors de l'enlèvement de la végétation hygrophile et qu'ils ne reviennent sur place.

Deux possibilités sont proposées et sont mises en œuvre en fonction des surfaces concernées.

Dans le cas de petites surfaces ou de linéaires de crastes ou petits ruisseaux :

- phase 1, débroussaillage de la zone à la débroussailleuse à dos pour dégager la végétation dense qui peut servir de gîte ;
- phase 2, un abattage des arbres à la tronçonneuse est effectué sur l'ensemble de l'emprise chantier avant toute intervention d'engins de terrassements ;
- phase 3, tous les bois sont enlevés au plus vite de la zone humide de manière à éviter que l'entassement ne devienne un gîte potentiel pour le Vison ou la Loutre ;
- phase 4, La zone totalement déboisée, les dessouchages peuvent commencer. Les souches sont également extraites de la zone inondable pour éviter qu'elles ne deviennent une zone de gîte ;
- phase 5, une fois ces étapes franchies, les terrassements peuvent être engagés.

Les phases 1 à 5 doivent être opérées dans des délais relativement courts pour éviter qu'entre chaque phase, la végétation basse hygrophile ne repousse. Le degré d'hygrométrie de la zone permet une revégétalisation très rapide.

Dans le cas de surfaces unitaires de plus grande importance, des modalités mécaniques adaptées sont mises en place.

La délimitation des zones devant faire l'objet de ce phasage et les modalités fines de mise en œuvre de ce phasage doivent être définies par un spécialiste des espèces concernées.

## **2) Phase exploitation**

### **Engrillagement**

Dans le cadre de la mise aux normes autoroutières et conformément aux engagements de l'État, l'ensemble de l'A63 est clôturé. Le dispositif est constitué de clôtures de 2 m sur l'ensemble du linéaire, augmenté à une clôture de 2,50 m sur la partie nord du département des landes (pour le cerf). Ce grillage est de plus à mailles progressives ou à mailles fines pour être adapté à la petite faune et assurer l'étanchéité de l'ouvrage vis-à-vis des franchissements (Vison d'Europe).

Afin de ne pas rendre la clôture inefficace, il est nécessaire de mettre en place des dispositifs qui empêchent les petits mammifères (vison, genette...) de passer tout en permettant un bon écoulement des eaux.

Une attention particulière est portée à sa jonction au sol et aux ouvrages pour limiter le risque de détérioration, notamment par les sangliers. Les autres dispositions constructives respectent les recommandations du SETRA. Un suivi régulier des clôtures est réalisé par le concessionnaire en phase d'exploitation afin de s'assurer de leur efficacité.

Sur le côté des ouvrages de franchissement (ponts routiers ou hydrauliques, passages à faune...) ainsi qu'au niveau des portails d'accès, les nappes de grillage doivent être raccordées avec beaucoup de soin à chacune de leurs extrémités, au centimètre près pour éviter que les animaux ne puissent se faufiler.

### **Optimisation dans la localisation des bassins de rétention des eaux pluviales**

L'ensemble de l'assainissement du linéaire est repris et mis aux normes en vigueur.

Une attention particulière vis-à-vis de l'implantation des bassins doit être portée, afin qu'elle soit la moins impactante pour les milieux naturels et les espèces.

Le positionnement de ces bassins doivent être définies par un spécialiste des espèces concernées.

### **Rétablissement de la transparence de connexion pour la faune semi-aquatique**

Des ouvrages sont aménagés afin de restaurer la transparence pour la Loutre et le Vison d'Europe entre les têtes de bassin versants à l'amont de l'infrastructure et le chevelu hydraulique situé en aval du franchissement de l'infrastructure. Ces ouvrages concernent l'ensemble des ruisseaux sur lesquels un enjeu de connexion a été identifié.

Certains aménagements sont couplés avec des travaux liés à la restauration des connexions hydrauliques aquatiques, intéressant les poissons.

Le tableau suivant présente pour chaque ruisseau aménagé le type d'aménagement choisi.

Nom de l'ouvrage	Nom des cours d'eau	Aménagements petite faune projetés	Aménagements sur voies latérales
OH 003	Affluent ruisseau de Briouey	Encorbellements rive gauche (RG) et rive droite (RD) de 40 cm de large	-
OH 009	Ruisseau de Briouey	Encorbellement RG de 40 cm de large	-
OH 034	La Leyre	Plantation buissons et haies basses sur berges	-
OH 063	Ruisseau du Moulin de Lugos	Banquette 3 marches de 40x40 cm en RD	-
OH 076	Absence de cours d'eau	Buse sèche (Ø 800 mm)	-
OH 098	Ruisseau de Mille-Hommes	Banquette 2 marches de 40x40 cm en RG	-
OH 103	Affluent ruisseau de Mille-Hommes	Buse sèche (Ø 1 000 mm)	-
OH 114	Ruisseau de Ponsesquet	Encorbellement de 40 cm de large sur une rive	-
OH 147	Ruisseau de Lilaire	Banquettes 3 marches de 40x40 cm en RG et RD	-



Nom de l'ouvrage	Nom des cours d'eau	Aménagements petite faune projetés	Aménagements sur voies latérales
OH 158	Ruisseau de Barrouil	Seuil de 15 cm en amont buse RD	La buse RD de la voie rétablie sera surélevée de 15 cm afin de créer une continuité avec le seuil de l'OH 158
OH 215	Fossé des Enchères	Cadre sec de 80x80 cm (radier calé sur berge)	-
OH 252	Barade de la Limite	Buse sèche (Ø 1 000 mm)	-
OH 267	Affluent ruisseau du Basque	Encorbellements RG et RD de 40 cm de large	Encorbellements voie rétablie identiques OH 267
OH 274	Ruisseau du Pont de Darrouy	Encorbellement RG de 40 cm de large	-
OH 288	Ruisseau des Forges	Seuil de 15 cm en amont d'un des cadres	Une des buses de la voie rétablie sera surélevée de 15 cm afin de créer une continuité avec le seuil de l'OH 288
OH 374	Ruisseau de Canteloup	Encorbellements RG et RD de 40 cm de large	Encorbellements RG et RD de 40 cm de large dans les nouveaux ouvrages construits
OH 380	Affluent du Ruisseau de Mariné	Buse sèche (Ø 1 000 mm) en RD	-
OH 382	Ruisseau de Mariné	Banquettes 2 marches de 40x40 cm en RG et RD	-
OH 398	Ruisseau de la Moulasse	Banquette 3 marches de 40x40 cm en RD	-
OH 400	Ruisseau du Parc Naou	Encorbellements RG et RD de 40 cm de large	-
OH 413	Ruisseau de Lavignolle	Encorbellements RG et RD de 40 cm de large	Encorbellements RG et RD de 40 cm de large sur les deux OH des bretelles amont
OH 453	Absence de cours d'eau	Encorbellement RD de 40 cm de large	-
OH 482	Affluent sud du ruisseau d'Escource	Buse sèche (Ø 1 000 mm)	-
OH 497	Ruisseau d'Escource	Banquettes 2 marches de 50x50 cm en RG et RD Ecran visuel à Vison sur 25 m autour de l'ouvrage	-
OH 571	Ruisseau d'Hossegor	Banquette 3 marches de 40x40 cm en RD Encorbellement RG de 40 cm de large Renforcement ripisylve	Aménagements d'une banquette et d'un encorbellement identiques OH 571 sur l'OH de la voie rétablie
OH 593	Ruisseau d'Onesse	Banquettes 2 marches de 40x40 cm en RG et RD Encorbellements RG et RD de 40 cm de large	-

Nom de l'ouvrage	Nom des cours d'eau	Aménagements petite faune projetés	Aménagements sur voies latérales
OH 605	Ruisseau de Sindères	Banquettes 2 marches de 40x40 cm en RG et RD Encorbellements RG et RD de 40 cm de large	Aménagements de banquettes et d'encorbellements identiques OH 605 sur l'OH de la voie rétablie
OH 714	Le Vignacq	Banquette 3 marches de 40x40 cm en RG Encorbellement RD de 40 cm de large	-
OH 807	Ruisseau de la Palue	Banquettes 3 marches de 40x40 cm en RG et RD	-
OH 814	Affluent du ruisseau de la Palue	Buse sèche (Ø 1 000 mm)	-
OH 818	Ruisseau des Forges	Banquettes 3 marches de 40x40 cm en RG et RD	-
OH 946	Affluent ruisseau de Saunus	Encorbellements RG et RD de 40 cm de large	-
OH 948	Ruisseau de Saunus	Banquette 3 marches de 40x40 cm en RG	Banquette identique OH 948 sur l'OH de la voie rétablie
OH 952	Ruisseau de Magescq	Banquette 2 marches de 40x40 cm en RG Banquette 1 marche de 40x40 cm en RD Encorbellement RD de 40 cm de large	-
OH 970	Affluent ruisseau de la Papeterie	Encorbellement RG de 40 cm de large	-
OH 977	Ruisseau de la Papeterie	Buses sèches (Ø 1 000 mm) sur chaque rive	Encorbellements RG et RD de 40 cm de large sur l'OH construit.

## Article 11 Mesures pour la faune aquatique

### **1) Phase chantier**

Les périodes d'intervention dans les cours d'eau à enjeu piscicole sont calés en fonction des enjeux piscicoles (périodes de migrations et de ponte) et des enjeux hydrauliques. Ces périodes sont présentées en **ANNEXE II**. La continuité piscicole des cours d'eau répertoriés comme axes à migrateurs amphihalins est préservée par une mise à sec hors période de migration.

Les interventions sur les ouvrages existants s'effectuent selon trois cas possibles, du plus favorable au plus impactant :

- en basculant l'écoulement alternativement d'un demi-ouvrage à l'autre dans le cas d'ouvrages hydrauliques de traversée doubles (*cas 1*) ;

- à sec pour les écoulements intermittents présentant des périodes d'étiage à débit nul suffisamment longues pour permettre la réalisation des travaux (*cas 2*) ;
- en mettant à sec temporairement l'ouvrage hydraulique par la mise en place de batardeau et pompage (*cas 3*).

Le tableau **ANNEXE II** détaille les périodes et durée d'intervention pour chacun des ouvrages réalisés en fonction de leurs caractéristiques. Pour les cours à enjeu piscicole, il est préconisé une intervention entre août et décembre (définie en fonction des espèces présentes) visant à éviter les périodes de migrations et de pontes des espèces sensibles. La période d'étiage est favorisée.

Espèces identifiées	Jan.	Fév.	Mar s	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Aoû t	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.
Anguille												
Brochet												
Lamproie de Paner												
Lamproie des ri- vières												
Lamproie marine												
Truite Fario												
Vandoise												
Vison d'Europe, Mu- saraigue aquatique												



Période de travaux à éviter dans cours d'eau sensible  
Période de travaux avec vigilance spécifique dans cours d'eau sensible  
Période favorable pour travaux dans cours d'eau sensible

Cette approche est approfondie dans les phases ultérieures du projet afin de caler au mieux les périodes d'interventions et les modalités en accord avec les services de l'ONEMA et des fédérations de pêche concernés.

Pendant cette période de travaux optimisée, un ouvrage de canalisation est installé (même de petite taille) afin de relier l'amont et l'aval de la zone de travaux du cours d'eau à enjeu afin de maintenir une liaison, de préférence sans pompage, et faciliter la montaison et la dévalaison notamment des anguilles.

Par ailleurs, des mesures veillent à ne pas entraver l'écoulement des eaux en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.

## **2) En phase exploitation**

Les caractéristiques des aménagements projetés ne portent pas atteinte à la continuité piscicole des ruisseaux en créant un seuil infranchissable (hauteur supérieure ou égale à 20 cm).

Des ouvrages font l'objet d'aménagements afin de restaurer ou d'améliorer la continuité piscicole des cours d'eau traversés (reprises de seuils existants, aménagement d'un lit d'étiage par création d'un seuil en amont d'un ouvrage double...).

## **Article 12 Prescriptions générales relatives à certaines rubriques**

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés suivants :

- L'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature de l'article R.214-1 du code de l'environnement.
- L'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature définies par l'article R.214-1 du code de l'environnement modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006 paru le 25 août 2006.
- L'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature définies par l'article R.214-1 du code de l'environnement modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006 paru le 25 août 2006.

## SECTION 2 REMBLAIS EN ZONE INONDABLE

### Article 13 Prescriptions spécifiques

Les remblais en zone inondables d'une superficie totale de **6 001 m<sup>2</sup>** sont constitués par l'implantation d'ouvrages hydrauliques : des remblais en zone inondables sont nécessaires pour l'implantation des ouvrages hydrauliques suivants : OH 178, OH 267, OH 271, OH 282, OH 288, OH 398, OH 400, OH 948, OH 952 et OH 977

Les remblais en zones humides d'une superficie totale de **29 658 m<sup>2</sup>** sont constitués par l'implantation d'ouvrages hydrauliques et de l'infrastructure autoroutière elle-même : des remblais en zone inondables sont nécessaires pour l'implantation des ouvrages hydrauliques. Par milieux on obtient les surfaces soustraites suivants :

Cours d'eau	Surface impactée par cours d'eau	Surface impactée par bassin versant
Ruisseau de Briouey	4 908 m²	BV Leyre : 22 047 m²
Ruisseau de Pécherbes	1 255 m²	
La Leyre	9 475 m²	
Ruisseau du Moulin de Lugos	5 080 m²	
Craste Rouge	352 m²	
Le Petit Barat	977 m²	
Ruisseau de la Moulasse et du Parc Naou	2 102 m²	BV Canteloup : 2 102 m²
Ruisseau d'Hossegor	107 m²	BV Onesse : 2 742 m²
Ruisseau d'Onesse	33 m²	
Ruisseau de Sindères	2 602 m²	
Ruisseau de la Palue	72 m²	BV Palue : 72 m²
Ruisseau de Saunus	887 m²	BV Magescq : 2 695 m²
Ruisseau de Magescq	68 m²	
Ruisseau de la Papèterie	1 235 m²	
Ruisseau de la Moulaque	505 m²	
TOTAL	29 658 m²	

L'implantation de l'installation, de l'ouvrage ou du remblai doit prendre en compte et préserver les fonctionnalités qui existent entre le cours d'eau et les milieux terrestres adjacents et notamment les écoulements annexes des eaux, le chevelu, les infiltrations dont l'existence de certains milieux naturels comme les zones humides, ou de nappes souterraines, peut dépendre. L'implantation d'une installation, d'un ouvrage ou d'un remblai, doit tenir compte des chemins préférentiels d'écoulement des eaux et les préserver.

**La plus grande transparence hydraulique** est demandée dans la conception et l'implantation des installations, ouvrages ou remblais. Cette transparence hydraulique doit être recherchée, au minimum, jusqu'aux conditions hydrauliques de la plus forte crue historique connue ou celle de la crue centennale si celle-ci lui est supérieure.

La transparence hydraulique est demandée afin de ne pas réduire les capacités naturelles d'expansion des crues dans le lit majeur, de ne pas aggraver les conséquences des inondations et de ne pas constituer de danger pour la sécurité publique en cas de crue.

Les installations, ouvrages ou remblais doivent être conçus ou implantés de façon à réduire au maximum la perte de capacité de stockage des eaux de crue, l'augmentation du débit en aval de leur implantation, la surélévation de la ligne d'eau ou l'augmentation de l'emprise des zones inondables à l'amont de leur implantation.

#### **Article 14 Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)**

Les ouvrages, installations ou remblais sont régulièrement entretenus de manière à garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection à la protection des intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et déversements et au suivi du milieu aquatique. Ils doivent être compatibles avec les différents usages du cours d'eau.

##### **1) Espèces invasives**

Pour éviter une dissémination d'espèces invasives présentes sur l'aval du bassin versant mais absente sur les secteurs amont se reporter à l'**Article 6**.

##### **2) Le contrôle des phases de travaux**

Se rapporter à l'**Article 41** concernant la qualité acceptée pour les rejets des eaux de chantier au milieu naturel.

#### **Article 15 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

Se rapporter aux dispositions de l'**Article 7**.

#### **Article 16 Mesures correctives**

L'ensemble des ouvrages de franchissement des cours d'eau de l'autoroute est dimensionné pour permettre le libre écoulement d'une crue centennale ou plus forte et supérieure la centennale connue, ce qui permettra de ne pas perturber significativement l'écoulement des cours d'eau et ne pas aggraver les conséquences éventuelles des crues à l'amont de l'autoroute.

Une fois réalisé, les ouvrages ne devront pas avoir d'autre impacts que ceux identifiés dans le dossier.

Au vue de ces incidences, des compensations sont nécessaires pour les zones définies dans le tableau de l'**Article 13**.

Ces compensations sont présentés en **Section 9**.

#### **Article 17 Prescriptions générales relatives à certaines rubriques**

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature définie par l'article R.214-1 du code de l'environnement modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006 paru le 25 août 2006.

## SECTION 3 DÉRIVATIONS DE COURS D'EAU ET PROTECTION DES BERGES PAR ENROCHEMENT

### Article 18 Prescriptions spécifiques

La réalisation des ouvrages hydrauliques rétablissant les écoulements des cours d'eau sous le tracé neuf de l'autoroute à LABOUHEYRE impose la dérivation de certains cours d'eau.

Les plans particuliers spécifiques à chaque déviation doivent être transmis pour validation aux services en charge de la Police de l'Eau concerné **au minimum un mois** avant le démarrage des travaux. Ils peuvent faire l'objet d'adaptations liées à la topographie ou aux contraintes des chantiers. Ces adaptations ne sont toutefois jamais de nature à remettre en cause les principes de dimensionnement retenus.

#### **1) Les dérivations**

L'implantation des ouvrages et travaux doit être adaptée aux caractères environnementaux des milieux aquatiques ainsi qu'aux usages de l'eau. Les conditions d'implantation doivent être de nature à éviter ou, à défaut, à limiter autant que possible les perturbations sur les zones du milieu tant terrestre qu'aquatique présentant un intérêt floristique et /ou faunistique. Elles ne doivent ni engendrer de perturbations significatives du régime hydraulique du cours d'eau, ni aggraver le risque d'inondation à l'aval comme à l'amont, ni modifier significativement la composition granulométrique du lit mineur.

En particulier, dans le cas de recours à protections en génie civil (enrochements), le pétitionnaire doit apporter la preuve qu'aucune autre solution (techniques végétales, modification de conception des dérivations limitant les forces érosives) ne permet d'assurer la stabilité des ouvrages dans le temps.

Les travaux et les ouvrages ne doivent pas créer d'érosion progressive ou régressive ni de perturbations significatives de l'écoulement des eaux à l'aval ni accroître les risques de débordement.

Les hauteurs d'eau et vitesses d'écoulement résultant de ces travaux doivent être compatibles avec la capacité de nage des espèces présentes afin de ne pas constituer un obstacle à la continuité écologique. La pente des dérivations doit être similaire autant que possible à la pente naturelle du cours d'eau. Le cas échéant, des méandres peuvent être créés au sein des dérivations, afin d'éviter toute rupture de pente et chute préjudiciables à la circulation des poissons.

**Dans les cas de modifications du profil en long et du profil en travers dans le lit initial du cours d'eau**, le reprofilage du lit mineur est réalisé en maintenant ou rétablissant le lit mineur d'étiage ; il doit conserver la diversité d'écoulements et la rugosité du thalweg naturel. En outre, pour les dérivations du lit mineur tel que la coupure d'un méandre, une attention particulière est apportée aux points de raccordement du nouveau lit. La différence de linéaire du cours d'eau suite au détournement est indiquée. Le nouveau lit doit reconstituer des proportions de faciès d'écoulements comparables et une diversité des profils en travers proche de celle qui existait dans l'ancien lit détourné. Les lits dérivés doivent présenter **les mêmes caractéristiques de pente et débit** que le lit naturel en amont des travaux : les étiages ne doivent pas être aggravés par des pertes d'eau dues à une trop forte perméabilité du lit.

**Dans les cas de modification localisée liée à un ouvrage transversal de franchissement de cours d'eau**, le positionnement longitudinal de l'ouvrage est conforme à l'Article 5.

Le raccordement entre l'ouvrage et le lit aval est, si nécessaire, stabilisé par l'aménagement d'un dispositif de dissipation d'énergie en sortie d'ouvrage pour contenir les risques d'érosion progressive ou régressive en maintenant et assurant la continuité écologique.

## **2) Protection de berges génie civil (enrochements)**

Les protections de berges ne doivent pas réduire la section d'écoulement naturelle du cours d'eau ni conduire à créer une digue et à rehausser le niveau du terrain naturel. Les travaux et les ouvrages ne doivent pas créer d'érosion régressive ni de risques de formation d'embâcles ni de perturbations significatives de l'écoulement des eaux à l'aval.

La dimension des blocs d'enrochement ou des matériaux de protection à utiliser doit être déterminée en tenant compte des contraintes auxquelles ils devront résister (vitesse, profondeur...) et leur mise en place effectuée suivant les règles de l'art. Les enrochements doivent limiter au maximum la migration des sédiments fins des berges, en reposant, par exemple, sur des filtres. Si ces travaux sont destinés à contrôler une érosion de pied, ils doivent être réalisés en descendant la protection de talus avec une butée, ou en créant un tapis de pied qui permettra aux enrochements de s'enfoncer et de s'adapter.

Les protections de berges trop lisses sont proscrites et les techniques qui permettent d'obtenir la même rugosité que celle de la rivière doivent être privilégiées, pour éviter les risques d'affouillement directement à l'aval et d'accélération de l'écoulement des eaux.

Les techniques de protection mixtes consistant à enrocher les pieds de berge et à planter des végétaux en partie haute de la berge doivent respecter les principes précédents. Pour la mise en œuvre de techniques mixtes, les espèces végétales doivent être choisies parmi les espèces naturellement présentes sur les berges et les rives des cours d'eau (à l'exception des espèces invasives), ou écologiquement adaptées (hélrophytes, aulnes, saules...). Les plantations de végétation à système racinaire peu profond ne permettant pas une bonne stabilité de berges et pouvant entraîner des perturbations importantes de l'écoulement des eaux en cas de déracinement, notamment le peuplier, sont proscrites.

Pour tous les ouvrages sur cours d'eau, le pétitionnaire doit chercher à optimiser l'utilisation des techniques d'enrochements aux secteurs où aucune autre solution alternative végétale ne permet d'assurer la stabilité des ouvrages dans le temps. Les techniques végétales vivantes sont donc privilégiées en utilisant des espèces végétales adaptées et naturellement présentes sur les berges et les rives des cours d'eau (à l'exception des espèces invasives), ou écologiquement adaptées (hélrophytes, aulnes, saules...).

## **3) Dérivation de l'affluent du ruisseau de Mariné**

Le rétablissement de l'affluent du ruisseau de Mariné nécessite une dérivation de 90 m de longueur et la construction d'un ouvrage hydraulique de 40,00 m de longueur. Cet ouvrage hydraulique (OH 380, buse Ø 1200 mm) traverse l'autoroute. Cet ouvrage dont le radier est enterré d'au moins 0,30 m permet de rétablir un écoulement hydraulique centennal. Une buse sèche Ø 800 mm calées sur les berges rive droite doit permettre la continuité écologique de la faune terrestre.

## **4) Dérivation du ruisseau de Mariné**

Le rétablissement du Mariné nécessite une dérivation de 135 m de longueur et la construction d'un ouvrage hydraulique de 50,00 m de longueur. Cet ouvrage hydraulique (OH 382, largeur 2,50 m ; hauteur 2,00 m) traverse l'autoroute.



Cet ouvrage dont le radier est enterré d'au moins 0,30 m est équipé sur chaque rive de banquettes de deux marches mesurant 0,40 x 0,40 m. Il a des dimensions suffisantes pour permettre de rétablir un écoulement hydraulique centennal.

## **5) Dérivation du ruisseau de Maroutine**

Le rétablissement du ruisseau de Maroutine nécessite une dérivation de 185 m de longueur. Trois ouvrages hydrauliques permettent au ruisseau de Maroutine de traverser l'autoroute. Un ouvrage existant est conservé en l'état au droit de la voie SNCF. Les aménagements consistent au remplacement de l'OH sous le chemin aval de la voie SNCF par un cadre 1,00 x 1,00 m à radier enterré de 0,30 m (OH 388B) et au remplacement de l'OH sous le chemin amont de la voie SNCF par un cadre 1,50 x 1,50 m à radier enterré de 0,30 m. Ce dernier est prolongé jusqu'au remblai de l'autoroute (OH388A). L'OH existant sous la voie SNCF est curé. Ces ouvrages doivent permettre de rétablir un écoulement centennal ainsi que permettre la continuité écologique pour la faune aquatique.

## **Article 19 Dispositions en phase chantier**

Outre les dispositions spécifiques à cette section, il convient de les compléter avec les dispositions de l'**Article 6**.

### **1) Principes**

Le pétitionnaire prend toutes les dispositions nécessaires à la préservation de l'environnement et des milieux aquatiques. Il établit une description comprenant notamment la composition granulométrique du lit mineur, les profils en travers, profils en long, plans, cartes et photographies adaptés au dimensionnement du projet.

Des précautions renforcées sont prises pour les secteurs sensibles ou dans les cours d'eau hébergeant au minimum une espèce protégée. Les dispositions spécifiques sont définies en **Section 7**.

Tout apport de polluant immédiat ou différé, est proscrit pendant la durée des travaux. Tout apport de charge solide (Matières En Suspension, DCO,...) est strictement inférieur aux valeurs définies à l'**Article 41**.

La valeur de pH limite acceptée à ne pas dépasser est 8,5 tout en veillant à ce que la variation de pH ne soit pas supérieure à 2.

Si cela s'avère nécessaire pour la préservation des espèces piscicoles, des pêches électriques de sauvetage sont réalisées lors des mises en eau des dérivations, sur proposition d'Atlandes ou à la demande des services de Police de l'Eau ou de l'ONEMA. Les poissons capturés sont remis à l'eau sur le même cours d'eau, en amont du secteur travaillé. Les espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques ne sont pas remises à l'eau.

Les pêches sont possibles après l'obtention d'un arrêté d'autorisation délivré par le Service de Police de l'eau concerné. Elles sont réalisées à une date la plus proche du basculement des eaux. Les opérations de sauvetage piscicole sont mises en œuvre par un organisme agréé. Le planning de ces pêches de sauvetage est envoyé au minimum un mois à l'avance au Service de Police des Eaux et au Service Départemental de l'ONEMA concernés. Un compte-rendu des pêches électriques est versé au Service Police de l'Eau et au Services Départemental de l'ONEMA concerné.

### **2) Période**

Les périodes de réalisation des travaux sont conformes à l'**Article 6**.

Le basculement vers les lits néoformés doit se faire en dehors des périodes de reproduction des espèces présentes dans les cours d'eau. En cas d'impossibilité de respecter ces périodes, une demande argumentée de dérogation sera transmise au Service de Police de l'Eau **au minimum un mois** avant intervention envisagée avec les mesures de correction prévues pour limiter les effets néfastes sur le milieu et les peuplements.

### **3) Organisation du chantier**

Le pétitionnaire établit un plan de chantier conforme à l'**Article 6** auquel est rajouté une description graphique

En outre, le plan de chantier précise la destination des déblais et remblais éventuels ainsi que les zones temporaires de stockage : ces stockages ponctuels ne sont pas autorisés en zones inondables ni en zones humides. Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire enlève tous les décombres, terres, dépôts provisoires de matériaux qui peuvent subsister.

### **4) Information du Service de Police de l'Eau et des tiers**

Se reporter à l'**Article 6**.

### **5) Espèces invasives**

Se reporter à l'**Article 6**.

### **6) Remise en état à l'issue des travaux**

Se reporter à l'**Article 6**.

## **Article 20 Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)**

### **1) Les dérivations**

Le protocole de suivi à mettre en place est celui décrit dans l'**Article 7**.

Les lits dérivés doivent présenter les mêmes caractéristiques :

1. de débit que le lit naturel en amont des travaux : les étiages ne doivent pas être aggravés par des pertes d'eau dues à une trop forte perméabilité du lit. Un suivi des débits est réalisé sur les cours d'eau dérivés pendant **un mois** selon des protocoles que le pétitionnaire transmettra au Service de Police de l'Eau concerné **au minimum un mois** avant sa mise en œuvre ; ce protocole comprend notamment un état initial et un minimum de 2 points de contrôle amont et aval.
2. de fonctionnalité pour l'accueil des espèces. Un suivi est réalisé sur les cours d'eau dérivés selon un protocole que le pétitionnaire transmettra au Service de Police de l'Eau **au minimum un mois** avant sa mise en œuvre

### **2) Les enrochements**

Le pétitionnaire veille à ce que la dégradation éventuelle de son ouvrage ne représente pas de risques pour la sécurité publique au droit ou à l'aval de l'ouvrage, ni de risques de formation d'obstacles à l'écoulement des eaux, par effondrement ou transport de blocs solides, par exemple. Dans les cas des techniques mixtes, le déclarant doit assurer un suivi attentif de l'évolution des végétaux

et veiller à ce que leur croissance ne constitue pas d'obstacles à l'écoulement des eaux ni de risques d'embâcles.

### **3) Utilisation de désherbants**

Se reporter à l'Article 55.

### **4) Le contrôle des phases de travaux**

Se reporter à l'Article 41.

### **Article 21 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

Se reporter à l'Article 8.

### **Article 22 Mesures correctives**

#### **1) Conception des dérivations**

Les tronçons de cours d'eau dérivés sont reconstitués de façon à retrouver les caractéristiques et fonctionnalités initiales du lit avant dérivation. Ce principe permet de ne pas compenser la longueur des dérivations. La fonctionnalité finale du milieu doit être équivalente à celle du milieu initial. Il s'agit d'une obligation de résultats qui fait l'objet d'un contrôle (cf **Article 20**). La perte définitive de linéaire de cours d'eau doit être compensée.

#### **2) Mesures de protection des berges au niveau des dérivations**

Au niveau des dérivations de cours d'eau, des dispositifs de protection des berges sont mis en place lorsque les vitesses d'écoulements sont supérieures ou égales à 2 m/s pour le débit de référence des ouvrages hydrauliques. Les dispositifs de protection peuvent être de deux natures différentes : par enrochement ou par génie écologique. Les techniques du génie écologique sont privilégiées aux techniques de génie civil. Une étude détaillée de chaque site est effectuée et fait l'objet d'une validation préalable par le Service de Police de l'Eau concerné **au minimum un mois** avant sa réalisation.

Pour tous les ouvrages sur cours d'eau, le pétitionnaire doit chercher à optimiser l'utilisation des techniques d'enrochements aux secteurs où aucune autre solution alternative végétale ne permet d'assurer la stabilité des ouvrages dans le temps. Les techniques végétales vivantes sont donc privilégiées en utilisant des espèces végétales adaptées et naturellement présentes sur les berges et les rives des cours d'eau (à l'exception des espèces invasives), ou écologiquement adaptées (héléophytes, aulnes, saules...).

#### **3) Compensations**

Ces compensations sont décrites en **Section 9**.

### **Article 23 Prescriptions générales relatives à certaines rubriques**

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés suivants :

- l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement

- l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006 paru le 25 août 2006.

## SECTION 4 REJETS D'EAUX PLUVIALES

### Article 24 Prescriptions spécifiques

L'autoroute, y compris en phase chantier, par sa plate-forme, ses déblais et ses remblais, crée des surfaces sur lesquelles ruissellent les eaux pluviales. Ces eaux sont transportées par des dispositifs de collecte adaptés, entretenus et contrôlés régulièrement vers des points où elles sont rejetées vers le milieu naturel, après un traitement qualitatif et quantitatif. Les eaux pluviales des aires de repos, des barrières de pleine voie, sont également collectées et traitées avant rejet dans le milieu naturel.

Les eaux pluviales de la plate-forme autoroutière sont collectées et traitées par 48 bassins multifonctions répartis sur le parcours et dimensionnés (**ANNEXE III**) :

- Pour écrêter et réguler des débits pour une pluie d'occurrence décennale sur tout le tracé.
- Pour abattre la pollution chronique par décantation pour une pluie d'occurrence biennale.
- Pour confiner une pollution accidentelle pendant une pluie d'occurrence biennale, avec un temps d'intervention des agents d'exploitation égal à une heure pour l'accès et la fermeture du clapet du bassin, et un délai supplémentaire d'une heure pour confiner la pollution dans le bassin.

Ne sont présentés, dans la présente section que les principes généraux applicables à ces dispositifs afin de garantir le respect des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

#### **1) Ouvrages de collecte**

Le réseau est séparatif : un réseau de collecte spécifique doit être mis en place pour les eaux de ruissellement de la plate-forme séparé des eaux de bassins versants naturels. Les ouvrages de collecte sont généralement des cunettes ou des fossés, enherbés ou bétonnés. Le revêtement des ouvrages est choisi de façon à obtenir :

- Dans les zones très vulnérables, des ouvrages bétonnés (caniveau, cunette, fossé...) ou étanches enherbés ;
- Dans les zones moyennement vulnérables, des fossés étanches et enherbés ;
- Dans les zones peu ou pas vulnérables, des fossés non étanches et cloisonnés tous les 200 m.

Le dimensionnement des ouvrages est effectué pour un débit correspondant à une pluie de fréquence décennale.

#### **2) Ouvrages de traitement**

Les ouvrages de traitement doivent assurer, sur tout le tracé de l'autoroute un traitement des eaux collectées sur la plate-forme autoroutière avant rejet par des dispositifs dont les caractéristiques sont :

- Dans les zones de sensibilité forte, des bassins multifonctions étanches assurant le traitement des eaux de ruissellement.

- Dans les zones de sensibilité moyenne, l'enherbement des fossés permettant un abattement suffisant de la pollution chronique ;
- Dans les zones de sensibilité faible, l'infiltration des eaux de ruissellement dans les sols de manière diffuse.

### **3) Fonction de décantation (pollution chronique)**

L'ensemble des ouvrages a la même efficacité : un abattement global variant de 85 à 91 % des MES, supérieur à 100 microns, est demandé. Une lame résiduelle de 0.3 mm environ est maintenue en fond (volume mort), limitant la remise en circulation des particules décantées lors des phases de marnage naturel des bassins.

Les bassins ont une configuration « allongée » afin de maximiser le temps de séjour des particules dans le bassin et ainsi, de favoriser la décantation et le déshuilage. Le ratio longueur du bassin/ largeur du bassin doit être à minima supérieur ou égal à 6.

### **4) Ouvrages types**

Les bassins multifonctions mis en place doivent permettre :

- de traiter la pollution chronique par les dispositifs amont et aval mis en place,
- de confiner une pollution accidentelle associée au volume d'une pluie bimestrielle sur 2 h.

Ils sont composés des éléments suivants :

- dispositif by-pass amont,
- dissipateur d'énergie amont (en enrochement),
- bassin de décantation à fond plat,
- dispositif aval comprenant une lame de déshuilage et un pertuis de sortie permettant la régulation du débit de fuite,
- système de surverse (déversoir de crue),
- des matériaux assurant une perméabilité de  $10^{-9}$  m/s au minimum.

Les bassins fonctionnent en système ouvert. Le confinement d'une pollution nécessite une intervention humaine.

### **Article 25 Dispositions en phase chantier**

Se reporter aux dispositions de la **Section 7** en fonction des secteurs concernés.

### **Article 26 Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)**

#### **1) Suivi du milieu récepteur**

Le pétitionnaire doit respecter la Directive Cadre européenne sur l'Eau soit, dans le cas de rejets au milieu, le respect du bon état chimique des cours d'eau qui doit être atteint en 2015 à l'exception de deux masses d'eau suivantes :

- Les ruisseaux de Hossegor et de Sindères, dont l'échéance de bon état écologique est reportée à 2021.

Pour les modalités à respecter, se reporter aux dispositions de l'**Article 40**.

Les fiches descriptives récapitulent les concentrations des différents effluents pour les approches de la pollution chronique à long terme et de la pollution chronique à court terme. Les modalités de calcul et les fiches descriptives des rejets et de leurs impacts sont présentées en **ANNEXE IV**.

## **2) Entretien**

Une piste d'accès est aménagée sur le pourtour des bassins, ainsi qu'une rampe d'accès au fond, afin de faciliter l'entretien de ce dernier. Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le bon écoulement des eaux et le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et déversements. La fréquence minimale de visite est mensuelle et/ou après chaque pluie de fréquence décennale que ce soit en phase chantier ou en phase exploitation. Les bassins doivent être compatibles avec les différents usages du cours d'eau.

Le pétitionnaire propose un protocole de suivi des ouvrages au Service de Police de l'Eau concerné pour validation : ces contrôles sont consignés dans un registre tenue à la disposition du Service de Police de l'Eau concerné.

## **3) Le contrôle des phases de travaux**

Se reporter à l'**Article 41**.

### **Article 27 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

#### **1) chantier**

Pour la période de chantier, se reporter à l'**Article 40**.

#### **2) confinement des pollutions accidentelles**

Les dispositifs d'obturation des bassins permettent le piégeage d'une pollution accidentelle par déversement sur la chaussée. Le volume total des bassins est donc défini comme le volume correspondant au déversement du volume d'une citerne de 50 m<sup>3</sup> augmenté du volume du ruissellement des eaux de plate-forme engendré par une pluie de durée 2 h.

Ils sont équipés de dispositifs d'obturation manuels à l'amont (par cloison guillotine) et à l'aval (par clapet), pour permettre le confinement d'une pollution accidentelle. En cas de déversement accidentel de polluant miscible à l'eau sur la chaussée, l'obturation est d'abord effectuée en aval afin de confiner le polluant dans le bassin par fermeture du clapet. Lorsque la pollution est entièrement confinée dans le bassin, l'obturation est effectuée à l'amont afin que les eaux de ruissellement n'entraînent pas de débordement du bassin.

#### **3) Accident sur l'autoroute**

En phase d'exploitation, le pétitionnaire prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les effets d'un accident sur les milieux humides et aquatiques. Dès la mise en service de la section d'autoroute, un plan d'alerte en cas de pollution accidentelle est mis en place par le concessionnaire. Celui-ci précise l'organisation retenue afin de mobiliser au mieux, dans l'espace et dans le temps, l'ensemble des moyens techniques et humains mis en œuvre afin de prévenir les pollutions accidentelles. Il comporte tous les plans et pièces graphiques nécessaires à la compréhension du fonctionnement des dispositifs d'assainissement et de traitement des eaux, et précise les conditions d'accès aux différents points de rejets et aux ouvrages de traitement, avec indication des moyens nécessaires (clés,...), le cas échéant des prescriptions relatives à la sécurité des agents chargés des interventions d'urgence ou des opérations de contrôle.

Il est proposé pour validation au Service de Police de l'Eau concerne **au minimum un mois** avant la mise en service de l'autoroute.

#### **4) Information en cas d'accident**

Conformément aux articles L.211-5 et R.214-46 du Code de l'environnement, le pétitionnaire est tenu de déclarer au Préfet et aux Maires des communes concernés, tout incident ou accident survenu dans l'exploitation des équipements autorisés par la présente autorisation et en particulier de tout rejet accidentel qui surviendrait en dépit des dispositifs de protection mis en place.

#### **Article 28 Mesures correctives**

L'aménagement des bassins multifonctions est lié à une obligation de résultats. Le pétitionnaire propose des modalités de suivi et de contrôle au Service de Police de l'Eau concerné **au minimum un mois** avant la mise en service de chaque zone. En cas de défaillance constatée, le pétitionnaire doit prendre toutes dispositions pour respecter les objectifs fixés.

#### **Article 29 Prescriptions générales relatives à certaines rubriques**

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 27 août 1999 portant application du décret no 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration (ou à autorisation suivant la surface totale cumulée) en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret no 93-743 du 29 mars 1993 modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006 paru le 25 août 2006.



## SECTION 5 REJETS D'ASSAINISSEMENTS DES AIRES ANNEXES

### Article 30 Prescriptions spécifiques

#### **1) Assainissement pluvial des aires annexes**

Sur l'ensemble de la section autoroutière, trois niveaux de vulnérabilité pour la ressource en eau ont été définis. En fonction de ces enjeux, les dispositifs retenus pour les aires annexes sont les suivants :

Zone de Stationnement	Type de revêtement chaussées et parkings	Assainissement préconisé		
		Zone 3	Zone 2	Zone 1
Zone VL ouverte en période estivale	Calcaire ou sable traité chaux ciment. Non étanche.	Pas de dispositif particulier. Infiltration dans le milieu. En cas de pollution accidentelle, extraction de la zone polluée.		
Zone VL et bus	Revêtement étanche : enrobé.	Récupération dans un réseau étanche et rejet dans un bassin de traitement.	Récupération dans des cuvettes ou fossés non étanches cloisonnés.	Récupération dans des cuvettes ou fossés non étanches cloisonnés.
Zone poids-lourds	Revêtement étanche : enrobé.	Récupération dans un système étanche, intégré dans le système de traitement de la section courante.		Récupération dans des cuvettes ou fossés non étanches cloisonnés

Les aires annexes projetées ou existantes s'inscrivent dans les zonages de vulnérabilité suivants :

- aires de LUGOS : zone 2 ;
- aires de MURET : zone 2 ;
- aires de LABOUHEYRE : zone 1 ;
- aires de ONESSE et LAHARIE : zone 3 ;
- aires de SOUQUET : zone 2 ;
- aires de MAGESCQ : zone 2.

#### **2) Assainissement des eaux usées des aires annexes**

Les aires de service et de repos ont des réseaux d'eaux usées collectées par un réseau séparatif et dirigées vers un assainissement spécifique adapté. Sont concernées les aires de LUGOS, MURET, LABOUHEYRE, ONESSE ET LAHARIE, SOUQUET et MAGESCQ.

Chaque aire comporte des sanitaires équipés de toilettes et de laves mains, ainsi que de douches pour les sanitaires de la zone PL.

Le dimensionnement du dispositif de traitement des eaux usées est fonction du nombre d'utilisateur circulant sur l'autoroute, du type d'aire (service ou repos) et des équipements. Ce calcul tient compte des pointes estivales ou passagères les weekend.

Le dispositif est le même quel que soit le niveau de sensibilité de la zone.

Pour le traitement des eaux usées, il est mis en place un complexe comprenant une fosse sceptique toutes eaux et un lit drainant horizontal.

En fonction des besoins, il est installé une ou plusieurs installations de ce type par site. Le pétitionnaire propose les ouvrages à mettre en place au Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) concerné **au minimum un mois** avant le début des travaux de mise en place.

Compte tenu de la présence d'une nappe affleurante sur certains sites, le lit drainant est installé dans un tertre ou merlon à environ un mètre du sol.

Des fossés ou cunettes sont placés de part et d'autre du merlon pour rabattre la nappe et canaliser les arrivées d'eau extérieures. Ces fossés (et les lits drainants) sont localisés au centre des aires annexes. Ils ont une longueur restreinte afin d'avoir un impact nul sur les usages alentours.

Dans les aires de service, des dispositions particulières sont prises :

- pour la station service, cette zone est strictement réservée au sous concessionnaire. Les équipements et aménagements du sous-concessionnaire répondent aux règles régissant les installations de carburants (séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales...). Les plans des ouvrages sont fournis au SPANC concerné **au minimum un mois** pour validation avant le début des travaux de mise en place.;
- pour le restaurant, cette zone est strictement réservée au sous concessionnaire. Son dispositif de traitement des eaux usées est réalisé selon le même principe que le dispositif de traitement des sanitaires et dimensionné en fonction de l'affluence maximale admise par le restaurant (nombre de couverts servis). Les dispositifs de traitements des sanitaires de l'aire d'autoroute et du restaurant peuvent être mutualisés. Des équipements spécifiques aux rejets des eaux de cuisines sont mis en place (bac à graisse...). Les plans des ouvrages sont fournis au SPANC concerné **au minimum un mois** pour validation avant le début des travaux de mise en place.;

Les effluents traités seront rejetés dans le milieu naturel, avec un niveau de traitement D4 selon la circulaire 97-31 du 17 février 1997. Le niveau de traitement visé devra répondre à l'objectif de qualité du milieu récepteur.

### **3) Assainissement des barrières pleine voie et des centres d'exploitation**

Les centres d'exploitation de CASTETS et de LABOUHEYRE sont déjà raccordés au réseau d'assainissement collectif des communes concernées.

Les Barrières Pleine Voie (BPV) disposent d'un assainissement non collectif construit sur le même principe que les aires annexes (fosse sceptique et lit drainant). Chaque barrière dispose de deux dispositifs d'assainissement (un par sens de circulation), dimensionnés pour traiter les eaux usées des sanitaires associés plus celles des parkings (et au bâtiment d'entretien pour un sens de circulation de la BPV nord) :

- sur la BPV nord :
  - 12 m<sup>3</sup> par jour sur un des sens de circulation pour traiter les eaux usées des sanitaires d'un bâtiment d'entretien et d'un parking de 70 places PL et 15 places VL (soit 75 EH),

- 10 m<sup>3</sup> par jour sur l'autre sens de circulation pour traiter les eaux usées des sanitaires d'un parking de 70 places PL et 15 places VL (soit 67 EH) ;
- sur la BPV sud, 5 m<sup>3</sup> par jour sur chaque sens de circulation pour traiter les eaux usées des sanitaires de 8 places PL et 15 places VL (soit 31 EH).

Par ailleurs, un site de remplissage pour les véhicules de service est créé au droit du bâtiment d'entretien de la BPV nord. Le dispositif est aménagé à l'aide d'une cuve enterrée de 5 m<sup>3</sup> de gazole, à double paroi afin d'éviter toute fuite sur l'élément de stockage. L'aire de remplissage est imperméabilisée et un dispositif de type débourbeur-déshuileur est aménagé avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales.

### **Article 31 Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)**

#### **1) Entretien du système de collecte des eaux usées et du dispositif d'assainissement non collectif**

Le système de collecte est entretenu à l'eau claire (sans produits d'entretien) sous pression. Conformément à l'arrêté du 6 mai 1996, les dispositifs sont entretenus et contrôlés régulièrement. Le lit drainant horizontal est contrôlé pour en vérifier le colmatage. En cas de colmatage, le sable est extrait, évacué et traité dans un site agréé et remplacé par du sable propre.

#### **2) Le contrôle des phases de travaux**

Le contrôle des phases de travaux est réalisé par le SPANC concerné.

### **Article 32 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

Aucun rejet direct au milieu d'effluents non traités n'est autorisé. En cas de défaillance, le pétitionnaire doit mettre en place tous les moyens nécessaires pour contenir les effluents.

### **Article 33 Mesures correctives**

Sans objet

### **Article 34 Prescriptions générales relatives à certaines rubriques**

La rubrique 2.1.1.0 ne s'applique pas pour les barrières pleine voie et les aires annexes dont les réseaux d'eaux usées sont collectés par un réseau séparatif et la charge en DBO5 est au maximum de 9,00 kg. Les valeurs restent donc inférieures aux valeurs du seuil de déclaration.

## SECTION 6 ASSECHEMENT ET REMBLAIS DE ZONES HUMIDES

### Article 35 Prescriptions spécifiques

Ces remblais correspondent à des remblais liés à l'infrastructure autoroutière, aux divers ouvrages hydrauliques ou dépôt définitif de matériaux. La surface totale de zone remblayée est de 29 658 m<sup>2</sup>.

#### **1) Impacts indirects des travaux**

Le pétitionnaire prend toutes dispositions constructives pour limiter les impacts indirects des travaux sur les zones humides.

### Article 36 Dispositions en phase chantier

#### **1) Principes**

Le pétitionnaire porte un soin particulier à l'organisation des phases de chantiers en zone humide. Afin de réduire les impacts directs ou indirects sur les zones humides en phase travaux, il respecte les dispositions suivantes :

- la localisation des pistes de chantier hors des zones humides d'intérêt écologique (elles sont localisées dans les emprises autoroutières ou sur les chemins existant) et l'utilisation de matériaux inertes pour la constitution des pistes provisoires dans les zones dépressionnaires,
- l'interdiction de dépôt dans les zones humides autres que ceux mentionnés dans la présente autorisation,
- un balisage strict des zones de chantier par pose de clôtures provisoires interdisant l'accès aux secteurs les plus remarquables. Ces clôtures sont posées avant tous travaux de terrassement sur ces secteurs (à l'exception des travaux de réalisation des pistes d'accès à ces secteurs et lorsque la nature des terrains ne permet pas un accès direct des engins de fonçage des piquets de clôture),
- la limitation au strict minimum de l'emprise des chantiers dans les zones remarquables,
- la limitation au strict minimum du stationnement d'engins à proximité des zones remarquables,
- la limitation au minimum du déboisement et des décapages,
- la limitation des envols de poussière en période sèche par arrosage régulier,
- la végétalisation dès que possible des talus de remblai de l'autoroute.
- la mise en place, dès le début du chantier, des dispositifs d'assainissement qui doivent être immédiatement fonctionnels,
- la mise en œuvre de dispositifs sous les remblais permettant de réduire l'effet de concentration des eaux souterraines à faible profondeur. Ces dispositifs sont de deux types :
  - substitution des argiles organiques, limons et tourbes sous les remblais de faible hauteur ( $H < 2,5$  m environ) par des matériaux drainants et portants ;

- mise en place de tranchées drainantes peu profondes (ou de profondeur identique à l'existant), en complément de l'un ou l'autre des dispositifs ci-dessus, dans les fonds de thalwegs humides.

Des précautions renforcées sont prises pour les secteurs sensibles et les cours d'eau hébergeant au moins une espèce protégée. Les dispositions spécifiques sont définies en **Section 7**.

Les apports de polluant immédiat ou différé ainsi que les variations de pH sont conformes à l'**Article 6**.

## **2) Période**

Se reporter à l'**Article 6**.

## **3) Organisation du chantier**

Se reporter à l'**Article 6**.

## **4) Information du Service de Police de l'Eau et des tiers**

Se reporter à l'**Article 6**.

## **5) Espèces invasives**

Se reporter à l'**Article 6**.

## **6) Remise en état à l'issue des travaux**

Se reporter à l'**Article 6**.

## **Article 37 Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)**

Le pétitionnaire assure un suivi des remblais sur zones humides afin de s'assurer de leur stabilité et de la non-prolifération d'espèces invasives. Il établit un bilan de l'impact des remblais sur les différentes zones humides à la fin des travaux et 2 ans après. Dans le cas où les zones humides sont impactées sur des surfaces supérieures à celles estimées dans le dossier initial, des mesures compensatoires supplémentaires (notamment restauration de zones humides) sont demandées par arrêté complémentaire.

### **1) Le contrôle des phases de travaux**

Se reporter à l'**Article 41**.

## **Article 38 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

Se reporter à l'**Article 8**.

## **Article 39 Mesures correctives**

### **1) Incidences sur la flore inféodée au milieu aquatique**

La destruction d'espèces protégées - faune ou flore – fait l'objet d'une procédure spécifique auprès de la DREAL Aquitaine (Service Patrimoine Ressources Eau Biodiversité). Cette destruction doit obtenir préalablement une autorisation administrative conformément à l'article L.411-2° du code de

l'environnement, relatif aux espèces protégées. En conséquence, ne sont repris dans la présente autorisation que les éléments concernant les milieux aquatiques.

Les sites identifiés comme hébergeant des espèces végétales d'intérêt inféodées aux milieux aquatiques sont les suivants :

### **Habitats associés aux milieux aquatiques**

<b>Habitat</b>	<b>Localisation</b>
Aulnaie marécageuse	Mille-Hommes / Barrouil / Palue
Dépression sur substrat tourbeux	Barrouil
Forêt alluviale à aulnes et frênes	Leyre / Moulasse / Parc Naou / Hossegor / Sindères / Forges (FRFR644_2) / Saunus / Magescq
Landes humides atlantiques	Pécherbes / Syndic / Lavignolle/ Escource / Coulin / Affluent Palue
Rivière à végétation de renoncules et de callitriches	Leyre / Moulin de Lugos / Moulasse / Parc Naou / Lavignolle / Escource / Hossegor / Sindères / Vignacq / Palue / Affluent Palue / Forges (FRFR644_2) / Saunus / Magescq / Papeterie
Saulaie-aulnaie marécageuse	Leyre / Craste Rouge / Barrouil / Papeterie
Tourbières de transition et tremblantes	Barrouil
Végétation des eaux stagnantes oligotrophes	Pécherbes / Syndic / Mille-Hommes / Barrouil
Vieille chênaie acidophile	Leyre / Syndic / Vignacq

### **Flore associée aux milieux aquatiques**

<b>Espèce</b>	<b>Localisation</b>
Epipactis des marais (Epipactis palustris)	Barrouil
Flûteau nageant (Luronium natans)	Moulasse / Hossegor / Onesse
Gentiane pneumonanthe (Gentiana pneumonanthe)	Pécherbes
Lycopode inondé (Lycopodium inundatum)	Barrouil
Ossifrage (Narthecium ossifragum)	Coulin
Rosolis à feuilles rondes (Drosera rotundifolia)	Pécherbes / Syndic / Barrouil
Rosolis intermédiaire (Drosera intermedia)	Pécherbes / Etang Lagourat / Syndic / Barrouil
Utriculaire négligée (Utricularia australis)	Etang Lagourat / Syndic / Mille-Hommes / Barrouil

## **2) Incidences sur les zones humides**

Les dépôts de matériaux excédentaires peuvent avoir des incidences sur l'écoulement des eaux, en modifiant la topographie au niveau de la zone concernée. Pour limiter ces modifications, le modèle du dépôt reconstitue des chenaux d'écoulement des eaux.

Ces zones humides détruites doivent faire l'objet de mesures compensatoires détaillées à l'**Article 49**.

## SECTION 7 CHANTIERS

### Article 40 Prescriptions spécifiques

#### **1) Principes**

Le pétitionnaire prend toutes les dispositions nécessaires à la préservation de l'environnement et des milieux aquatiques. Les dispositions nécessaires à la réalisation des divers ouvrages impactant les cours d'eau sont détaillées dans les sections correspondantes de la présente autorisation.

**Aucune intervention en lit mineur sur des secteurs autres que ceux définis dans le dossier d'autorisation n'est autorisée sans validation du Service Police de l'Eau.**

Tout apport de polluant immédiat ou différé est proscrit pendant la durée des travaux. Les eaux rejetées après traitement dans le milieu naturel doivent permettre de respecter la norme de qualité fixée pour le milieu récepteur : cette norme est fixée dans l'**Article 41**.

Le pétitionnaire doit mettre en œuvre tous les moyens techniques disponibles à un coût acceptable pour respecter les obligations suivantes :

- le principe de non dégradation des masses d'eau doit être respecté
- les eaux claires des bassins versant naturels ne doivent pas être reprises par le système de traitement provisoire des eaux de chantier ;
- toutes les eaux ruisselantes sur le chantier doivent être traitées avant rejet au milieu ;
- les bassins de traitement provisoires sont dimensionnés pour traiter toutes les eaux jusqu'à un événement quinquennal pour les travaux d'une durée supérieure à 2 ans et jusqu'à un événement biennal pour les travaux de durée inférieure à 2 ans ;
- les bassins de traitement provisoires doivent être fixes dans la mesure du possible, stables et peu sujets aux ruptures. Ils doivent être disposés autant que possible en lieu et place des futurs bassins définitifs ;
- les bassins de traitement provisoires doivent respecter les normes de rejet définies à **Article 41** ;
- le débit de fuite des bassins doit être limité à 3 l/s/ha et ne pas engendrer d'érosion significative en aval ;
- le système doit être contrôlable visuellement et permettre une intervention pour faire cesser le dysfonctionnement pour toutes les pluies d'occurrences inférieures ou égales à la pluie de référence : un événement quinquennal pour les travaux d'une durée supérieure à 2 ans et jusqu'à un événement biennal pour les travaux de durée inférieure à 2 ans ;
- dès le début du chantier, ces dispositifs doivent être installés et fonctionnels ;
- Les bassins provisoires doivent être conservés, jusqu'à complet engazonnement des talus de façon à éviter l'entraînement de MES dans les cours d'eau et les Zones Humides.

Au delà d'un événement quinquennal pour les travaux d'une durée supérieure à 2 ans, et d'un événement biennal pour les travaux de durée inférieure à 2 ans, le système est réputé saturé.

Toutes dispositions doivent être prises pour s'assurer que les bassins ne constituent pas des obstacles à l'écoulement du ruissellement ni des embâcles dans le cours d'eau en aval.

## **2) Période**

Les travaux directs dans les cours d'eau sont proscrits pendant les périodes de reproduction des espèces présentes dans les milieux. Les précautions à prendre pour ces travaux sont définies à l'**Article 6** et à l'**Article 19** selon les ouvrages concernés.

Pour les travaux situés sur les bassins versants des cours d'eau, ils sont autorisés toute l'année : une vigilance accrue est demandée toutefois et impérativement sur l'entretien des dispositifs de traitement de rejet au niveau des milieux à forte vulnérabilité et pendant les périodes de reproduction des espèces.

## **3) Organisation du chantier**

Se reporter à l'**Article 6**.

Ces éléments sont accompagnés d'une étude hydraulique afin d'évaluer les impacts des ouvrages provisoires sur le fonctionnement des cours d'eau concernés en crue et proposer, si nécessaire, des mesures compensatoires ou des dispositifs de repli en cas de crue ou d'évènement pluvieux exceptionnels.

## **4) Information du Service de Police de l'Eau et des tiers**

Se reporter à l'**Article 6**.

## **5) Espèces invasives**

Se reporter à l'**Article 6**.

## **6) Remise en état à l'issue des travaux**

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire enlève tous les décombres, terres, dépôts de matériaux provisoires et déchets qui pourraient subsister. Pour tous les ouvrages provisoires (piste d'accès, passage busé provisoire sur cours d'eau) dont l'implantation a été -autorisée provisoirement dans les zones inondables des cours d'eau ou les zones humides, il est nécessaire de remettre en état les sites à l'issue de la phase de chantier en rétablissant les fonctionnalités initiales de ces zones humides ou inondables impactées.

## **7) Prélèvements pour les besoins des chantiers**

Des prélèvements d'eau sont nécessaires pour les besoins du chantier, essentiellement pour l'arrosage des pistes en période sèche afin de limiter les envols de poussières. Les besoins sont variables en fonction de l'état hydrique des matériaux et de la climatologie pendant le chantier.

### **Conditions de prélèvements dans les eaux souterraines**

En l'absence de nombreux cours d'eau au débit soutenu, le prélèvement d'eau souterraine s'avère nécessaire dans certains secteurs.

Les bassins réalisés en phase chantier ont pour fonction première la décantation des Matières En Suspension (MES). Des prélèvements dans ces bassins sont possibles quand ils sont en eau.



Ils peuvent être éventuellement approfondis afin d'atteindre la nappe pour les besoins en prélèvement. L'approfondissement des bassins est soumis à l'accord préalable de la Police de l'Eau : à cet effet si des approfondissements sont envisagés le pétitionnaire adresse à la Police de l'Eau une note descriptive et justificative.

Les contraintes suivantes sont imposées sur chaque site de prélèvements :

- le débit prélevé ne dépasse pas 25 m<sup>3</sup>/h par site, les pompes installées dans les bassins ne permettent pas de dépasser ce débit et des compteurs sont installés ;
- les bassins creusés sont réalisés au droit des futurs bassins de traitement, afin de limiter l'impact du chantier sur la topographie. Ils ne sont pas profonds, la nappe du Plio-Quaternaire captée étant affleurante sur une majorité du linéaire ;
- une étude des prélèvements et forages alentours est réalisée afin de ne pas interagir de façon notable sur les autres usages de la ressource aquifère (prélèvements agricoles, DFCI...) ;
- le maintien de la qualité de l'eau est garanti, et le pétitionnaire met en place des mesures particulières adaptées ( par exemple pompes thermiques et réservoirs associés disposés au dessus de bac de rétention...).

### **Conditions de prélèvements dans les eaux superficielles**

Il convient de maintenir un débit minimum biologique dans les cours d'eau. Conformément à l'article L214-18 du CE, il s'agit au minimum du 10% du module augmenté des usages aval. Conformément à l'article L.214-18 du code de l'environnement, le débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen inter-annuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur.

Afin de limiter l'impact du prélèvement, les pompes installées ne permettent pas de prélever plus que le débit autorisé et des compteurs sont installés. Par ailleurs, les cours d'eau dont le débit moyen inter-annuel ne permet pas de prélever au moins 1 l/s (soit 3,6 m<sup>3</sup>/h) ne sont pas exploités, leur ressource étant insuffisante.

Une période d'interdiction de ces prélèvements est envisagée pendant les phases de reproduction des espèces piscicoles présentes dans les cours d'eau

### **Restriction en cas d'arrêt sécheresse**

Les conditions de prélèvements respectent la réglementation en vigueur. En particulier, les Préfectures des Landes et de Gironde peuvent, sans que le bénéficiaire de l'autorisation puisse s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement le prélèvement dans le cadre des mesures prises au titre du décret n°92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Ainsi, dans le cas de la promulgation **d'un arrêté « sécheresse », le pétitionnaire est tenu de se conformer** aux préconisations de restriction ou d'interdiction d'usage. Le pétitionnaire peut alors mettre en place des mesures palliatives : le pompage dans les bassins provisoires, sur le réseau public (après demande d'autorisation), ou mise en place de bache récupérant les eaux de pluie, ou toute autre solution que le pétitionnaire étudie le moment venu en fonction de ses besoins en eau et des contraintes qu'il peut avoir. Dans tous les cas, une optimisation de la consommation en eau du chantier est recherchée afin d'éviter tout gaspillage inutile.

## **Conditions d'implantation**

Le site d'implantation des ouvrages et installations de prélèvement est choisi en vue de prévenir toute surexploitation ou dégradation significative de la ressource en eau, superficielle ou souterraine, déjà affectée à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à d'autres usages dans le cadre d'activités régulièrement exploitées.

Ce choix et les conditions d'implantation des ouvrages et installations de prélèvement doivent être compatibles avec les orientations, restrictions ou interdictions applicables à la zone concernée, notamment dans les zones d'expansion des crues et celles couvertes par :

- un schéma d'aménagement et de gestion des eaux ;
- un plan de prévention des risques naturels ;
- un périmètre de protection d'un point de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ou de source d'eau minérale naturelle.

## **Conditions d'exploitation des installations de prélèvement**

Le pétitionnaire prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les hydrocarbures et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux issues du système de pompage et notamment les fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage, s'il y a lieu.

Lorsque les ouvrages ou installations de prélèvement sont situés en zone fréquemment inondable et qu'ils sont fixes ou que des prélèvements sont susceptibles d'être effectués lors de périodes de crues, le bénéficiaire prend les dispositions nécessaires afin que les réserves de carburant et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux issues du système de pompage, en particulier les fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage, soient situés hors d'atteinte des eaux ou stockés dans un réservoir étanche ou évacués préalablement en cas de survenue de la crue.

Chaque installation de prélèvement doit permettre le prélèvement d'échantillons d'eau brute.

Les valeurs du débit instantané et du volume annuel maximum prélevables et les périodes de prélèvement sont déterminées en tenant compte des intérêts mentionnés à l'article L.211-2 du code de l'environnement. Elles doivent en particulier :

- permettre de prévenir toute surexploitation significative ou dégradation de la ressource déjà affectée à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à d'autres usages régulièrement exploités ;
- respecter les orientations, restrictions ou interdictions applicables dans les zones d'expansion des crues et les zones concernées par un plan de prévention des risques naturels, un périmètre de protection d'un point de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine, un périmètre de protection des sources d'eaux minérale naturelle, un périmètre de protection des stockages souterrains ;
- pour les prélèvements dans les eaux de surface : permettre le maintien en permanence de la vie, la circulation, la reproduction des espèces piscicoles qui peuplent le cours d'eau et ne pas porter atteinte aux milieux aquatiques et zones humides en relation avec le cours d'eau concerné par le prélèvement ;

Ces valeurs du débit et du volume doivent par ailleurs être compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du ou des schémas d'aménagement et de gestion des eaux concernant la zone où s'effectue le ou les prélèvements s'ils existent.

- Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le bénéficiaire prend, si nécessaire, des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont il a la charge.

### **Conditions d'arrêt des installations de prélèvement**

En dehors des périodes d'exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement mis hors service afin d'éviter toute pollution des eaux ou tout prélèvement intempestif. Les carburants nécessaire au pompage et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont évacués du site ou confinés dans un local étanche.

**En cas de cessation définitive des prélèvements**, le bénéficiaire de l'autorisation en fait la déclaration auprès du préfet concerné au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation définitive d'évacuer le site de prélèvement.

### **Article 41 Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)**

#### **1) suivi en phase chantier des eaux superficielles**

Les cours d'eau permanents recoupés par le projet font l'objet d'un suivi de la qualité de leurs eaux en phase chantier. Un suivi rigoureux de l'ensemble des points de rejets du chantier est effectué afin de surveiller et garantir l'efficacité des dispositifs d'assainissement mis en place. Les eaux rejetées après traitement dans le milieu naturel doivent permettre de respecter la norme de qualité fixée pour le milieu récepteur : cette norme est fixée dans le respect de la Directive-Cadre sur l'Eau.

Le tableau suivant présente les valeurs à ne pas dépasser dans le milieu récepteur :

Paramètres	Limites
DCO	<30 mg/l
DBO5	< 6 mg/l
MES	< 50 mg/l et %fraction organique/fraction minérale
NH4+	<0,5 mg/l
O <sub>2</sub> dissous	> 6 mg/l
Taux de saturation en O <sub>2</sub> dissous	> 70 %
Conductivité	Stabilité/état initial

Pour les métaux et hydrocarbures, les valeurs à respecter sont en moyenne annuelle

Paramètres	Limites
Plomb et ses composés	7,2 µg / l
Zinc	Bruit de fond + 7,8 µg / l

Si la qualité des eaux du milieu récepteur en amont du rejet n'est pas conforme aux valeurs ci-dessus, la qualité des rejets des ouvrages de la déviation est telle que la qualité du milieu récepteur ne soit pas dégradée.

Le protocole de suivi est transmis au Service de Police de l'eau concerné **au minimum un mois** avant le démarrage des travaux pour validation. Il doit comporter **à minima** un prélèvement **tous les mois en amont et en aval** de chaque point de rejet du chantier ou de chaque zone de dérivation et porter sur les paramètres suivants :

- Une analyse physico-chimique sur les paramètres suivants : DCO, DBO5 , MES, NH4+, O2dissous, taux de saturation en O2 dissous, conductivité, pH, Pb, Zn et hydrocarbures totaux sur l'eau et les sédiments,
- Un indice biologique global normalisé IBGN (à faire au printemps ou en automne),
- Un indice biologique diatomique IBD,
- un suivi hydromorphologique d'une section de cours d'eau de 500 mètres, incluant la portion où se situe l'ouvrage de franchissement (200 mètres amont et 300 mètres aval),
- Un inventaire tous les mois du peuplement de poissons (non pas en période de reproduction ou en automne).

La fréquence de ces prélèvements et analyses peut être adaptée en fonction des conditions de chantiers.

Les eaux issues des rejets des installations de chantier des entreprises font l'objet d'un suivi complémentaire en hydrocarbures. Les points de prélèvement sont transmis pour validation au service de Police de l'Eau concerné **au minimum un mois** avant le début des travaux. Un état des lieux contradictoire est réalisé dans les mêmes délais.

## **2) Prélèvements pour les besoins des chantiers**

Un dossier technique est fourni au service chargé de la Police de l'Eau concerné avant le démarrage des travaux **au minimum un mois** avant le démarrage des travaux. Il précise :

- l'emplacement exact des points de pompage ;
- les usages aval ;
- les dispositifs de protection du lit et des berges du cours d'eau contre les perturbations associées au pompage ;
- les solutions d'approvisionnement alternatives retenues au cas où les pompes mentionnés ci-dessus sont insuffisants ;
- le mode de prélèvement garantissant le respect du débit réservé dans le cours d'eau et du débit maximal prélevable dans le cours d'eau (création d'un bassin tampon, pompe à débit limité,...).

## **3) Entretien**

Le bénéficiaire surveille régulièrement les opérations de prélèvements par pompage ou dérivation, drainage ou tout autre procédé. Il sécurise et s'assure de l'entretien régulier des forages, puits, ouvrages souterrains et ouvrages et installations de surface utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine. Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

#### **4) Suivi des prélèvements**

Un dispositif de type échelle limnigraphique est installé avant tout prélèvement, à l'aval du point de pompage. Il est calibré en débit et permet par simple vérification sur le site, de s'assurer du respect du débit réservé dans le cours d'eau.

Toute modification ou tout changement de type de moyen de mesure ou d'évaluation par un autre doit être préalablement porté à la connaissance du préfet concerné.

Tout prélèvement d'eau effectué par pompage dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement, doit être équipée d'un compteur volumétrique. Ce **compteur volumétrique** est choisi en tenant compte de la qualité de l'eau prélevée et des conditions d'exploitation de l'installation ou de l'ouvrage, notamment le débit moyen et maximum de prélèvement et la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits. Un dispositif de mesure en continu des volumes autre que le compteur volumétrique peut être accepté dès lors que le pétitionnaire démontre sur la base d'une tierce expertise que ce dispositif apporte les mêmes garanties qu'un compteur volumétrique en terme de représentativité, précision et stabilité de la mesure. Ce dispositif doit être infalsifiable et doit permettre de connaître également le volume cumulé du prélèvement.

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre ou cahier, les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

- les volumes prélevés mensuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque mois ;
- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Ce registre est tenu à la disposition des agents du contrôle ; les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par le pétitionnaire.

#### **Article 42 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au préfet concerné par le bénéficiaire de l'autorisation dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet concerné, le bénéficiaire de l'autorisation doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

Au delà d'un événement quinquennal pour les travaux d'une durée supérieure à 2 ans et jusqu'à un événement biennal pour les travaux de durée inférieure à 2 ans, le système est saturé. Toutes dispositions doivent être prises pour s'assurer que les bassins ne constituent pas des obstacles à l'écoulement du ruissellement ni des embâcles dans le cours d'eau en aval.

## **Article 43 Mesures correctives et préventives**

### **1) Remise en état à l'issue des travaux**

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire enlève tous les décombres, terres, dépôts de matériaux et déchets qui pourraient subsister. Pour les ouvrages provisoires (piste d'accès, passage busé provisoire sur cours d'eau) dont l'implantation a été autorisée provisoirement dans les zones inondables, sur les cours d'eau ou les zones humides, il est exigé de remettre en état les sites à l'issue de la phase de chantier en rétablissant les fonctionnalités initiales de ces zones humides ou inondables, des berges et lits mineurs impactés.

En cas de défaillance des systèmes d'assainissement en phase chantier, le pétitionnaire doit remettre en état les cours d'eau ainsi pollués.

## **Article 44 Prescriptions générales relatives à certaines rubriques**

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement.

## SECTION 8 MODALITES DE SUIVI DES PUITES ET DES POINTS D'EAU

### Article 45 Prescriptions spécifiques

**Les incidences quantitatives et qualitatives des travaux** sur les points d'eaux et les nappes souterraines sont les mêmes que celles observables après les travaux, en phase exploitation. Des suivis et, le cas échéant, des compensations sont mises en place sur tous les points d'eau identifiés dans le dossier et présentés en **ANNEXE V** ainsi que les forages agricole et de DFCI.

En théorie, les terrassements peuvent affecter qualitativement les nappes par une pollution due aux matières en suspension. Toutefois, le couvert végétal et la composition argileuse des sols, voire sablo-argileuse, peuvent constituer dans le secteur des filtres efficaces pour stopper ces MES.

#### **1) Points d'eau identifiés dans le dossier initial**

11 points d'eau privés ont été identifiés comme présentant des risques d'abaissement de la nappe donc de perturbation de leurs alimentations par l'autoroute. Ils sont regroupés en **ANNEXE V**.

#### **2) Étude complémentaire**

Le pétitionnaire doit fournir une étude complémentaire exhaustive de recensement des points d'eau susceptibles d'être affectés **au minimum un mois** avant le début des travaux. Il doit également préciser la nature du suivi qui est réalisé pour chacun des nouveaux points. Le délai est fixé au 31 décembre 2011.

#### **3) Nouveaux points d'eau identifiés en cours de travaux**

Tout nouveau puits non mentionnés dans les annexes de la présente autorisation ou non-identifié dans l'étude complémentaire peut faire l'objet d'un suivi à la demande du propriétaire et après examen de sa situation par rapport à la zone d'incidences du projet.

Les nouveaux puits et points d'eau identifiés comme impactés par l'ouvrage A63 ou la phase de travaux bénéficient des mêmes suivis et des mêmes compensations que ceux identifiés dans le dossier initial.

### Article 46 Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)

#### **1) Point d'eau à usage d'eau potable collectif**

Il n'y a pas de point d'eau collectif à usage « eau potable » impacté directement par le projet. Toutefois, le forage F3 de LESPERON proche de 800 m reste très vulnérable en phase travaux. Aussi le pétitionnaire avertira l'agence régionale de santé d'Aquitaine délégation territoriale des Landes ainsi que la personne responsable de la production et la distribution de l'eau de tout incident pouvant entraîner une pollution de ce captage.

#### **2) Points d'eau privés**

Les points d'eau privés utilisés et susceptibles de subir un impact, que ce soit une sensibilité à un tarissement en phase chantier ou une vulnérabilité aux pollutions pendant le chantier ou en phase d'exploitation font l'objet de mesures de précaution ou de suivis.

Les points d'eau privés susceptibles d'être affectés quantitativement par le projet (réduction de débit ou assèchement de sources) font l'objet d'**un suivi de débit** dont l'objectif est de quantifier l'incidence éventuelle du projet sur ces points d'eau. Ce suivi se déroule de la manière suivante :

- démarrage des mesures : à partir de novembre 2011 suivant les zones concernées et le calendrier des travaux ;
- arrêt des mesures : à l'issue d'une période d'observation suffisante après la fin des travaux pour identifier l'existence ou non d'un impact ;
- fréquence des mesures : mensuelle pendant la phase des travaux puis trimestrielle en phase d'exploitation ;
- type de mesures à réaliser :
  - relevé du débit ou de la piézométrie des points d'eau ;
  - analyse des paramètres physico-chimiques pour les points d'eau à usage de consommation humaine.

Les points d'eau privés susceptibles d'être affectés qualitativement par le projet en phase d'exploitation sont les mêmes que ceux vulnérables aux pollutions de chantier. Les mesures retenues vis-à-vis de ces points d'eau sont fonction de leur usage, à savoir :

- Usage AEP individuel, l'habitation n'étant pas raccordée au réseau communal :

Le branchement de l'habitation au réseau AEP communal avant travaux sera effectué à la charge du pétitionnaire. Les captages sont déconnectés du réseau pour les usages domestiques, afin d'éviter toute confusion entre eau du réseau et eau des captages. Le pétitionnaire propose des indemnisations pour le coût de l'eau du réseau.

- Usage AEP individuel, l'habitation étant raccordée au réseau communal :

Les captages sont déconnectés du réseau pour les usages domestiques, afin d'éviter toute confusion entre eau du réseau et eau des captages. Le pétitionnaire propose des indemnisations pour la perte de jouissance du captage à des fins domestiques.

- Autres usages :

Les enjeux étant faibles en terme de qualité des eaux, aucune mesure de protection particulière n'est à envisager.

- Abandonné ou non exploité :

Aucune mesure n'est prévue.

Les suivis quantitatifs et qualitatifs se font à un pas de temps mensuel pendant la phase des travaux puis au pas de temps trimestriel en phase d'exploitation si nécessaire.

Le pétitionnaire propose un protocole de suivi des ouvrages au Service de Police de l'Eau concerné pour validation **au minimum un mois avant le début des travaux** : ces contrôles sont consignés dans un registre tenue à la disposition du Service de Police de l'Eau concerné. Les résultats sont communiqués au Service de Police de l'Eau concerné.

La liste des points d'eau privés devant faire l'objet d'un suivi en phase d'exploitation est communiquée au Service Police de l'Eau concerné **au minimum un mois avant la mise en service de l'autoroute**.



#### **Article 47 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

Le seul risque significatif en travaux est lié à d'éventuelles pollutions diffuses ou accidentelles dues à des produits de fonctionnement et d'entretiens des engins (essence, fuel, graisses, laitiers de ciments, ...). Les dispositions que le pétitionnaire doit respecter pour le déroulement des chantiers, décrites en **Section 7**, permettent de limiter les risques.

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le pétitionnaire doit immédiatement interrompre les travaux ou l'incident provoqué et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et afin d'éviter qu'il ne se reproduise. Il doit informer également dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face ainsi que les collectivités locales conformément à l'article L.211-5 du code de l'environnement.

Le pétitionnaire doit indemniser la victime dans le cadre des dommages de travaux publics.

#### **Article 48 Mesures correctives et de suivi**

Dans le cas d'impacts avérés sur des points d'eau souterrain le pétitionnaire doit financer des mesures compensatoires liées aux incidences quantitatives et/ou qualitatives du projet sur les points d'eau privés.

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre des dommages de travaux publics. En fonction des usages et de la nature des incidences, les mesures compensatoires peuvent consister en l'une ou plusieurs des actions suivantes, en cas de baisse de débit ou de tarissement ou bien en cas de dégradation de la qualité :

- indemnisation financière pour perte de jouissance du point d'eau ;
- raccordement au réseau AEP communal ;
- déconnexion des eaux du captage pour ce qui concerne l'usage domestique ;
- recherche d'une alimentation de substitution si nécessaire.

## SECTION 9 LES MESURES COMPENSATOIRES

En compensation des incidences de toute nature sur les milieux aquatiques et humides, le pétitionnaire doit avoir réalisé les mesures compensatoires décrites dans la présente section, dans la mesure du possible au fur et à mesure de l'avancement du chantier et, de façon impérative, avant la mise en service de l'autoroute.

### SOUS-SECTION A - MESURES COMPENSATOIRES EN FAVEUR DES MILIEUX AQUATIQUES ET DES ZONES HUMIDES

#### Article 49 Prescriptions spécifiques

##### **1) Compensation des zones humides remblayées**

Chaque habitat humide (d'intérêt communautaire ou autre) détruit est compensé si l'altération s'applique sur une surface suffisamment importante pour porter atteinte à son état de conservation à l'échelle locale. Sinon, cet habitat détruit est compensé par des habitats humides plus remarquables sur la zone d'étude.

Cette approche fonctionnelle des habitats d'intérêt communautaire est articulée avec les obligations réglementaires du code de l'environnement en faveur des zones humides. Le pétitionnaire dans son dossier d'autorisation s'engage à une compensation des zones humides à hauteur de 150 % de la surface détruite.

Le choix du site de compensation des zones humides s'est porté sur l'étang de la carrière de BARROUIL, qui présente une très forte sensibilité écologique et accueille des espaces et habitats humides. La surface totale sécurisée foncièrement est de 5 ha de zones humides, comprenant des habitats d'intérêt communautaire, d'intérêt régional et de masses d'eau, à savoir l'étang en lui-même mais aussi le ruisseau de BARROUIL attenant et ses espaces forestiers associés. L'opération consiste à l'acquisition foncière des 5 ha visés et à leur entretien par le pétitionnaire ou toute personne préalablement désignée pendant une période de 30 ans.

Cette surface de 5 ha, compense les zones humides remblayées par le projet. Cette surface compensée pourra être augmentée si les suivis effectués sur les zones humides montrent des impacts résiduels de l'infrastructure autoroutière supplémentaires à ceux estimés avant le chantier. L'acquisition est effectuée au plus tard deux ans après la mise en service de l'autoroute A63. Les documents accompagnant l'acquisition et les modalités d'exploitation sont également transmis à la Police de l'Eau pour information.

##### **2) Mesures relatives à la compensation et à la restauration des berges**

Des techniques du génie végétal sont appliquées pour réaliser de la restauration de berges tout le long du projet. Ces aménagements se localisent spécifiquement au droit des franchissements des cours d'eau et sur l'ensemble des zones impactées. Ce travail paysager et de génie écologie s'étale au-delà des berges dégradées en phase travaux. Dans les secteurs offrant des potentialités écologiques fortes, des missions de réaménagements et de valorisation peuvent être engagées (réhabilitation de ripisylves...).

Une mission d'identification spécifique de ces zones doit être engagée afin bien définir ces travaux de génie végétal. Les aménagements sont adaptés aux régimes hydrauliques de chaque cours d'eau. Le choix des espèces végétales et leur positionnement sont donc précisément définis dans les études ultérieures à fournir **au plus tard au 30 juin 2012.** Les essences végétales des Landes, de la Gi-

ronde et de chaque cours d'eau est évidemment conservée et respectée. Un ajustement des linéaires de berges à compenser est effectué en fin de chantier.

Les travaux de restauration végétale compensent l'impact porté par les consolidations ou les protections de berges réalisées par enrochements ou techniques mixtes et, d'une manière générale, par l'impact du chantier sur les berges (création de nouveaux ouvrages...). En corrélation avec la compensation des zones humides remblayées, le linéaire de berges restaurées par des techniques végétales vivantes sera au moins égal à 150 % du linéaire de berges impactées lors du chantier.

### 3) Correction et compensation des impacts du projet sur la faune aquatique

#### Incidences sur les batraciens

Les sites identifiés comme hébergeant des espèces de batraciens sont les suivantes :

Espèce	Localisation
Crapaud commun ( <i>Bufo bufo</i> )	Pécherbes / Leyre / Moulin de Lugos / Etang Lagourat / Affluent Mille-Hommes / Craste Rouge / Lilaire / Barade Limite / Forges (FRFR283) / Canteloup / Escource / Etang Baqué / Tournedou / Hossegor / Onesse / Coulin / Vignacq / Palue / Forges (FRFR644_2) / Magescq / Papeterie / Moulaque
Grenouille agile ( <i>Rana dalmatina</i> )	Pécherbes / Leyre / Affluent Mille-Hommes / Barrouil / Affluents Escource / Vignacq
Grenouille rousse ( <i>Rana temporaria</i> )	Escource
Grenouilles vertes ( <i>Rana Lessonae-Esculenta-Ridibunda</i> )	Pécherbes / Leyre / Affluent Mille-Hommes / Etang aire Muret / Basque / Forges (FRFR283) / Etang Baqué / Tournedou / Hossegor / Coulin / Magescq
Salamandre tachetée ( <i>Salamandra salamandra</i> )	Pécherbes / Leyre / Craste Rouge
Triton palmé ( <i>Lissotriton helveticus</i> )	Pécherbes / Leyre / Syndic / Affluent Mille-Hommes / Craste Rouge / Barrouil / Domaine Baratnaou / Affluents Escource

Le maintien par des ouvrages spécifiques du passage des batraciens de part et d'autre de l'autoroute est réalisé chaque fois que nécessaire. Le pétitionnaire met en œuvre, dans les zones que les batraciens fréquentent abondamment, des dispositifs destinés à empêcher le franchissement des chaussées de l'autoroute par les animaux (grillage à mailles fines, feuillard en acier galvanisé, cornières ou barrière en béton,...). Des mares de substitution sont réalisées, le cas échéant, suite à un éloignement trop important entre les lieux de vie et le site de pont. Celles-ci ne doivent pas être implantées ni en travers d'un cours d'eau qu'il soit permanent ou intermittent ni sur une surface supérieure à 1000 m<sup>2</sup> de zone humide. Dans le cas contraire, le pétitionnaire doit déposer un dossier au titre de la loi sur l'eau.

L'ordonnancement des travaux se fait de manière à prendre en compte les périodes écologiques liées à la reproduction de ces espèces faunistiques sensibles.

## **Incidences sur la faune piscicole**

Les caractéristiques des aménagements projetés sont adaptés de façon à ne pas porter atteinte à la continuité écologique en créant un seuil infranchissable pour les espèces présentes dans le cours d'eau. L'aménagement doit être efficace en période d'étiage.

De plus, de nombreux ouvrages font l'objet d'aménagements afin de restaurer ou d'améliorer la continuité écologique des cours d'eau traversés (reprises de seuils existants, aménagement d'un lit d'étiage par création d'un seuil en amont, de pré-barrages, d'un ouvrage double...).

Les mesures prévues pour améliorer la continuité piscicole sont synthétisées dans le tableau suivant.

<b>Nom de l'ouvrage</b>	<b>Nom des cours d'eau</b>	<b>Aménagements piscicoles projetés</b>
OH 063	Ruisseau du Moulin de Lugos	Blocs de 20 cm disposés en quinconce. Chute aval réduite. Aménagements du lit aval avec reprise des gabions. Fil d'eau augmenté dans OH avec la mise en place d'une banquette.
OH 098	Ruisseau de Mille-Hommes	Blocs de 20 cm disposés en quinconce. Chute aval réduite. Fil d'eau augmenté dans OH avec la mise en place d'une banquette.
OH 147	Ruisseau de Lilaire	Seuil de 25 cm en amont cadre rive gauche (RG) => Fil d'eau augmenté dans le cadre rive droite (RD) Blocs de 20 cm disposés en quinconce dans cadre RD Chutes réduites au droit des différents OH
OH 158	Ruisseau de Barrouil	Seuil de 15 cm en amont buse RD => Fil d'eau augmenté sur la buse RG
OH 288	Ruisseau des Forges	Seuil de 15 cm en amont d'un des cadres => Fil d'eau augmenté sur un cadre
OH 374	Ruisseau de Canteloup	Chute aval réduite
OH 380	Affluent du Ruisseau de Mariné	Déviation du cours d'eau en respectant la largeur et la forme amont et aval du lit du cours
OH 382	Ruisseau de Mariné	Déviation du cours d'eau en respectant la largeur et la forme amont et aval du lit du cours
OH 388	Ruisseau de Maroutine	Déviation du cours d'eau en respectant la largeur et la forme amont et aval du lit du cours
OH 398	Ruisseau de la Moulasse	Fil d'eau augmenté dans OH avec la mise en place de banquettes Élimination des arbres mort et nettoyage en amont et aval de l'OH
OH 497	Ruisseau d'Escource	Seuil de 40 cm en amont cadre RD => Fil d'eau augmenté dans OH RG Blocs de 20 cm disposés en quinconce dans cadre RG
OH 571	Ruisseau d'Hossegor	Reprise de la chute aval
OH 593	Ruisseau d'Onesse	Seuil de 30 cm en amont cadre RG => Fil d'eau augmenté dans OH RD Chute aval réduite
OH 605	Ruisseau de Sindères	Seuil de 25 cm en amont cadre RD => Fil d'eau augmenté dans OH RG Chute aval réduite

Nom de l'ouvrage	Nom des cours d'eau	Aménagements piscicoles projetés
OH 714	Le Vignacq	Seuil de 20 cm en amont cadre RG => Fil d'eau augmenté dans OH RD Blocs de 20 cm disposés en quinconce en RD Reprise des chutes
OH 807	Ruisseau de la Palue	Fil d'eau augmenté dans OH avec la mise en place de banquettes
OH 818	Ruisseau des Forges	Fil d'eau augmenté dans OH avec la mise en place de banquettes
OH 946	Affluent ruisseau de Saunus	Chute aval réduite
OH 948	Ruisseau de Saunus	Fil d'eau augmenté dans OH avec la mise en place d'une banquette Chute aval réduite
OH 952	Ruisseau de Magescq	Fil d'eau augmenté dans OH avec la mise en place de banquettes
OH 977	Ruisseau de la Papeterie	Reprise des chutes

Par ailleurs, l'ensemble des mesures prises en phase chantier pour la protection de la ressource en eau participe au maintien d'un écosystème stable dans les cours d'eau.

#### **4) Dispositions générales**

Pour compenser l'impact du projet sur la faune aquatique (poissons et batraciens) et afin de supprimer totalement les segmentations qui existent actuellement entre l'amont et l'aval due à la présence de différents seuils, le pétitionnaire réalise, en associant les différents partenaires concernés, les aménagements décrits dans la présente section ou participe financièrement et techniquement à leur réalisation selon le cas, dans le respect des autorisations administratives nécessaires (autorisation administrative conformément à l'article L.411-2° du code de l'environnement, relatif aux espèces protégées).

#### **Article 50 Échéancier**

Le pétitionnaire doit associer les différents acteurs concernés et notamment SAGE, Fédérations de Pêche et de Chasse, associations de protection de la Nature, communes et Syndicats porteurs de Contrat de Rivière, pour l'élaboration concrète des mesures et leur suivi dans le temps selon des modalités qu'il propose au Service de Police de l'Eau concerné.

Le programme détaillé de mise en œuvre de ces mesures est transmis pour validation aux Services Police de l'Eau concerné selon l'échéancier suivant :

- Restauration de zones humides : 01/02/2012 ;
- Restauration de cours d'eau : 01/02/2012 ;
- Mesures spécifiques en faveur des espèces : 01/02/2012.

Ce programme comprend, notamment, la liste des sites retenus de façon définitive avec un argumentaire et pour chacun des sites retenus :

- les dispositions techniques de réalisation des dispositions fixées par la présente section ;
- le calendrier de réalisation et suivi environnemental des actions ;

- les modalités de suivi ;
- des indicateurs environnementaux doivent également être définis, afin de suivre l'évolution des zones humides et des milieux naturels après leur restauration et après la mise en service du projet. Ces indicateurs de suivis peuvent porter sur les surfaces des zones humides, sur les milieux naturels et sur les espèces observées ;
- les organismes experts auxquels sont éventuellement confiés la gestion de ces zones.

La réalisation de mesures compensatoires et la fonctionnalité des zones de compensation doivent être effective avant la mise en service de l'autoroute dans sa configuration payante.

#### **Article 51 Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)**

Pour toutes les mesures compensatoires « milieu », les dispositions présentées pour chacune des mesures compensatoires sont des obligations de résultats. Le pétitionnaire propose des modalités de suivi et de contrôle au Service de Police de l'Eau concerné de ces différentes zones.

##### **1) Dispositions générales**

Le pétitionnaire présente trimestriellement un bilan de l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures compensatoires. Le pétitionnaire doit associer les différents acteurs concernés (et notamment SAGE, Fédérations de Pêche et de Chasse, associations de protection de la Nature, communes et Syndicats porteurs de contrat de rivière, la chambre d'agriculture de la Gironde, la principale organisation forestière de la Gironde concernée) pour l'élaboration concrète des mesures et leur suivi dans le temps selon des modalités qu'il propose au Service de Police de l'Eau concerné.

Le pétitionnaire utilise tout moyen dans le respect des textes et règlements pour s'assurer de la pérennité dans le temps des mesures correctrices et compensatoires à la fois tant pour la maîtrise foncière que pour l'entretien des terrains : en particulier, si une activité humaine (agricole ou forestière) est pratiquée sur des terrains affectés aux mesures compensatoires, elle ne doit pas en remettre en cause la fonctionnalité (zones humides, zones de divagations de cours d'eau,...) ou les caractéristiques qui conditionnent cette fonctionnalité (cotes des zones de compensation de remblai en zones inondables,...).

#### **Article 52 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

Se reporter à l'Article 42.

## **SOUS-SECTION B - MESURES CORRECTIVES ET COMPENSATOIRES** **HYDRAULIQUES**

### **Article 53 Mesures vis-à-vis des obstacles à l'écoulement général des eaux**

La conception du projet intègre les problématiques d'impacts sur les zones inondables. Ainsi, plusieurs mesures de réduction sont intégrées au projet :

- 400 m de merlon sont remplacés par un écran acoustique au droit de la zone inondable de l'affluent du Basque, pour réduire ainsi l'emprise du projet sur cette dernière de 6 010 m<sup>2</sup> à 360 m<sup>2</sup> ;
- 160 m de merlon sont optimisés au droit de la zone inondable du ruisseau de Saunus en raidissant les pentes des talus et donc l'emprise au sol du merlon. L'étendue du projet sur cette zone inondable passe de 625 m<sup>2</sup> à 151 m<sup>2</sup> ;
- 460 m de merlon sont optimisés au droit de la zone inondable du ruisseau de Magescq en raidissant les pentes de talus et donc l'emprise au sol du merlon. L'étendue du projet sur cette zone inondable passe de 673 m<sup>2</sup> à 381 m<sup>2</sup>.

L'étude détaillée des impacts du projet sur les zones inondables fait apparaître une augmentation de la hauteur de la ligne d'eau au maximum de 2 cm en amont de l'OH 269 pour la crue centennale. Afin de compenser cet impact, l'ouvrage sous la bretelle amont de l'OH 271 est remplacé par un cadre de 2,50 x 1,50 m. Cette mesure permet d'améliorer les conditions d'écoulement dans la zone inondable du ruisseau du Basque et de son affluent (y compris au droit de l'OH 269) et ainsi de compenser l'impact des remblais sur la hauteur de la ligne d'eau.

La majorité des ouvrages hydrauliques existants sont conservés, certains font l'objet d'aménagements pour permettre la traversée de la petite faune. Les ouvrages qui apparaissent sous-dimensionnés pour permettre l'écoulement d'une crue centennale, avec ou sans aménagement pour la petite faune, vont faire l'objet de travaux afin de garantir la transparence hydraulique de l'infrastructure (nouveaux busages en parallèle de l'ouvrage existant, réalisés par fonçage ou par tranchée...), principalement dans les secteurs jugés sensibles (habitat...).

Le tableau suivant synthétise les ouvrages sous-dimensionnés et les aménagements prévus pour améliorer la transparence hydraulique du tronçon de l'A63 objet du projet.

OH	Cours d'eau	Aménagements hydrauliques proposés
OH 021	Ruisseau de Pécherbes	Création d'un fossé de décharge vers la Leyre, côté Est
OH 267	Affluent ruisseau du Basque	Mise en place d'une buse Ø 1 000 mm à côté de l'OH 271 bretelle amont (Zone inondable des trois ouvrages interconnectée)
OH 269	Absence de cours d'eau	
OH 271	Ruisseau du Basque	
OH 288	Ruisseau des Forges	Mise en place d'une buse Ø 1 200 mm à côté de l'ouvrage existant

OH	Cours d'eau	Aménagements hydrauliques proposés
OH 374	Ruisseau de Canteloup	Remplacement OH chemin aval par cadre 2,50 x 1,30 m et abaissement du niveau du chemin aval au droit de l'OH à une cote de 70,20 m NGF Remplacement OH chemin amont par cadre 3,00 x 2,00 m avec radier enterré de 30 cm Curage de l'OH et du ruisseau aval
OH 542	Ruisseau de Tournedou	Mise en place de trois buses Ø 1 000 mm à côté de l'ouvrage existant et à côté de l'ouvrage du chemin aval Aménagement zone de stockage à l'amont de l'A63 entre bretelle de sortie de l'aire et chemin latéral
OH 657	Ruisseau de Harencin	Mise en place d'une buse Ø 1 000 mm à côté de l'OH 657 Création OH 662 avec cadre de 1,50 x 1,50 m (y compris sous chemin aval)
OH 677	Absence de cours d'eau	Remplacement de l'OH par cadre 1,50 x 1,50 m Remplacement OH chemin aval par 2 buses de Ø 1 200 mm Reprofilage fossé latéral à l'ouest du chemin aval
OH 710	Affluent du Vignacq	Mise en place de deux buses Ø 1 000 mm à côté de l'ouvrage existant (y compris sous chemin aval)
OH 814	Affluent du ruisseau de la Palue	Buse sèche servant d'ouvrage de décharge Curage de l'OH et du fossé aval
OH 970	Affluent ruisseau de la Papeterie	Mise en place de deux buses Ø 1 200 mm à côté de l'ouvrage existant Mise en place de deux buses Ø 1 000 mm à côté de l'ouvrage existant sous chemin amont
OH 991	Absence de cours d'eau	Mise en place d'un cadre 1,00 x 1,00 m à côté de l'ouvrage existant

Au droit du nouveau tracé de Labouheyre, trois ouvrages hydrauliques sont prévus afin garantir la transparence hydraulique de cette nouvelle section d'environ 2 km de long. Par ailleurs, l'ancienne infrastructure est démolie afin de s'accorder avec le nivellement topographique naturel alentour, son impact sur l'écoulement des eaux doit être nul.

#### Article 54 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Pour la période de chantier, se reporter à l'Article 40.



## SECTION 10 SUIVI

L'objectif de cette section est de présenter les différents suivis de milieux que le pétitionnaire doit réaliser au cours du temps. L'ensemble de ses suivis visent à s'assurer que le pétitionnaire respecte ses engagements en terme d'obligation de résultats. La référence applicable est le critère de respect du bon état écologique et physique en application de la Directive Cadre européenne sur l'Eau à l'échéance 2015. En conséquence, les Installations, ouvrages, travaux et aménagements autorisés par le présent arrêté ne doivent pas avoir un effet déclassant sur les milieux aquatiques concernés.

### Article 55 Prescriptions applicables sur l'ensemble du tracé

Le pétitionnaire doit respecter la Directive Cadre européenne sur l'Eau, dans le cas de rejets au milieu. Le respect du bon état des cours d'eau doit être atteint ou maintenu pour 2015. Tous les résultats de mesure obtenus sont adressés au service de police de l'eau concerné et au SAGE Leyre s'il est compétent. Les suivis retenus sont les suivants :

#### **1) Suivi en phase de chantier**

Se reporter aux dispositions de l'**Article 41**.

#### **2) Suivi en phase exploitation**

Afin de s'assurer de l'efficacité des dispositifs de traitement des eaux avant rejet dans les cours d'eau, un protocole de suivi de la qualité des eaux à l'aval du projet, pour les cours d'eau situés à proximité de bassins de traitement et recevant les eaux rejetées en sortie de ces bassins est mis en place à la charge du pétitionnaire. Ce suivi est effectué par prélèvements d'eau en amont et en aval des points de rejet des bassins de traitement et concernera l'ensemble des cours d'eau

Au minimum, les mesures suivantes sont effectuées :

- Une analyse physico-chimique sur les paramètres suivants : DCO, DBO5 , MES, NH4+, O2dissous, taux de saturation en O2 dissous, conductivité, pH, Pb, Zn et hydrocarbures totaux sur l'eau et les sédiments,
- Un indice biologique global normalisé IBGN (à faire au printemps ou en automne),
- Un indice biologique diatomique IBD,
- un suivi hydromorphologique d'une section de cours d'eau de 500 mètres, incluant la portion où se situe l'ouvrage de franchissement (200 mètres amont et 300 mètres aval),
- Un inventaire du peuplement de poissons (à faire en évitant les périodes de reproduction en automne).

Ces analyses sont effectuées à partir de la mise en service de la section à raison de deux mesures par an et ce pendant 5 ans soit la durée du bilan environnemental, en périodes de basses et de hautes eaux.

Les valeurs seuils de références sont les suivantes :

Paramètres	Limites
DCO	<30 mg/l
DBO5	< 6 mg/l
MES	< 50 mg/l et %fraction organique/fraction minérale
NH4+	<0,5 mg/l
O <sub>2</sub> dissous	> 6 mg/l
Taux de saturation en O <sub>2</sub> dissous	> 70 %
Conductivité	Stabilité/état initial

Pour les métaux et hydrocarbures, les valeurs à respecter sont en moyenne annuelle

Paramètres	Limites
Plomb et ses composés	7,2 µg / l
Zinc	Bruit de fond + 7,8 µg / l

Le suivi physico-chimique des teneurs en éléments traces métalliques lourds (plomb, zinc, cadmium, cuivre) ), hydrocarbures et HAP dans les sédiments est étalé sur la durée de la concession à fréquence suivante : une mesure par an pendant 5 ans puis tous les 5 ans sur la durée de la concession (1, 2, 3, 4, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 ans).

Un suivi visuel technique de tous les ouvrages hydrauliques devant assurer la continuité écologique est mis en place annuellement pendant les cinq années suivant leur réalisation et intégrant en tout état de cause un événement hydrologique significatif. Il inclut notamment la description de la composition granulométrique des sédiments, des mesures des chutes d'eau éventuelles, de la hauteur d'eau à l'étiage, des vitesses d'écoulement en amont, dans l'ouvrage et en aval. Il vise à valider la pertinence des mesures mises en œuvre pour assurer la continuité écologique et permettre l'ajustement de celles-ci en cas de défaillance.

Un suivi visuel technique des dérivations à 1, 3 et 5 ans permet de réajuster les mesures correctives mises en œuvre si besoin est, notamment la reprise des végétaux, avec :

- le suivi de développement des espèces invasives et le contrôle de leur prolifération ;
- le contrôle de la diversité des pentes et des formes de berges, des faciès d'écoulement, des sédiments et des habitats.

En fonction des résultats des différents suivis, les protocoles de suivi peuvent être allégés à l'issue des périodes initiales. Les résultats de toutes les analyses sont communiqués au service chargé de la police de l'eau concerné.

### **3) Utilisation de désherbants**

Pour l'entretien des voiries et des abords de l'autoroute, les moyens mécaniques sont systématiquement privilégiés à l'usage des produits chimiques. En cas d'utilisation de désherbants, seuls les produits autorisés seront admis. Ils ne sont pas appliqués ni en période de hautes eaux ni en période de pluie

L'entretien courant des ouvrages hydrauliques se fera sans utilisation de désherbants et ne doit pas permettre le développement des espèces végétales adventices.

### **Article 56 Prescriptions applicables sur certaines zones**

### **1) Suivi du dispositif d'assainissement non collectif**

Pour les barrière de pleine voie et les aires annexes, le pétitionnaire réalise, à ses frais, des suivis du rejet afin de vérifier :

- Dans le rejet , les teneurs en DCO, DBO5, MES, azote global (NGL) et phosphore total (Pt) deux fois par an ;
- Dans le milieu récepteur, les teneurs en DCO, DBO5, MES, azote organique et ammoniacal (NTK), PO4 3-, Pt, NH4+, NO2- et NO3- , une fois par an.

Il doit prendre les mesures correctives qui s'imposent en cas de résultats insuffisants, en particulier concernant l'azote. Ce suivi annuel est réalisé pendant 5 ans.

Les résultats de ces analyses sont communiqués au service chargé de la police de l'eau et au SPANC concernés. En fonction des résultats, le protocole de suivi peut être allégé à l'issue de cette période.

En fonction des résultats des différents suivis, les protocoles de suivi peuvent être allégés à l'issue des périodes initiales. Les résultats de toutes les analyses sont communiqués au service chargé de la police de l'eau concerné.

## **TITRE III - DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 57 Conformité au dossier**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés, réalisés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, sauf prescriptions contraires de la présente autorisation.

En tout état de cause, le pétitionnaire doit mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour réduire l'incidence des travaux sur l'eau, les milieux aquatiques et humides en phase « chantier » et en phase « exploitation ». Les travaux et ouvrages ci-dessus mentionnés sont exécutés sous la responsabilité pleine et entière du pétitionnaire en ce qui concerne les dispositions techniques, leur mode d'exécution et le respect des consignes établies.

La présente autorisation doit être notifiée par le pétitionnaire à son maître d'œuvre et aux différents entreprises intervenant sur le chantier sur toute sa durée.

### **Article 58 pilotage et suivi des travaux**

#### **1) Pilotage interne**

Le pétitionnaire impose aux entreprises réalisant les travaux de mettre en œuvre les mesures de protection des eaux et des milieux aquatiques nécessaires à leur préservation dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement. Ces mesures sont reprises dans les dossiers de consultation des entreprises sous forme d'une notice de respect de l'environnement et d'un schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (PRE) : elles sont conformes aux dispositions de la présente autorisation.

Pour le suivi et le contrôle du chantier, le pétitionnaire veille à faire prendre en compte les aspects environnementaux dans la conduite du chantier selon une organisation qu'il doit définir pour chacune des phases du chantier. Il doit transmettre au Service de Police de l'Eau concerné **le plus tôt possible et au minimum un mois avant le début de chacune des phases de travaux** les documents demandés dans les sections correspondantes.

#### **2) Pilotage externe**

Les services police de l'eau des Landes et de la Gironde assurent un suivi régulier pendant la durée des travaux ; elles se réunissent au moins deux fois par an. Elle prennent connaissance du rapport établi par le pétitionnaire qui comprend notamment les éléments suivants : état d'avancement des travaux, bilan environnemental,.....

Un groupe technique « Loi sur l'eau » assure des contrôles nécessaires en particulier la conformité des travaux et ouvrages à la présente autorisation. Ce Groupe Technique est composé des services de Police de l'Eau des Landes et de la Gironde, des services départementaux de l'ONEMA des Landes et de la Gironde. Il se fait assister en tant que de besoin par d'autres services de l'État (DREAL, ARS,...) ou par des experts dont les frais de missions seront à la charge du pétitionnaire.

#### **3) Récolement – contrôle de l'exécution de l'autorisation**

Dès l'achèvement des travaux et **au plus tard 3 mois après cet achèvement**, le pétitionnaire adresse au Service de Police de l'Eau concerné et en cinq exemplaires:

- un compte rendu de chantier qu'il a établi au fur et à mesure de l'avancement de celui-ci, dans lequel il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions ci-dessus ainsi que les effets qu'il a identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux. Ce compte rendu doit être gardé à la disposition des services chargés de la police de l'eau. Ce compte-rendu peut être structuré en fonction des différents phases de réalisation des travaux.

Lorsque les travaux sont réalisés sur une période de plus de six mois, le pétitionnaire adresse au Service Police de l'Eau concerné un compte rendu d'étape en cinq exemplaires à la fin des six premiers mois puis tous les trois mois :

- un bilan du suivi environnemental du chantier.

Il est alors procédé à des visites de récolement des ouvrages et des mesures compensatoires.

#### **Article 59 Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration peut prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le pétitionnaire change ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintient pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

#### **Article 60 Durée de l'autorisation et renouvellement**

La présente autorisation est délivrée jusqu'au 31 décembre 2050 correspondant à la durée de la concession. Son renouvellement peut s'effectuer dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

La présente autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où il s'écoule un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté avant que les installations aient été mises en service.

#### **Article 61 Déclaration des incidents ou accidents**

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet concerné les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le maître d'ouvrage doit prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui sont la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Le pétitionnaire doit établir et tenir à jour un plan d'intervention d'urgence et un mémento des moyens d'intervention. Ce plan est déposé devant l'autorité administrative compétente dans **un délai de six mois** avant la date prévue de mise en service de l'autoroute.

#### **Article 62 Accès aux installations et aux chantiers**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

L'aménagement ne doit pas entraver l'accès et la continuité de circulation sur les berges, en toute sécurité et en tout temps, aux agents habilités à la recherche et la constatation des infractions en application de l'article L.216-3 du code de l'environnement, ainsi qu'aux agents chargés de l'entretien, sans préjudice des servitudes pouvant découler des autres réglementations en vigueur.

Le service chargé de la police des eaux et les services départementaux de l'ONEMA peuvent, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment visuels, cartographiques et par analyses chimiques. Le pétitionnaire permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

Les Services de Police de l'Eau auront lors des contrôles en phase chantier ou en phase exploitation de l'autoroute accès gratuitement à la totalité du linéaire et des ouvrages mentionnés dans le présent arrêté.

Lors des contrôles en phase exploitation de l'autoroute, le pétitionnaire fournit passes et clés nécessaires pour accéder aux ouvrages contrôlés.

#### **Article 63 Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 64 Arrêté complémentaire**

Si le respect des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet concerné peut imposer, par arrêté inter-départemental complémentaire, toutes prescriptions spécifiques nécessaires, en application de l'article R.214-17 du code de l'environnement.

#### **Article 65 Modification à l'initiative du pétitionnaire**

Si, au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions applicables à l'installation ou l'ouvrage, il en fait la demande au préfet concerné qui statue par arrêté inter-départemental conformément aux articles R.214-17 et R.214-18 du code de l'Environnement, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnée à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, le plus tôt possible et au minimum 3 mois avant leur réalisation, à la connaissance du préfet concerné avec tous les éléments d'appréciation.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R.214-17 du code de l'Environnement. S'il estime que les modifications sont de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients pour les éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'Environnement, le préfet invite le bénéficiaire de l'autorisation à déposer une nouvelle demande d'autorisation. Celle-ci est soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation primitive.

Il en est de même pour les ouvrages provisoires relevant des besoins propres des entreprises, au moment des travaux (pompes supplémentaires éventuels, installations de chantier...), et qui ne correspondent pas à la mise en œuvre des prescriptions de la présente autorisation. Ils doivent être portés, le plus tôt possible et au minimum 3 mois avant leur réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Si nécessaire, ils doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation ou de déclaration de la part des entreprises : il faut alors tenir compte des délais administratifs de réalisation des procédures et ne pas démarrer les travaux concernés avant l'obtention des dites autorisations.

#### **Article 66 Transmission de l'autorisation à une autre personne**

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet concerné dans les trois mois qui suivent, conformément à l'article R.214-45 du code de l'environnement.

#### **Article 67 Cessation et remise en état des lieux**

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans de l'activité indiquée dans la déclaration fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation conformément à l'article R.214-45 du code de l'environnement. Il est donné acte de cette déclaration.

En cas de cessation définitive d'exploitation et d'absence prolongée d'entretien de l'ouvrage, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel (notamment l'isolement des ouvrages abandonnés) accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Il en est de même si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander son renouvellement.

#### **Article 68 Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations : ICPE, urbanisme, etc.

#### **Article 69 Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture des Landes et de la Gironde, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements des Landes et de la Gironde.

Une ampliation de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de :

##### **➤ pour le département des Landes**

- SAUGNACQ-ET-MURET
- LIPOSTHEY
- PISSOS

- LUE
- LABOUHEYRE
- ESCOURCE
- 
- SOLFERINO
- ONESSE-ET-LAHARIE
- SINDERES
- LESPERON
- CASTETS
- HERM
- MAGESCQ
- SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE

➤ **pour le département de la Gironde**

- SALLES
- BELIN-BELIET
- LUGOS

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture des Landes et à la Préfecture de la Gironde, ainsi qu'aux mairies concernées dont la liste est précisée ci-dessus.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture des Landes et sur celui de la préfecture de la Gironde pendant une durée d'au moins 1 an.

**Article 70 Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.



## Article 71 Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la préfecture des Landes, le Secrétaire Général de la préfecture de la Gironde, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Landes, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes et de la préfecture de la Gironde, qui sera notifié au pétitionnaire, et dont une copie sera transmise :

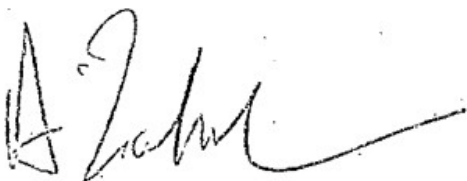
Pour affichage prévu à l'**Article 69** du présent arrêté, aux maires visés à cet article.

Pour information à :

- M. Le Préfet des Landes
- M. Le Sous-Préfet de Dax
- M. Le Préfet de la Gironde
- M. Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Landes
- M. Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde
- M. Le Directeur de l'Agence Départementale de la Santé des Landes
- M. Le Directeur de l'Agence Départementale de la Santé de la Gironde
- M. Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine
- M. Le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques des Landes
- M. Le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Gironde
- M. Le Directeur Régional de l' Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Fait le, **23 SEPT 2011**

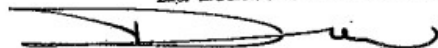
Le Préfet des Landes



**Alain ZABULON**

Le Préfet de la Gironde

~~Pour le Préfet,~~  
**La Secrétaire Générale**



**Isabelle DILHAC**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Nature, Eau et Risques  
Unité eau et milieux aquatiques

**ARRETE N° SNER2011/10/12-84**

---

**Arrêté préfectoral portant Déclaration d'intérêt général et autorisation au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement relatif à la réalisation de travaux de prévention des risques d'inondations du ruisseau le Rieuvert sur le territoire de la commune de Castillon la Bataille**

---

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU le Code Rural,
- VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, dans ses articles R-11.4 à R-11.14,
- VU le Code de l'Environnement et notamment les livres II et IV,
- VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE,
- VU la demande d'autorisation complète et régulière déposée au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement et la demande de déclaration d'intérêt général au titre de l'article L211-7 du même code présentée par le Syndicat Intercommunal de travaux et d'améliorations foncières du canton de Castillon la Bataille domicilié Mairie 33350 Belvès de Castillon, enregistrée le 16 novembre 2010 sous le numéro CASCADE 33-2010-00349 relative à la réalisation, sur le territoire de la commune de Castillon la Bataille de travaux de prévention des risques d'inondations du ruisseau le Rieuvert,
- VU l'arrêté préfectoral 18 mars 2011 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique,
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 04 avril 2011 au 18 avril 2011 dans les communes de Castillon la Bataille, Belvès de Castillon et de Saint Magne de Castillon,
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 18 mai 2011,
- VU le rapport de l'Unité eau et milieux aquatiques de la Direction Départementale des Territoires de la Mer de la Gironde en date du 3 août 2011,
- VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Gironde du 15 septembre 2011,
- VU le projet d'arrêté adressé au le Syndicat Intercommunal de travaux et d'améliorations foncières du canton de Castillon la Bataille en date du 28 septembre 2011,
- VU la réponse du pétitionnaire en date du 4 octobre 2011,

**CONSIDERANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau définie à l'article L211-1 du code de l'environnement,

**SUR PROPOSITION** du Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde,

## ARRÊTE

### TITRE I – DECLARATION D'INTERET GENERAL

**ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL :** le Syndicat Intercommunal de travaux et d'améliorations foncières du canton de Castillon la Bataille domicilié Mairie 33350 BELVES DE CASTILLON, est maître d'ouvrage de travaux de prévention des risques d'inondations du ruisseau le Rieuvert sur le territoire de la commune de Castillon la Bataille.

Ces travaux sont déclarés d'intérêt général.

**ARTICLE 2 – OBJET DES TRAVAUX** Les aménagements sont les suivants :

- A l'amont, sous l'emprise de l'avenue John Talbot (Route départementale n°936) et de la contre-allée nord, recalibrage du cuvelage du cours d'eau destiné à abaisser le niveau des crues par augmentation des capacités d'écoulement,
- A l'aval, aménagement des berges afin de stabiliser le lit.

Les aménagements du lit du Rieuvert permettent le transit de la crue de récurrence centennale dans l'agglomération de Castillon la Bataille.

**ARTICLE 3 – ESTIMATION ET FINANCEMENT DES TRAVAUX :** Le montant hors taxe (HT) global estimatif du programme des travaux s'élève 1 461 000 €.

Les charges financières, hors subventions, sont supportées par le Syndicat Intercommunal de travaux et d'améliorations foncières du canton de Castillon la Bataille (S.I.T.A.F.).

**ARTICLE 4 – SERVITUDE DE PASSAGE :** Pendant la durée des travaux, les propriétaires riverains du réseau hydrographique sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs ou ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaire à la réalisation des travaux, dans la limite d'une largeur de six mètres.

Les terrains bâtis ou clos de murs à la date du 3 février 1995 ainsi que les cours et jardins attenant aux habitations sont exempts de la servitude en ce qui concerne le passage des engins.

**ARTICLE 5 – OBLIGATIONS D'ENTRETIEN REGULIER DES COURS D'EAU PAR LES PROPRIETAIRES RIVERAINS :** La réalisation de travaux de prévention des risques d'inondations du ruisseau le Rieuvert sur le territoire de la commune de Castillon la Bataille par le Syndicat Intercommunal de travaux et d'améliorations foncières du canton de Castillon la Bataille ne dispense pas les propriétaires riverains de leurs obligations définies aux articles L215-14 et R215-2 du code de l'environnement, tant sur le tronçon canalisé que sur celui non-canalisé.

### TITRE I – AUTORISATION

#### ARTICLE 6 – OBJET DE L'AUTORISATION

Le Syndicat Intercommunal de travaux et d'améliorations foncières du canton de Castillon la Bataille est autorisé en application de l'article L214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les aménagements du lit mineur du Rieuvert en vue de permettre le transit de la crue de récurrence centennale dans l'agglomération de Castillon la Bataille.

Le Rieuvert est un cours d'eau non-domanial affluent rive gauche de la Dordogne. Le tronçon concerné par les travaux est compris entre l'extrémité amont de la canalisation de diamètre 1400 mm au travers de laquelle s'écoule le cours d'eau sous l'emprise de l'avenue John Talbot (Route départementale 936) et la confluence avec la Dordogne.

Les coordonnées géographiques Lambert 93 du tronçon aménagé du Rieuvert sont les suivantes :

Extrémité amont :	X : 459437	Y 6422051
Extrémité aval	X : 460128	Y 6421740

Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Nature des travaux	Régime
3.1.2.0 1°	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau	Le lit du Rieuvert est aménagé sur une longueur de 246 m	Autorisation
3.1.3.0 1°	Installation ou ouvrage ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique. Sur une longueur supérieure ou égale à 100 m	Le busage complémentaire à la canalisation existante a une longueur de 355 m	Autorisation
3.1.4.0 2°	Consolidation ou protection de berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales. Sur une longueur supérieur ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m	Les confortements de berges représentent une longueur cumulées de 110 m	Déclaration

## ARTICLE 7 – CARACTERISTIQUES DE L'AMENAGEMENT

Le secteur concerné par les travaux est compris entre l'extrémité amont de la canalisation de diamètre 1400 mm, au travers de laquelle s'écoule le cours d'eau sous l'emprise de l'avenue John Talbot (Route départementale 936), et la confluence avec la Dordogne.

Trois tronçons d'aménagements sont identifiés :

- Tronçon amont, correspondant à la canalisation située sous l'avenue John Talbot et la Place du 14 Juillet,
- Tronçon médian, de la Place du 14 Juillet au droit de la parcelle 196 (située rive gauche),
- Tronçon aval jusqu'à la confluence avec la Dordogne.

La capacité hydraulique de l'aménagement permet le transit de la pointe de la crue centennale.

### Tronçon amont

- Une conduite d'une capacité hydraulique équivalente à celle d'une canalisation de diamètre 2000 mm est mise en place sous la contre-allée nord de l'avenue John Talbot (RD936) en parallèle de la conduite existante de diamètre 1600 mm à l'intérieur duquel est canalisé le Rieuvert,
- A l'amont de la conduite existante, le tronçon de diamètre 1400 mm, d'une longueur de 60 m, est remplacé par une conduite de diamètre 1600 mm,
- Le cours d'eau est raccordé à l'amont des deux conduites (existante et nouvelle) par un ouvrage divergent à ciel ouvert,
- Les extrémités aval des conduites sont raccordées au cours d'eau par un ouvrage convergent souterrain.

### Tronçon médian

- La conduite existante de diamètre 1400 mm (à l'emplacement de l'ancien moulin de Bourron) est déposée. Un ouvrage en maçonnerie à ciel ouvert, de type cuvelage, d'une largeur de 2,50 m pour une hauteur de 2 m est mise en œuvre à l'emplacement de cette conduite sur une longueur de 55 m. Cet ouvrage a pour fonction de soutenir les berges et les constructions existantes sur les rives.
- La chute existante est conservée,
- Le tronçon enroché existant de cours d'eau est conservé,
- Au droit de la parcelle 196, le cadre existant est déposé et remplacé par un ouvrage en maçonnerie d'une largeur de 2,50 m et d'une hauteur de 2,50 m,

### Tronçon aval

- Confortement des murs de soutènement existants le long des parcelles 198 à 204,
- Réalisation d'un enrochement au droit de la parcelle 204,
- Consolidation d'un mur au droit de la parcelle 207,
- Confortement de la berge gauche le long des parcelles 386, 356 et 380,
- Enlèvement de la passerelle existante,
- Suppression du méandre par remblaiement du lit existant et dérivation du cours d'eau par création d'un nouveau lit.

## TITRE II – PRESCRIPTIONS

### ARTICLE 8 – PRESCRIPTIONS GENERALES

La réalisation des confortements de berges est effectué conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 2.5.5 (1°, b) ou 2.5.5 (2°, b) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié dont un exemplaire est joint en annexe du présent arrêté.

### ARTICLE 9 – PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES

#### 9-1 Canalisation du lit du ruisseau

- Un dispositif de piégeage des corps flottants ou charriés par le cours d'eau est installé à l'amont des ouvrages de canalisation du Rieuvert sous l'emprise de l'avenue John Talbot et de la contre-allée nord. Sa section libre garantie en toutes circonstances le passage de l'eau. Il est nettoyé régulièrement. Sa capacité d'écoulement est maintenue en permanence.

## **9-2 Réalisation des travaux**

- Les opérations de terrassement n'entraînent pas de rejet de matières en suspension dans les eaux du Rieuvert,
- L'entretien et le stationnement d'engins, en-dehors des périodes de travail, sont interdits à proximité du cours d'eau ou des fossés d'écoulement des eaux pluviales. Le lavage des engins de chantier, l'approvisionnement en hydrocarbure, l'entretien et les réparations des engins ou matériels sont réalisés sur des aires spécialement aménagées munies de dispositifs de décantation des eaux de lavage et de rétention des éventuels rejets d'hydrocarbures ou de produits susceptibles d'entraîner des pollutions des eaux souterraines ou superficielles.
- Le stockage d'hydrocarbures et de tout produit susceptible d'entraîner une pollution des eaux souterraines et superficielles est interdit à proximité du cours d'eau ou des fossés d'écoulement des eaux pluviales. Ces stockages sont pourvus de dispositif de rétention de capacités équivalentes protégé des précipitations atmosphériques.
- Toutes les précautions sont prises pour éviter une pollution des eaux souterraines et superficielles notamment par des matières en suspension ou par écoulement d'hydrocarbure ou de tout produit susceptible d'entraîner une pollution. Les eaux recueillies dans la zone de travaux sont rejetées dans le milieu naturel après décantation ; le nettoyage du secteur de décantation est nettoyé pour éviter toute dégradation du milieu naturel.
- En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le bénéficiaire de l'autorisation doit immédiatement interrompre les travaux ou l'incident provoqué et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et afin qu'il ne se reproduise pas. Il informe également dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face ainsi que les collectivités locales, conformément à l'article L211-5 du code de l'environnement.
- Les déchets sont éliminés selon des filières légalement autorisées.

## **TITRE II - DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 10 - DUREE DE L'AUTORISATION**

Les aménagements sont réalisés dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 11 - CONFORMITE AU DOSSIER ET MODIFICATIONS**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 12 - CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

### **ARTICLE 13 - DECLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **ARTICLE 14 - ACCES AUX INSTALLATIONS**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **ARTICLE 15 - RESERVE DES DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 16 - AUTRES REGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **ARTICLE 17 - PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de la Gironde, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux diffusés dans le département de la Gironde.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie de la commune de Castillon la Bataille. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la préfecture de la Gironde au Service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que dans la mairie de la commune de Castillon la Bataille.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde pendant une durée d'au moins 1 an.

#### **ARTICLE 18 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Bordeaux à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

#### **ARTICLE 19 - EXECUTION**

La Secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

Le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Libourne

Le Maire de la commune de Castillon la Bataille,

Le Chef du Service départemental de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques de la Gironde,

Le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans la mairie intéressée.

Fait à Bordeaux, le **12 OCT. 2011**

Pour le Préfet,  
Pour le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer, et par délégation  
Le Directeur Départemental Adjoint,

Jean-Luc IEMMOLO

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Nature, Eau et Risques  
Unité eau et milieux aquatiques

**ARRETE N° SNER2011/10/12-85**

---

**Autorisation au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement de restaurer la capacité hydraulique de tronçons de cours d'eau sur les territoires des communes de Grayan et l'Hopital, Jau-Dignac-et-Loirac, Saint Vivien de Médoc et Le Verdon sur Mer**

---

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le Code de l'Environnement et notamment les livres II et IV,
- VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE,
- VU** l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2006 portant déclaration d'intérêt général de travaux d'aménagement, de restauration et d'entretien du réseau hydrographique programmés par le SIBV du Nord-Médoc dans les communes de Grayan-l'Hopital, Hourtin, Jau-Dignac-et-Loirac, Naujac sur Mer, Queyrac, Saint Vivien de Médoc, Soulac sur Mer, Talais, Vensac, et Le Verdon sur Mer.
- VU** la demande d'autorisation complète et régulière déposée au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement présentée par le Syndicat intercommunal des Bassins Versants du Nord-Médoc domicilié Place de la Mairie 33590 Saint Vivien de Médoc, enregistrée 19 novembre 2010 sous le numéro CASCADE 33-2010-00342 et relative à des travaux de restauration de la capacité hydraulique de tronçons de cours d'eau sur les territoire des communes de Grayan et l'Hopital, Jau-Dignac-et-Loirac, Saint Vivien de Médoc et Le Verdon sur Mer,
- VU** l'arrêté préfectoral 21 juin 2011 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique,
- VU** l'enquête publique qui s'est déroulée du 11 juillet 2011 au 5 août 2011 dans les communes de Grayan et l'Hopital, Jau-Dignac-et-Loirac, Saint Vivien de Médoc et Le Verdon sur Mer,
- VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 19 août 2011,
- VU** le rapport de l'Unité eau et milieux aquatiques de la Direction Départementale des Territoires de la Mer de la Gironde en date du 26 août 2011,
- VU** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Gironde du 15 septembre 2011,
- VU** le projet d'arrêté adressé au S.I.B.V. du Nord-Médoc en date du 16 septembre 2011,
- VU** l'avis réputé favorable du pétitionnaire,

**CONSIDERANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau définie à l'article L211-1 du code de l'environnement,

**SUR PROPOSITION** du Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde,

## ARRÊTE

### TITRE I – OBJET DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE PREMIER – OBJET DE L'AUTORISATION

Le Syndicat intercommunal des Bassins Versants du Nord-Médoc est autorisé en application de l'article L214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à restaurer la capacité hydraulique de tronçons de cours d'eau sur les territoires des communes de Grayan et l'Hopital, Jau-Dignac-et-Loirac, Saint Vivien de Médoc et Le Verdon sur Mer.

Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Nature	Description	Intensité	Régime
3.2.1.0.	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4. 1. 3. 0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2. 1. 5. 0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1° Supérieur à 2 000 m <sup>3</sup> (A) ;	Curage mécanique	Autorisation

#### ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux consistent en un curage mécanique de certains tronçons de cours d'eau en partie comblés et ne disposant pas plus de la capacité hydraulique suffisante pour garantir la continuité des écoulements.

Liste des cours d'eau concernés :

N°	Nom
1	Chenal du Logis
27	Coulage le Perey
28	La Moulin/Petit Liot
84	Le Juncla
86	Le 20 et 12 pieds
87	Le Rigon Est
88	Le Rigon Ouest
98	La Chenalette
18-2	Le Profan 2 <sup>ème</sup> section-Est
	Le Profan 8 <sup>ème</sup> section
240	Coulage de Martignan
24bis	Coulage du Beyssan
23	Chenal du Capsey
75	Coulage du Gargassan
25	La Raze
25-1	Les Peyrères
80	Coulage de Meynard
79	Le Grand Clos
78	Le Pont du Jard/Fournieu

Longueur totale : 29600 mètres

Volume de sédiments extraits : 48900 m<sup>3</sup>

#### 2-1 Traitement de la végétation

Seule la végétation obstruant le libre écoulement des eaux est traitée.

La végétation existante de la rive opposée au bord d'approche du chantier est maintenue en l'état.

La végétation existante du bord d'approche est traitée de façon sélective et ponctuelle.



## **2-2 Gestion des embâcles**

L'enlèvement des embâcles dans le lit des cours d'eau et aux pieds des berges est réalisé manuellement pour les plus petits.

## **2-3 Curage**

Le curage est limité à la section hydraulique utile et nécessaire pour restaurer la capacité hydraulique fonctionnelle du cours d'eau.

Le curage est commencé au minimum à 0.5 mètre du pied de berge.

Aucun redressement, élargissement ou approfondissement du lit mineur n'est effectué.

# **TITRE II – PRESCRIPTIONS**

## **ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS GENERALES**

Le pétitionnaire doit respecter, sauf prescriptions spécifiques du présent arrêté, les prescriptions générales définies par l'arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

L'arrêté du 30 mai 2008 est joint en annexe du présent arrêté.

## **ARTICLE 4 – PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES**

### **4-1 Période d'intervention**

les travaux sont réalisés sur une période comprise entre le 15 août et le 30 septembre.

### **4-2 Tronçons de cours d'eau où la présence de la Cistude d'Europe est avérée**

Le pétitionnaire effectue une reconnaissance préalable et exhaustive sur l'ensemble du linéaire de cours d'eau concerné par les travaux.

Le pétitionnaire exerce une surveillance et assure une assistance auprès de l'entreprise qui réalise les travaux durant les interventions pour garantir la préservation des Cistudes présentes et de leur habitat.

### **4-3 Profils en travers des chenaux**

Les travaux de curage visent à redonner aux cours d'eau un profil en travers plus étroit en conservant des banquettes sur chaque berge.

### **4-4 Réalisation des travaux**

L'entretien et le stationnement d'engins, en-dehors des périodes de travail, sont interdits à proximité du cours d'eau ou des fossés d'écoulement des eaux pluviales. Le lavage des engins de chantier, l'approvisionnement en hydrocarbure, l'entretien et les réparations des engins ou matériels sont réalisés sur des aires spécialement aménagées munies de dispositifs de décantation des eaux de lavage et de rétention des éventuels rejets d'hydrocarbures ou de produits susceptibles d'entraîner des pollutions des eaux souterraines ou superficielles.

Le stockage d'hydrocarbures et de tout produit susceptible d'entraîner une pollution des eaux souterraines et superficielles est interdit à proximité du cours d'eau ou des fossés d'écoulement des eaux pluviales. Ces stockages sont pourvus de dispositif de rétention de capacités équivalentes protégé des précipitations atmosphériques.

Toutes les précautions sont prises pour éviter une pollution des eaux souterraines et superficielles notamment par des matières en suspension ou par écoulement d'hydrocarbure ou de tout produit susceptible d'entraîner une pollution. Les eaux recueillies dans la zone de travaux sont rejetées dans le milieu naturel après décantation ; le nettoyage du secteur de décantation est nettoyé pour éviter toute dégradation du milieu naturel.

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le bénéficiaire de l'autorisation doit immédiatement interrompre les travaux ou l'incident provoqué et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et afin qu'il ne se reproduise pas. Il informe également dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face ainsi que les collectivités locales, conformément à l'article L211-5 du code de l'environnement.

Les déchets sont éliminés selon des filières légalement autorisées.

## **TITRE II - DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 5 - DUREE DE L'AUTORISATION**

La réalisation du nouveau lit est effectuée dans un délai de 36 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 6 - CONFORMITE AU DOSSIER ET MODIFICATIONS**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 7 - CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

### **ARTICLE 8 - DECLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

### **ARTICLE 9 - ACCES AUX INSTALLATIONS**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

### **ARTICLE 10 - RESERVE DES DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 11 - AUTRES REGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **ARTICLE 12 - PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de la Gironde, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux diffusés dans le département de la Gironde.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans les mairies des communes de Grayan et l'Hopital, Jau-Dignac-et-Loirac, Saint Vivien de Médoc et Le Verdon sur Mer. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins des maires.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la préfecture de la Gironde au Service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que dans les mairies des communes de Saint Vivien de Médoc et Le Verdon sur Mer.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde pendant une durée d'au moins 1 an.

#### ARTICLE 13 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Bordeaux à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

#### ARTICLE 14 - EXECUTION

La Secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

La Sous-Préfète de l'Arrondissement de Lesparre

Le Maire de la commune de Grayan et l'Hopital,

Le Maire de la commune de Jau-Dignac-et-Loirac,

Le Maire de la commune de Saint Vivien de Médoc,

Le Maire de la commune de Le Verdon sur Mer,

Le Chef du Service départemental de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques de la Gironde,

Le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde; et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans la mairie intéressée.

Fait à Bordeaux, le 12 OCT. 2011

Pour le Préfet,  
Pour le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer, et par délégation:  
Le Directeur Départemental Adjoint,

Jean-Luc IEMMOLO

#### ANNEXES :

L'arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou à déclaration relevant de la rubrique 3.2.1.0

#### Copies :

- Pétitionnaire:	1
- D.D.T.M. (original) :	1
- Préfet :	1
- Sous-Préfète de l'Arrondissement de Lesparre :	1
- Le Maire de la commune de Grayan et l'Hopital :	1
- Le Maire de la commune de Jau-Dignac-et-Loirac :	1
- Le Maire de la commune de Saint Vivien de Médoc :	1
- Le Maire de la commune de Le Verdon sur Mer :	1
- ONEMA Service départemental :	1

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION  
DEPARTEMENTALE des  
TERRITOIRES et de la MER

Service Nature, Eau et  
Risques

Unité Eau & Milieux  
Aquatiques

ARRETE N° SNER2011/10/12-86

**Arrêté préfectoral portant autorisation au titre de l'article L214-3 du code de  
l'environnement au titre de régularisation d'un plan d'eau construit sans autorisation  
préfectorale sur le territoire de la commune de La Sauve**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU le Code de l'Environnement et notamment les livres II et IV,
- VU le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques,
- VU l'arrêté ministériel du 27 août 1999 modifié fixant les prescriptions applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L214-1 à L214-3 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 27 août 1999 modifié fixant les prescriptions applicables aux opérations de vidanges de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L214-1 à L214-3 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions applicables aux prélèvements soumis à autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration du tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 2° de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration du tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques,
- VU l'arrêté ministériel du 11 février 2011 portant agrément d'organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques,
- VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE,
- VU la transaction pénale proposée par le Préfet de la région Aquitaine en application de l'article L216-14 du code de l'environnement et acceptée le 29 octobre 2010 par la Société des Vignobles Francis Courcelles qui s'engage à régulariser le plan d'eau après dépôt d'un dossier d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement,
- VU la demande d'autorisation complète et régulière déposée au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement présentée par la Société des Vignobles Francis Courcelles domiciliée 3 Château Thieuley, enregistrée le 25 mai 2009 sous la référence CASCADE 33-2009-00200 et relative à la création d'un plan d'eau sur le territoire de la commune de La Sauve,
- VU le rapport de SOGREAH de novembre 2010 relatif à la mise en conformité du barrage d'appui au plan d'eau,
- VU l'arrêté préfectoral 9 juin 2011 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique,
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 18 juillet 2011 dans la commune de La Sauve,
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 3 août 2011,

- VU l'avis réputé favorable du Conseil municipal de la commune de La Sauve,
- VU l'avis réputé favorable du Chef du service départemental de la Gironde de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA),
- VU l'avis défavorable du Président de la Fédération départementale des associations agréées de pêche, de protection des milieux aquatiques de la Gironde en date du 15 juin 2011,
- VU le rapport de l'Unité eau et milieux aquatiques de la Direction Départementale des Territoires de la Mer de la Gironde en date du 19 août 2011,
- VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Gironde du 15 septembre 2011,
- VU le projet d'arrêté adressé à la Société des Vignobles Francis Courcelles en date du 28 septembre 2011,
- VU l'avis réputé favorable du pétitionnaire,

#### CONSIDERANT

- que les prescriptions du présent arrêté permettent le rétablissement de la continuité du cours d'eau et garantissent une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau définie à l'article L211-1 du code de l'environnement,

**SUR PROPOSITION** du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

### ARRÊTE

#### TITRE I – OBJET DE L'AUTORISATION

##### ARTICLE PREMIER – OBJET DE L'AUTORISATION

La Société des Vignobles Francis Courcelles est autorisée en application de l'article L214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à exploiter un plan d'eau avec barrage sur le territoire de la commune de La Sauve.

Le Courron est un affluent rive gauche du Gestas classé en 2<sup>ème</sup> catégorie piscicole.

Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubriques		Régime
1.2.1.0	Prélèvements et installations et ouvrages permettant un prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe 1° d'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1000 m <sup>3</sup> /h ou à 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.	Autorisation
2.2.1.0.	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux .. la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant : 2° supérieure à 2000 m <sup>3</sup> /j ou à 5 % du débit moyen inter-annuel du cours d'eau	Déclaration
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues 2° un obstacle à la continuité écologique : a) entraînant une différence de niveau supérieure à 50 cm	Autorisation  Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m	Autorisation
3.1.5.0 2°	Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens.	Déclaration
3.2.2.0.	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m <sup>2</sup> et inférieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Déclaration

3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non :  2° dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Déclaration
3.2.4.0.	2° Vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors des piscicultures mentionnées à l'article L431-6, hors plan d'eau mentionnés à l'article L431-7	Déclaration
3.2.5.0.	Barrages de retenue et digues de canaux  2° de classe D	Déclaration
3.3.1.0.	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :  1° Supérieure ou égale à 1 ha	Autorisation

## ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE

### 2-1 Nature et situation de l'ouvrage

L'ouvrage comporte :

- La dérivation du tronçon de ruisseau correspondant à l'emprise de l'ouvrage, cette dérivation est dénommée dans le présent arrêté "nouveau lit mineur".
- D'un barrage en remblai d'une hauteur (H) de 4,81 m, sur lequel est appuyé le plan d'eau, dans l'ancien lit du cours d'eau le Courron.
- Un plan d'eau, d'une superficie de 8600 m<sup>2</sup> (0.8 ha) et d'une capacité (V) de 13300 m<sup>3</sup>, situé dans l'ancien lit du ruisseau de Courron. La superficie et le volume sont mesurés au fil d'eau de l'évacuateur de crues positionné à la cote 74.85 m NGF.

Les coordonnées géographiques Lambert 93 de l'ouvrage sont les suivantes :

X 437027                      Y 6413356

L'ouvrage est situé sur les parcelles dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune	Section	Parcelle
La Sauve	AS	81
La Sauve	AS	82
La Sauve	AS	101
La Sauve	AS	179

### 2-2 Dérivation du lit du ruisseau

- Le dispositif existant construit dans le lit mineur du Courron à l'amont du plan d'eau et destiné à intercepter les eaux du cours d'eau pour l'alimentation de l'ouvrage est supprimé.
- Le nouveau lit mineur du ruisseau contourne, en rive gauche, le plan d'eau. Il se compose de deux tronçons :
  - Le premier, d'une longueur de l'ordre de 115 mètres, est profilé mécaniquement à partir de l'amont de l'ancien bassin de décantation de l'ancienne prise d'eau d'alimentation du plan d'eau jusqu'au droit d'un fossé présent sur le versant ouest du thalweg, la pente est d'environ 0.3 %.
  - Les profils en travers sont similaires à ceux du cours d'eau existant à l'amont du secteur du plan d'eau. Le lit mineur a une largeur de 0.30 m au fond.
  - Le fossé présent sur le versant ouest est remblayé et son talus aplani afin de diriger les eaux vers le second tronçon du nouveau cours d'eau.
  - Le second tronçon d'une longueur de l'ordre de 155 mètres n'est pas profilé mécaniquement. Les eaux du ruisseau divaguent sur le sol pour rejoindre le lit existant.

### 2-3 Création d'une zone humide

La zone humide est située à l'aval du premier tronçon du nouveau lit mineur. Elle est alimentée par les eaux du Courron.

### 2-4 Le plan d'eau

- Le plan d'eau n'est pas alimenté par le cours d'eau le Courron.
- Le plan d'eau d'une surface de 8600 m<sup>2</sup> est appuyé sur le barrage de retenue.
- Le volume (V) est de 13300 m<sup>3</sup>. L'altitude du plan d'eau est 74.85 m/NGF ; elle correspond à la cote du fil d'eau de l'évacuateur de crues.

## 2-5 Le barrage

- Le barrage est de type barrage homogène en terre.
  - La crête est à la cote 75.75 m, sa longueur totale est de 250 m.
  - La hauteur du barrage (voir définition à l'article 3) est de 4,81 m ; hauteur mesurée entre le fil d'eau, noté fe 70.94, de l'ancien lit indiqué sur le plan topographique joint au rapport de SOGREAH intégré au dossier et la cote minimale de la crête inscrite sur la figure 1 du même rapport.
  - Evacuateur à surface libre :
    - Cote NGF du seuil de surverse : 74.85 m
    - Largeur totale du seuil (mesurée en gueule) : 8,8 m
    - Cote NGF des plus hautes eaux (PHE) pour crue de retour 100 ans : 75.37 m
    - Cote NGF des plus hautes eaux (PHE) pour crue de retour 1000 ans : 75.58 m
    - Capacité hydraulique pour crue de retour 1000 ans: 5 m<sup>3</sup>/s
- L'évacuateur de crue comprend le seuil, l'entonnement, le coursier et le bassin de dissipation.

## ARTICLE 3 – CLASSEMENT DU BARRAGE

- Au sens de l'article R214-112 du code de l'environnement, les caractéristiques géométriques du barrage sont:  
 $H \geq 2$  mètres.  
H est la plus grande hauteur mesurée entre la crête et le pied du barrage, à l'aval, elle est exprimée en mètres.
- Le barrage relève de la classe D.

## TITRE II – PRESCRIPTIONS

## ARTICLE 4 – PRESCRIPTIONS GENERALES

### 4-1 Concernant les modifications des profils en long et en travers du cours d'eau

Le pétitionnaire doit respecter, sauf prescriptions spécifiques du présent arrêté, les prescriptions générales définies par l'arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 2° de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration du tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement. L'arrêté ministériel du 28 novembre 2007 est joint en annexe du présent arrêté.

### 4-2 Concernant le plan d'eau

#### 4-2-1 Réalisation

Le pétitionnaire met le plan d'eau en conformité avec les prescriptions spécifiques du présent arrêté, en respectant les prescriptions générales définies par l'arrêté ministériel du 27 août 1999 modifié par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2006 applicables aux opérations de créations de plans d'eau soumise à déclaration au titre des articles L214-1 à L214-3. et relevant de la rubrique 3.2.3.0.2° de la nomenclature définie au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement.

L'arrêté ministériel du 27 août 1999 modifié est joint en annexe du présent arrêté.

#### 4-2-2 Vidanges

Les vidanges du plan d'eau sont organisées et conduites par le pétitionnaire, sauf prescriptions spécifiques du présent arrêté, en respectant les prescriptions générales définies par l'arrêté ministériel du 27 août 1999 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de vidange de plans d'eau soumises à déclaration au titre des articles L214-1 à L214-3 et relevant de la rubrique 3.2.4.0.2° de la nomenclature définie au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement.

L'arrêté ministériel du 27 août 1999 est joint en annexe du présent arrêté.

### 4-3 Concernant le barrage

#### 4-3-1 Maîtrise d'œuvre des travaux de mise en conformité

Les travaux de mise en conformité du barrage sont conçus et suivis par un maître d'œuvre agréé par l'arrêté ministériel du 7 avril 2011 portant agrément d'organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques conformément aux dispositions de l'article R214-120 du code de l'environnement.

L'arrêté ministériel du 7 avril 2011 est joint en annexe du présent arrêté.

#### 4-3-2 Sécurité et sûreté

Le pétitionnaire doit respecter, sauf prescriptions spécifiques du présent arrêté, les prescriptions générales définies par l'arrêté ministériel du 29 février 2008 modifié par l'arrêté ministériel du 16 juin 2009 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques.

Ces prescriptions concernent notamment :

- le dossier mentionné au I de l'article R. 214-122 du code de l'environnement (AM du 29/02/08 - article 3),
- l'organisation mise en place par le propriétaire ou l'exploitant de l'ouvrage pour assurer l'exploitation et la surveillance de son ouvrage (AM du 29/02/08 - article 4),
- Les consignes écrites mentionnées au I de l'article R. 214-122 du code de l'environnement (AM du 29/02/08 - article 5),
- Le registre mentionné au II de l'article R. 214-122 du code de l'environnement (AM du 29/02/08 - article 6),

L'arrêté ministériel du 29 février 2008 modifié est joint en annexe du présent arrêté.

#### **4-3-3 Exploitation et surveillance du barrage**

Les règles particulières relatives à l'exploitation et à la surveillance des barrages de classes D définies aux articles R214-136 du code de l'environnement sont applicables à l'ouvrage (visites techniques approfondies mentionnées à l'article R. 214-123 réalisées au moins une fois tous les dix ans).

### **ARTICLE 5 – PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES**

#### **5-1 Concernant le cours d'eau**

- Le dispositif existant construit dans le lit mineur du Courron à l'amont du plan d'eau et destiné à intercepter les eaux du cours d'eau pour l'alimentation de l'ouvrage est supprimé.
- Le lit mineur du cours d'eau est reconstitué à l'emplacement du dispositif de prise d'eau supprimé.
- La berge et la rive droite du nouveau lit du cours d'eau sont aménagées selon un profil en travers qui ne permette pas l'alimentation du plan d'eau en particulier par surverse lors des crues du ruisseau.
- Il n'existe aucune liaison hydraulique avec le plan d'eau.

#### **5-2 Concernant le plan d'eau**

- L'ouvrage de vidange existant est supprimé,
- Indépendamment des ouvrages de sécurité du barrage, le plan d'eau comporte un dispositif de trop-plein et de vidange de type "moine" ou tout procédé au moins équivalent accessible en toutes circonstances.
- La conduite de vidange est équipée d'un dispositif anti-rénard.

#### **5-3 Concernant le barrage**

- L'ouvrage de trop-plein existant est supprimé.
- Un évacuateur de crues à surface libre conforme est réalisé.
- Le talus aval est renforcé conformément aux normes géotechniques correspondant aux matériaux mis en œuvre.
- Les griffes d'érosions présentes sont réparées conformément aux règles de l'art.
- L'ensemble des arbres présents dans le corps du barrage et sur le barrage sont supprimés.
- Un fossé de pied de barrage est mis en place conformément aux règles de l'art.
- La destruction chimique de la végétation sur et aux abords du barrage est interdite.
- Des actions préventives sont conduites pour empêcher la présence d'animaux fouisseurs sur et dans le barrage. Les animaux fouisseurs sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Leurs dégâts éventuels sont réparés.
- Le pétitionnaire fait parvenir au service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques sous un délai de 45 jours à compter de la notification du présent arrêté :
  - l'organisation mise en place par le propriétaire ou l'exploitant de l'ouvrage pour assurer l'exploitation et la surveillance de son ouvrage (AM du 29/02/08 - article 4),
  - Les consignes écrites mentionnées au I de l'article R. 214-122 du code de l'environnement (AM du 29/02/08 - article 5).
- Le pétitionnaire fait parvenir au service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques sous un délai de 30 jours à compter de la fin des travaux les plans de récolement de l'ouvrage réalisé. Les plans sont rattachés au Nivellement général de la France (NGF).

#### **5-4 Réalisation de travaux**

- Les opérations de terrassement n'entraînent pas de rejet de matières en suspension dans les eaux du cours d'eau le Courron,



- L'entretien et le stationnement d'engins, en-dehors des périodes de travail, sont interdits à proximité du cours d'eau ou des fossés d'écoulement des eaux pluviales. Le lavage des engins de chantier, l'approvisionnement en hydrocarbure, l'entretien et les réparations des engins ou matériels sont réalisés sur des aires spécialement aménagées munies de dispositifs de décantation des eaux de lavage et de rétention des éventuels rejets d'hydrocarbures ou de produits susceptibles d'entraîner des pollutions des eaux souterraines ou superficielles.
- Le stockage d'hydrocarbures et de tout produit susceptible d'entraîner une pollution des eaux souterraines et superficielles est interdit à proximité du cours d'eau ou des fossés d'écoulement des eaux pluviales. Ces stockages sont pourvus de dispositif de rétention de capacités équivalentes protégé des précipitations atmosphériques.  
Toutes les précautions sont prises pour éviter une pollution des eaux souterraines et superficielles notamment par des matières en suspension ou par écoulement d'hydrocarbure ou de tout produit susceptible d'entraîner une pollution. Les eaux recueillies dans la zone de travaux sont rejetées dans le milieu naturel après décantation ; le nettoyage du secteur de décantation est nettoyé pour éviter toute dégradation du milieu naturel.
- En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le bénéficiaire de l'autorisation doit immédiatement interrompre les travaux ou l'incident provoqué et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et afin qu'il ne se reproduise pas. Il informe également dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face ainsi que les collectivités locales, conformément à l'article L211-5 du code de l'environnement.
- Les déchets sont éliminés selon des filières légalement autorisées.

### TITRE III - DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 6 - DUREE DE L'AUTORISATION

L'ouvrage (plan d'eau et barrage) est autorisé pour une durée de 20 ans.

#### ARTICLE 7 - VALIDITE DE L'AUTORISATION

Le pétitionnaire doit prévenir, par écrit, au moins quinze jours à l'avance le Service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques de la date de commencement des travaux nécessaires à la réalisation de la dérivation du lit du cours d'eau, prescrite aux articles précédents, et à la mise en conformité du barrage et du plan d'eau ; ceux-ci doivent être exécutés et terminés dans un délai maximum de 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté, conformément aux termes de la transaction pénale acceptée par le pétitionnaire le 29 octobre 2010.

Le pétitionnaire doit informer sans délai, par écrit, le Service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques de la fin des travaux.

#### ARTICLE 8 - CONFORMITE AU DOSSIER ET MODIFICATIONS

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 9 - CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

#### ARTICLE 10 - DECLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **ARTICLE 11 - ACCES AUX INSTALLATIONS**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **ARTICLE 12 - RESERVE DES DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 13 - AUTRES REGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **ARTICLE 14 - PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de la Gironde, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux diffusés dans le département de la Gironde.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie de la commune de La Sauve. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la préfecture de la Gironde au Service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que dans la mairie de la commune de La Sauve.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde pendant une durée d'au moins 1 an.

#### **ARTICLE 15 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Bordeaux à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

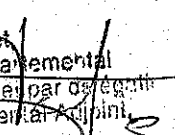
Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

#### **ARTICLE 16 - EXECUTION**

La Secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,  
Le Maire de la commune de La Sauve,  
Le Chef du Service départemental de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques de la Gironde,  
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans la mairie de la commune de La Sauve.

Fait à Bordeaux, le **12 OCT. 2011**

Pour le Préfet  
Pour le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer, et par délégation  
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer  


Jean-Luc IEMMOLO



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale  
Des Territoires et de la Mer  
de la Gironde

Service des Procédures  
Environnementales

**ARRETE** du 26 octobre 2011

---

**Arrêté portant approbation du Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain  
sur la commune de BLAYE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;

**VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1, R.126-1 et R.126-2 ;

**VU** le code de la construction et de l'habitat ;

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles , modifié par le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 ;

**VU** la loi n° 2003.699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 5 février 2007 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain sur la commune de Blaye ;

**VU** le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur en date du 26 juillet 2011, suite à l'enquête publique menée du 14 juin au 18 juillet 2011 ;

**VU** le rapport et les pièces du dossier constitutifs du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles : « risques d'éboulements de falaises, chutes de pierres ou de blocs et glissements de terrain » ;

**VU** l'avis recueilli lors de la consultation du Conseil Municipal de la commune de Blaye en date du 26 avril 2011 ;

**CONSIDERANT** que l'ensemble des consultations des services associés et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale prévues dans le cadre des articles L.562-3 et R.562-7 du Code de l'Environnement, ont été effectuées ;

**CONSIDERANT** que le territoire de la commune de Blaye est concerné par l'existence des risques de chutes de pierres ou de blocs, de glissement de terrain et d'affaissement et d'effondrement de cavités souterraines ;

**CONSIDERANT** la nécessité de délimiter sur le territoire de la commune de Blaye, les zones sur lesquelles l'occupation et l'utilisation des sols doivent être contrôlées en raison de l'importance de ces risques ;

**CONSIDERANT** que le projet de Plan de Prévention des Risques Mouvements de Terrain sur la commune de Blaye a été soumis à la consultation des collectivités concernées, qu'il a fait l'objet d'une enquête publique dans les formes prévues à l'article R. 562-8 de code de l'environnement et qu'à l'issue de ces consultations et de l'enquête publique, le plan peut être approuvé ;

**SUR PROPOSITION** du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le Plan de Prévention des Risques Naturels Mouvements de Terrain sur le territoire de la commune de Blaye, tel qu'il est annexé au présent arrêté, est approuvé.

**ARTICLE 2** : Ce Plan de Prévention des Risques Mouvements de Terrain, comporte :

- une note de présentation (principes d'élaboration du PPR, analyse des phénomènes pris en compte et justifications des zonages associés) ;
- un règlement précisant les règles s'appliquant pour chaque zonage ;
- une cartographie du zonage réglementaire ;
- des annexes cartographiques comportant la cartographie informative, les cartes d'aléas et les cartes d'enjeux.

**ARTICLE 3** : Le Plan de Prévention des Risques vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L.126.1 du Code de l'Urbanisme. Il devra être annexé au plan local d'urbanisme de la commune de

Blaye dans le délai de trois mois prévu par ce même article L. 126.1.

Le représentant de l'Etat est tenu de mettre le maire compétent en demeure d'annexer au plan local d'urbanisme les servitudes mentionnées à l'alinéa précédent. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, le représentant de l'Etat y procède d'office.

ARTICLE 4 : Un exemplaire du présent arrêté est notifié au maire de la commune de Blaye.

Il doit être affiché pendant un mois à la mairie de Blaye.

Il sera inséré par les soins du Préfet dans le journal « Sud-Ouest » et sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat dans le département.

Un exemplaire du Plan de Prévention des Risques Mouvements de Terrain approuvé, sera tenu à disposition du public à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde - Service des Procédures Environnementales - Cité Administrative – BORDEAUX, ainsi qu'à la mairie de BLAYE, aux jours et heures d'ouvertures habituels des bureaux au public.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Gironde, soit d'un recours hiérarchique adressée au Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou hiérarchique) dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 4, soit à l'issue d'un recours préalable dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant quatre mois à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 6 :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;
- Monsieur le Sous-Préfet de Blaye ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde ;
- Monsieur le Maire de Blaye

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 26 octobre 2011

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Signé : Isabelle DILHAC



**Liberté - Égalité - Fraternité**  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE des  
TERRITOIRES et de la MER**

Service Nature, Eau & Risques  
Unité Eau & Milieux Aquatiques  
Cellule Gestion quantitative de l'Eau

Arrêté N° SNER2011/10/26/88

**AUTORISATIONS GLOBALES DE PRELEVEMENTS**

**Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages  
captant les ressources du SAGE Nappes Profondes  
MIOCENE – OLIGOCENE – EOCENE – CRETACE**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1 et suivants;
- VU** les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup>/12/2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" et plus particulièrement ses mesures 4-9 « révisions des autorisations existantes », 4-10 « prélèvement de référence » et 4-11 « cas des prélèvements en augmentation » ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 17/10/1967 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « TAGON » situé sur la commune de BIGANOS.
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 30/03/1983 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « TUILIERIES » situé sur la commune de BIGANOS.
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 09/08/07 portant déclaration d'utilité publique sur la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection et portant autorisation sur le prélèvement et la distribution des eaux du forage « TAGON » sur la commune de BIGANOS,
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 12/07/07 portant déclaration d'utilité publique sur la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection et portant autorisation sur le prélèvement et la distribution des eaux du forage « TUILIERIES » sur la commune de BIGANOS,
- VU** L'avis de la commune de BIGANOS en date du 30 mai 2011 ;
- VU** L'avis du CODERST en date du 20 octobre 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau potable doivent permettre d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité vitale de protéger les nappes souterraines Miocène, Oligocène, Eocène et Crétacé qui couvrent l'essentiel des besoins en eau potable de la Gironde,

**CONSIDÉRANT** que la qualité et la quantité des ressources en eaux souterraines dépendent étroitement des politiques d'aménagement du territoire, le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 1-1 demande que les documents d'urbanisme (SCOT, PLU,...) et autres documents de planification prennent en compte les orientations de gestion du SAGE et fassent référence clairement au SAGE.

**CONSIDÉRANT** que le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 4.9. demande de mettre en œuvre un ajustement raisonnable des volumes maximums autorisés à prélever aux besoins et aux disponibilités des ressources,

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER - OBJET DE L'AUTORISATION**

**La commune de BIGANOS**, dénommée ci-après permissionnaire, est autorisée à prélever, par l'intermédiaire des forages et captages définis dans le tableau ci-après, des eaux destinées à l'alimentation humaine pour des volumes annuels maximum indiqués par unités de gestion identifiées.

Pour l'exploitation des ouvrages, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, de tous les arrêtés en vigueur relatifs à l'exploitation et la protection des captages ainsi qu'au présent arrêté.

## ARTICLE 2 – LES PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS PAR UNITÉ DE GESTION

Les volumes maximaux annuels autorisés sont :

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m <sup>3</sup> /h	m <sup>3</sup> /j	m <sup>3</sup> /an
TAGON	08266X0061	OLIGOCENE LITTORAL Non déficitaire		90	750	205 000
TUILERIES	08266X0071			150	2 250	615 000

Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion OLIGOCENE LITTORAL	640 000 m <sup>3</sup>
---	------------------------

### Prescription :

#### Le permissionnaire adresse immédiatement au Préfet (DDTM) :

- Un courrier rendant compte de l'application de la mesure 5-7 du SAGE NP, pour l'élaboration d'un diagnostic du réseau et éventuellement de sa sectorisation s'il y a lieu. Une délibération engageant le permissionnaire en ce sens est adressée au Préfet (DDTM) ;
- Un courrier présentant la politique d'économie d'eau projetée ou engagée au droit de son territoire indiquant le calendrier prévisionnel d'exécution de chaque action. Si la politique d'économie n'est pas définie, le courrier est annexé d'une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative des ouvrages destinés à un autre usage que l'eau potable et ne figurant pas dans le tableau ci-dessus.
- Rend compte des derniers diagnostics et travaux réalisés sur l'intégralité de ses ouvrages ;
- Rend compte des prescriptions émises aux articles 5 et 8.1 des arrêtés préfectoraux déclarant d'utilité publique les prélèvements et les périmètres de protection N°E2066/36/1 et N°E2066/36/2 du 09 août 2007.

#### Le permissionnaire adresse en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, au Préfet (DDTM) :

- Un courrier présentant l'avancée de la politique d'économie d'eau sur son territoire pour notamment les actions suivantes :
  - engagement d'un diagnostic du réseau et éventuellement de la sectorisation ;
  - travaux réalisés dans l'année sur le réseau pour maintenir ou améliorer ses performances ainsi que ceux prévus et budgétisés ;
  - politique d'incitation à la maîtrise des consommations auprès des usagers y compris auprès des gros consommateurs d'eau ;
  - possibilités de substitution de ressource pour les ouvrages captant les unités de gestion déficitaires ;
  - recherche de ressources de substitution pour les usages de la collectivité ne nécessitant pas la qualité de l'eau potable ;

Toute action sus-citée ne pouvant être engagée est dûment motivée.

#### Le permissionnaire télé-déclare en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, sur le site de la préfecture :

- les informations demandées par la réglementation en vigueur ;

### ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES, DES PRELEVEMENTS ET DE LA NAPPE

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire des captages doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre formations aquifères différentes ainsi que toute pollution des eaux souterraines. L'utilisation de désherbant chimique est interdite. Les lieux, bâtiments et ouvrages servant à la production d'eau et au traitement avant distribution sont sécurisés de toute intrusion ou geste de malveillance.

Tous les dix ans, un diagnostic des ouvrages de prélèvement est réalisé. Il comprend notamment une mesure par micro-moulinet pour connaître la vitesse et le positionnement des venues d'eau et une inspection par caméra de la colonne de captage.

- Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai, le Préfet (DDTM).
- Lorsqu'un ouvrage capte deux aquifères, l'obturation de la crépine au droit d'un des deux aquifères captés est effectuée dès que l'état de l'ouvrage nécessite la réalisation de travaux de réhabilitation ou immédiatement en suivant le diagnostic décennal.

Le permissionnaire ou son gestionnaire consigne sur un registre papier ou informatique, les éléments listés ci-après, du suivi de l'exploitation des ouvrages :

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois par an au minimum.
- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- La mesure des niveaux statiques et dynamiques, effectuée une fois par an dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

**PRESCRIPTION** : Ces mesures sont adressées en fin d'année calendaire au Préfet (DDTM).

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

Ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition du Préfet (DDTM) ainsi que des agents qu'il aura délégué.

### ARTICLE 4 : ARRÊT D'EXPLOITATION – SUPPRESSION DES OUVRAGES

Tout abandon d'exploitation de forage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès du Préfet (DDTM) qui se prononce, le cas échéant, sur l'opportunité de conserver en l'état l'ouvrage en cause, susceptible d'être utilisé par la suite à d'autres usages tels que le suivi piézométrique et la surveillance de la qualité de la nappe.

Dans le cas d'une réponse négative, le forage doit obligatoirement faire l'objet d'un comblement permettant d'éviter la communication entre aquifères et les pollutions par les eaux de surface, selon les modalités de la réglementation en vigueur.

Le comblement effectué selon les prescriptions établies par un hydrogéologue qui présente au Préfet (DDTM) le projet, le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués.

Le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués est transmis dans un délai maximum de trois mois comptés de la fin de chaque opération.

### ARTICLE 5 : MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Le remplacement des ouvrages, la modification de leurs caractéristiques de fonctionnement n'est pas de nature à remettre en cause les volumes globaux définis dans cet arrêté.

### ARTICLE 6 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement susvisé, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de ce code.

### ARTICLE 7 : DURÉE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

La présente autorisation est accordée pour la durée d'exploitation des ouvrages.



## ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 des codes de l'environnement et de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

De même, toute situation de crise (indisponibilité d'une ressource, défaillance des infrastructures, etc...) pourrait conduire l'Administration à autoriser des dépassements de prélèvements à partir d'autres ressources, selon les textes en vigueur.

## ARTICLE 9 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Il est donné acte de cette déclaration.

## ARTICLE 10 : RETRAIT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

## ARTICLE 12: RÉSERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 13: INFORMATION DES TIERS

- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et une copie est affichée en mairie des communes de BIGANOS pendant **une durée minimale de un mois**.
- Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis à la préfecture (DDTM) dans un délai de **1 mois** après la date de signature de l'arrêté.
- Le présent arrêté sera consultable sur le site Internet de la Préfecture <http://www.gironde.pref.gouv.fr>

## ARTICLE 14: AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le code de l'urbanisme.

## ARTICLE 15: DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux.

- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application de ses articles L.211-6, L.214-10, L.216-2 et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code :
  - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
  - par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## ARTICLE 16: SANCTIONS

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

En application de l'article L.216-6 du Code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende pour une personne physique et jusqu'à cinq fois plus pour une personne morale, le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux souterraines, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la faune ou à la flore, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau.

- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du Règlement sanitaire

En application de l'article L1312-2 du Code de la santé publique, est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende.

- Non-respect des prescriptions fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires

En application de l'article 131-13-5° du Code pénal, est puni d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe.

## ARTICLE 17 : EXÉCUTION

- Monsieur le Maire de la commune de BIGANOS,
- Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le directeur départemental du Territoire et de la Mer,
- Monsieur le directeur Régional Santé Aquitaine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à BORDEAUX, le 26 octobre 2011

Pour le Préfet,

Pour le directeur départemental des Territoires et de la Mer,

Et par délégation, Le Chef du Service Nature Eau et Risques,

Paul Cojocaru

## PLAN DE DIFFUSION :

DDTM (original)	1	DREAL-SPREB	1
Préfecture de la Gironde	1	Conseil général 33	1
Sous-préfecture de Bordeaux	1	Agence de l'eau « Adour-Garonne-Délégation de Bordeaux »	1
Monsieur le Maire de la commune de BIGANOS	1	CLE du SAGE Nappes profondes 33	1
Agence Régionale Santé Aquitaine		Mairie de BIGANOS	1/11
BRGM	1		



## AUTORISATIONS GLOBALES DE PRELEVEMENTS

Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages  
captant les ressources du SAGE Nappes Profondes  
MIOCÈNE – OLIGOCÈNE – EOCÈNE – CRÉTACE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1 et suivants;
- VU les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup>/12/2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" et plus particulièrement ses mesures 4-9 « révisions des autorisations existantes », 4-10 « prélèvement de référence » et 4-11 « cas des prélèvements en augmentation » ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 6/06/1984 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « BELLE CHASSE » situé sur la commune de CAPTIEUX.
- VU l'arrêté préfectoral en date du 15/07/1987 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « LE FOIRAIL » situé sur la commune de CAPTIEUX.
- VU l'arrêté préfectoral en date du 03/05/1988 portant déclaration d'utilité publique sur la délimitation des périmètres de protection des forages « BELLE CHASSE » et « LE FOIRAIL » sur la commune de CAPTIEUX,
- VU L'avis de la Commune de CAPTIEUX en date du 2 septembre 2011 ;
- VU L'avis du CODERST en date du 20 octobre 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau potable doivent permettre d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité vitale de protéger les nappes souterraines Miocène, Oligocène, Eocène et Crétacé qui couvrent l'essentiel des besoins en eau potable de la Gironde,

**CONSIDÉRANT** que la qualité et la quantité des ressources en eaux souterraines dépendent étroitement des politiques d'aménagement du territoire, le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 1-1 demande que les documents d'urbanisme (SCOT, PLU,...) et autres documents de planification prennent en compte les orientations de gestion du SAGE et fassent référence clairement au SAGE.

**CONSIDÉRANT** que le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 4.9. demande de mettre en œuvre un ajustement raisonnable des volumes maximums autorisés à prélever aux besoins et aux disponibilités des ressources,

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

## ARRÊTE

### ARTICLE PREMIER - OBJET DE L'AUTORISATION

La commune de CAPTIEUX, dénommée ci-après permissionnaire, est autorisée à prélever, par l'intermédiaire des forages et captages définis dans le tableau ci-après, des eaux destinées à l'alimentation humaine pour des volumes annuels maximum indiqués par unités de gestion identifiées.

Pour l'exploitation des ouvrages, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, de tous les arrêtés en vigueur relatifs à l'exploitation et la protection des captages ainsi qu'au présent arrêté.

## ARTICLE 2 – LES PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS PAR UNITÉ DE GESTION

Les volumes maximaux annuels autorisés sont :

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m <sup>3</sup> /h	m <sup>3</sup> /j	m <sup>3</sup> /an
BELLE CHASSE	08766X0006	MIOCENE SUD Non déficitaire		50	1 000	115 000

<b>Sous-total : Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion MIOCENE SUD</b>				<b>115 000 m<sup>3</sup></b>		
--	--	--	--	------------------------------	--	--

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m <sup>3</sup> /h	m <sup>3</sup> /j	m <sup>3</sup> /an
LE FOIRAIL	08766X0018	OLIGOCENE SUD Non déficitaire		50	1 000	115 000

<b>Sous-total : Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion OLIGOCENE SUD</b>				<b>115 000 m<sup>3</sup></b>		
--	--	--	--	------------------------------	--	--

<b>TOTAL des volumes annuels autorisés toutes Unités de Gestion confondues</b>				<b>115 000 m<sup>3</sup></b>		
--	--	--	--	------------------------------	--	--

### Prescription :

#### Le permissionnaire adresse immédiatement au Préfet (DDTM) :

- Un courrier rendant compte de l'application de la mesure 5-7 du SAGE NP, pour l'élaboration d'un diagnostic du réseau et éventuellement de sa sectorisation s'il y a lieu. Une délibération engageant le permissionnaire en ce sens est adressée au Préfet (DDTM) ;
- Un courrier présentant la politique d'économie d'eau projetée ou engagée au droit de son territoire indiquant le calendrier prévisionnel d'exécution de chaque action. Si la politique d'économie n'est pas définie, le courrier est annexé d'une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative des ouvrages destinés à un autre usage que l'eau potable et ne figurant pas dans le tableau ci-dessus.
- Rend compte des derniers diagnostics et travaux réalisés sur l'intégralité de ses ouvrages ;

#### Le permissionnaire adresse en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, au Préfet (DDTM) :

- Un courrier présentant l'avancée de la politique d'économie d'eau sur son territoire pour notamment les actions suivantes :
  - engagement d'un diagnostic du réseau et éventuellement de la sectorisation ;
  - travaux réalisés dans l'année sur le réseau pour maintenir ou améliorer ses performances ainsi que ceux prévus et budgétisés ;
  - politique d'incitation à la maîtrise des consommations auprès des usagers y compris auprès des gros consommateurs d'eau ;
  - possibilités de substitution de ressource pour les ouvrages captant les unités de gestion déficitaires ;
  - recherche de ressources de substitution pour les usages de la collectivité ne nécessitant pas la qualité de l'eau potable ;

Toute action sus-citée ne pouvant être engagée est dûment motivée.

Le permissionnaire télé-déclare en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, sur le site de la préfecture :

### ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES, DES PRELEVEMENTS ET DE LA NAPPE

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire des captages doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre formations aquifères différentes ainsi que toute pollution des eaux souterraines. L'utilisation de désherbant chimique est interdite. Les lieux, bâtiments et ouvrages servant à la production d'eau et au traitement avant distribution sont sécurisés de toute intrusion ou geste de malveillance.

Tous les dix ans, un diagnostic des ouvrages de prélèvement est réalisé. Il comprend notamment une mesure par micro-moulinet pour connaître la vitesse et le positionnement des venues d'eau et une inspection par caméra de la colonne de captage.

- Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai, le Préfet (DDTM).
- Lorsqu'un ouvrage capte deux aquifères, l'obturation de la crépine au droit d'un des deux aquifères captés est effectuée dès que l'état de l'ouvrage nécessite la réalisation de travaux de réhabilitation ou immédiatement en suivant le diagnostic décennal.

Le permissionnaire ou son gestionnaire consigne sur un registre papier ou informatique, les éléments listés ci-après, du suivi de l'exploitation des ouvrages :

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois par an au minimum.
- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- La mesure des niveaux statiques et dynamiques, effectuée une fois par an dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

**PRESCRIPTION** : Ces mesures sont adressées en fin d'année calendaire au Préfet (DDTM).

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

Ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition du Préfet (DDTM) ainsi que des agents qu'il aura délégué.

## ARTICLE 4 : ARRÊT D'EXPLOITATION – SUPPRESSION DES OUVRAGES

Tout abandon d'exploitation de forage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès du Préfet (DDTM) qui se prononce, le cas échéant, sur l'opportunité de conserver en l'état l'ouvrage en cause, susceptible d'être utilisé par la suite à d'autres usages tels que le suivi piézométrique et la surveillance de la qualité de la nappe.

Dans le cas d'une réponse négative, le forage doit obligatoirement faire l'objet d'un comblement permettant d'éviter la communication entre aquifères et les pollutions par les eaux de surface, selon les modalités de la réglementation en vigueur.

Le comblement effectué selon les prescriptions établies par un hydrogéologue qui présente au Préfet (DDTM) le projet, le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués.

Le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués est transmis dans un délai maximum de trois mois comptés de la fin de chaque opération.

## ARTICLE 5 : MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Le remplacement des ouvrages, la modification de leurs caractéristiques de fonctionnement n'est pas de nature à remettre en cause les volumes globaux définis dans cet arrêté.

## ARTICLE 6 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement susvisé, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de ce code.

## ARTICLE 7 : DURÉE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

La présente autorisation est accordée pour la durée d'exploitation des ouvrages.

## ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 des codes de l'environnement et de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

De même, toute situation de crise (indisponibilité d'une ressource, défaillance des infrastructures, etc...) pourrait conduire l'Administration à autoriser des dépassements de prélèvements à partir d'autres ressources, selon les textes en vigueur.

## ARTICLE 9 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Il est donné acte de cette déclaration.

## ARTICLE 10 : RETRAIT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

## ARTICLE 12: RÉSERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 13: INFORMATION DES TIERS

- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et une copie est affichée en mairie des communes de CAPTIEUX pendant **une durée minimale de un mois**.
- Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis à la préfecture (DDTM) dans un délai de **1 mois** après la date de signature de l'arrêté.
- Le présent arrêté sera consultable sur le site Internet de la Préfecture <http://www.gironde.pref.gouv.fr>

## ARTICLE 14: AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le code de l'urbanisme.

## ARTICLE 15: DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux.

- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application de ses articles L 211-6, L.214-10, L.216-2 et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code :
  - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
  - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

## ARTICLE 16: SANCTIONS

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

En application de l'article L.216-6 du Code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende pour une personne physique et jusqu'à cinq fois plus pour une personne morale, le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux souterraines, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la faune ou à la flore, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau.

- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du Règlement sanitaire

En application de l'article L1312-2 du Code de la santé publique, est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende.

- Non-respect des prescriptions fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires

En application de l'article 131-13-5° du Code pénal, est puni d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe.

## ARTICLE 17 : EXÉCUTION

- Monsieur le Maire de la commune de CAPTIEUX,
- Madame la secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le directeur départemental du Territoire et de la Mer,
- Monsieur le directeur Régional Santé Aquitaine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à BORDEAUX, le 26 octobre 2011

Pour le Préfet,

Pour le directeur départemental des Territoires et de la Mer,

Et par délégation, Le Chef du Service Nature Eau et Risques,

Paul Cojocar

## PLAN DE DIFFUSION :

DDTM (original)	1	DREAL-SPREB	1
Préfecture de la Gironde	1	Conseil général 33	1
Sous-préfecture de LANGON	1	Agence de l'eau « Adour-Garonne-Délégation de Bordeaux »	1
Monsieur le Maire de la commune de CAPTIEUX	1	CLE du SAGE Nappes profondes 33	1
Agence Régionale Santé Aquitaine	1	Mairie de CAPTIEUX	1/11
BRGM	1		





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DEPARTEMENTALE des  
TERRITOIRES et de la MER

Service Nature, Eau & Risques  
Unité Eau & Milieux Aquatiques  
Cellule Gestion quantitative de l'Eau

Arrêté N° SNER2011/10/26/89

**AUTORISATIONS GLOBALES DE PRELEVEMENTS**

Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages  
captant les ressources du SAGE Nappes Profondes  
MIOCENE – OLIGOCENE – EOCENE – CRETACE

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1 et suivants;
- VU** les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup>/12/2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" et plus particulièrement ses mesures 4-9 « révisions des autorisations existantes », 4-10 « prélèvement de référence » et 4-11 « cas des prélèvements en augmentation » ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 27/04/1961 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « AUX ALLEES » situé sur la commune de BLAYE ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 15/12/1983 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « TOUT VENT » situé sur la commune de BLAYE ;
- VU** L'avis tacite de la Commune de BLAYE ;
- VU** L'avis du CODERST en date du 20 octobre 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau potable doivent permettre d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité vitale de protéger les nappes souterraines Miocène, Oligocène, Eocène et Crétacé qui couvrent l'essentiel des besoins en eau potable de la Gironde,

**CONSIDÉRANT** que la qualité et la quantité des ressources en eaux souterraines dépendent étroitement des politiques d'aménagement du territoire, le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 1-1 demande que les documents d'urbanisme (SCOT, PLU,...) et autres documents de planification prennent en compte les orientations de gestion du SAGE et fassent référence clairement au SAGE.

**CONSIDÉRANT** que le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 4.9. demande de mettre en œuvre un ajustement raisonnable des volumes maximums autorisés à prélever aux besoins et aux disponibilités des ressources,

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des Territoires et de la Mer,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER - OBJET DE L'AUTORISATION**

La **commune de BLAYE**, dénommée ci-après permissionnaire, est autorisée à prélever, par l'intermédiaire des forages et captages définis dans le tableau ci-après, des eaux destinées à l'alimentation humaine pour des volumes annuels maximum indiqués par unités de gestion identifiées.

Pour l'exploitation des ouvrages, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, de tous les arrêtés en vigueur relatifs à l'exploitation et la protection des captages ainsi qu'au présent arrêté.

## ARTICLE 2 – LES PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS PAR UNITÉ DE GESTION

Les volumes maximaux annuels autorisés sont :

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m <sup>3</sup> /h	m <sup>3</sup> /j	m <sup>3</sup> /an
AUX ALLEES	07791X0004	EOCENE MEDOC ESTUAIRE A l'équilibre		70	1 800	500 000
TOUT VENT	07791X0143			120	2 400	500 000

Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion EOCENE MEDOC ESTUAIRE

500 000 m<sup>3</sup>

### Prescription :

#### Le permissionnaire adresse immédiatement au Préfet (DDTM) :

- Le rapport en version informatique de préférence pour chaque phase du diagnostic du réseau en cours ou réalisé annexé d'une analyse des données de la sectorisation s'il y a lieu ;
- Un courrier présentant la politique d'économie d'eau projetée ou engagée au droit de son territoire indiquant le calendrier prévisionnel d'exécution de chaque action. Si la politique d'économie n'est pas définie, le courrier est annexé d'une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement du stade d'avancement de la régularisation administrative de ses ouvrages pour déclarer d'utilité publique la dérivation des eaux et la délimitation des périmètres de protection des captages « AUX ALLEES » et « TOUT VENT » situés sur la commune de BLAYE, au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et adresse au Préfet (DDTM) une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative des ouvrages destinés à un autre usage que l'eau potable et ne figurant pas dans le tableau ci-dessus.
- Rend compte des derniers diagnostics et travaux réalisés sur l'intégralité de ses ouvrages ;

#### Le permissionnaire adresse en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, au Préfet (DDTM) :

- Un courrier présentant l'avancée de la politique d'économie d'eau sur son territoire pour notamment les actions suivantes :
  - engagement d'un diagnostic du réseau et éventuellement de la sectorisation ;
  - travaux réalisés dans l'année sur le réseau pour maintenir ou améliorer ses performances ainsi que ceux prévus et budgétisés ;
  - politique d'incitation à la maîtrise des consommations auprès des usagers y compris auprès des gros consommateurs d'eau ;
  - possibilités de substitution de ressource pour les ouvrages captant les unités de gestion déficitaires ;
  - recherche de ressources de substitution pour les usages de la collectivité ne nécessitant pas la qualité de l'eau potable ;

Toute action sus-citée ne pouvant être engagée est dûment motivée.

#### Le permissionnaire télé-déclare en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, sur le site de la préfecture :

- les informations demandées par la réglementation en vigueur ;

## ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES, DES PRELEVEMENTS ET DE LA NAPPE

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire des captages doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre formations aquifères différentes ainsi que toute pollution des eaux souterraines. L'utilisation de désherbant chimique est interdite. Les lieux, bâtiments et ouvrages servant à la production d'eau et au traitement avant distribution sont sécurisés de toute intrusion ou geste de malveillance.

- Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai, le Préfet (DDTM).
- Lorsqu'un ouvrage capte deux aquifères, l'obturation de la crépine au droit d'un des deux aquifères captés est effectuée dès que l'état de l'ouvrage nécessite la réalisation de travaux de réhabilitation ou immédiatement en suivant le diagnostic décennal.

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois par an au minimum.
- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- La mesure des niveaux statiques et dynamiques, effectuée une fois par an dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

page 359

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 des codes de l'environnement et de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

De même, toute situation de crise (indisponibilité d'une ressource, défaillance des infrastructures, etc...) pourrait conduire l'Administration à autoriser des dépassements de prélèvements à partir d'autres ressources, selon les textes en vigueur.

## **ARTICLE 9 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Il est donné acte de cette déclaration.

## **ARTICLE 10 : RETRAIT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## **ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS**

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

## **ARTICLE 12: RÉSERVE DES DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 13: INFORMATION DES TIERS**

- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et une copie est affichée en mairie des communes de BLAYE pendant **une durée minimale de un mois**.
- Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis à la préfecture (DDTM) dans un délai de **1 mois** après la date de signature de l'arrêté.
- Le présent arrêté sera consultable sur le site Internet de la Préfecture <http://www.gironde.pref.gouv.fr>

## **ARTICLE 14: AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le code de l'urbanisme.

## **ARTICLE 15: DÉLAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux.

- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application de ses articles L.211-6, L.214-10, L.216-2 et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code :
  - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,

par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

## ARTICLE 16: SANCTIONS

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

En application de l'article L.216-6 du Code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende pour une personne physique et jusqu'à cinq fois plus pour une personne morale, le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux souterraines, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la faune ou à la flore, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau.

- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du Règlement sanitaire

En application de l'article L1312-2 du Code de la santé publique, est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende.

- Non-respect des prescriptions fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires

En application de l'article 131-13-5° du Code pénal, est puni d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe.

## ARTICLE 17 : EXÉCUTION

- Monsieur le Maire de la commune de BLAYE,
- Madame la secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le directeur départemental du Territoire et de la Mer,
- Monsieur le directeur Régional Santé Aquitaine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à BORDEAUX, le 26 octobre 011

Pour le Préfet,

Pour le directeur départemental des Territoires et de la Mer,

Et par délégation, Le Chef du Service Nature Eau et Risques,

Paul Cojocaruc

## PLAN DE DIFFUSION :

DDTM (original)	1	DREAL-SPREB	1
Préfecture de la Gironde	1	Conseil général 33	1
Sous-préfecture de Blaye	1	Agence de l'eau « Adour-Garonne-Délégation de Bordeaux »	1
Monsieur le Maire de la commune de BLAYE	1	CLE du SAGE Nappes profondes 33	1
Agence Régionale Santé Aquitaine	1	Mairie de BLAYE	1/11
BRGM	1		



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE des**  
**TERRITOIRES et de la MER**

Service Nature, Eau & Risques  
Unité Eau & Milieux Aquatiques  
Cellule Gestion quantitative de l'Eau

**Arrêté N° SNER2011/10/26/90**

**AUTORISATIONS GLOBALES DE PRELEVEMENTS**

**Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages**  
**captant les ressources du SAGE Nappes Profondes**  
**MIOCENE – OLIGOCENE – EOCENE – CRETACE**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,**  
**PRÉFET DE LA GIRONDE**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1 et suivants;
- VU** les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup>/12/2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" et plus particulièrement ses mesures 4-9 « révisions des autorisations existantes », 4-10 « prélèvement de référence » et 4-11 « cas des prélèvements en augmentation » ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SNER 10/07/06-12 en date du 02/07/2010 portant déclaration d'utilité publique sur l'exploitation et la délimitation des périmètres de protection du forage « F2 » sur la commune de BRACH ;
- VU** L'avis du CODERST en date du 20 octobre 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau potable doivent permettre d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité vitale de protéger les nappes souterraines Miocène, Oligocène, Eocène et Crétacé qui couvrent l'essentiel des besoins en eau potable de la Gironde,

**CONSIDÉRANT** que la qualité et la quantité des ressources en eaux souterraines dépendent étroitement des politiques d'aménagement du territoire, le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 1-1 demande que les documents d'urbanisme (SCOT, PLU,...) et autres documents de planification prennent en compte les orientations de gestion du SAGE et fassent référence clairement au SAGE.

**CONSIDÉRANT** que le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 4.9. demande de mettre en œuvre un ajustement raisonnable des volumes maximums autorisés à prélever aux besoins et aux disponibilités des ressources,

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental du Territoire et de la Mer,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER - OBJET DE L'AUTORISATION**

La **commune de BRACH**, dénommée ci-après permissionnaire, est autorisée à prélever, par l'intermédiaire des forages et captages définis dans le tableau ci-après, des eaux destinées à l'alimentation humaine pour des volumes annuels maximum indiqués par unités de gestion identifiées.

Pour l'exploitation des ouvrages, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, de tous les arrêtés en vigueur relatifs à l'exploitation et la protection des captages ainsi qu'au présent arrêté.

**ARTICLE 2 – LES PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS PAR UNITÉ DE GESTION**

Les volumes maximaux annuels autorisés sont :

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m <sup>3</sup> /h	m <sup>3</sup> /j	m <sup>3</sup> /an
F2	07786X0057	OLIGOCENE LITTORAL Non déficitaire		40	500	58 000

Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion OLIGOCENE LITTORAL	58 000 m <sup>3</sup>
---	-----------------------

**Prescription :**

**Le permissionnaire adresse immédiatement au Préfet (DDTM) :**

- Un courrier présentant la politique d'économie d'eau projetée ou engagée au droit de son territoire indiquant le calendrier prévisionnel d'exécution de chaque action. Si la politique d'économie n'est pas définie, le courrier est annexé d'une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative des ouvrages destinés à un autre usage que l'eau potable et ne figurant pas dans le tableau ci-dessus.
- Rend compte des derniers diagnostics et travaux réalisés sur l'intégralité de ses ouvrages ;

**Le permissionnaire adresse en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, au Préfet (DDTM) :**

- Un courrier présentant l'avancée de la politique d'économie d'eau sur son territoire pour notamment les actions suivantes :
  - Engagement d'un diagnostic du réseau et éventuellement de la sectorisation ;
  - travaux réalisés dans l'année sur le réseau pour maintenir ou améliorer ses performances ainsi que ceux prévus et budgétisés ;
  - politique d'incitation à la maîtrise des consommations auprès des usagers y compris auprès des gros consommateurs d'eau ;
  - recherche de ressources de substitution pour les usages de la collectivité ne nécessitant pas la qualité de l'eau potable ;

**Toute action sus-citée ne pouvant être engagée est dûment motivée.**

**Le permissionnaire télé-déclare en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, sur le site de la préfecture :**

- les informations demandées par la réglementation en vigueur ;

### **ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES, DES PRELEVEMENTS ET DE LA NAPPE**

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire des captages doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre formations aquifères différentes ainsi que toute pollution des eaux souterraines. L'utilisation de désherbant chimique est interdite. Les lieux, bâtiments et ouvrages servant à la production d'eau et au traitement avant distribution sont sécurisés de toute intrusion ou geste de malveillance.

Tous les dix ans, un diagnostic des ouvrages de prélèvement est réalisé. Il comprend notamment une mesure par micro-moulinet pour connaître la vitesse et le positionnement des venues d'eau et une inspection par caméra de la colonne de captage.

- Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai, le Préfet (DDTM).
- Lorsqu'un ouvrage capte deux aquifères, l'obturation de la crépine au droit d'un des deux aquifères captés est effectuée dès que l'état de l'ouvrage nécessite la réalisation de travaux de réhabilitation ou immédiatement en suivant le diagnostic décennal.

Le permissionnaire ou son gestionnaire consigne sur un registre papier ou informatique, les éléments listés ci-après, du suivi de l'exploitation des ouvrages :

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois par an au minimum.

- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- La mesure des niveaux statiques et dynamiques, effectuée une fois par an dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

**PRESCRIPTION :** Ces mesures sont adressées en fin d'année calendaire au Préfet (DDTM).

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

Ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition du Préfet (DDTM) ainsi que des agents qu'il aura délégué.

#### **ARTICLE 4 : ARRÊT D'EXPLOITATION – SUPPRESSION DES OUVRAGES**

Tout abandon d'exploitation de forage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès du Préfet (DDTM) qui se prononce, le cas échéant, sur l'opportunité de conserver en l'état l'ouvrage en cause, susceptible d'être utilisé par la suite à d'autres usages tels que le suivi piézométrique et la surveillance de la qualité de la nappe.

Dans le cas d'une réponse négative, le forage doit obligatoirement faire l'objet d'un comblement permettant d'éviter la communication entre aquifères et les pollutions par les eaux de surface, selon les modalités de la réglementation en vigueur.

Le comblement effectué selon les prescriptions établies par un hydrogéologue qui présente au Préfet (DDTM) le projet, le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués.

Le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués est transmis dans un délai maximum de trois mois comptés de la fin de chaque opération.

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION**

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Le remplacement des ouvrages, la modification de leurs caractéristiques de fonctionnement n'est pas de nature à remettre en cause les volumes globaux définis dans cet arrêté.

#### **ARTICLE 6 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement susvisé, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de ce code.

#### **ARTICLE 7 : DURÉE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

La présente autorisation est accordée pour la durée d'exploitation des ouvrages.

#### **ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 des codes de l'environnement et de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

De même, toute situation de crise (indisponibilité d'une ressource, défaillance des infrastructures, etc...) pourrait conduire l'Administration à autoriser des dépassements de prélèvements à partir d'autres ressources, selon les textes en vigueur.

#### **ARTICLE 9 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.



La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Il est donné acte de cette déclaration.

## **ARTICLE 10 : RETRAIT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## **ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS**

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

## **ARTICLE 12: RÉSERVE DES DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 13: INFORMATION DES TIERS**

- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et une copie est affichée en mairie des communes de BRACH pendant **une durée minimale de un mois**.
- Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis à la préfecture (DDTM) dans un délai de **1 mois** après la date de signature de l'arrêté.
- Le présent arrêté sera consultable sur le site Internet de la Préfecture <http://www.gironde.pref.gouv.fr>

## **ARTICLE 14: AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le code de l'urbanisme.

## **ARTICLE 15: DÉLAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux.

- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application de ses articles L.211-6, L.214-10, L.216-2 et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code :
  - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
  - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

## **ARTICLE 16: SANCTIONS**

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

- En application de l'article L.216-6 du Code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende pour une personne physique et jusqu'à cinq fois plus pour une personne morale, le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux souterraines, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la faune ou à la flore, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau.
- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du Règlement sanitaire  
En application de l'article L1312-2 du Code de la santé publique, est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende.
- Non-respect des prescriptions fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires  
En application de l'article 131-13-5° du Code pénal, est puni d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe.

## ARTICLE 17 : EXÉCUTION

- Monsieur le Maire de la commune de BRACH,
  - Madame la secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
  - Monsieur le directeur départemental du Territoire et de la Mer,
  - Monsieur le directeur Régional Santé Aquitaine,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à BORDEAUX, le 26 octobre 2011

Pour le Préfet,

Pour le directeur départemental des Territoires et de la Mer,

Et par délégation, Le Chef du Service Nature Eau et Risques,

Paul Cojocaru

## PLAN DE DIFFUSION :

DDTM (original)	1	DREAL-SPREB	1
Préfecture de la Gironde	1	Conseil général 33	1
Sous-préfecture de Lesparre-Médoc	1	Agence de l'eau « Adour-Garonne-Délégation de Bordeaux »	1
Monsieur le Maire de la commune de BRACH	1	CLE du SAGE Nappes profondes 33	1
Agence Régionale Santé Aquitaine	1	Mairie de Brach	1/11
BRGM	1		



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE des  
TERRITOIRES et de la MER

Service Nature, Eau & Risques  
Unité Eau & Milieux Aquatiques  
Cellule Gestion quantitative de l'Eau

Arrêté N° SNER/2011/10/26/91

## AUTORISATIONS GLOBALES DE PRELEVEMENTS

Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages  
captant les ressources du SAGE Nappes Profondes  
MIOCENE – OLIGOCENE – EOCENE – CRETACE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1 et suivants;
- VU les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup>/12/2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" et plus particulièrement ses mesures 4-9 « révisions des autorisations existantes », 4-10 « prélèvement de référence » et 4-11 « cas des prélèvements en augmentation » ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12/02/1969 portant déclaration d'utilité publique sur l'exploitation et la délimitation des périmètres de protection du forage « VILLAGRAINS VIEUX BOURG » sur la commune de CABANAC ET VILLAGRAINS,
- VU L'avis de la commune de CABANAC ET VILLAGRAINS en date du 06/07/2011 ;
- VU L'avis du CODERST en date du 20 octobre 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau potable doivent permettre d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité vitale de protéger les nappes souterraines Miocène, Oligocène, Eocène et Crétacé qui couvrent l'essentiel des besoins en eau potable de la Gironde,

**CONSIDÉRANT** que la qualité et la quantité des ressources en eaux souterraines dépendent étroitement des politiques d'aménagement du territoire, le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 1-1 demande que les documents d'urbanisme (SCOT, PLU,...) et autres documents de planification prennent en compte les orientations de gestion du SAGE et fassent référence clairement au SAGE.

**CONSIDÉRANT** que le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 4.9. demande de mettre en œuvre un ajustement raisonnable des volumes maximums autorisés à prélever aux besoins et aux disponibilités des ressources,

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental du Territoire et de la Mer,,

## ARRÊTE

### ARTICLE PREMIER - OBJET DE L'AUTORISATION

La commune de CABANAC ET VILLAGRAINS, dénommée ci-après permissionnaire, est autorisée à prélever, par l'intermédiaire des forages et captages définis dans le tableau ci-après, des eaux destinées à l'alimentation humaine pour des volumes annuels maximum indiqués par unités de gestion identifiées.

Pour l'exploitation des ouvrages, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, de tous les arrêtés en vigueur relatifs à l'exploitation et la protection des captages ainsi qu'au présent arrêté.

## ARTICLE 2 – LES PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS PAR UNITÉ DE GESTION

Les volumes maximaux annuels autorisés sont :

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m³/h	m³/j	m³/an
VILLAGRAINS VIEUX BOURG (source)	08512X0026	CRETACE CENTRE déficiaire		35	700	150 000
LA LANDE DE SAUCATS	08512X004	OLIGOCENE CENTRE déficiaire		0	0	0
HAUT-VILLAGRAINS	08512X0018	CRETACE CENTRE déficiaire		0	0	0
HAUT-VILLAGRAINS	08512X002	CRETACE CENTRE déficiaire		0	0	0

<b>Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion CRETACE CENTRE</b>	<b>150 000 m<sup>3</sup></b>
--	------------------------------

**Prescription :**

**Le permissionnaire adresse immédiatement au Préfet (DDTM) :**

- Un courrier présentant la politique d'économie d'eau projetée ou engagée au droit de son territoire indiquant le calendrier prévisionnel d'exécution de chaque action. Si la politique d'économie n'est pas définie, le courrier est annexé d'une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative des ouvrages destinés à un autre usage que l'eau potable et figurant dans le tableau ci-dessus. Forages n°s BSS (08512X004, 08512X0018, 08512X002) par le dépôt d'un dossier conformément aux prescriptions de l'article 4 du présent arrêté et de l'arrêté ministériel du 11/09/2003.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative des ouvrages destinés à un autre usage que l'eau potable et ne figurant pas dans le tableau ci-dessus.
- Rend compte des derniers diagnostics et travaux réalisés sur l'intégralité de ses ouvrages.

**Le permissionnaire adresse en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, au Préfet (DDTM) :**

- Un courrier présentant l'avancée de la politique d'économie d'eau sur son territoire pour notamment les actions suivantes :
- travaux réalisés dans l'année sur le réseau pour maintenir ou améliorer ses performances ainsi que ceux prévus et budgétisés ;
  - politique d'incitation à la maîtrise des consommations auprès des usagers y compris auprès des gros consommateurs d'eau ;
  - possibilités de substitution de ressource pour les ouvrages captant les unités de gestion déficitaires ;
  - recherche de ressources de substitution pour les usages de la collectivité ne nécessitant pas la qualité de l'eau potable ;

**Toute action sus-citée ne pouvant être engagée est dûment motivée.**

**Le permissionnaire télé-déclare en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, sur le site de la préfecture :**

- les informations demandées par la réglementation en vigueur :

### ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES, DES PRELEVEMENTS ET DE LA NAPPE

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire des captages doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre formations aquifères différentes ainsi que toute pollution des eaux souterraines. L'utilisation de désherbant chimique est interdit. Les lieux, bâtiments et ouvrages servant à la production d'eau et au traitement avant distribution sont sécurisés de toute intrusion ou geste de malveillance.

Tous les dix ans, un diagnostic des ouvrages de prélèvement est réalisé. Il comprend notamment une mesure par micro-moulinet pour connaître la vitesse et le positionnement des venues d'eau et une inspection par caméra de la colonne de captage.

- Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai, le Préfet (DDTM).
- Lorsqu'un ouvrage capte deux aquifères, l'obturation de la crépine au droit d'un des deux aquifères captés est effectuée dès que l'état de l'ouvrage nécessite la réalisation de travaux de réhabilitation ou immédiatement en suivant le diagnostic décennal.

Le permissionnaire ou son gestionnaire consigne sur un registre papier ou informatique, les éléments listés ci-après, du suivi de l'exploitation des ouvrages :

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois par an au minimum.
- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- La mesure des niveaux statiques et dynamiques, effectuée une fois par an dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

**PRESCRIPTION** : Ces mesures sont adressées en fin d'année calendaire au Préfet (DDTM).

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

Ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition du Préfet (DDTM) ainsi que des agents qu'il aura délégué.

#### **ARTICLE 4 : ARRÊT D'EXPLOITATION – SUPPRESSION DES OUVRAGES**

Tout abandon d'exploitation de forage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès du Préfet (DDTM) qui se prononce, le cas échéant, sur l'opportunité de conserver en l'état l'ouvrage en cause, susceptible d'être utilisé par la suite à d'autres usages tels que le suivi piézométrique et la surveillance de la qualité de la nappe.

Dans le cas d'une réponse négative, le forage doit obligatoirement faire l'objet d'un comblement permettant d'éviter la communication entre aquifères et les pollutions par les eaux de surface, selon les modalités de la réglementation en vigueur.

Le comblement effectué selon les prescriptions établies par un hydrogéologue qui présente au Préfet (DDTM) le projet, le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués.

Le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués est transmis dans un délai maximum de trois mois comptés de la fin de chaque opération.

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION**

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Le remplacement des ouvrages, la modification de leurs caractéristiques de fonctionnement n'est pas de nature à remettre en cause les volumes globaux définis dans cet arrêté.

#### **ARTICLE 6 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement susvisé, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de ce code.

#### **ARTICLE 7 : DURÉE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

La présente autorisation est accordée pour la durée d'exploitation des ouvrages.

#### **ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 des codes de l'environnement et de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

De même, toute situation de crise (indisponibilité d'une ressource, défaillance des infrastructures, etc...) pourrait conduire l'Administration à autoriser des dépassements de prélèvements à partir d'autres ressources, selon les textes en vigueur.

## ARTICLE 9 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Il est donné acte de cette déclaration.

## ARTICLE 10 : RETRAIT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

## ARTICLE 12: RÉSERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 13: INFORMATION DES TIERS

- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et une copie est affichée en mairie des communes de CABANAC ET VILLAGRAINS pendant **une durée minimale de un mois**.
- Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis à la préfecture (DDTM) dans un délai de **1 mois** après la date de signature de l'arrêté.
- Le présent arrêté sera consultable sur le site Internet de la Préfecture <http://www.gironde.pref.gouv.fr>

## ARTICLE 14: AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le code de l'urbanisme.

## ARTICLE 15: DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux.

- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application de ses articles L.211-6, L.214-10, L.216-2 et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code :
  - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

## ARTICLE 16: SANCTIONS

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

En application de l'article L.216-6 du Code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende pour une personne physique et jusqu'à cinq fois plus pour une personne morale, le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux souterraines, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la faune ou à la flore, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau.

- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du Règlement sanitaire

En application de l'article L1312-2 du Code de la santé publique, est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende.

- Non-respect des prescriptions fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires

En application de l'article 131-13-5° du Code pénal, est puni d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe.

## ARTICLE 17 : EXÉCUTION

- Madame le maire de la commune de Cabanac et Villagrains,
- Madame la secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le directeur départemental du Territoire et de la Mer,
- Monsieur le directeur Régional Santé Aquitaine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à BORDEAUX, le 26 octobre 2011

Pour le Préfet,

Pour le directeur départemental des Territoires et de la Mer,

Et par délégation, Le Chef du Service Nature Eau et Risques,

Paul Cojocaru

## PLAN DE DIFFUSION :

DDTM (original)	1	DREAL-SPREB	1
Préfecture de la Gironde	1	Conseil général 33	1
Sous-préfecture de Bordeaux	1	Agence de l'eau « Adour-Garonne-Délégation de Bordeaux »	1
Monsieur le Maire de Cabanac et Villagrains	1	CLE du SAGE Nappes profondes 33	1
Agence Régionale Santé Aquitaine	1	Mairie de Cabanac et Villagrains	1/11
BRGM	1		



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DEPARTEMENTALE des  
TERRITOIRES et de la MER

Service Nature, Eau & Risques  
Unité Eau & Milieux Aquatiques  
Cellule Gestion quantitative de l'Eau

Arrêté N°SNER/2011/10/26/92

## AUTORISATIONS GLOBALES DE PRELEVEMENTS

Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages  
captant les ressources du SAGE Nappes Profondes  
MIOCENE – OLIGOCENE – EOCENE – CRETACE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1 et suivants;
- VU les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup>/12/2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" et plus particulièrement ses mesures 4-9 « révisions des autorisations existantes », 4-10 « prélèvement de référence » et 4-11 « cas des prélèvements en augmentation » ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 18/07/1997 portant déclaration d'utilité publique sur l'exploitation et la délimitation des périmètres de protection du forage « BOURG » sur la commune de CAZALIS,
- VU L'avis du CODERST en date du 20 octobre 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau potable doivent permettre d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité vitale de protéger les nappes souterraines Miocène, Oligocène, Eocène et Crétacé qui couvrent l'essentiel des besoins en eau potable de la Gironde,

**CONSIDÉRANT** que la qualité et la quantité des ressources en eaux souterraines dépendent étroitement des politiques d'aménagement du territoire, le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 1-1 demande que les documents d'urbanisme (SCOT, PLU,...) et autres documents de planification prennent en compte les orientations de gestion du SAGE et fassent référence clairement au SAGE.

**CONSIDÉRANT** que le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 4.9. demande de mettre en œuvre un ajustement raisonnable des volumes maximums autorisés à prélever aux besoins et aux disponibilités des ressources,

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

## ARRÊTE

### ARTICLE PREMIER - OBJET DE L'AUTORISATION

La commune de CAZALIS, dénommée ci-après permissionnaire, est autorisée à prélever, par l'intermédiaire des forages et captages définis dans le tableau ci-après, des eaux destinées à l'alimentation humaine pour des volumes annuels maximum indiqués par unités de gestion identifiées.

Pour l'exploitation des ouvrages, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, de tous les arrêtés en vigueur relatifs à l'exploitation et la protection des captages ainsi qu'au présent arrêté.

### ARTICLE 2 – LES PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS PAR UNITÉ DE GESTION



Les volumes maximaux annuels autorisés sont :

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m <sup>3</sup> /h	m <sup>3</sup> /j	m <sup>3</sup> /an
BOURG	08758X0008	MIOCENE SUD Non déficitaire		10	100	18 000

Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion MIOCENE SUD	18 000 m <sup>3</sup>
--	-----------------------

**Prescription :**

**Le permissionnaire adresse immédiatement au Préfet (DDTM) :**

- Un courrier rendant compte de l'application de la mesure 5-7 du SAGE NP, pour l'élaboration d'un diagnostic du réseau et éventuellement de sa sectorisation s'il y a lieu. Une délibération engageant le permissionnaire en ce sens est adressée au Préfet (DDTM) ;
- Un courrier présentant la politique d'économie d'eau projetée ou engagée au droit de son territoire indiquant le calendrier prévisionnel d'exécution de chaque action. Si la politique d'économie n'est pas définie, le courrier est annexé d'une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative des ouvrages destinés à un autre usage que l'eau potable et ne figurant pas dans le tableau ci-dessus.
- Rend compte des derniers diagnostics et travaux réalisés sur l'intégralité de ses ouvrages ;

**Le permissionnaire adresse en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, au Préfet (DDTM) :**

- Un courrier présentant l'avancée de la politique d'économie d'eau sur son territoire pour notamment les actions suivantes :
  - engagement d'un diagnostic du réseau et éventuellement de la sectorisation ;
  - travaux réalisés dans l'année sur le réseau pour maintenir ou améliorer ses performances ainsi que ceux prévus et budgétisés ;
  - politique d'incitation à la maîtrise des consommations auprès des usagers y compris auprès des gros consommateurs d'eau ;
  - possibilités de substitution de ressource pour les ouvrages captant les unités de gestion déficitaires ;
  - recherche de ressources de substitution pour les usages de la collectivité ne nécessitant pas la qualité de l'eau potable ;

**Toute action sus-citée ne pouvant être engagée est dûment motivée.**

**Le permissionnaire télé-déclare en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, sur le site de la préfecture :**

- les informations demandées par la réglementation en vigueur ;

### **ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES, DES PRELEVEMENTS ET DE LA NAPPE**

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire des captages doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre formations aquifères différentes ainsi que toute pollution des eaux souterraines. L'utilisation de désherbant chimique est interdite. Les lieux, bâtiments et ouvrages servant à la production d'eau et au traitement avant distribution sont sécurisés de toute intrusion ou geste de malveillance.

Tous les dix ans, un diagnostic des ouvrages de prélèvement est réalisé. Il comprend notamment une mesure par micro-moulinet pour connaître la vitesse et le positionnement des venues d'eau et une inspection par caméra de la colonne de captage.

- Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai, le Préfet (DDTM).

- Lorsqu'un ouvrage capte deux aquifères, l'obturation de la crépine au droit d'un des deux aquifères captés est effectuée dès que l'état de l'ouvrage nécessite la réalisation de travaux de réhabilitation ou immédiatement en suivant le diagnostic décennal.

Le permissionnaire ou son gestionnaire consigne sur un registre papier ou informatique, les éléments listés ci-après, du suivi de l'exploitation des ouvrages :

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois par an au minimum.
- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- La mesure des niveaux statiques et dynamiques, effectuée une fois par an dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

**PRESCRIPTION :** Ces mesures sont adressées en fin d'année calendaire au Préfet (DDTM).

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

Ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition du Préfet (DDTM) ainsi que des agents qu'il aura délégué.

#### **ARTICLE 4 : ARRÊT D'EXPLOITATION – SUPPRESSION DES OUVRAGES**

Tout abandon d'exploitation de forage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès du Préfet (DDTM) qui se prononce, le cas échéant, sur l'opportunité de conserver en l'état l'ouvrage en cause, susceptible d'être utilisé par la suite à d'autres usages tels que le suivi piézométrique et la surveillance de la qualité de la nappe.

Dans le cas d'une réponse négative, le forage doit obligatoirement faire l'objet d'un comblement permettant d'éviter la communication entre aquifères et les pollutions par les eaux de surface, selon les modalités de la réglementation en vigueur.

Le comblement effectué selon les prescriptions établies par un hydrogéologue qui présente au Préfet (DDTM) le projet, le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués.

Le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués est transmis dans un délai maximum de trois mois comptés de la fin de chaque opération.

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION**

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Le remplacement des ouvrages, la modification de leurs caractéristiques de fonctionnement n'est pas de nature à remettre en cause les volumes globaux définis dans cet arrêté.

#### **ARTICLE 6 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement susvisé, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de ce code.

#### **ARTICLE 7 : DURÉE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

La présente autorisation est accordée pour la durée d'exploitation des ouvrages.

#### **ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 des codes de l'environnement et de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

De même, toute situation de crise (indisponibilité d'une ressource, défaillance des infrastructures, etc...) pourrait conduire l'Administration à autoriser des dépassements de prélèvements à partir d'autres ressources, selon les textes en vigueur.

## ARTICLE 9 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Il est donné acte de cette déclaration.

## ARTICLE 10 : RETRAIT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

## ARTICLE 12: RÉSERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 13: INFORMATION DES TIERS

- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et une copie est affichée en mairie des communes de CAZALIS pendant **une durée minimale de un mois**.
- Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis à la préfecture (DDTM) dans un délai de **1 mois** après la date de signature de l'arrêté.
- Le présent arrêté sera consultable sur le site Internet de la Préfecture <http://www.gironde.pref.gouv.fr>

## ARTICLE 14: AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le code de l'urbanisme.

## ARTICLE 15: DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application de ses articles L.211-6, L.214-10, L.216-2 et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code :
  - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
  - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

## ARTICLE 16: SANCTIONS

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

En application de l'article L.216-6 du Code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende pour une personne physique et jusqu'à cinq fois plus pour une personne morale, le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux souterraines, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la faune ou à la flore, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau.

- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du Règlement sanitaire

En application de l'article L1312-2 du Code de la santé publique, est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende.

- Non-respect des prescriptions fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires

En application de l'article 131-13-5° du Code pénal, est puni d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe.

## ARTICLE 17 : EXÉCUTION

- Monsieur le maire de CAZALIS,
- Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le directeur départemental des Territoires et de la Mer,
- Monsieur le directeur de l'Agence Régionale de Santé - Délégation territoriale départementale de la Gironde, pôle santé environnementale,

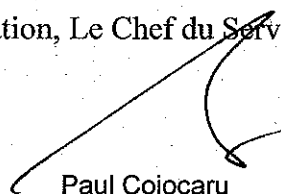
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à BORDEAUX, le 26 octobre 2011

Pour le Préfet,

Pour le directeur départemental des Territoires et de la Mer,

Et par délégation, Le Chef du Service Nature Eau et Risques,



Paul Cojocar

## PLAN DE DIFFUSION :

DDTM (original)	1	DREAL-SPREB	1
Préfecture de la Gironde	1	Conseil général 33	1
Sous-préfecture de LANGON	1	Agence de l'eau « Adour-Garonne-Délégation de Bordeaux »	1
Monsieur le Maire de la commune de CAZALIS	1	CLE du SAGE Nappes profondes 33	1
Agence Régionale Santé Aquitaine	1	Mairie de CAZALIS	1/11
BRGM	1		



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE des  
TERRITOIRES et de la MER

Service Nature, Eau & Risques  
Unité Eau & Milieux Aquatiques  
Cellule Gestion quantitative de l'Eau

Arrêté N° SNER2011/10/26/93

## AUTORISATIONS GLOBALES DE PRELEVEMENTS

Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages  
captant les ressources du SAGE Nappes Profondes  
MIOCENE – OLIGOCENE – EOCENE – CRETACE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1 et suivants;
- VU** les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup>/12/2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" et plus particulièrement ses mesures 4-9 « révisions des autorisations existantes », 4-10 « prélèvement de référence » et 4-11 « cas des prélèvements en augmentation » ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 18/03/1965 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « COMMUNAL » situé sur la commune de LES EGLISOTTES ET CHALAURES.
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 16/03/1995 portant déclaration d'utilité publique sur la délimitation des périmètres de protection du forage « COMMUNAL » sur la commune de LES EGLISOTTES ET CHALAURES,
- VU** L'avis du CODERST en date du 20 octobre 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau potable doivent permettre d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité vitale de protéger les nappes souterraines Miocène, Oligocène, Eocène et Crétacé qui couvrent l'essentiel des besoins en eau potable de la Gironde,

**CONSIDÉRANT** que la qualité et la quantité des ressources en eaux souterraines dépendent étroitement des politiques d'aménagement du territoire, le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 1-1 demande que les documents d'urbanisme (SCOT, PLU,...) et autres documents de planification prennent en compte les orientations de gestion du SAGE et fassent référence clairement au SAGE.

**CONSIDÉRANT** que le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 4.9. demande de mettre en œuvre un ajustement raisonnable des volumes maximums autorisés à prélever aux besoins et aux disponibilités des ressources,

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental du Territoire et de la Mer,,

## ARRÊTE

### ARTICLE PREMIER - OBJET DE L'AUTORISATION

La commune **LES EGLISOTTES ET CHALAURES**, dénommée ci-après permissionnaire, est autorisée à prélever, par l'intermédiaire des forages et captages définis dans le tableau ci-après, des eaux destinées à l'alimentation humaine pour des volumes annuels maximum indiqués par unités de gestion identifiées.

Pour l'exploitation des ouvrages, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, de tous les arrêtés en vigueur relatifs à l'exploitation et la protection des captages ainsi qu'au présent arrêté.

## ARTICLE 2 – LES PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS PAR UNITÉ DE GESTION

Les volumes maximaux annuels autorisés sont :

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m <sup>3</sup> /h	m <sup>3</sup> /j	m <sup>3</sup> /an
COMMUNAL	07804X0003	EOCENE NORD Non déficitaire		50	1 000	150 000

Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion EOCENE NORD	150 000 m <sup>3</sup>
--	------------------------

**Prescription :**

**Le permissionnaire adresse immédiatement au Préfet (DDTM) :**

- Un courrier rendant compte de l'application de la mesure 5-7 du SAGE NP, pour l'élaboration d'un diagnostic du réseau et éventuellement de sa sectorisation s'il y a lieu. Une délibération engageant le permissionnaire en ce sens est adressée au Préfet (DDTM) ;
- Un courrier présentant la politique d'économie d'eau projetée ou engagée au droit de son territoire indiquant le calendrier prévisionnel d'exécution de chaque action. Si la politique d'économie n'est pas définie, le courrier est annexé d'une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative de ses ouvrages pour déclarer d'utilité publique la dérivation des eaux et la délimitation des périmètres de protection du captage « COMMUNAL » sur la commune LES EGLISOTTES ET CHALAURES au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et adresse au Préfet (DDTM) une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative des ouvrages destinés à un autre usage que l'eau potable et ne figurant pas dans le tableau ci-dessus.
- Rend compte des derniers diagnostics et travaux réalisés sur l'intégralité de ses ouvrages ;

**Le permissionnaire adresse en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, au Préfet (DDTM) :**

- Un courrier présentant l'avancée de la politique d'économie d'eau sur son territoire pour notamment les actions suivantes :
  - engagement d'un diagnostic du réseau et éventuellement de la sectorisation ;
  - travaux réalisés dans l'année sur le réseau pour maintenir ou améliorer ses performances ainsi que ceux prévus et budgétisés ;
  - politique d'incitation à la maîtrise des consommations auprès des usagers y compris auprès des gros consommateurs d'eau ;
  - possibilités de substitution de ressource pour les ouvrages captant les unités de gestion déficitaires ;
  - recherche de ressources de substitution pour les usages de la collectivité ne nécessitant pas la qualité de l'eau potable ;

**Toute action sus-citée ne pouvant être engagée est dûment motivée.**

**Le permissionnaire télé-déclare en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, sur le site de la préfecture :**

- les informations demandées par la réglementation en vigueur ;

## ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES, DES PRELEVEMENTS ET DE LA NAPPE

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire des captages doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre formations aquifères différentes ainsi que toute pollution des eaux souterraines. L'utilisation de désherbant chimique est interdite. Les lieux, bâtiments et ouvrages servant à la production d'eau et au traitement avant distribution sont sécurisés de toute intrusion ou geste de malveillance.

Tous les dix ans, un diagnostic des ouvrages de prélèvement est réalisé. Il comprend notamment une mesure par micro-moulinet pour connaître la vitesse et le positionnement des venues d'eau et une inspection par caméra de la colonne de captage.

- Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai, le Préfet (DDTM).
- Lorsqu'un ouvrage capte deux aquifères, l'obturation de la crépine au droit d'un des deux aquifères captés est effectuée dès que l'état de l'ouvrage nécessite la réalisation de travaux de réhabilitation ou immédiatement en suivant le diagnostic décennal.

Le permissionnaire ou son gestionnaire consigne sur un registre papier ou informatique, les éléments listés ci-après, du suivi de l'exploitation des ouvrages :

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois par an au minimum.
- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- La mesure des niveaux statiques et dynamiques, effectuée une fois par an dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

**PRESCRIPTION** : Ces mesures sont adressées en fin d'année calendaire au Préfet (DDTM).

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

Ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition du Préfet (DDTM) ainsi que des agents qu'il aura délégué.

#### **ARTICLE 4 : ARRÊT D'EXPLOITATION – SUPPRESSION DES OUVRAGES**

Tout abandon d'exploitation de forage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès du Préfet (DDTM) qui se prononce, le cas échéant, sur l'opportunité de conserver en l'état l'ouvrage en cause, susceptible d'être utilisé par la suite à d'autres usages tels que le suivi piézométrique et la surveillance de la qualité de la nappe.

Dans le cas d'une réponse négative, le forage doit obligatoirement faire l'objet d'un comblement permettant d'éviter la communication entre aquifères et les pollutions par les eaux de surface, selon les modalités de la réglementation en vigueur.

Le comblement effectué selon les prescriptions établies par un hydrogéologue qui présente au Préfet (DDTM) le projet, le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués.

Le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués est transmis dans un délai maximum de trois mois comptés de la fin de chaque opération.

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION**

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Le remplacement des ouvrages, la modification de leurs caractéristiques de fonctionnement n'est pas de nature à remettre en cause les volumes globaux définis dans cet arrêté.

#### **ARTICLE 6 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement susvisé, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de ce code.

#### **ARTICLE 7 : DURÉE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

La présente autorisation est accordée pour la durée d'exploitation des ouvrages.

#### **ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 des codes de l'environnement et de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

De même, toute situation de crise (indisponibilité d'une ressource, défaillance des infrastructures, etc...) pourrait conduire l'Administration à autoriser des dépassements de prélèvements à partir d'autres ressources, selon les textes en vigueur.

## **ARTICLE 9 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Il est donné acte de cette déclaration.

## **ARTICLE 10 : RETRAIT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## **ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS**

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

## **ARTICLE 12: RÉSERVE DES DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 13: INFORMATION DES TIERS**

- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et une copie est affichée en mairie des communes de LES EGLISOTTES ET CHALAURES pendant **une durée minimale de un mois**.
- Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis à la préfecture (DDTM) dans un délai de **1 mois** après la date de signature de l'arrêté.
- Le présent arrêté sera consultable sur le site Internet de la Préfecture <http://www.gironde.pref.gouv.fr>

## **ARTICLE 14: AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le code de l'urbanisme.

## **ARTICLE 15: DÉLAI ET VOIE DE RECOURS**

- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application de ses articles L.211-6, L.214-10, L.216-2 et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code :
  - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,



- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

## ARTICLE 16: SANCTIONS

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

En application de l'article L.216-6 du Code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende pour une personne physique et jusqu'à cinq fois plus pour une personne morale, le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux souterraines, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la faune ou à la flore, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau.

- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du Règlement sanitaire

En application de l'article L1312-2 du Code de la santé publique, est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende.

- Non-respect des prescriptions fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires

En application de l'article 131-13-5° du Code pénal, est puni d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe.

## ARTICLE 17 : EXÉCUTION

- Monsieur le Maire de la commune LES EGLISOTTES ET CHALAURES,
- Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le directeur départemental du Territoire et de la Mer,
- Monsieur le directeur Régional Santé Aquitaine,

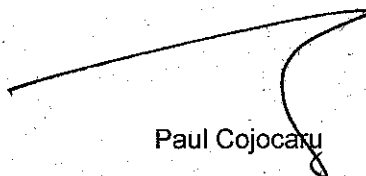
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à BORDEAUX, le 26 octobre 2011

Pour le Préfet,

Pour le directeur départemental des Territoires et de la Mer,

Et par délégation, Le Chef du Service Nature Eau et Risques,



Paul Cojocaru

## PLAN DE DIFFUSION :

DDTM (original)	1	DREAL-SPREB	1
Préfecture de la Gironde	1	Conseil général 33	1
Sous-préfecture Libourne	1	Agence de l'eau « Adour-Garonne-Délégation de Bordeaux »	1
Monsieur le Maire de la commune LES EGLISOTTES ET CHALAURES	1	CLE du SAGE Nappes profondes 33	1
Agence Régionale Santé Aquitaine	1	Mairie de LES EGLISOTTES ET CHALAURES	1/11
BRGM	1		



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE des  
TERRITOIRES et de la MER

Service Nature, Eau & Risques  
Unité Eau & Milieux Aquatiques  
Cellule Gestion quantitative de l'Eau

Arrêté N° SNER/2011/10/26/94

## AUTORISATIONS GLOBALES DE PRELEVEMENTS

Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages  
captant les ressources du SAGE Nappes Profondes  
MIOCENE – OLIGOCENE – EOCENE – CRETACE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1 et suivants;
- VU les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup>/12/2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" et plus particulièrement ses mesures 4-9 « révisions des autorisations existantes », 4-10 « prélèvement de référence » et 4-11 « cas des prélèvements en augmentation » ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20/06/1966 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « BOURG » situé sur la commune de HOSTENS ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 5/11/1984 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « CANET » situé sur la commune de HOSTENS ;
- VU les arrêtés préfectoraux en date du 28/11/2007 portant déclaration d'utilité publique sur la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection et portant autorisation sur le prélèvement et la distribution des eaux des forages « BOURG » et « CANET » sur la commune de HOSTENS ;
- VU L'avis de la Commune de HOSTENS en date du 11 octobre 2011 ;
- VU L'avis du CODERST en date du 20 octobre 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau potable doivent permettre d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité vitale de protéger les nappes souterraines Miocène, Oligocène, Eocène et Crétacé qui couvrent l'essentiel des besoins en eau potable de la Gironde,

**CONSIDÉRANT** que la qualité et la quantité des ressources en eaux souterraines dépendent étroitement des politiques d'aménagement du territoire, le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 1-1 demande que les documents d'urbanisme (SCOT, PLU,...) et autres documents de planification prennent en compte les orientations de gestion du SAGE et fassent référence clairement au SAGE.

**CONSIDÉRANT** que le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 4.9. demande de mettre en œuvre un ajustement raisonnable des volumes maximums autorisés à prélever aux besoins et aux disponibilités des ressources,

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental du Territoire et de la Mer,

## ARRÊTE

### ARTICLE PREMIER - OBJET DE L'AUTORISATION

La commune de HOSTENS, dénommée ci-après permissionnaire, est autorisée à prélever, par l'intermédiaire des forages et captages définis dans le tableau ci-après, des eaux destinées à l'alimentation humaine pour des volumes annuels maximum indiqués par unités de gestion identifiées.

Pour l'exploitation des ouvrages, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, de tous les arrêtés en vigueur relatifs à l'exploitation et la protection des captages ainsi qu'au présent arrêté.

## ARTICLE 2 – LES PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS PAR UNITÉ DE GESTION

Les volumes maximaux annuels autorisés sont :

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m <sup>3</sup> /h	m <sup>3</sup> /j	m <sup>3</sup> /an
BOURG	08516X0001	MIOCENE SUD		20	450	35 000
CANET	08515X0006	Non déficitaire		60	1 200	100 000
Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion MIOCENE SUD				120 000 m <sup>3</sup>		

### Prescription :

#### Le permissionnaire adresse immédiatement au Préfet (DDTM) :

- Un courrier rendant compte de l'application de la mesure 5-7 du SAGE NP, pour l'élaboration d'un diagnostic du réseau et éventuellement de sa sectorisation s'il y a lieu. Une délibération engageant le permissionnaire en ce sens est adressée au Préfet (DDTM) ;
- Un courrier présentant la politique d'économie d'eau projetée ou engagée au droit de son territoire indiquant le calendrier prévisionnel d'exécution de chaque action. Si la politique d'économie n'est pas définie, le courrier est annexé d'une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative des ouvrages destinés à un autre usage que l'eau potable et ne figurant pas dans le tableau ci-dessus.
- Rend compte des derniers diagnostics et travaux réalisés sur l'intégralité de ses ouvrages ;

#### Le permissionnaire adresse en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, au Préfet (DDTM) :

- Un courrier présentant l'avancée de la politique d'économie d'eau sur son territoire pour notamment les actions suivantes :
  - engagement d'un diagnostic du réseau et éventuellement de la sectorisation ;
  - travaux réalisés dans l'année sur le réseau pour maintenir ou améliorer ses performances ainsi que ceux prévus et budgétisés ;
  - politique d'incitation à la maîtrise des consommations auprès des usagers y compris auprès des gros consommateurs d'eau ;
  - possibilités de substitution de ressource pour les ouvrages captant les unités de gestion déficitaires ;
  - recherche de ressources de substitution pour les usages de la collectivité ne nécessitant pas la qualité de l'eau potable ;

Toute action sus-citée ne pouvant être engagée est dûment motivée.

#### Le permissionnaire télé-déclare en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, sur le site de la préfecture :

- les informations demandées par la réglementation en vigueur ;

## ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES, DES PRELEVEMENTS ET DE LA NAPPE

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire des captages doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre formations aquifères différentes ainsi que toute pollution des eaux souterraines. L'utilisation de désherbant chimique est interdite. Les lieux, bâtiments et ouvrages servant à la production d'eau et au traitement avant distribution sont sécurisés de toute intrusion ou geste de malveillance.

Tous les dix ans, un diagnostic des ouvrages de prélèvement est réalisé. Il comprend notamment une mesure par micro-moulinet pour connaître la vitesse et le positionnement des venues d'eau et une inspection par caméra de la colonne de captage.

- Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai, le Préfet (DDTM).
- Lorsqu'un ouvrage capte deux aquifères, l'obturation de la crépine au droit d'un des deux aquifères captés est effectuée dès que l'état de l'ouvrage nécessite la réalisation de travaux de réhabilitation ou immédiatement en suivant le diagnostic décennal.

Le permissionnaire ou son gestionnaire consigne sur un registre papier ou informatique, les éléments listés ci-après, du suivi de l'exploitation des ouvrages :

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois par an au minimum.
- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- La mesure des niveaux statiques et dynamiques, effectuée une fois par an dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

**PRESCRIPTION :** Ces mesures sont adressées en fin d'année calendaire au Préfet (DDTM).

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

Ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition du Préfet (DDTM) ainsi que des agents qu'il aura délégué.

#### **ARTICLE 4 : ARRÊT D'EXPLOITATION – SUPPRESSION DES OUVRAGES**

Tout abandon d'exploitation de forage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès du Préfet (DDTM) qui se prononce, le cas échéant, sur l'opportunité de conserver en l'état l'ouvrage en cause, susceptible d'être utilisé par la suite à d'autres usages tels que le suivi piézométrique et la surveillance de la qualité de la nappe.

Dans le cas d'une réponse négative, le forage doit obligatoirement faire l'objet d'un comblement permettant d'éviter la communication entre aquifères et les pollutions par les eaux de surface, selon les modalités de la réglementation en vigueur.

Le comblement effectué selon les prescriptions établies par un hydrogéologue qui présente au Préfet (DDTM) le projet, le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués.

Le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués est transmis dans un délai maximum de trois mois comptés de la fin de chaque opération.

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION**

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Le remplacement des ouvrages, la modification de leurs caractéristiques de fonctionnement n'est pas de nature à remettre en cause les volumes globaux définis dans cet arrêté.

#### **ARTICLE 6 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement susvisé, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de ce code.

#### **ARTICLE 7 : DURÉE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

La présente autorisation est accordée pour la durée d'exploitation des ouvrages.

#### **ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 des codes de l'environnement et de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

De même, toute situation de crise (indisponibilité d'une ressource, défaillance des infrastructures, etc...) pourrait conduire l'Administration à autoriser des dépassements de prélèvements à partir d'autres ressources, selon les textes en vigueur.

## **ARTICLE 9 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Il est donné acte de cette déclaration.

## **ARTICLE 10 : RETRAIT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## **ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS**

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

## **ARTICLE 12: RÉSERVE DES DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 13: INFORMATION DES TIERS**

- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et une copie est affichée en mairie des communes de HOSTENS pendant **une durée minimale de un mois**.
- Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis à la préfecture (DDTM) dans un délai de **1 mois** après la date de signature de l'arrêté.
- Le présent arrêté sera consultable sur le site Internet de la Préfecture <http://www.gironde.pref.gouv.fr>

## **ARTICLE 14: AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le code de l'urbanisme.

## **ARTICLE 15: DÉLAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux.

- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application de ses articles L.211-6, L.214-10, L.216-2 et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code :
  - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

## ARTICLE 16: SANCTIONS

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

En application de l'article L.216-6 du Code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende pour une personne physique et jusqu'à cinq fois plus pour une personne morale, le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux souterraines, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la faune ou à la flore, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau.

- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du Règlement sanitaire

En application de l'article L1312-2 du Code de la santé publique, est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende.

- Non-respect des prescriptions fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires

En application de l'article 131-13-5° du Code pénal, est puni d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe.

## ARTICLE 17 : EXÉCUTION

- Monsieur le Maire de la commune de HOSTENS,
- Monsieur la secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le directeur départemental du Territoire et de la Mer,
- Monsieur le directeur Régionale Santé Aquitaine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à BORDEAUX, le 26 octobre 2011

Pour le Préfet,

Pour le directeur départemental des Territoires et de la Mer,

Et par délégation, Le Chef du Service Nature Eau et Risques,

Paul Cojocaru

## PLAN DE DIFFUSION :

DDTM (original)	1	DREAL-SPREB	1
Préfecture de la Gironde	1	Conseil général 33	1
Sous-préfecture de Langon	1	Agence de l'eau « Adour-Garonne-Délégation de Bordeaux »	1
Monsieur le Maire de la commune de HOSTENS	1	CLE du SAGE Nappes profondes 33	1
Agence Régionale Santé Aquitaine	1	Mairie de HOSTENS	1/11
BRGM	1		



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DEPARTEMENTALE des  
TERRITOIRES et de la MER

Arrêté N° SNER/2011/26/10/95

Service Nature, Eau & Risques  
Unité Eau & Milieux Aquatiques  
Cellule Gestion quantitative de l'Eau

## AUTORISATIONS GLOBALES DE PRELEVEMENTS

Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages  
captant les ressources du SAGE Nappes Profondes  
MIOCENE – OLIGOCENE – EOCENE – CRETACE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1 et suivants;
- VU les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup>/12/2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" et plus particulièrement ses mesures 4-9 « révisions des autorisations existantes », 4-10 « prélèvement de référence » et 4-11 « cas des prélèvements en augmentation » ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 22/03/1990 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « LES MAURELLES » situé sur la commune de GRAYAN ET L'HOPITAL.
- VU l'arrêté préfectoral en date du 16/10/1973 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « VIDEAU 2 » situé sur la commune de GRAYAN ET L'HOPITAL.
- VU l'arrêté préfectoral en date du 30/08/1984 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « LES PIOTS » situé sur la commune de SAINT VIVIEN DE MEDOC.
- VU L'avis du Syndicat de SAINT VIVIEN DE MEDOC en date du 6 octobre 2011 ;
- VU L'avis du CODERST en date du 20 octobre 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau potable doivent permettre d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité vitale de protéger les nappes souterraines Miocène, Oligocène, Eocène et Crétacé qui couvrent l'essentiel des besoins en eau potable de la Gironde,

**CONSIDÉRANT** que la qualité et la quantité des ressources en eaux souterraines dépendent étroitement des politiques d'aménagement du territoire, le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 1-1 demande que les documents d'urbanisme (SCOT, PLU,...) et autres documents de planification prennent en compte les orientations de gestion du SAGE et fassent référence clairement au SAGE.

**CONSIDÉRANT** que le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 4.9. demande de mettre en œuvre un ajustement raisonnable des volumes maximums autorisés à prélever aux besoins et aux disponibilités des ressources,

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

## ARRÊTE

### ARTICLE PREMIER - OBJET DE L'AUTORISATION

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de SAINT VIVIEN DE MEDOC, dénommé ci-après permissionnaire, est autorisé à prélever, par l'intermédiaire des forages et captages définis dans le tableau ci-après, des eaux destinées à l'alimentation humaine pour des volumes annuels maximum indiqués par unités de gestion identifiées.



Pour l'exploitation des ouvrages, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, de tous les arrêtés en vigueur relatifs à l'exploitation et la protection des captages ainsi qu'au présent arrêté.

## ARTICLE 2 – LES PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS PAR UNITÉ DE GESTION

Les volumes maximaux annuels autorisés sont :

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m <sup>3</sup> /h	m <sup>3</sup> /j	m <sup>3</sup> /an
LES MAURELLES	07305X0052	EOCENE MEDOC ESTUAIRE A l'équilibre		80	2 000	300 000
VIDEAU 2	07298X0017			50	700	250 000
LA LOUBIE	07305X0001			24	480	175 000
LES PIOTS	07305X0046			100	2 000	300 000

**Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion EOCENE MEDOC ESTUAIRE**

**677 000 m<sup>3</sup>**

### Prescription :

#### Le permissionnaire adresse immédiatement au Préfet (DDTM) :

- Le rapport en version informatique de préférence pour chaque phase du diagnostic du réseau en cours ou réalisé annexé d'une analyse des données de la sectorisation s'il y a lieu ;
- Un courrier présentant la politique d'économie d'eau projetée ou engagée au droit de son territoire indiquant le calendrier prévisionnel d'exécution de chaque action. Si la politique d'économie n'est pas définie, le courrier est annexé d'une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative de ses ouvrages pour déclarer d'utilité publique la dérivation des eaux et la délimitation des périmètres de protection des captages au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et adresse au Préfet (DDTM) une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative des ouvrages destinés à un autre usage que l'eau potable et ne figurant pas dans le tableau ci-dessus.
- Rend compte des derniers diagnostics et travaux réalisés sur l'intégralité de ses ouvrages ;
- Rend compte au préfet dans un délai de quatre mois comptés après notification du présent arrêté de la politique menée dans le cadre
  - du schéma d'alimentation en eau potable du secteur « Nord-Médoc » approuvé par la CLE du 09/03/2009 y compris en partenariat avec les collectivités susceptibles d'être concernées.

#### Le permissionnaire adresse en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, au Préfet (DDTM) :

- Un courrier présentant l'avancée de la politique d'économie d'eau sur son territoire pour notamment les actions suivantes :
  - engagement d'un diagnostic du réseau et éventuellement de la sectorisation ;
  - travaux réalisés dans l'année sur le réseau pour maintenir ou améliorer ses performances ainsi que ceux prévus et budgétisés ;
  - politique d'incitation à la maîtrise des consommations auprès des usagers y compris auprès des gros consommateurs d'eau ;
  - possibilités de substitution de ressource pour les ouvrages captant les unités de gestion déficitaires ;
  - recherche de ressources de substitution pour les usages de la collectivité ne nécessitant pas la qualité de l'eau potable ;

**Toute action sus-citée ne pouvant être engagée est dûment motivée.**

**Le permissionnaire télé-déclare en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, sur le site de la préfecture :**

- les informations demandées par la réglementation en vigueur ;

### **ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES, DES PRELEVEMENTS ET DE LA NAPPE**

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire des captages doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre formations aquifères différentes ainsi que toute pollution des eaux souterraines. L'utilisation de désherbant chimique est interdite. Les lieux, bâtiments et ouvrages servant à la production d'eau et au traitement avant distribution sont sécurisés de toute intrusion ou geste de malveillance.

Tous les dix ans, un diagnostic des ouvrages de prélèvement est réalisé. Il comprend notamment une mesure par micro-moulinet pour connaître la vitesse et le positionnement des venues d'eau et une inspection par caméra de la colonne de captage.

- Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai, le Préfet (DDTM).
- Lorsqu'un ouvrage capte deux aquifères, l'obturation de la crépine au droit d'un des deux aquifères captés est effectuée dès que l'état de l'ouvrage nécessite la réalisation de travaux de réhabilitation ou immédiatement en suivant le diagnostic décennal.

Le permissionnaire ou son gestionnaire consigne sur un registre papier ou informatique, les éléments listés ci-après, du suivi de l'exploitation des ouvrages :

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois par an au minimum.
- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- La mesure des niveaux statiques et dynamiques, effectuée une fois par an dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

**PRESCRIPTION** : Ces mesures sont adressées en fin d'année calendaire au Préfet (DDTM).

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

Ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition du Préfet (DDTM) ainsi que des agents qu'il aura délégué.

### **ARTICLE 4 : ARRÊT D'EXPLOITATION – SUPPRESSION DES OUVRAGES**

Tout abandon d'exploitation de forage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès du Préfet (DDTM) qui se prononce, le cas échéant, sur l'opportunité de conserver en l'état l'ouvrage en cause, susceptible d'être utilisé par la suite à d'autres usages tels que le suivi piézométrique et la surveillance de la qualité de la nappe.

Dans le cas d'une réponse négative, le forage doit obligatoirement faire l'objet d'un comblement permettant d'éviter la communication entre aquifères et les pollutions par les eaux de surface, selon les modalités de la réglementation en vigueur.

Le comblement effectué selon les prescriptions établies par un hydrogéologue qui présente au Préfet (DDTM) le projet, le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués.

Le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués est transmis dans un délai maximum de trois mois comptés de la fin de chaque opération.

### **ARTICLE 5 : MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION**

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Le remplacement des ouvrages, la modification de leurs caractéristiques de fonctionnement n'est pas de nature à remettre en cause les volumes globaux définis dans cet arrêté.

## **ARTICLE 6 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement susvisé, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de ce code.

## **ARTICLE 7 : DURÉE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

La présente autorisation est accordée pour la durée d'exploitation des ouvrages.

## **ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 des codes de l'environnement et de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

De même, toute situation de crise (indisponibilité d'une ressource, défaillance des infrastructures, etc...) pourrait conduire l'Administration à autoriser des dépassements de prélèvements à partir d'autres ressources, selon les textes en vigueur.

## **ARTICLE 9 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Il est donné acte de cette déclaration.

## **ARTICLE 10 : RETRAIT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## **ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS**

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

## **ARTICLE 12: RÉSERVE DES DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 13: INFORMATION DES TIERS**

- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et une copie est affichée en mairie des communes de SAINT VIVIEN DE MEDOC et GRAYAN ET L'HOPITAL pendant **une durée minimale de un mois**.

- Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis à la préfecture (DDTM) dans un délai de **1 mois** après la date de signature de l'arrêté.
- Le présent arrêté sera consultable sur le site Internet de la Préfecture <http://www.gironde.pref.gouv.fr>

## ARTICLE 14: AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le code de l'urbanisme:

## ARTICLE 15: DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux.

- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application de ses articles L.211-6, L.214-10, L.216-2 et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code :
  - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
  - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

## ARTICLE 16: SANCTIONS

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

En application de l'article L.216-6 du Code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende pour une personne physique et jusqu'à cinq fois plus pour une personne morale, le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux souterraines, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la faune ou à la flore, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau.

- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du Règlement sanitaire

En application de l'article L1312-2 du Code de la santé publique, est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende.

- Non-respect des prescriptions fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires

En application de l'article 131-13-5° du Code pénal, est puni d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe.

## ARTICLE 17 : EXÉCUTION

- Monsieur le Président du S.I.A.E.P. de SAINT VIVIEN DE MEDOC,
- Madame la secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le directeur départemental du Territoire et de la Mer,
- Monsieur le directeur Régional Santé Aquitaine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à BORDEAUX, le 26 octobre 2011

Pour le Préfet,

Pour le directeur départemental des Territoires et de la Mer,

Et par délégation, Le Chef du Service Nature Eau et Risques,

Paul Cojocaru

## PLAN DE DIFFUSION :

DDTM (original)	1	DREAL-SPREB	1
Préfecture de la Gironde	1	Conseil général 33	1
Sous-préfecture de Lesparre-Médoc	1	Agence de l'eau « Adour-Garonne-Délégation de Bordeaux »	1
Monsieur le Président du S.I.A.E.P. de SAINT VIVIEN DE MEDOC	1	CLE du SAGE Nappes profondes 33	1
Agence Régionale Santé Aquitaine	1	Mairies de GRAYAN ET L'HOPITAL et SAINT VIVIEN DE MEDOC	2/12
BRGM	1		

PRÉFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale  
de la Cohésion Sociale

**AGREMENT DES GROUPEMENTS SPORTIFS**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DE MÉRITE

ARRETE du 19 octobre 2011

VU Le code du sport, articles R121-1 à R121-6.

SUR PROPOSITION De Mme la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde;

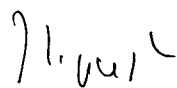
**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - les associations figurant sur la liste ci-dessous sont agréées

<u>Associations</u>	<u>Fédération d'affiliation</u>	<u>N° agrément</u>
BADMINTON CLUB DE LUSSAC M Alexandre FORESTIER Mairie 3 place de la république 33570 LUSSAC	Fédération Française de Badminton	33S11019
BASEBALL SOFTBALL LES ASTROS Mme Marie Madeleine BISSEY 37 chemin Peyre Martin 33160 ST MEDARD EN JALLES	Fédération Française de Baseball et Softball	33S11020
CAPTIEUX JUJUTSU TRADITIONNEL Mme Isabelle DUPUIS Mairie place du 8 mai 1945 33840 CAPTIEUX	Fédération Française du Sport en milieu rural	33S11021

**ARTICLE 2** - Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 octobre 2011  
P/le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale  
de la Cohésion Sociale de Gironde



Paule LAGRASTA

PRÉFET DE LA GIRONDE

ARRETE du 20 OCT. 2011

Direction  
départementale des  
territoires et de la  
mer de la Gironde

Service Délégation à  
la mer et au littoral

---

*relatif à la clôture de la procédure d'établissement de la liste des électeurs  
appelés à voter le 12 janvier 2012 pour les élections professionnelles au  
comité départemental de Gironde*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code rural et de la pêche maritime ;
- VU le décret n° 92-376 modifié du 1<sup>er</sup> avril 1992 fixant les modalités d'organisation et de tenue des opérations électorales prévues à l'article L 912-5 du code rural et de la pêche maritime ;
- VU le décret n° 2011-776 du 28 juin 2011 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux, départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU l'arrêté du 5 juillet 2011 fixant le jour du scrutin pour les élections générales aux conseils des comités départementaux, interdépartementaux et régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU l'arrêté du 5 juillet 2011 modifié fixant la liste des comités départementaux ou interdépartementaux, leur siège et leur ressort territorial ainsi que le nombre de membres de leur conseil ;
- VU l'arrêté du 7 septembre 2011 fixant le ressort territorial, le siège des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que le nombre des membres de leur conseil ;
- VU l'arrêté du préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde du 13 septembre 2011 instituant la commission électorale du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de la Gironde ;

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - La liste des électeurs appelés à voter à l'élection des membres du conseil du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de Gironde est arrêtée par collèges et par catégories à compter de la signature du présent arrêté. La liste des électeurs, signée par les membres de la commission électorale, est publiée en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - La liste électorale des électeurs sera affichée pour une durée de dix jours au siège des comités locaux des pêches de Bordeaux et d'Arcachon et dans les services de la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde à Arcachon.



**ARTICLE 3** - Dans les cinq jours qui suivent la fin de la période d'affichage visée à l'article 2 ci-dessus, les décisions de la commission électorale peuvent être contestées devant le Tribunal administratif de Bordeaux par les électeurs intéressés.

**ARTICLE 4** - Le directeur de cabinet du Préfet de la Gironde, le directeur des territoires et de la mer de la Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 OCT. 2011

Pour le préfet et par délégation

Le directeur adjoint,  
délégué à la mer et au littoral de la Gironde,  
Éric Mévélec



PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

ARRETE du 24.10.11

Direction  
interrégionale  
de la mer  
Sud-Atlantique

Division économie et  
formation

Bureau des ressources  
durables  
réglementation et  
affaires économiques  
Aquitaine

*relatif à la clôture de la procédure d'établissement de la liste des électeurs  
appelés à voter le 12 janvier 2012 pour les élections professionnelles au conseil  
du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code rural et de la pêche maritime ;
- VU le décret n° 92-376 modifié du 1<sup>er</sup> avril 1992 fixant les modalités d'organisation et de tenue des opérations électorales prévues à l'article L 912-5 du code rural et de la pêche maritime ;
- VU le décret n° 2011-776 du 28 juin 2011 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux, départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 juillet 2011 fixant le jour du scrutin pour les élections générales aux conseils des comités départementaux, interdépartementaux et régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 juillet 2011 modifié fixant la liste des comités départementaux ou interdépartementaux, leur siège et leur ressort territorial ainsi que le nombre de membres de leur conseil ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 septembre 2011 fixant le ressort territorial, le siège des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que le nombre des membres de leur conseil ;
- VU l'arrêté du préfet de la région Aquitaine du 2 mai 2011 donnant délégation de signature au directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique ;
- VU l'arrêté du préfet de la région Aquitaine du 7 septembre 2011 portant organisation des élections au conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine ;

**SUR PROPOSITION** du directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - La liste des électeurs appelés à voter à l'élection des membres du conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine est arrêtée par collèges et par catégories à compter du 24 octobre 2011. La liste des électeurs, signée par les membres de la commission électorale, est publiée en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2** -Le présent arrêté, ainsi que la liste des électeurs, seront affichés à partir du lundi 24 octobre 2011 et jusqu'au jeudi 3 novembre 2011 inclus :

- au siège de la commission électorale, à la direction interrégionale de la mer Sud-Atlantique 1-3, rue Fondaudège - CS 21227 33074 Bordeaux cedex,

- au siège du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine 12 Quai  
Pascal Elissalt 64500 Ciboure,

- à l'antenne de Bayonne de la direction interrégionale de la mer Sud-Atlantique 6, Quai de Lesseps - BP  
724 - 64107 Bayonne cedex.

**ARTICLE 3** - Dans les cinq jours qui suivent la fin de la période d'affichage, soit jusqu'au 8 novembre 2011 inclus, les décisions de la commission électorale peuvent être contestées devant le tribunal administratif de Bordeaux par les électeurs intéressés.

L'appel devant la cour administrative d'appel de Bordeaux doit, à peine de nullité, être déposé au greffe de la cour, dans le délai d'un mois, qui court à partir de la notification du jugement, laquelle comporte l'indication dudit délai.

**ARTICLE 4** - Le directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique est chargé, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Bordeaux, le 24 octobre 2011

Pour le préfet de région Aquitaine et par délégation

Olivier LALLEMAND

chef de la division économie et formation

**Alexandre ROYER**

*Chef du bureau des ressources durables,  
de la réglementation et des affaires  
économiques d'Aquitaine*

**ARRETE DU 3 octobre 2011**

**Interdiction des incinérations de végétaux**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code forestier,

**VU** le code de l'environnement,

**VU** le code de l'urbanisme,

**VU** la loi n°2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt,

**VU** la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2005 portant règlement sur la protection de la forêt contre l'incendie en Gironde,

**CONSIDERANT** les conditions météorologiques défavorables,

**SUR PROPOSITION** du Directeur de Cabinet du Préfet de la Gironde,

**ARRETE**

**Article 1er**: Par dérogation à l'article 9 du règlement départemental susvisé qui fixe des périodes pendant lesquelles les incinérations de végétaux sont autorisées, sous réserve des épisodes occasionnels durant lesquels l'emploi du feu est proscrit (journées classées à risques ou vent de plus de 5 mètres par seconde soit 18 km/h), toutes incinérations de végétaux sont interdites jusqu'au 10 octobre 2011 inclus dans le département de la Gironde.

**Article 2 :** La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, le Président du Conseil Général, le Président du Conseil Régional, les Sous-Préfets d'arrondissement, le Directeur du Service Départemental d'incendie et de Secours, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Commandant du Groupement de Gendarmerie, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Directeur Territorial de l' Office National des Forêts, le Président de la Fédération Girondine des ASA de DFCI et les Maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans toutes les communes du département et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à Bordeaux, le 3 octobre 2011

**LE PREFET,**

Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

Signé : Thibault de LA HAYE JOUSSELIN

**ARRETE DU 10 OCTOBRE 2011**

**Interdiction des incinérations de végétaux**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code forestier,

**VU** le code de l'environnement,

**VU** le code de l'urbanisme,

**VU** la loi n°2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt,

**VU** la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2005 portant règlement sur la protection de la forêt contre l'incendie en Gironde,

**VU** l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2011, interdisant toutes incinérations de végétaux jusqu'au 10 octobre 2011 inclus en Gironde,

**CONSIDERANT** les conditions météorologiques défavorables,

**SUR PROPOSITION** du Directeur de Cabinet du Préfet de la Gironde,

**ARRETE**

**Article 1er**: Par dérogation à l'article 9 du règlement départemental susvisé qui fixe des périodes pendant lesquelles les incinérations de végétaux sont autorisées, sous réserve des épisodes occasionnels durant lesquels l'emploi du feu est proscrit (journées classées à risques ou vent de plus de 5 mètres par seconde soit 18 km/h), toutes incinérations de végétaux sont interdites jusqu'au 17 octobre 2011 inclus dans le département de la Gironde.

**Article 2 :** La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, le Président du Conseil Général, le Président du Conseil Régional, les Sous-Préfets d'arrondissement, le Directeur du Service Départemental d'incendie et de Secours, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Commandant du Groupement de Gendarmerie, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Directeur Territorial de l' Office National des Forêts, le Président de la Fédération Girondine des ASA de DFCI et les Maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans toutes les communes du département et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à Bordeaux, le 10 octobre 2011

**LE PREFET,**

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

SIGNE : Thibault de LA HAYE JOUSSELIN

Direction des Affaires  
Juridiques  
et des Libertés Publiques

**ARRETE N° 33 11 008 - Autorisation administrative de fonctionnement de la  
société de surveillance et de gardiennage  
E.P.S. (Escort Protection Sécurité)**

Bureau de la Police  
Administrative  
et des Activités Réglementées

LE PREFET de la REGION AQUITAINE  
PREFET de la GIRONDE  
Commandeur de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 7, modifié par la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure (Titre IV – Art. 94 à 101) ;

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

**VU** la demande présentée par M. COUTANT Laurent (gérant de la société) en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement pour la société :

- dénomination : **Escort Protection Sécurité (E.P.S.)**
- adresse : **1 b Lieu-dit Moureau – 33730 BALIZAC**
- nature des activités : Gardiennage, prévention, sécurité.

**CONSIDERANT** que le dossier est constitué conformément à la législation en vigueur,

**SUR PROPOSITION** de Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la GIRONDE ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** – La société **ESCORT PROTECTION SECURITE (E.P.S.)** sise **1 b lieu-dit Moureau – 33730 BALIZAC**, est autorisée à exercer ses activités de surveillance et de sécurité des lieux et personnes à compter de la date du présent arrêté, sous la gérance de Monsieur Laurent COUTANT.

**ARTICLE 2** - Nul ne peut se prévaloir du présent arrêté pour exercer une activité autre que celle ci-dessus indiquée.

**ARTICLE 3** - Le responsable devra déclarer en Préfecture (bureau de la Police Générale et de la Réglementation) chaque embauche et sortie de personnel ainsi que toute modification dans les statuts, adresse, activités de l'établissement.

**ARTICLE 4** – La cessation d'activité de l'établissement devra également y être déclarée.

**ARTICLE 5** – Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23 mars 2011

LE PREFET,  
Le Directeur des Affaires Juridiques et de  
Libertés Publiques

Christian VERGES

**ARRETE N° 33 11 011 - Autorisation administrative de fonctionnement de la  
société de surveillance et de gardiennage  
SAFETY FRANCE**

Direction des Affaires Juridiques  
et des Libertés Publiques

Bureau de la Police Administrative  
et des Activités Réglementées

LE PREFET de la REGION AQUITAINE  
PREFET de la GIRONDE  
Commandeur de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 7

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

**VU** la demande présentée par M. LEGROS Pierre (gérant de la société) en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement pour la société :

- dénomination : **SAFETY FRANCE**
- adresse : 11, rue Galin, 33100 BORDEAUX
- nature des activités : surveillance humaine, électronique et gardiennage

**CONSIDERANT** que le dossier est constitué conformément à la législation en vigueur,

**SUR PROPOSITION** de Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la GIRONDE ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** – La société SAFETY FRANCE sise 11, rue Galin à BORDEAUX, est autorisée à exercer ses activités de surveillance humaine, électronique et gardiennage à compter de la date du présent arrêté, sous la gérance de Monsieur Pierre LEGROS.

**ARTICLE 2** - Nul ne peut se prévaloir du présent arrêté pour exercer une activité autre que celle ci-dessus indiquée.

**ARTICLE 3** - Le responsable devra déclarer en Préfecture (bureau de la Police Administrative et des Activités Réglementées) toute modification dans les statuts, adresse, activités de l'établissement.

**ARTICLE 4** – La cessation d'activité de l'établissement devra également y être déclarée.

**ARTICLE 5** – Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 avril 2011

LE PREFET,  
Le Directeur des Affaires Juridiques  
et des Libertés Publiques

Christian VERGES



**ARRETE N° 33 11 012 - Autorisation administrative de fonctionnement de la  
société de surveillance et de gardiennage  
GROUPE PRESTATAIRE DE SERVICE**

Direction des Affaires Juridiques  
et des Libertés Publiques

Bureau de la Police Administrative  
et des Activités Réglementées

LE PREFET de la REGION AQUITAINE  
PREFET de la GIRONDE  
Commandeur de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 7

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

**VU** la demande présentée par M. Frédéric BISETTO (gérant de la société) en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement pour la société :

- dénomination : **GROUPE PRESTATAIRE DE SERVICE**
- adresse : 4, bis rue Georges Clémenceau, lotissement Les écoles, 33380 BIGANOS
- nature des activités : gardiennage, sécurité, prévention

**CONSIDERANT** que le dossier est constitué conformément à la législation en vigueur,

**SUR PROPOSITION** de Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la GIRONDE ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** – La société GROUPE PRESTATAIRE DE SERVICE sise 4, bis rue Georges Clémenceau, lotissement Les écoles, 33380 BIGANOS, est autorisée à exercer ses activités de gardiennage, sécurité, prévention à compter de la date du présent arrêté, sous la gérance de Monsieur Frédéric BISETTO. .

**ARTICLE 2** - Nul ne peut se prévaloir du présent arrêté pour exercer une activité autre que celle ci-dessus indiquée.

**ARTICLE 3** - Le responsable devra déclarer en Préfecture (bureau de la Police Administrative et des Activités Réglementées) toute modification dans les statuts, adresse, activités de l'établissement.

**ARTICLE 4** – La cessation d'activité de l'établissement devra également y être déclarée.

**ARTICLE 5** – Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 avril 2011

LE PREFET,  
Le Directeur des Affaires Juridiques  
et des Libertés Publiques

Christian VERGES

**ARRETE N° 33 11 014 - Autorisation administrative de fonctionnement de la  
société de surveillance et de gardiennage  
CST (CENTRE DE SECURITE ET TELESURVEILLANCE)**

Direction des Affaires Juridiques  
et des Libertés Publiques

Bureau de la Police Administrative  
et des Activités Réglementées

LE PREFET de la REGION AQUITAINE  
PREFET de la GIRONDE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 7

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

**VU** la demande présentée par MM Belkacem ABBASSI et Eric SUSTAR (co-gérants de la société) en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement pour la société :

- dénomination : **CST (CENTRE DE SECURITE ET TELESURVEILLANCE)**
- adresse : 6, rue Neil Armstrong, 33700 MERIGNAC
- nature des activités : Surveillance, télésurveillance

**CONSIDERANT** que le dossier est constitué conformément à la législation en vigueur,

**SUR PROPOSITION** de Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la GIRONDE ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** – La SARL CST (CENTRE SE SECURITE ET TELESURVEILLANCE) sise 6, rue Neil Armstrong 33700 MERIGNAC, est autorisée à exercer ses activités de surveillance et télésurveillance à compter de la date du présent arrêté, sous la gérance de Messieurs Belkacem ABBASSI et Eric SUSTAR. .

**ARTICLE 2** - Nul ne peut se prévaloir du présent arrêté pour exercer une activité autre que celle ci-dessus indiquée.

**ARTICLE 3** - Le responsable devra déclarer en Préfecture (bureau de la Police Administrative et des Activités Réglementées) toute modification dans les statuts, adresse, activités de l'établissement.

**ARTICLE 4** – La cessation d'activité de l'établissement devra également y être déclarée.

**ARTICLE 5** – Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23 mai 2011

LE PREFET,  
Le Directeur des Affaires Juridiques  
et des Libertés Publiques

Christian VERGES



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DE LA GIRONDE

---

### **ARRETE N°3311015 –Autorisation administrative de fonctionnement du service interne de sécurité de la SARL NEW CENTAURE Enseigne LES CAVES DU PAPE**

---

LE PREFET de la REGION AQUITAINE

PREFET de la GIRONDE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds ;

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes ;

**VU** la demande présentée le 28/03/2010 par **M. CANESTRI Giovanni**, en vue d'obtenir l'autorisation administrative de fonctionnement du service interne de sécurité :

- dénomination : **SARL LE NEW CENTAURE enseigne LES CAVES DU PAPES**
- adresse : **1 résidence la Forestière 33950 Lège Cap Ferret**
- nature des activités : **service interne de sécurité**

**VU** l'arrêté préfectoral du 27/12/2010 portant refus d'autorisation administrative de fonctionnement du service interne de sécurité de la SARL NEW CENTAURE ;

**VU** le recours gracieux exercé le 10 janvier 2011 par le gérant de la SARL NEW CENTAURE ;

**CONSIDERANT** que la société et son gérant remplissent les conditions requises ;

**SUR PROPOSITION** de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** – La SARL LE NEW CENTAURE, enseigne **LES CAVES DU PAPES**, sise **1 résidence la Forestière 33950 Lège Cap Ferret**, est autorisée à exercer son activité de service interne de sécurité sous la gérance de M.Giovanni CANESTRI.

**ARTICLE 2** – L'arrêté préfectoral du 27 décembre 2010 est abrogé.

**ARTICLE 2** - Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23 mai 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

Direction des Affaires  
Juridiques  
et des Libertés Publiques

**ARRETE N° 33 11 024 - Autorisation administrative de fonctionnement de la  
société de surveillance, télésurveillance et gardiennage  
SUD-OUEST TELESURVEILLANCE (SOTEL) – établissement secondaire  
et agrément du dirigeant de la société**

---

Bureau de la Police  
Administrative  
et des Activités Réglementées

LE PREFET de la REGION AQUITAINE  
PREFET de la GIRONDE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2000 modifié autorisant l'entreprise AQTEL sise 61 rue du château d'eau à BORDEAUX,

**VU** la demande présentée par M. Marc POURCELLIE, président du directoire de la SA SUD-OUEST TELESURVEILLANCE, ayant pour sigle SOTEL, dont le siège social est situé 3, rue Cabanis 31240 l'UNION, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement pour l'établissement secondaire :

- Dénomination : **SUD-OUEST TELESURVEILLANCE (SOTEL)**
- adresse : **21, rue de l'Industrie, 33520 BRUGES**
- nature des activités : protection par télésurveillance, intervention, gardiennage

**CONSIDERANT** que le dossier est constitué conformément à la législation en vigueur et que le dirigeant remplit les conditions requises par la réglementation,

**CONSIDERANT** la dissolution par transmission universelle du patrimoine de la société AQTEL au profit de la société SOTEL SA son associé unique,

**SUR PROPOSITION** de Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la GIRONDE ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** – L'établissement secondaire de la société SUD-OUEST TELESURVEILLANCE (SOTEL) sis **21, rue de l'Industrie à BRUGES** est autorisé à exercer ses activités de télésurveillance, intervention, gardiennage à compter de la date du présent arrêté, sous la direction de M. Marc POURCELLIE, agréé en qualité de dirigeant.

**ARTICLE 2** - Nul ne peut se prévaloir du présent arrêté pour exercer une activité autre que celle ci-dessus indiquée.

**ARTICLE 3** - Le responsable devra déclarer en Préfecture (bureau de la police administrative et des activités réglementées) toute modification dans les statuts, adresse, activités de l'établissement.

**ARTICLE 4** – La cessation d'activité de l'établissement devra également y être déclarée.

**ARTICLE 5** – L’agrément peut être retiré lorsque le titulaire cesse de remplir l’une des conditions prévues à l’article 5 de la loi. Il peut être suspendu immédiatement en cas d’urgence ou de nécessité tenant à l’ordre public.

**ARTICLE 6** : l’arrêté préfectoral du 13 octobre 2010 modifié est abrogé.

**ARTICLE 7**– Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 5 juillet 2011

LE PREFET,  
Le Directeur des Affaires Juridiques et de  
Libertés Publiques

Christian VERGES

Direction des Affaires  
Juridiques  
et des Libertés Publiques

**ARRETE N° 33 11 023 - Autorisation administrative de fonctionnement de la  
société de surveillance et de gardiennage  
Management Sécurité Inter Gardiennage**

---

Bureau de la Police  
Administrative  
et des Activités Réglementées

LE PREFET de la REGION AQUITAINE  
PREFET de la GIRONDE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 7

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

**VU** la demande présentée par Mr Diop Mouhamadou (gérant de la société) en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement pour la société :

- Dénomination **Management Sécurité Inter Gardiennage**
- adresse **42 Rue de Tauzia– 33800 Bordeaux**
- nature des activités : protection des personnes et des biens, surveillance de l'évènementiel, gardiennage des sites

**CONSIDERANT** que le dossier est constitué conformément à la législation en vigueur, et que le gérant remplit les conditions requises,

**SUR PROPOSITION** de Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la GIRONDE ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** – La société **Management Sécurité Inter Gardiennage** sise **42 Rue de Tauzia – 33800 Bordeaux** est autorisée à exercer ses activités de surveillance et de sécurité des lieux et personnes à compter de la date du présent arrêté sous la direction de Mr Mouhamadou DIOP, agréé en qualité de dirigeant

**ARTICLE 2** - Nul ne peut se prévaloir du présent arrêté pour exercer une activité autre que celle ci-dessus indiquée.

**ARTICLE 3** - Le responsable devra déclarer en Préfecture (bureau de la Police Administrative et des Activités Réglementées) toute modification dans les statuts, adresse, activités de l'établissement.

**ARTICLE 4** – La cessation d'activité de l'établissement devra également y être déclarée.

**ARTICLE 5** – Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23 septembre 2011

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

Direction des Affaires  
Juridiques  
et des Libertés Publiques

**ARRETE N° 33 11 033 - Autorisation administrative de fonctionnement de  
l'établissement secondaire KHEOPS SECURITE**

---

Bureau de la Police  
Administrative  
et des Activités Réglementées

LE PREFET de la REGION AQUITAINE  
PREFET de la GIRONDE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 14 avril 2011 autorisant la Sarl KHEOPS Sécurité sise 2264 Avenue de Bordeaux 40150 Soorts-Hossegor à exercer des activités privées de surveillance, gardiennage et surveillance par des systèmes électroniques de sécurité et agréant MM .Antoine ARBIDE et Franck VANHEMS en qualité de gérant ;

**VU** la demande présentée par MM. Antoine ARBIDE et Franck VANHEMS en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement pour l'établissement secondaire :

- Dénomination KHEOPS SECURITE
- adresse 193 Avenue du Général Leclerc 33600 Pessac
- nature des activités : télésurveillance, sécurité, gardiennage

**CONSIDERANT** que le dossier est constitué conformément à la législation en vigueur et que les dirigeants ont été agréés par le Préfet du département des Landes pour l'établissement principal,

**SUR PROPOSITION** de Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la GIRONDE ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** – L'établissement secondaire de la société KHEOPS SECURITE, sis 193 Avenue du Général Leclerc 33600 Pessac, est autorisé à exercer ses activités d'installation de systèmes d'alarme et de sécurité, télésurveillance à distance, protection des biens et sécurité, à compter de la date du présent arrêté, sous la direction de MM. Antoine ARBIDE et Franck VANHEMS agréés en qualité de dirigeants.

**ARTICLE 2** - Nul ne peut se prévaloir du présent arrêté pour exercer une activité autre que celle ci-dessus indiquée.

**ARTICLE 3** - Le responsable devra déclarer en Préfecture (bureau de la police administrative et des activités réglementées) toute modification dans les statuts, adresse, activités de l'établissement.

**ARTICLE 4** – La cessation d'activité de l'établissement devra également y être déclarée.

**ARTICLE 5** – L’agrément peut être retiré lorsque le titulaire cesse de remplir l’une des conditions prévues à l’article 5 de la loi. Il peut être suspendu immédiatement en cas d’urgence ou de nécessité tenant à l’ordre public.

**ARTICLE 7**– Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23 septembre 2011

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES AFFAIRES  
JURIDIQUES ET DES  
LIBERTES PUBLIQUES

---

### **ARRETE N°3311040 – Autorisation administrative de fonctionnement du service interne de sécurité de la SARL Chapman-Ellis**

Bureau de la Police  
Administrative et des Activités  
Réglementés

LE PREFET de la REGION AQUITAINE  
PREFET de la GIRONDE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

**VU** la demande présentée par M. John Edwin Ellis en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

**CONSIDERANT** que la société et son gérant remplissent les conditions requises ;

**SUR PROPOSITION** de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

### **A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** – La **SARL CHAPMANN-ELLIS** est autorisée à exercer ses activités de **service interne de sécurité** à compter de la date du présent arrêté à l'adresse suivante :

**11 Rue du Parlement Sainte-Catherine 33000 Bordeaux**

Sous la direction de M ELLIS John Edwin

**ARTICLE 2** – Nul ne peut se prévaloir du présent arrêté pour exercer une activité autre que celle ci-dessus indiquée.

**ARTICLE 3** – Le responsable devra déclarer en Préfecture (bureau de la Police Administrative et des activités réglementées) toute modification dans les statuts, adresse, activités de l'établissement.

**ARTICLE 4** – La cessation d'activité de l'établissement devra également y être déclarée.

**ARTICLE 5** - Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES AFFAIRES  
JURIDIQUES ET DES  
LIBERTES PUBLIQUES

---

### **ARRETE N°3311041 – Autorisation administrative de fonctionnement du service interne de sécurité de la SARL LE SENECHAL**

Bureau de la Police  
Administrative et des Activités  
Réglementés

LE PREFET de la REGION AQUITAINE  
PREFET de la GIRONDE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

**VU** la demande présentée par M Charles MARTIN en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

**CONSIDERANT** que la société et son gérant remplissent les conditions requises ;

**SUR PROPOSITION** de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

### **A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** – La **SARL LE SENECHAL** est autorisée à exercer ses activités de **service interne de sécurité** à compter de la date du présent arrêté à l'adresse suivante :

**57 bis Quai de Paludate 33800 Bordeaux**

Sous la direction de M Charles MARTIN

**ARTICLE 2** – Nul ne peut se prévaloir du présent arrêté pour exercer une activité autre que celle ci-dessus indiquée.

**ARTICLE 3** – Le responsable devra déclarer en Préfecture (bureau de la Police Administrative et des activités réglementées) toute modification dans les statuts, adresse, activités de l'établissement.

**ARTICLE 4** – La cessation d'activité de l'établissement devra également y être déclarée.

**ARTICLE 5** - Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 10 octobre 2011

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

Direction des Affaires  
Juridiques  
et des Libertés Publiques

**ARRETE N° 33 11 043 - Autorisation administrative de fonctionnement de  
l'établissement secondaire SECURITE GENERALE AEROPORTUAIRE**

---

Bureau de la Police  
Administrative  
et des Activités Réglementées

LE PREFET de la REGION AQUITAINE  
PREFET de la GIRONDE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 24 mars 2010 autorisant la Société SECURITE GENERALE AEROPORTUAIRE à exercer des activités de surveillance, gardiennage sur les aéroports, sûreté et transports de fonds et agréant Mr Jean Michel HOURY en qualité de gérant ;

**VU** la demande présentée par Mr Jean Michel Houry en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement pour l'établissement secondaire :

- Dénomination : SECURITE GENERALE AEROPORTUAIRE
- adresse : 11 Avenue Pierre Mendes France Immeuble Le Pôle 33700 Mérignac
- nature des activités : surveillance et gardiennage sur les aéroports, la sûreté, le transport de fonds

**CONSIDERANT** que le dossier est constitué conformément à la législation en vigueur et que les dirigeants ont été agréés par le Préfet du département des Landes pour l'établissement principal,

**SUR PROPOSITION** de Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la GIRONDE ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** – L'établissement secondaire de la société SECURITE GENERALE AEROPORTUAIRE, sis, 11 Avenue Pierre Mendes France Immeuble Le Pole 33700 Mérignac est autorisé à exercer ses activités de surveillance, gardiennage sur les aéroports, sûreté et transports de fonds, à compter de la date du présent arrêté, sous la direction de Mr Jean Michel HOURY.

**ARTICLE 2** - Nul ne peut se prévaloir du présent arrêté pour exercer une activité autre que celle ci-dessus indiquée.

**ARTICLE 3** - Le responsable devra déclarer en Préfecture (bureau de la police administrative et des activités réglementées) toute modification dans les statuts, adresse, activités de l'établissement.

**ARTICLE 4** – La cessation d'activité de l'établissement devra également y être déclarée.

**ARTICLE 5** – L’agrément peut être retiré lorsque le titulaire cesse de remplir l’une des conditions prévues à l’article 5 de la loi. Il peut être suspendu immédiatement en cas d’urgence ou de nécessité tenant à l’ordre public.

**ARTICLE 7**– Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 21 octobre 2011

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
Le directeur,

Christian VERGES



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES AFFAIRES  
JURIDIQUES ET DES  
LIBERTES PUBLIQUES

---

### **ARRETE N°3311044 – Autorisation administrative de fonctionnement du service interne de sécurité SARL Calle Ocho**

Bureau de la Police  
Administrative et des Activités  
Réglementés

LE PREFET de la REGION AQUITAINE  
PREFET de la GIRONDE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

**VU** la demande présentée par Mr Richard DE LA CRUZ en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

**CONSIDERANT** que la société et son gérant remplissent les conditions requises ;

**SUR PROPOSITION** de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

### **A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** – La SARL CALLE OCHO est autorisée à exercer ses activités de **service interne de sécurité** à compter de la date du présent arrêté à l'adresse suivante :

24 Rue des PILIERS DE Tutelle 33 000 Bordeaux

Sous la direction de M Richard DE LA CRUZ

**ARTICLE 2** – Nul ne peut se prévaloir du présent arrêté pour exercer une activité autre que celle ci-dessus indiquée.

**ARTICLE 3** – Le responsable devra déclarer en Préfecture (bureau de la Police Administrative et des activités réglementées) toute modification dans les statuts, adresse, activités de l'établissement.

**ARTICLE 4** – La cessation d'activité de l'établissement devra également y être déclarée.

**ARTICLE 5** - Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 28 octobre 2011

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
Le Directeur,

Christian VERGES

PRÉFET DE LA GIRONDE

Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire  
et de l'environnement

ARRÊTÉ DU 17.10.2011

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP 600  
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102373

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ATTRIBUANT LE MANDAT SANITAIRE AU

DOCTEUR VÉTÉRINAIRE FERRAND MIREILLE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;  
SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

A R R Ê T E :

- Article 1 : Le mandat sanitaire prévu à l'article R221-7 du Code Rural susvisé est attribué, pour une durée de un an au **Docteur Vétérinaire FERRAND Mireille**  
N° d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires : **13525**.
- Article 2 : Le mandat sanitaire habilite son titulaire à exécuter l'ensemble des opérations suivantes :
- toutes opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat ;
  - toutes opérations de police sanitaire ;
  - toutes opérations de surveillance sanitaire prescrites par le ministre chargé de l'agriculture dès lors que celles-ci sont en rapport avec les opérations susmentionnées.
- Article 3 : Le mandat sanitaire est attribué pour l'ensemble du département pour une durée d'un an. Il est renouvelable ensuite, **pour les vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre**, par période de cinq années tacitement reconduites si le vétérinaire sanitaire a satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.\*221-12. Le mandat devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau ; cette caducité s'étend, dans le cas prévu au 1° du I de l'article R.\*221-4, au mandat des assistants.
- Article 4 : Tout titulaire d'un mandat sanitaire peut y renoncer, temporairement ou définitivement, sous réserve d'un préavis de trois mois adressé au Préfet. Le rétablissement éventuel du mandat est instruit comme une demande nouvelle.
- Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux: 9 rue Tastet, 33000 BORDEAUX Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- Article 6 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le dix-sept octobre 2011

Pour le Préfet

Pour le Directeur Départemental  
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU



## PRÉFET DE LA GIRONDE

### Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire et de l'environnement

ARRÊTÉ DU 17.10.2011

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP 600  
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102386

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ATTRIBUANT LE MANDAT SANITAIRE AU

### DOCTEUR VÉTÉRINAIRE LUX CHARLOTTE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;  
SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

### A R R Ê T E :

- Article 1 :** Le mandat sanitaire prévu à l'article R221-7 du Code Rural susvisé est attribué, pour une durée de un an au **Docteur Vétérinaire LUX Charlotte**  
N° d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires : **17890**.
- Article 2 :** Le mandat sanitaire habilite son titulaire à exécuter l'ensemble des opérations suivantes :
- toutes opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat ;
  - toutes opérations de police sanitaire ;
  - toutes opérations de surveillance sanitaire prescrites par le ministre chargé de l'agriculture dès lors que celles-ci sont en rapport avec les opérations susmentionnées.
- Article 3 :** Le mandat sanitaire est attribué pour l'ensemble du département pour une durée d'un an. Il est renouvelable ensuite, **pour les vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre**, par période de cinq années tacitement reconduites si le vétérinaire sanitaire a satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.\*221-12. Le mandat devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau ; cette caducité s'étend, dans le cas prévu au 1° du I de l'article R.\*221-4, au mandat des assistants.
- Article 4 :** Tout titulaire d'un mandat sanitaire peut y renoncer, temporairement ou définitivement, sous réserve d'un préavis de trois mois adressé au Préfet. Le rétablissement éventuel du mandat est instruit comme une demande nouvelle.
- Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux: 9 rue Tastet, 33000 BORDEAUX Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- Article 6 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le dix-sept octobre 2011

Pour le Préfet

Pour le Directeur Départemental  
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA GIRONDE

### Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire et de l'environnement

ARRÊTÉ DU 17.10.2011

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP 600  
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102387

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ATTRIBUANT LE MANDAT SANITAIRE AU DOCTEUR VÉTÉRINAIRE DAUVERT-MAITRE CHARLINE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;  
SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

#### A R R Ê T E :

- Article 1 :** Le mandat sanitaire prévu à l'article R221-7 du Code Rural susvisé est attribué, pour une durée de un an au **Docteur Vétérinaire DAUVERT-MAITRE Charline**  
N° d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires : **20393**.
- Article 2 :** Le mandat sanitaire habilite son titulaire à exécuter l'ensemble des opérations suivantes :
- toutes opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat ;
  - toutes opérations de police sanitaire ;
  - toutes opérations de surveillance sanitaire prescrites par le ministre chargé de l'agriculture dès lors que celles-ci sont en rapport avec les opérations susmentionnées.
- Article 3 :** Le mandat sanitaire est attribué pour l'ensemble du département pour une durée d'un an. Il est renouvelable ensuite, **pour les vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre**, par période de cinq années tacitement reconduites si le vétérinaire sanitaire a satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.\*221-12. Le mandat devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau ; cette caducité s'étend, dans le cas prévu au 1° du I de l'article R.\*221-4, au mandat des assistants.
- Article 4 :** Tout titulaire d'un mandat sanitaire peut y renoncer, temporairement ou définitivement, sous réserve d'un préavis de trois mois adressé au Préfet. Le rétablissement éventuel du mandat est instruit comme une demande nouvelle.
- Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux: 9 rue Tastet, 33000 BORDEAUX Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- Article 6 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le dix-sept octobre 2011

Pour le Préfet

Pour le Directeur Départemental  
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU





## PRÉFET DE LA GIRONDE

### Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire et de l'environnement

ARRÊTÉ DU 18.10.2011

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP 600  
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102391

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ATTRIBUANT LE MANDAT SANITAIRE AU DOCTEUR VÉTÉRINAIRE LEDOUX ANTOINE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;  
SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

#### A R R Ê T E :

- Article 1 :** Le mandat sanitaire prévu à l'article R221-7 du Code Rural susvisé est attribué, pour une durée de un an au **Docteur Vétérinaire LEDOUX Antoine**  
N° d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires : **15626**.
- Article 2 :** Le mandat sanitaire habilite son titulaire à exécuter l'ensemble des opérations suivantes :
- toutes opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat ;
  - toutes opérations de police sanitaire ;
  - toutes opérations de surveillance sanitaire prescrites par le ministre chargé de l'agriculture dès lors que celles-ci sont en rapport avec les opérations susmentionnées.
- Article 3 :** Le mandat sanitaire est attribué pour l'ensemble du département pour une durée d'un an. Il est renouvelable ensuite, **pour les vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre**, par période de cinq années tacitement reconduites si le vétérinaire sanitaire a satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.\*221-12. Le mandat devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau ; cette caducité s'étend, dans le cas prévu au 1° du I de l'article R.\*221-4, au mandat des assistants.
- Article 4 :** Tout titulaire d'un mandat sanitaire peut y renoncer, temporairement ou définitivement, sous réserve d'un préavis de trois mois adressé au Préfet. Le rétablissement éventuel du mandat est instruit comme une demande nouvelle.
- Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux: 9 rue Tastet, 33000 BORDEAUX Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- Article 6 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le dix-huit octobre 2011

Pour le Préfet

Pour le Directeur Départemental  
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU



**PRÉFET DE LA GIRONDE**

**Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire  
et de l'environnement**

**ARRÊTÉ DU 18.10.2011**

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP 600  
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102392

---

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**MODIFIANT LA LISTE DÉPARTEMENTALE DES VÉTÉRINAIRES SUSCEPTIBLES DE RÉALISER DES**  
**ÉVALUATIONS COMPORTEMENTALES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L211-14-1 DU CODE RURAL**

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le code rural et notamment ses articles L211-11, L211-14-1 et D211-3-1 ;
- VU** l'arrêté du 28 août 2009 relatif aux modalités d'inscription des vétérinaires sur une liste départementale en vue de réaliser des évaluations comportementales en application de l'article L211-14-1 du Code Rural ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2011 établissant la liste départementale des vétérinaires susceptibles de réaliser des évaluations comportementales en application de l'article L211-14-1 du Code Rural ;
- VU** la demande présentée, conformément aux dispositions de l'arrêté du 28 août 2009 précité, par le Docteur Vétérinaire SAGEOT Anne-Sophie en vue de son inscription sur la liste départementale des vétérinaires susceptibles de réaliser des évaluations comportementales ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

**ARRÊTE :**

**ARTICLE PREMIER :**

La liste départementale des vétérinaires susceptibles de réaliser des évaluations comportementales en application de l'article L211-14-1 du Code Rural est modifiée comme suit :

1/4

Découvrez la nouvelle organisation de l'Etat en Gironde sur [www.gironde.pref.gouv.fr](http://www.gironde.pref.gouv.fr)

La direction départementale de la protection des populations met en œuvre un traitement automatisé d'informations nominatives. Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification à ces informations nominatives. Ce droit s'exerce auprès du service dont l'adresse figure en entête de ce document.

Code national vétérinaire	Nom	Adresse professionnelle	Code postal	Commune	Date d'obtention du diplôme vétérinaire	Téléphone
18813	JULLIAN Renaud	46 avenue des Champs	33510	ANDERNOS	2003	0556820725
12836	POZY Pablo	46 avenue des Champs	33510	ANDERNOS	1995	0556820725
18820	LE COZ BUNEL Emilie	8 place du Parc	33370	ARTIGUES PRES BORDEAUX	2006	0556409712
2638	PEIX Didier	4 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny	33430	BAZAS	1987	0556251636
17787	MELOT Céline	1 rue Montet	33640	BEAUTIRAN	2004	0556672380
9265	ROCH François-Xavier	1 rue Montet	33640	BEAUTIRAN	1987	0556672380
2592	GELLE Rémi	116 rue de l'Hôpital	33390	BLAYE	1980	0557420005
10185	RAMETTE Olivier	116 rue de l'Hôpital	33390	BLAYE	1986	0557420005
10843	BROCHET Jérôme	162 avenue Charles de Gaulle	33200	BORDEAUX	1988	0556084648
22184	LEBE Nathalie	98 rue du Grand Maurian	33000	BORDEAUX	2008	0556991475
18180	CLEMENT Céline	16 allée du bois de Gassies	33650	CABANAC ET VILLAGRAINS	2002	0679691634
18792	FAGET Laurent	181 ter, Avenue de Paris	33620	CAVIGNAC	2003	0557681129
2594	GIRARDEAU Jacques	181 ter, Avenue de Paris	33620	CAVIGNAC	1977	0557681129
10737	GAUDRAY Christian	10 Avenue du Baron Haussmann	33610	CESTAS	1990	0556782619
16894	LOBO Alexandre	10 avenue du Baron Haussmann	33610	CESTAS	2001	0556782619
11172	HOLLO Véronique	15 avenue de verdun	33600	CESTAS GAZINET	1990	0556072907
16284	BOUA Hilaire	Route de Sainte Foy la Grande	47120	DURAS	1992	0553837118
2535	BRENAC Olivier	7 avenue du Médoc	33320	EYSINES	1977	0556286141
18765	BUNEL Bertrand	2 place de la République	33270	FLOIRAC	2006	0556324702
2537	CAZIN-BRUGNE Véronique	1 avenue Hubert Dubedout	33270	FLOIRAC	1985	0556409797
19278	DOBRAJE Romain	1 avenue Hubert Dubedout	33270	FLOIRAC	2004	0556409797
2560	CORNELIS-DEDROOG Liliane	20 route des Landes	33690	GRIGNOLS	1983	0556255238
13689	THONG Ponhak-Raingsei	36 rue de la Côte d'Argent	33990	HOURTIN	1995	0556736069
12176	DUPRAT Céline	Consultante itinérante 13 Clos de l'Ayguelongue	33450	IZON	1995	0662008196
22703	SAGEOT Anne-Sophie	44 rue des Ecoles	33450	IZON	2009	0627491858
2564	DEROME Pierre	34 avenue de l'Esprit des Lois	33650	LA BREDE	1971	0556202162
2604	IZARD Catherine	80 2A L'Illot	33240	LA LANDE DE FRONSAC	1982	0557582002
17919	RIEUX Clément	2 bis, Chemin des Grignons	33190	LA REOLE	2004	0556610120
2609	LALOU Denis	4 route de Baudin	33670	LA SAUVE	1980	0556233007

Code national vétérinaire	Nom	Adresse professionnelle	Code postal	Commune	Date d'obtention du diplôme vétérinaire	Téléphone
18360	DEMONCEAU Arnaud	3 chemin Garenne	33210	LANGON	2003	0556623867
12117	EON Charles Henri	3 chemin Garenne	33210	LANGON	1990	0556623867
17475	JANNOT Laetitia	Z.I DUMES - Avenue Galderon	33210	LANGON	2003	0556630065
344	DEBUF Jean Michel	321 avenue de la Libération	33110	LE BOUSCAT	1985	0556087802
10572	DESPERIEZ Franck	77 rue de la Morandière	33185	LE HAILLAN	1987	0556559864
9145	THIENPONT Benoît	7 rue de Moulis	33320	LE TAILLAN MEDOC	1986	0556957532
11486	GALLARDO Anne Marie	13 avenue de la Côte d'Argent	33470	LE TEICH	1993	0556228206
2546	CASSOU RIBEHART Bernard	18 avenue de la Mairie	33950	LEGE	1973	0556600214
14889	ARVY Christophe	130 bis, Avenue Georges Pompidou	33500	LIBOURNE	1995	0557514444
13999	HEINZ Karin	130 bis, Avenue Georges Pompidou	33500	LIBOURNE	1998	0557514444
24033	DROUIN Sébastien	130 bis, Avenue Georges Pompidou	33500	LIBOURNE	2010	0557514444
2547	CAVERNES Marie France	10 avenue d'Aquitaine	33380	MARCHEPRIME	1986	0557718133
19416	PUYALTO-MOUSSU Claire	36 avenue des Sapinettes	33127	MARTIGNAS SUR JALLES	1995	0556785494
9108	PALACIOS Muriel	127 rue Landegrand	33290	PAREMPUYRE	1987	0557931030
2624	MARCHIONINI Gilles	19 avenue des Erables	33600	PESSAC	1970	0556462373
2551	CHEVRIER Lionel	27 avenue du maréchal leclerc	33220	PINEUILH	1974	0557463530
12207	LAMBOLEZ Eric	27 avenue du Maréchal Leclerc	33220	PINEUILH	1992	0557463530
13537	PAUQUET Pascal	30 bis, Cours du Maréchal Foch	33720	PODENSAC	1997	0556271112
9766	VIGIER Jean François	29 lot. Les Serres de Cadouin	33370	POMPIGNAC	1990	0557340151
13823	SOURBET Vincent	17 Le Bourg	33710	PUGNAC	1994	0557688282
15214	CHENAIS ARMAND Stéphanie	25 rue de l'Hôpital	33420	RAUZAN	2002	0557840974
2523	AUDRY Alain	2C route de Grayan	33780	SOULAC SUR MER	1980	0556097736
2534	BOULET Marc	Le Bourg	33820	ST AUBIN DE BLAYE	1978	0557326234
15509	PRADIES Félix Guillaume	Le Bourg	33820	ST AUBIN DE BLAYE	2001	0557326234
13999	HEINZ Karin	23 route de Coutras	33910	ST DENIS DE PILE	1998	0557742222
2629	MONIOT Jean François	23 route de Coutras	33910	ST DENIS DE PILE	1981	0557742222
20459	BLARD Claire-Elise	3 Balestard	33330	ST EMILION	2005	0557746297
9223	VAN LEEUWEN Linda	3 Balestard	33330	ST EMILION	1988	0557746297
2599	GUENOT Laurence	555 avenue du Las	33127	ST JEAN D'ILLAC	1986	0556218791
11133	GREGOIRE Philippe	Route de Montendre	17270	ST MARTIN D'ARY	1988	0546041803

Code national vétérinaire	Nom	Adresse professionnelle	Code postal	Commune	Date d'obtention du diplôme vétérinaire	Téléphone
11102	ROBERT Christophe	48 rue Pierre Ramond	33160	ST MEDARD EN JALLES	1992	0556057474
1774	ASTIER Daniel	Route de Bordeaux	33660	ST SEURIN SUR ISLE	1976	0557496450
19892	HOUDEE Charles Henri	Route de Bordeaux	33660	ST SEURIN SUR L'ISLE	2004	0557496450
12498	POSTEL Thierry	Route de Bordeaux	33660	ST SEURIN SUR L'ISLE	1992	0557496450
1853	WILLIAMS Anthony	Route de Bordeaux	33660	ST SEURIN SUR L'ISLE	1970	0557496450
17273	PETIT-ETIENNE Germinal	9 place Maucaillou	33450	ST SULPICE ET CAMEYRAC	1999	0556308791
22184	LEBE Nathalie	457 route de Toulouse	33140	VILLENAVE D'ORNON	2008	0556041104

#### **ARTICLE 2 :**

L'arrêté préfectoral du 04 août 2011 établissant la liste départementale des vétérinaires susceptibles de réaliser des évaluations comportementales en application de l'article L211-14-1 du Code Rural est abrogé.

#### **ARTICLE 3 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet, 33000 Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

#### **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le dix-huit octobre deux mille onze

Pour le Préfet  
Pour le Directeur Départemental  
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU



**PRÉFET DE LA GIRONDE**

**Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire  
et de l'environnement**

**ARRÊTÉ DU 19.10.2011**

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP 600  
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102410

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ATTRIBUANT LE MANDAT SANITAIRE AU  
DOCTEUR VÉTÉRINAIRE REGNAULT BARBARA**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;  
SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

**A R R Ê T E :**

- Article 1 :** Le mandat sanitaire prévu à l'article R221-7 du Code Rural susvisé est attribué, pour une durée de un an au **Docteur Vétérinaire REGNAULT Barbara**  
N° d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires : **19849.**
- Article 2 :** Le mandat sanitaire habilite son titulaire à exécuter l'ensemble des opérations suivantes :
- toutes opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat ;
  - toutes opérations de police sanitaire ;
  - toutes opérations de surveillance sanitaire prescrites par le ministre chargé de l'agriculture dès lors que celles-ci sont en rapport avec les opérations susmentionnées.
- Article 3 :** Le mandat sanitaire est attribué pour l'ensemble du département pour une durée d'un an. Il est renouvelable ensuite, **pour les vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre**, par période de cinq années tacitement reconduites si le vétérinaire sanitaire a satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.\*221-12. Le mandat devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau ; cette caducité s'étend, dans le cas prévu au 1° du I de l'article R.\*221-4, au mandat des assistants.
- Article 4 :** Tout titulaire d'un mandat sanitaire peut y renoncer, temporairement ou définitivement, sous réserve d'un préavis de trois mois adressé au Préfet. Le rétablissement éventuel du mandat est instruit comme une demande nouvelle.
- Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux: 9 rue Tastet, 33000 BORDEAUX Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- Article 6 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le dix-neuf octobre 2011

Pour le Préfet

Pour le Directeur Départemental  
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA GIRONDE

### Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire et de l'environnement

ARRÊTÉ DU 19.10.2011

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP 600  
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102413

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ATTRIBUANT LE MANDAT SANITAIRE AU

**DOCTEUR VÉTÉRINAIRE HEIL CHARLOTTE**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;  
SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

### A R R Ê T E :

- Article 1 :** Le mandat sanitaire prévu à l'article R221-7 du Code Rural susvisé est attribué, pour une durée de un an au **Docteur Vétérinaire HEIL Charlotte**  
N° d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires : **21499**.
- Article 2 :** Le mandat sanitaire habilite son titulaire à exécuter l'ensemble des opérations suivantes :
- toutes opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat ;
  - toutes opérations de police sanitaire ;
  - toutes opérations de surveillance sanitaire prescrites par le ministre chargé de l'agriculture dès lors que celles-ci sont en rapport avec les opérations susmentionnées.
- Article 3 :** Le mandat sanitaire est attribué pour l'ensemble du département pour une durée d'un an. Il est renouvelable ensuite, **pour les vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre**, par période de cinq années tacitement reconduites si le vétérinaire sanitaire a satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.\*221-12. Le mandat devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau ; cette caducité s'étend, dans le cas prévu au 1° du I de l'article R.\*221-4, au mandat des assistants.
- Article 4 :** Tout titulaire d'un mandat sanitaire peut y renoncer, temporairement ou définitivement, sous réserve d'un préavis de trois mois adressé au Préfet. Le rétablissement éventuel du mandat est instruit comme une demande nouvelle.
- Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux: 9 rue Tastet, 33000 BORDEAUX Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- Article 6 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le dix-neuf octobre 2011

Pour le Préfet

Pour le Directeur Départemental  
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU



## PRÉFET DE LA GIRONDE

### Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire et de l'environnement

ARRÊTÉ DU 19.10.2011

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP 600  
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102414

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ATTRIBUANT LE MANDAT SANITAIRE AU

**DOCTEUR VÉTÉRINAIRE LELEU ANNE**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;  
SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

### A R R Ê T E :

- Article 1 :** Le mandat sanitaire prévu à l'article R221-7 du Code Rural susvisé est attribué, pour une durée de un an au **Docteur Vétérinaire LELEU Anne**  
N° d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires : **1176**.
- Article 2 :** Le mandat sanitaire habilite son titulaire à exécuter l'ensemble des opérations suivantes :
- toutes opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat ;
  - toutes opérations de police sanitaire ;
  - toutes opérations de surveillance sanitaire prescrites par le ministre chargé de l'agriculture dès lors que celles-ci sont en rapport avec les opérations susmentionnées.
- Article 3 :** Le mandat sanitaire est attribué pour l'ensemble du département pour une durée d'un an. Il est renouvelable ensuite, **pour les vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre**, par période de cinq années tacitement reconduites si le vétérinaire sanitaire a satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.\*221-12. Le mandat devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau ; cette caducité s'étend, dans le cas prévu au 1° du I de l'article R.\*221-4, au mandat des assistants.
- Article 4 :** Tout titulaire d'un mandat sanitaire peut y renoncer, temporairement ou définitivement, sous réserve d'un préavis de trois mois adressé au Préfet. Le rétablissement éventuel du mandat est instruit comme une demande nouvelle.
- Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux: 9 rue Tastet, 33000 BORDEAUX Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- Article 6 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le dix-neuf octobre 2011

Pour le Préfet

Pour le Directeur Départemental  
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU



SOUS-PRÉFECTURE d'ARCACHON

**ARRETE PREFECTORAL  
AUTORISANT LA CREATION D'UNE HELISTATION  
RESERVEE AUX TRANSPORTS SANITAIRES  
DU PÔLE DE SANTE D'ARCACHON**

**Le Sous-Préfet de l'Arrondissement d'ARCACHON,**

VU le Code des transports ;

VU le code l'aviation civile ;

VU l'arrêté interministériel du 6 mai 1995 relatif aux aérodromes et autres emplacements utilisés par les hélicoptères ;

VU la circulaire interministérielle du 6 mai relative aux hélistations et hélisurfaces ;

VU l'arrêté du 29 septembre 2009 relatif aux caractéristiques techniques de sécurité applicables à la conception, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures aéronautiques terrestres utilisées exclusivement par des hélicoptères à un seul axe rotor principal ;

VU la demande présentée par M. l'Administrateur du Pôle de Santé d'Arcachon en vue d'obtenir l'autorisation de création d'une hélistation dans l'enceinte du pôle de santé d'Arcachon,

VU la dossier annexé à la demande ;

VU l'avis du Commandant de la zone de défense sud du 1<sup>er</sup> février 2011 ;

VU l'avis de M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du logement du 26 janvier 2011 ;

VU l'avis de M. le Commissaire divisionnaire, Directeur zonal de la police aux frontières, brigade de police aéronautique de Bordeaux du 18 août 2011 ;

VU l'avis de M. le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Bordeaux du 28 janvier 2011 ;

VU l'avis de Mme la Directrice de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest du 11 mai 2011 ;

VU l'avis de M. le Maire de La Teste-de-Buch du 21 juin 2011

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la Sous-préfecture d'Arcachon ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

M. Michel HAECK, Administrateur du Pôle de Santé d'Arcachon, est autorisée à créer une hélisation située dans l'enceinte du Pôle de santé d'Arcachon.

### **ARTICLE 2** : Caractéristiques de l'hélisation :

Les coordonnées géographiques de cette hélisation sont :

- Lat: 44° 36'44.85" N
- Long: 001° 06'50.49" W

L'hélisation est conforme aux dispositions de l'arrêté du 29 septembre 2009 relatif aux caractéristiques techniques de sécurité applicables à la conception, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures aéronautiques terrestres utilisées exclusivement par des hélicoptères à un seul axe rotor principal.

Le créateur s'engage à respecter les conditions techniques d'établissement et d'exploitation correspondant aux hélicoptères utilisateurs de l'infrastructure, à savoir :

- a) l'hélisation est constituée d'une plate-forme carrée de 20,6m minimum de côté, située dans la partie sud, en face de l'entrée des urgences du pôle santé à une altitude de 3, 40 m au-dessus du terrain naturel soit à une altitude NGF de 14,04 .
- b) cette hélisation, utilisable de jour et de nuit, est classée en environnement hostile et en zone habitée au sens de l'arrêté du 23 septembre 1999 (OPS 3) :
  - l'exploitation des hélicoptères en classe de performance 2 et 3 est interdite,
  - l'exploitation des hélicoptères est possible en classe de performance 1.
- c) les trouées opérationnelles préférentielles sont orientées au 288°/108°
- d) les aménagements, les dégagements et le balisage sont conformes aux dispositions de l'arrêté du 29 septembre 2009.
- e) la masse maximale admissible sur la plate-forme sera de 4,3 tonnes et l'hélicoptère de référence choisi est le Dauphin EC 365 N3 dont la LHT est de 13,75 m.
- f) aucune installation sauf celles liées au fonctionnement de l'hélisation ne doit se trouver dans les 250 premiers mètres des trouées d'envol.

### **ARTICLE 3** : Utilisation et exploitation :

L'hélisation sera spécialement destinée au transport public à la demande de malades ou de blessés.

Son utilisation est prévue H24 pour les vols de service médical d'urgences par des hélicoptères exploités dans la classe de performance 1 (hélicoptères bi-turbines exclusivement).

#### **ARTICLE 4 :**

Un service de secours et d'incendie doit être mis en place avant chaque mouvement d'hélicoptère. Un hélicoptère ne peut atterrir sur la plate-forme si celle-ci est déjà occupée par un autre hélicoptère. Un extincteur de 50 kg de poudre doit être disponible en permanence à proximité de l'hélistation.

Les conditions météorologiques minimales de rejointe ou de départ de l'hélistation doivent être vérifiées et conformes à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 5 : Prescriptions générales**

- les dispositions de l'arrêté interministériel du 6 mai 1995 visées en référence et de la réglementation en vigueur (OPS 3) devront être respectées.
- l'aire prévue sera accessible au personnel strictement nécessaire au déroulement des opérations.
- durant l'utilisation de l'hélistation, la mise en œuvre d'un service de secours et d'incendie devra être prévue et une signalisation adaptée sera mise en place.
- les axes d'arrivée et de départ seront définis dans les secteurs dégagés ou les plus favorables, et le survol du secteur en agglomération nécessaire pour accéder à l'hélistation devra pouvoir s'effectuer suivant les cheminements les plus compatibles avec la sécurité des personnes et des biens au sol.
- les routes suivies et les altitudes adoptées pour rejoindre et quitter le site seront notamment choisies en fonction de la configuration des lieux et des obstacles éventuels, de façon à ce que l'hélicoptère soit en mesure, en toutes circonstances, de regagner un terrain dégagé sans dommage pour les personnes à la surface, y compris en cas d'avarie (article R 131-1 du code de l'aviation civile).
- les trajectoires déterminées, selon l'exploitation envisagée, devront également prendre en compte l'impact sonore sur l'environnement, aux fins de limiter les atteintes éventuelles à la tranquillité publique.
- dans la perspective d'utilisation nocturne, les installations adéquates, associées au vol de nuit, seront prévues (systèmes d'éclairage, balisage lumineux...).
- les documents du pilote et de l'aéronef seront conformes à la réglementation en vigueur et en cours de validité.
- l'accès du site devra être possible à tout moment aux agents chargés du contrôle ainsi qu'aux administrations d'Etat concernées.
- tout incident ou accident devra être signalé à la DZPAF Sud-Ouest  
Tél. : 05.56.47.60.81 Fax : 05.56.36.34 94.17
- des obstacles dans la trouée sud-est ont été relevés le 30 mars 2011 par la DGAC. Il s'agit

principalement de pins qui n'ont pas achevé leur croissance et qui, à terme, représenteront des obstacles dangereux pour l'exploitation de l'hélistation.

D'autre part, dans la trouée nord-ouest, à 300 m se trouve un pylône relais téléphonie mobile en dehors de la trouée mais proche qui serait nécessaire de baliser jour/nuit.

#### **ARTICLE 6 : Prescriptions particulières :**

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan VIGIPIRATE renforcé, la plus grande vigilance s'impose et toutes les mesures appropriées devront être prises, en conformité avec la réglementation en vigueur, aux fins d'assurer les conditions de sûreté et de sécurité nécessaires au bon déroulement des activités aéronautiques envisagées (renseignements, vérifications, contrôles, signalement de tout comportement ou activités suspects...).

Les issues de secours qui permettraient un accès direct à la plate forme seront fermées de manière à empêcher toute intrusion de personne depuis l'extérieur mais devront à tout moment fonctionner pour permettre une évacuation rapide.

Une signalisation adaptée sera mise en place sur les voies d'accès aux parking et sur les voies de circulation proches afin de prévenir de l'activité aéronautique.

#### **ARTICLE 7 : Informations aéronautiques.**

Un protocole d'accord relatif à la mise à jour des données et renseignements aéronautiques sera conclu entre le service de la Navigation Aérienne Sud-Ouest et le Pôle de Santé d'Arcachon.

#### **ARTICLE 8 :**

Toute modification ultérieure de l'environnement de l'hélistation devra être portée à la connaissance du Directeur de l'Aviation Civile Sud-ouest, en vue d'un examen éventuel des conditions d'exploitation de cette dernière.

#### **ARTICLE 9 :**

Le titulaire de l'autorisation devra assurer le libre accès de l'hélistation aux agents chargés du contrôle, conformément à l'article D211-5 du Code de l'Aviation Civile.

Toutes facilités leur seront réservées pour l'accomplissement de leurs missions ; un registre des départs et des arrivées d'aéronefs devra être présenté à toute réquisition des agents susvisés.

#### **ARTICLE 10 :**

Cette autorisation n'est valable que sous réserve de la souscription par l'exploitant de l'hélistation, d'un contrat d'assurance couvrant les risques qu'il encourt du fait de l'aménagement et de l'exploitation de cette hélistation.

#### **ARTICLE 11 :**

L'arrêté préfectoral autorisant l'utilisation de cette hélistation sera établi à l'issue d'une visite technique effectuée par les services de l'Aviation Civile.

### **ARTICLE 12 :**

Cette plate-forme pourra être ouverte aux vols intérieurs au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la convention de Schengen, sous réserve d'information préalable de la préfecture, des Services des Douanes et de la Direction Zonale de la Police aux frontières.

### **ARTICLE 13 :**

- Mme la Secrétaire Générale de la Sous-Préfecture d'Arcachon,
- M. le Maire de La Teste-de-Buch,
- Mme la Directrice de la sécurité de l'Aviation civile du Sud-ouest,
- M. le Commissaire Divisionnaire, Directeur Zonal de la Police aux Frontières,
- M. le Commandant de la Zone aérienne de défense Sud, président des CICAM Sud-est et Sud-ouest,
- M. le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Bordeaux,
- Mme. la Directrice du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- M. l'Administrateur du Pôle de Santé d'Arcachon

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à Arcachon, le 14 OCT. 2011

Le Sous-Préfet,



Jean- Pierre HAMON

---

*Arrêté de retrait d'Agrément qualité*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément qualité concernant l'association pour l'Autonomie des Aînés à Domicile 105 ave Louis Barthou 33200 BORDEAUX établi par les services de l'Etat en date du 1<sup>er</sup> novembre 2006
- VU** la déclaration de cessation d'activité,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :** L'agrément qualité délivré à l'association pour l'Autonomie des Aînés à Domicile le 1<sup>er</sup> novembre 2006 sous le n° 2006332093 est **retraité** à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, 7 octobre 2011

P/Le Préfet et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La directrice adjointe UT Gironde

**Catherine FOURMY**

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

Arrêté du 7 octobre 2011

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 28 juin 2011 par l'Association Mandataire d'Aide à Domicile (AMAD) 1 Place du 19 mars 1962 33760 FRONTENAC à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à l'AMAD, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n° **R011011A033Q133**.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;

- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire
- mandataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY



---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 28 septembre 2011 par l'Association Intermédiaire ICI INTER EMPLOI, 15 rue des Frères Faucher 33190 LA REOLE, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à ICI INTER EMPLOI, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n°R011011A033S132.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prêt de main d'oeuvre

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

Arrêté du 7 octobre 2011

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ**  
**ASSOCIATION « AIDE AUX PERSONNES AGÉES DU MÉDOC**  
**(AAPAM) »**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'avis favorable du président du conseil général de la Gironde datée du 8 septembre 2011
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 4 août 2011 par l'**Association « Aide aux Personnes Agées du Médoc (AAPAM) » - 8, rue de Verdun – 33340 BLAIGNAN** à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde
- VU** l'autorisation accordée par le Conseil Général de la Gironde à l'Association « **AAPAM** » en date du 30 mars 2009,

ARRETE

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est renouvelé à l'Association « Aide aux Personnes Agées du Médoc ( AAPAM) » - 8, rue de Verdun – 33340 BLAIGNAN, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> Novembre 2011 et jusqu'au 31 octobre 2016 sous le n° R011111A033Q140.

**ARTICLE 2 :**

La structure étant autorisée par le Conseil Général de la Gironde, les activités suivantes sont agréées en **mode prestataire** :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

.../...

- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Accompagnement dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

### ARTICLE 3 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes en **mode mandataire** :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Accompagnement dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

### ARTICLE 4 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes en mode **mandataire et prestataire** :

- Activités relevant de l'agrément simple :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage **uniquement en mode mandataire** ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » **uniquement en mode mandataire** ;
- Garde d'enfants **de plus de trois ans** à domicile;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Soins d'esthétiques à domicile pour les **personnes dépendantes** ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

.../...

- Activités relevant de l'agrément qualité :

- Garde d'enfants **de moins de trois ans** à domicile **uniquement en mode mandataire** ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

#### **ARTICLE 6 :**

Le présent agrément est valable pour les activités relevant de l'agrément simple, sur le territoire national et pour les activités relevant de l'agrément qualité, sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

#### **ARTICLE 7 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément, sauf dispositions législatives modifiées.

#### **ARTICLE 8 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

#### **ARTICLE 9 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

**Catherine FOURMY**

---

**ARRETE D'AGREMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 19 juillet 2011 par Monsieur Antonio LO COCO gérant de la SARL ARC DE VIE SERVICES 33 rue Jean de Jeanne 33770 SALLES, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à la SARL ARC DE VIE SERVICES, au titre des activités de services à la personne à compter du 7 octobre 2011 et jusqu'au 6 octobre 2016 sous le n°N071011F033S137.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,

- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

**ARRETE D'AGREMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 25 août 2011 par Monsieur Jérémy PETITJEAN, auto entrepreneur, res le Gallia Appt 27-67 rue Monsarrat-33800 BORDEAUX, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à Monsieur Jérémy PETITJEAN, au titre des activités de services à la personne à compter du 7 octobre 2011 et jusqu'au 6 octobre 2016 sous le n°N071011F033S134.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire



**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

Arrêté du 7 octobre 2011

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 22 juin 2011 par Madame Isabelle LASNE, gérante de la SARL A2 MICILE EST, 2 rue Jules Ferry 33500 LIBOURNE à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde
- VU** la certification accordée par le réseau QUALICERT 28 ave Aristide Briand 94111 ARCUEIL cedex en date du 1<sup>er</sup> avril 2011,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à la SARL A2 MICILE EST, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n° **R011111F033Q136**.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Livraison de courses à domicile

/...

- Garde d'enfant à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

Arrêté du 7 octobre 2011

---

**ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ**  
**SERVICES À LA PERSONNE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 28 juillet 2011 par Madame Jocelyne MANCINI, directrice de l'Association Libournaise de Services aux Personnes (ALSP) 66 rue du Pr Carnot 33500 LIBOURNE à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à l'association ALSP, au titre des activités de services à la personne à compter du 10<sup>e</sup> novembre 2011 et jusqu'au 9 novembre 2016 sous le n° R101111A033Q141.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfant à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Soins d'esthétiques à domicile pour les **personnes dépendantes** ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

### ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire
- mandataire

### ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

Arrêté du 7 octobre 2011

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 4 juillet 2011 par Madame Marie Claude CANELLA , directrice de l'association AU GRE DU TEMPS ,1 rue Thiers Centre commercial Chamboparc 33140 VILLENAVE d'ORNON à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à l'association AU GRE DU TEMPS, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n°**R011011A033Q142**.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY



Arrêté du 7 octobre 2011

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 1<sup>er</sup> août 2011 par la SARL DOMIFA 33, 204 ave Thiers 33100 BORDEAUX à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à la SARL DOMIFA 33, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> novembre **2011** et jusqu'au 31 octobre **2016** sous le n°**R011111F033Q139**.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfants à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire
- mandataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

**ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 21 septembre 2011 par l'association intermédiaire l' ESSOR 26 cours Tartas 33120 ARCACHON, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à l'association intermédiaire l'ESSOR, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n°R011011A033S138.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 30 juin 2011 par Madame Corinne ALIBERT, Directrice de l'association intermédiaire MERIGNAC ASSOCIATION SERVICES, 4 Allée Pont de Madame 33700 MERIGNAC, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à MERIGNAC ASSOCIATION SERVICES, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n°R011011A033S135.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

#### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prêt de main d'oeuvre

#### **ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

#### **ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

#### **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ**  
**« ASSOCIATION DE MAINTIEN À DOMICILE DU CANTON DE SAINT –**  
**SAVIN DE BLAYE »**  
**( AMAD )**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande d'avis au président du conseil général de la Gironde en date du 29 août 2011
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 28 août 2011 par l'**Association « Association de Maintien à Domicile du Canton de Saint-Savin de Blaye (AMAD) » - 10, avenue Maurice Lacoste – 33920 SAINT-SAVIN de BLAYE** à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde
- VU** l'autorisation accordée par le Conseil Général de la Gironde à l'Association « **AMAD du Canton de Saint-Savin de Blaye** » en date du 10 juillet 2008,

ARRETE

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément **qualité** est renouvelé à l'Association « Association de Maintien à Domicile du canton de Saint-Savin de Blaye( AMAD) » - 10, avenue Maurice Lacoste – 33920 Saint-Savin de Blaye, au titre des activités de services à la personne à compter du 6 octobre 2011 et jusqu'au 5 octobre 2016 sous le n°R061011A033Q144.

## ARTICLE 2 :

La structure étant autorisée par le Conseil Général de la Gironde, les activités suivantes sont agréées en **mode prestataire** :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

## ARTICLE 3 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes en **mode mandataire** :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

## ARTICLE 4 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes en mode **mandataire et prestataire** :

### - Activités relevant de l'agrément simple :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfants **de plus de trois ans** à domicile;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa **uniquement en mode prestataire** ;

### - Activités relevant de l'agrément qualité :

- Garde d'enfants **de moins de trois ans** à domicile ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;



**ARTICLE 6 :**

Le présent agrément est valable pour les activités relevant de l'agrément simple, sur le territoire national et pour les activités relevant de l'agrément qualité, sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

**ARTICLE 7 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément, sauf dispositions législatives modifiées.

**ARTICLE 8 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 9 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

**Catherine FOURMY**

Arrêté du 10 octobre 2011

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 1<sup>er</sup> janvier 2010
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 4 juillet 2011 par le CCAS Hôtel de Ville BP 10035 -33400 TALENCE- à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré au CCAS de Talence au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n° **R011011P033Q143**.

**ARTICLE 2 :**

La structure étant autorisée par le Conseil Général de la Gironde, les activités suivantes sont agréées :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

### ARTICLE 3

L'agrément, simple et qualité, est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

### ARTICLE 4 :

Les activités mentionnées à l'article 2 et 3 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### ARTICLE 5 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### ARTICLE 6 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### ARTICLE 7 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 8 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 10 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

*Arrêté de retrait d'Agrément simple*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Nicolas GARRIGUE, auto entrepreneur, 10 clos de Flore 33720 BARSAC établi par les services de l'Etat en date du 11 janvier 2010
- VU** la cessation d'activité,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :** L'agrément simple délivré à Monsieur Nicolas GARRIGUE le 11 janvier 2010 sous le n° N220110F033S017 est **retiré**.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 11 octobre 2011

P/Le Préfet et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La directrice adjointe UT Gironde

**Catherine FOURMY**

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

---

*Arrêté de retrait d'Agrément simple*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Christine AUBRY, auto entrepreneur établi par les services de l'Etat en date du 11 décembre 2009
- VU** la cessation d'activité,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :** L'agrément simple délivré à Madame Christine AUBRY le 11 décembre 2009 sous le n°N111209F033S136 est **retiré**.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 11 octobre 2011

P/Le Préfet et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La directrice adjointe UT Gironde

**Catherine FOURMY**

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

---

*Arrêté de retrait d'Agrément simple*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Laurence FOUCHET, entreprise individuelle, 10 allée du Pré au Temple 33500 LES BILLAUX établi par les services de l'Etat en date du 7 septembre 2009
- VU** la cessation d'activité

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :** L'agrément simple délivré à Madame Laurence FOUCHET le 7 septembre 2009 sous le n° N070909F033S099 est **retiré**.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 11 octobre 2011

P/Le Préfet et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La directrice adjointe UT Gironde

**Catherine FOURMY**

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

---

*Arrêté de retrait d'Agrément simple*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Sylvain GINESTIERE, auto entrepreneur, res Emeraude entrée 10 rue HENRI Grossard 33110 LE BOUSCAT établi par les services de l'Etat en date du 21 janvier 2010
- VU** la cessation d'activité

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :** L'agrément simple délivré à Monsieur Sylvain GINESTIERE le 21 janvier 2010 sous le n°N210110F033S015 est **retiré**.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 11 octobre 2011

P/Le Préfet et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La directrice adjointe UT Gironde

**Catherine FOURMY**

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



---

**ARRETE D'AGREMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 16 septembre 2011 par Monsieur Maxime MARIE, co gérant de la société A.S.M.P 25 bis rue Lino Ventura –Clos de Bourgaïjh.Pavillon 2-33600 PESSAC, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à la société A.S.M.P, au titre des activités de services à la personne à compter du 7 octobre 2011 et jusqu'au 6 octobre 2016 sous le n°N071011F033S151.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- cours à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 13 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

Arrêté du 14 octobre 2011

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE  
ASSOCIATION TOUT CÉRÉBROLÉSE ASSISTANCE (TCA)*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 5 juillet 2011 par l'association « Tout Cérébrolésé Assistance (TCA)- 30, rue du commerce 33800 BORDEAUX à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde, demande concernant les établissements de Bordeaux – 30, rue du commerce et de Chartres (28000) - 98, rue du grand faubourg,
- VU** les demandes d'avis des Présidents des Conseils Généraux de Gironde et d'Eure-et-Loir en date du 5 juillet 2011

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément **qualité** est délivré à l'association « Tout Cérébrolésé Assistance (TCA), au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 3 septembre 2016 sous le n°**R011011A033Q145**.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;

- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfant à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes** ;
- Soins d'esthétiques à domicile pour les **personnes dépendantes** ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

### ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur les départements de la Gironde – Etablissement : 30, rue du commerce à Bordeaux ( 33800) et d'Eure et Loire – Etablissement : 98, rue du grand faubourg à Chartres (28000) pour lesquels l'avis du Conseil Général a été recueilli.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément sauf dispositions législatives modifiées.

**ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

**ARRÊTÉ D'AGRÉMENT QUALITÉ**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande d'avis du président du conseil général de la Gironde
- VU** la demande d'agrément qualité déposée le 4 mai 2011 par Madame Frédérique PETIT directrice de la SARL LES PETITES MAINS 283 ave du Maréchal de Lattre de Tassigny 33200 BORDEAUX CAUDERAN à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à la SARL LES PETITES MAINS, au titre des activités de services à la personne à compter du 14 octobre 2011 et jusqu'au 13 octobre 2016 sous le n°**N141011F033Q152**.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Soins d'esthétiques à domicile pour les **personnes dépendantes** ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

**ARRETE D'AGREMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 12 août 2011 par Monsieur Thierry PARDO, auto entrepreneur, 14 rue des Menuts 33000 BORDEAUX, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à Monsieur Thierry PARDO, au titre des activités de services à la personne à compter du 14 octobre 2011 et jusqu'au 13 octobre 2016 sous le n° N141011F033S155.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.



**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

Arrêté du 14 octobre 2011

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 27 juin 2011 par l'association AIDES A DOMICILE DU PAVILLON, 45 cours du Mal Gallieni 33082 BORDEAUX CEDEX à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à l'association AIDES A DOMICILE DU PAVILLON au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre **2011** et jusqu'au 30 septembre **2016** sous le numéro **°R011011A033Q153**.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfant à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire
- mandataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 octobre 2011.

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe  
Catherine FOURMY

---

***ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE***

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 1<sup>er</sup> août 2011 par le CCAS de Léognan Mairie 11 cours du Mal de Lattre de Tassigny 33850 LEOGNAN , à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré au CCAS de LEOGNAN, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> novembre et jusqu'au 31 octobre 2016 sous le n°R011111P033S156.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 17 août 2011 par Monsieur Jean Pierre DELMARES, président de l'association SITTING et SHOPPING 325 ave de Verdun 33700 MERIGNAC à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à l'association SITTING ET SHOPPING, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2011 et jusqu'au 30 août 2016 sous le R010911A033Q154.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Garde d'enfant à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Assistance administrative à domicile ;

### ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- mandataire

### ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 octobre 2011.

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

Arrêté du 17 octobre 2011

---

**ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ**  
**SERVICES À LA PERSONNE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 13 septembre 2011 par le CCAS 31 rue de la République 33290 BLANQUEFORT à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré au CCAS de BLANQUEFORT au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 et jusqu'au 31 octobre 2016 sous le n R011111P033Q146.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;



- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 17 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

***ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE***

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 1<sup>er</sup> août 2011 par le CCAS Allée Gaston Rodrigues C9 50105 -33173 GRADIGNAN-, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré au CCAS de GRADIGNAN, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 et jusqu'au 31 octobre 2016 sous le n°R011111P033S148.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 17 octobre . 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

***ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE***

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 10 août 2011 par le CCAS 4 chemin de la Mairie 33650 SAUCATS , à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré au CCAS de SAUCATS, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n°R011011A033S147.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 17 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 4 juillet 2011 par Monsieur Philippe SOU, directeur de l'association A.S.S.E.P.199 cours du Gal de Gaulle 33170 GRADIGNAN, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à l'association A.S.S.E.P., au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n°R011011A033S149.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

***ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE***

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 4 juillet 2011 par l'association MENAGE SERVICE 50 rue des Treuils 33000 BORDEAUX, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à l'association MENAGE SERVICE, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n°R011011A033S150.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire



**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

**ARRETE D'AGREMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 25 août 2011 par Monsieur Gilles PATAT, auto entrepreneur, 20 rue de Cursol 33000 BORDEAUX, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à Monsieur Gilles PATAT, au titre des activités de services à la personne à compter du 25 octobre 2011 et jusqu'au 24 octobre 2016 sous le n°N251011F033S158.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

**Arrêté de retrait d'Agrément qualité «»**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément qualité N° N080408F033Q027 du 8 avril 2008 concernant la SARL « BIEN CHEZ SOI » 53 rue de la République 33230 St MEDARD de GUIZIERE, établi par les services de l'Etat,
- VU** le courrier transmis le 10 octobre 2011 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de la SARL « BIEN CHEZ SOI » dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

**CONSIDERANT** que la SARL « BIEN CHEZ SOI », titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : *« l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée »*,

**CONSIDERANT** que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :** L'agrément qualité délivré à la SARL « BIEN CHEZ SOI » le 8 avril 2008 sous le N°N080408F033Q027 est **retraité** à compter du 25 octobre 2011.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 octobre 2011

P/Le Préfet et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La directrice adjointe UT Gironde

Catherine FOURMY

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

---

*Arrêté de retrait d'Agrément simple*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Florence GARDEUR , entreprise individuelle, 5 rue de Mirambeau 33590 St VIVIEN du MEDOC établi par les services de l'Etat en date du 13 janvier 2009
- VU** le courrier transmis le 10 octobre 2011 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Madame GARDEUR dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

**CONSIDERANT** que Madame Florence GARDEUR, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

**CONSIDERANT** que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :** L'agrément simple délivré à Madame Florence GARDEUR le 13 janvier 2009 sous le n°N130109F033S002 est **retraité** à compter du 25 octobre 2011.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 octobre 2011

P/Le Préfet et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La directrice adjointe UT Gironde

**Catherine FOURMY**

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 1<sup>er</sup> janvier 2010,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 19 octobre 2011 par le CCAS de Bruges 87 avenue Charles de Gaulle 33520 BRUGES à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré au CCAS de Bruges au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2011 et jusqu'au 30 novembre 2016 sous le n° **R011211P033Q159**.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;

**Activités relevant de l'autorisation de Conseil Général de la Gironde :**

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

**ARRETE D'AGREMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 25 juillet 2011 par Madame Ségolène PEDRAN, Gérante de la SARL BE UP DOMICILE, 9 cours Gambetta 33400 TALENCE, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à la SARL BE UP DOMICILE, au titre des activités de services à la personne à compter du 14 septembre 2011 et jusqu'au 13 septembre 2016 sous le n°N251011F033S157.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- mandataire



**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

**Arrêté de retrait d'Agrément qualité**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément qualité N°N210710F033Q100 du 21 juillet 2010 concernant la SARL FGS AIDES & SERVICES 62 rue des Girondins 33500 LIBOURNE établi par les services de l'Etat,
- VU** le courrier transmis le 10 octobre 2011 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de la SARL AIDES & SERVICES dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

**CONSIDERANT** que la SARL AIDES & SERVICES, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

**CONSIDERANT** que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :** L'agrément qualité délivré à la SARL AIDES & SERVICES le 21 juillet 2010 sous le N° N210710F033Q100 est **retraité** à compter du 25 octobre 2011.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 octobre 2011

P/Le Préfet et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La directrice adjointe UT Gironde

**Catherine FOURMY**

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



## ARRETE MODIFICATIF

fixant les modalités de transfert des biens mobiliers et immobiliers de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Dordogne, de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Gironde, de la chambre de métiers et de l'artisanat de Lot et Garonne et de la chambre régionale de métiers et de l'artisanat de l'Aquitaine à la chambre de métiers et de l'artisanat de région Aquitaine.

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de l'artisanat,  
Vu la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services ;  
Vu le décret n°2010-1356 du 11 novembre 2010 mettant en œuvre la réforme du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat ;  
Vu le décret n°2010-1621 du 23 décembre 2010 portant création de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine ;  
Vu l'arrêté provisoire du 30 décembre 2010 fixant les modalités de transfert des biens mobiliers et immobiliers de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Dordogne, de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Gironde, de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Lot et Garonne et de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat de l'Aquitaine à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine ;  
Vu la délibération de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine du 15 juin 2011 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales ;

### ARRETE

#### Article 1 :

Les biens immobiliers et mobiliers, ainsi que les créances et dettes, contrats de travail de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Dordogne, de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Gironde, de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Lot-et-Garonne, de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat de l'Aquitaine sont transférés à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2011 dans les conditions mentionnées aux articles suivants.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine est subrogée dans tous les droits et obligations souscrits par les quatre chambres de métiers ainsi fusionnées au titre des contrats que ces dernières ont pu conclure antérieurement à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

## Article 2 :

Les biens mobiliers, créances et dettes de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Dordogne, de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Gironde, de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Lot-et-Garonne, de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat de l'Aquitaine sont transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2011 à leur valeur nette comptable (brut-amortissement) estimée par les quatre chambres sur la base des comptes clôturés de l'exercice 2010.

Ces biens restent affectés au même objet et leur transmission intervient dans un intérêt général et de bonne administration.

La valeur nette comptable ainsi estimée de l'actif et du passif transférés, dont le détail est repris en annexe I, s'élève à :

Actif net : **32 574 469 euros**, dont :

- 9 946 084 euros (neuf millions neuf cent quarante six mille quatre vingt quatre euros) au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Dordogne,

- 14 438 695 euros (quatorze millions quatre cent trente huit mille six cent quatre vingt quinze euros) au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Gironde,

- 3 599 644 euros (trois millions cinq cent quatre vingt dix neuf mille six cent quarante quatre euros) au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de Lot-et-Garonne,

- 4 590 046 euros (quatre millions cinq cent quatre vingt dix mille quarante six euros) au titre de la chambre régionale de métiers et de l'artisanat de l'Aquitaine.

Passif net : **32 574 469 euros**, dont :

- 9 946 084 euros (neuf millions neuf cent quarante six mille quatre vingt quatre euros) au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Dordogne,

- 14 438 695 euros (quatorze millions quatre cent trente huit mille six cent quatre vingt quinze euros) au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Gironde,

- 3 599 644 euros (trois millions cinq cent quatre vingt dix neuf mille six cent quarante quatre euros) au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de Lot-et-Garonne,

- 4 590 046 euros (quatre millions cinq cent quatre vingt dix mille quarante six euros) au titre de la chambre régionale de métiers et de l'artisanat de l'Aquitaine.

## Article 3 :

Les immobilisations dont la liste figure en annexe II, laquelle reprend les biens immobiliers avec leur désignation cadastrale et leur valeur nette comptable ainsi que les immobilisations financières, sont transférées pour un montant de 19 431 873 euros (dix neuf millions quatre cent trente et un mille huit cent soixante treize euros) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Les immobilisations se répartissent ainsi :

Immeubles et Terrains : (Annexes II-1 et annexes II-2)

- **5 861 935 euros (cinq millions huit cent soixante et un mille neuf cent trente cinq euros)** au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Dordogne :

- Dont immeubles : 5 707 677 euros (cinq millions sept cent sept mille six cent soixante dix sept euros)
- Dont terrains : 154 258 euros (cent cinquante quatre mille deux cent cinquante huit euros)

- **7 375 830 euros (sept millions trois cent soixante quinze mille huit cent trente euros)** au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Gironde :

- Dont immeubles : 6 781 166 euros (six millions sept cent quatre vingt un mille cent soixante six euros)
- Dont terrains : 594 665 euros (cinq cent quatre vingt quatorze mille six cent soixante cinq euros)

- **1 578 001 euros (un million cinq cent soixante dix huit mille un euros)** titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de Lot-et-Garonne :

- Dont immeubles : 1 296 865 euros (un million deux cent quatre vingt seize mille huit cent soixante cinq euros)
- Dont terrains : 281 136 euros (deux cent quatre vingt un mille cent trente six euros)

- **194 191 euros (cent quatre vingt quatorze mille cent quatre vingt onze euros)** au titre de la chambre régionale de métiers et de l'artisanat de l'Aquitaine :

- Dont immeubles : 161 872 euros (cent soixante et un mille huit cent soixante douze euros)
- Dont terrains : 32 319 euros (trente deux mille trois cent dix neuf euros)

Autres Biens : (Annexes II-3)

- **714 583 euros (sept cent quatorze mille cinq cent quatre vingt trois euros)** au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Dordogne

- **1 147 365 euros (un million cent quarante sept mille trois cent soixante cinq euros)** au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Gironde,

- **775 777 euros (sept cent soixante quinze mille sept cent soixante dix sept euros)** au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de Lot-et-Garonne,

- **14 561 euros (quatorze mille cinq cent soixante et un euros)** au titre de la chambre régionale de métiers et de l'artisanat de l'Aquitaine.

Immobilisations financières : (Annexes II-4)

- **2 412 euros (deux mille quatre cent douze euros)** au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Dordogne

- **1 743 453 euros (un million sept cent quarante trois mille quatre cent cinquante trois euros)** au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Gironde,

- **16 164 euros (seize mille cent soixante quatre euros)** au titre de la chambre de métiers et de l'artisanat de Lot-et-Garonne,

- **7 600 euros (sept mille six cents euros)** au titre de la chambre régionale de métiers et de l'artisanat de l'Aquitaine.

Article 4 :

En tant que de besoin, le présent arrêté pourra être complété ou modifié, au vu notamment des instances qui seraient en cours.

Article 5 :

Madame la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et dont copie sera adressée au président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine, à la Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, au Directeur Régional des Finances Publiques et au Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Fait à Bordeaux, le 27 OCT. 2011



Patrick STEFANINI

---

*Arrêté de retrait d'Agrément simple «»*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant la SARL FREE DOM BORDEAUX 295 Ave de la République 33200 BORDEAUX établi par les services de l'Etat en date du 1<sup>er</sup> février 2010
- VU** le courrier transmis le 19 octobre 2011 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de 27 octobre 2011 dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

**CONSIDERANT** que la SARL FREE DOM BORDEAUX titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

**CONSIDERANT** que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :** L'agrément simple délivré à la SARL FREE DOM BORDEAUX le 1<sup>er</sup> Février 2010 sous le n°N010210F033S024 est **retraité** à compter du 28 octobre 2011.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 28 octobre 2011

P/Le Préfet et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La directrice adjointe UT Gironde

**Catherine FOURMY**

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 6 juillet 2011 par Monsieur Benoit SIRAC , gérant de la SARL A2 MICILE BORDEAUX OUEST 31 chemin du Nid de l'Agasse 33610 CESTAS , à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à la SARL A2 MICILE BORDEAUX OUEST au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 et jusqu'au 31 octobre 2016 sous le n°R011111F033S160.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;



### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 28 octobre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

PREFECTURE DE LA GIRONDE

Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer  
de la Gironde

---

Arrêté portant publication du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du SUD GIRONDE

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L122-1-1 et suivants et R 122-1 et suivants,

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains,

VU la loi n° 2003-950 du 2 juillet 2003 « urbanisme et habitat »,

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2010 portant création du Syndicat Mixte du SCOT du SUD GIRONDE,

VU la délibération du Syndicat Mixte du SCOT du SUD GIRONDE en date du 7 avril 2011 définissant le périmètre du SCOT comme constitué par l'ensemble des quatorze communautés de communes suivantes : la Communauté de Communes du Bazadais, la Communauté de Communes du Canton de Podensac, la Communauté de Communes du Canton de Targon, la Communauté de Communes du Canton de Villandraut, la Communauté de Communes de Captieux-Grignols, la Communauté de Communes des Coteaux de Garonne, la Communauté de Communes des Coteaux Macariens, la Communauté de Communes du Monségurais, la Communauté de Communes du Pays d'Auros, la Communauté de Communes du Pays de Langon, la Communauté de Communes du Pays Paroupian, la Communauté de Communes du Pays de Pellegrue, la Communauté de Communes du Sauveterrois, la Communauté de Communes du Réolais,,

VU l'avis favorable émis par Monsieur le Président du Conseil Général de la Gironde en date du 5 juillet 2011,

CONSIDERANT que les conditions de majorité requises par le code de l'urbanisme sont réunies,

CONSIDERANT que le périmètre du SCOT répond aux critères définis par la loi et permet notamment, sur le territoire des collectivités territoriales concernées, la mise en cohérence des questions d'urbanisme, d'habitat, de développement économique, de déplacements et d'environnement.

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Est publié le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du SUD GIRONDE tel que proposé par le syndicat mixte du SCOT SUD GIRONDE et reporté sur le document cartographique annexé au présent arrêté ,

### **ARTICLE 2 :**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,  
Madame la Sous-Préfète de Langon,  
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,  
Monsieur le Président du Syndicat Mixte du SCOT du SUD GIRONDE  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde et affiché, pendant un mois, au siège des établissements publics et dans les mairies des communes concernées.

### **ARTICLE 3 :**

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à BORDEAUX, le 13 octobre 2011

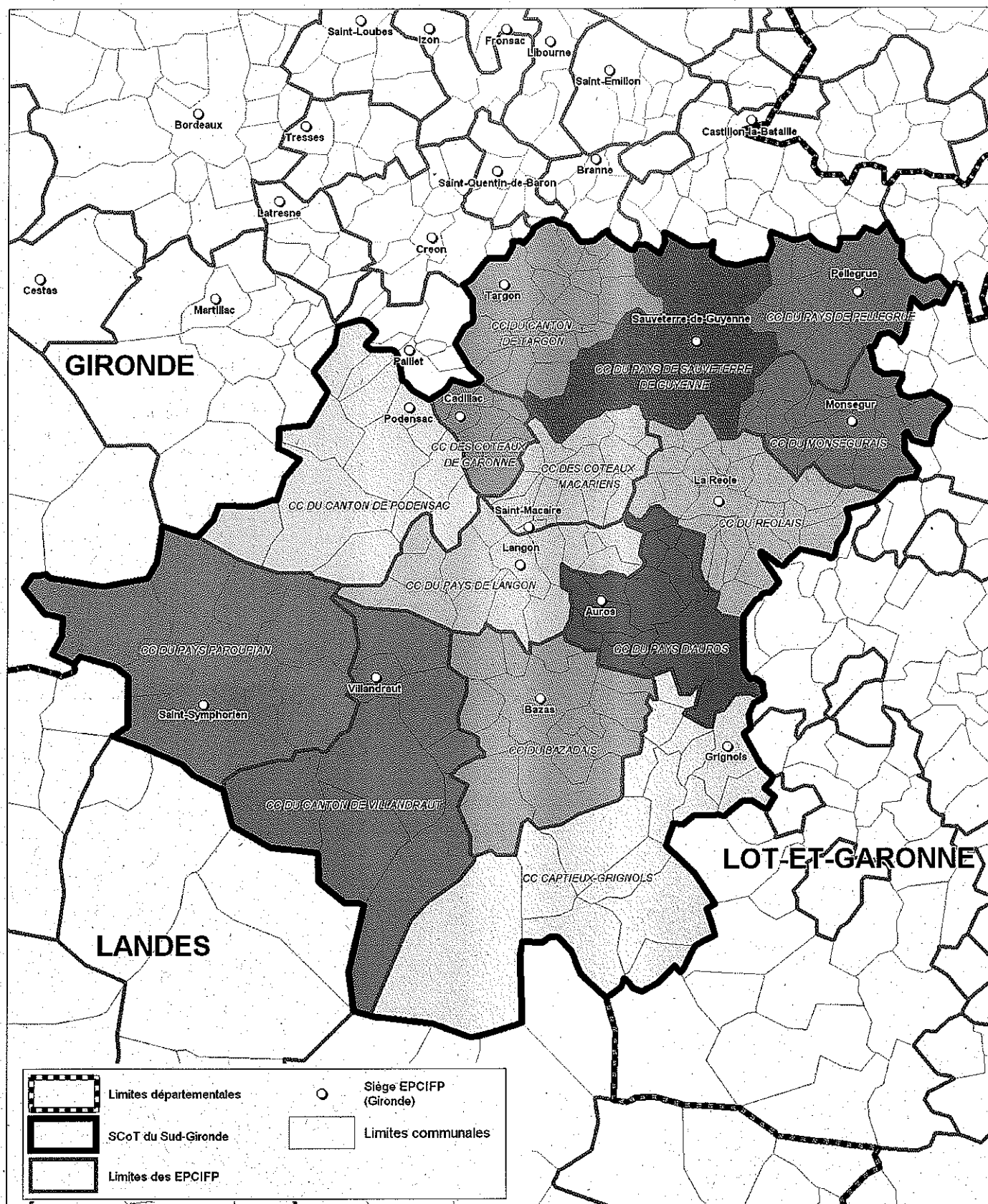
LE PREFET



**Patrick STEFANINI**

# Périmètre arrêté SCoT du Sud-Gironde

DBTM33  
Mission Observation Stratégie Territoriale



© "SCoT du Sud-Gironde" - Paris - 2002 reproduction interdite protocole IGN-MEDAD-MAP, Juillet 2007

Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde - Cité administrative - rue Jules Ferry - BP 90 - 33090 BORDEAUX Cedex

Septembre 2011

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**ARRETE**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE  
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 121-1, L 124-1 et suivants, L 422-1 et R 124-1 et suivants,
- VU la décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux en date du 27 janvier 2011 désignant Monsieur Louis-Julien SOURD en qualité de commissaire-enquêteur,
- VU le dossier soumis à enquête publique du 29 mars 2011 au 29 avril 2011,
- VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 06 mai 2011,
- VU la délibération du conseil municipal de Brach en date du 20 mai 2011 reçue en Sous-Préfecture le 25 mai 2011, approuvant la carte communale et décidant que les autorisations d'occupation du sol seront délivrées au nom de l'Etat,

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

**A R R E T E**

- ARTICLE 1** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011.
- ARTICLE 2** La révision de la carte communale de Brach faisant l'objet du document ci-annexé est approuvée.
- ARTICLE 3** En application de l'article L 422-1 du Code de l'Urbanisme, le Préfet ou le Maire reste compétent pour délivrer les autorisations d'occupation du sol au nom de l'Etat.
- ARTICLE 4** La délibération du conseil municipal et l'arrêté préfectoral approuvant la carte communale seront affichés pendant un mois en mairie. La mention sera faite de cet affichage dans un journal diffusé dans le département. La carte approuvée est tenue à la disposition du public à la mairie de Brach aux jours et heures habituels d'ouverture.
- ARTICLE 5** La présente décision sera exécutoire dès la publication du présent arrêté, selon les formalités prévues à l'article 4 ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.
- ARTICLE 6** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de La Gironde, Madame la Sous-préfète de Lesparre-Médoc, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, Monsieur le Maire de Brach sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Lesparre, le 25 OCT. 2011

LE PREFET,  
La Sous-Préfète



*Marie-Joëlle GARDNER*

## PREFET DE LA GIRONDE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la Police Administrative et des  
Activités Réglementées

---

**ARRETÉ PORTANT RECAPITULATIF DES DECISIONS  
RELATIVES AUX INSTALLATION DE SYSTEMES DE  
VIDEOPROTECTION POUR LES DOSSIERS EXAMINES EN  
COMMISSION DU 7 OCTOBRE 2011**

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU l'article 10 de la loi n° 95.73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;  
VU les articles 1 et 2 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers ;  
VU le décret n° 96.926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 21 janvier 1995 ;  
VU le décret n° 2006-929 du 28 juillet 2006 relatif à la vidéosurveillance et modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 ;  
VU l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;  
VU l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéoprotection constituée par arrêté préfectoral du 25 mai 2009, en date du 7 octobre 2011 ;  
**CONSIDÉRANT** la finalité du système : prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol;  
**CONSIDÉRANT** que l'information du public est satisfaisante;  
**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Directeur des Affaires Juridiques et des Libertés Publiques de la Préfecture de la Gironde ;

### ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Les établissements listés en annexe ont fait l'objet d'une décision concernant l'autorisation à exploiter un système de vidéoprotection. Pour chacun d'entre eux, a été établi un arrêté individuel par lequel leurs obligations leur sont prescrites conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2** - La durée de validité de ces autorisations est de 5 ans à compter de la date de chaque arrêté individuel ou récapitulatif et devra faire l'objet d'une demande de renouvellement 4 mois avant son délai d'expiration

**ARTICLE 3** - Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 21 octobre 2011

LE PRÉFET,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale



Isabelle DILHAC

**Liste des établissements examinés en commission de vidéoprotection du 7 octobre 2011  
Arrêtés du 21 octobre 2011**

<b>Etablissements</b>	<b>n° de l'arrêté n° dossier</b>	<b>Décisions - Exercice du droit d'accès aux images</b>
<b>Bar restaurant TGV Gascon 27, rue Charles Domercq BORDEAUX</b>	<b>33 11 169</b>  2011/0148	Autorisation de 1 caméra intérieure Dépose du dôme Enregistrement numérique Conservation des images 20 j Responsable de l'établissement
<b>Brasserie 36, avenue Marcel Dassault MERIGNAC</b>	<b>33 11 170</b>  2011/0166	Autorisation partielle d'1 caméra sur 3 Refus des caméras n° 2 et 3 fonctionnant en dehors des heures d'ouverture au public Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable de l'établissement
<b>Gare SNCF Saint Jean à BORDEAUX</b>	<b>33 97 024 E</b>  2009/0176	Autorisation de modification du système initialement autorisé en raison du changement du responsable sécurité et des personnes habilités à accéder aux images
<b>Mairie du BOUSCAT  Périmètre vidéoprotégé de la Plaine des Sports</b>	<b>33.06 124 B</b>  2011/0236	Autorisation de 20 caméras dont 2 mobiles Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Police municipale
<b>Mairie de CASTILLON LA BATAILLE Périmètre vidéoprotégé voie publique</b>	<b>33.11 171</b>  2011/0404	Autorisation de 5 caméras : 4 au centre ville et 1 abords de la gare Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Police municipale
<b>Mairie de NAUJAC sur MER Camping municipal du Pin Sec</b>	<b>33.11 172</b>  2011/0241	Autorisation de 4 caméras extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Mairie
<b>Mairie de GUJAN MESTRAS  Protection de 12 sites voie publique</b>	<b>33.11 173</b>  2011/0523	Autorisation de 15 caméras extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Police municipale
<b>Fleuriste « La Fleur au Quotidien » Centre Commercial Gazinet Nord - CESTAS</b>	<b>33 11 174</b>  2011/0144	Autorisation pour 2 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
<b>RPA Orpéa « Les Jardins d'Ombeline » 24 rue Racine CARBON BLANC</b>	<b>33 11 175</b>  2011/0354	Autorisation pour 4 caméras extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Directeur
<b>INTERMARCHE Avenue de la Plage Lieu-dit Le Braou LANTON</b>	<b>33 98 098 B</b>  2011/0349	Autorisation partielle pour 25 caméras intérieures sur 28 Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Directeur

<b>WANITA BANANA</b> <b>2 Boulevard de la Plage</b> <b>ANDERNOS</b>	<b>33 11 176</b>  <i>2011/0266</i>	Autorisation pour 4 caméra intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
<b>AU PETRIN MOISSAGAI</b> <b>85 avenue Montaigne</b> <b>ST MEDARD EN JALLES</b>	<b>33 11 177</b>  <i>2011/0294</i>	Autorisation pour 1 caméra intérieure sur 2 Enregistrement numérique Conservation des images 15 j gérant
<b>Autoroute SANEF Aquitaine</b> <b>A 65</b> <b>COIMERES</b>	  <i>2011/0410</i>	Avis favorable pour 6 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Concessionnaire exploitant
<b>Autoroutes du Sud de la France</b> <b>(ASF)</b> <b>A 10 gare de péage de VIRSAC</b>	  <i>2011/0411</i>	Avis favorable pour le rajout de 9 caméras aux 8 déjà installées Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Concessionnaire exploitant
<b>ROSYLOR</b> <b>24, avenue du Général de Gaulle</b> <b>ANDERNOS</b>	<b>33 11 178</b>  <i>2011/0290</i>	Autorisation pour 2 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable de l'établissement
<b>SAS LA PAILLOTTE</b> <b>O SORBET D'AMOUR</b> <b>2 avenue Pasteur</b> <b>ANDERNOS</b>	<b>33 11 179</b>  <i>2011/0229</i>	Autorisation partielle pour 2 caméras intérieures sur 3 Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Président Directeur Général de la SAS
<b>SAS LA PAILLOTTE</b> <b>O SORBET D'AMOUR</b> <b>5 avenue Notre Dame des Passes</b> <b>ARCACHON</b>	<b>33 11 180</b>  <i>2011/0227</i>	Autorisation pour 3 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Président Directeur Général de la SAS
<b>Pharmacie LOUBIC</b> <b>46 boulevard de la République</b> <b>ANDERNOS</b>	<b>33 11 181</b>  <i>2011/0274</i>	Autorisation pour 6 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j pharmacien
<b>Comme Nulle Part Ailleurs</b> <b>162 boulevard de la côte d'Argent</b> <b>ARCACHON</b>	<b>33 11 182</b>  <i>2011/0261</i>	Autorisation 2 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 15 j gérant
<b>SARL Comptoir du Moulleau</b> <b>17 avenue Notre Dame des Passes</b> <b>ARCACHON</b>	<b>33 11 183</b>  <i>2011/0291</i>	Autorisation pour 7 caméras dont 2 extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15j Gérant
<b>Pharmacie des Arcades</b> <b>33 place de la Cathédrale</b> <b>BAZAS</b>	<b>33 11 184</b>  <i>2011/0192</i>	Autorisation de 3 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 30 j pharmacien
<b>Maison de la Presse</b> <b>6 cours du Maréchal de Lattre de Tassigny</b> <b>BLAYE</b>	<b>33 11 185</b>  <i>2011/0210</i>	Autorisation de 3 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 15j Gérant
<b>SEPHORA</b> <b>Centre Commercial Bordeaux</b> <b>Lac</b> <b>BORDEAUX</b>	<b>33 11 186</b>  <i>2011/0202</i>	Autorisation de 6 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 15 j gérant



<b>Tabac BELUCHE-ABAD</b> <b>22 cours de la Somme</b> <b>BORDEAUX</b>	<b>33 11 187</b> <i>2011/0110</i>	Autorisation de 2 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 15 j gérant
<b>Discothèque LA PLAGE)</b> <b>40 quai de Paludate</b> <b>BORDEAUX</b>	<b>33 11 188</b> <i>2011/0412</i>	Autorisation de 3 caméras extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
<b>ANTONELLE</b> <b>49 cours de l'Intendance</b> <b>BORDEAUX</b>	<b>33 11 189</b> <i>2011/0251</i>	Autorisation pour 3 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Responsable établissement
<b>SAS STANDARD</b> <b>Quai des Chartrons -Bacalan</b> <b>BORDEAUX</b>	<b>33 11 190</b> <i>2011/0252</i>	Autorisation pour 3 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable établissement
<b>Tabac Presse</b> <b>248 rue de Bégles</b> <b>BORDEAUX</b>	<b>33 11 191</b> <i>2011/0194</i>	Autorisation pour 1 caméra Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
<b>APPLE RETAIL</b> <b>2/4 rue Sainte Catherine</b> <b>BORDEAUX</b>	<b>33 11 192</b> <i>2011/0240</i>	Autorisation partielle pour 16 caméras sur 19 Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Responsable établissement
<b>Réseau Club Bouygues Télécom</b> <b>Galerie Centre Commercial</b> <b>Quartier du Lac</b> <b>BORDEAUX</b>	<b>33 11 193</b> <i>2011/0034</i>	Autorisation pour 4 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable sécurité RCBT
<b>SAS STANDARD</b> <b>Quai Bacalan Hangar 16 lot 16</b> <b>BORDEAUX</b>	<b>33 11 194</b> <i>2011/0256</i>	Autorisation pour 3 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable établissement
<b>MAXIMITAS France</b> <b>14 cours de l'Intendance</b> <b>BORDEAUX</b>	<b>33 11 195</b> <i>2011/0174</i>	Autorisation pour 4 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 21 j gérant
<b>DIAM'S ONE</b> <b>Centre Commercial Mériadeck</b> <b>BORDEAUX</b>	<b>33 11 196</b> <i>2011/0179</i>	Autorisation pour 3 caméras sur 4 Enregistrement numérique Conservation des images 21 j gérant
<b>A l'Instant Thierry</b> <b>Place de l'Eglise</b> <b>CAMBES</b>	<b>33 11 197</b> <i>2011/0209</i>	Autorisation pour 3 caméras dont 1 extérieure Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable établissement
<b>SA SIG'REST</b> <b>Aire du Cœur d'Aquitaine A 65</b> <b>CAPTIEUX</b>	<b>33 03 198</b> <i>2011/0268</i>	Autorisation pour 8 caméras dont 6 extérieures (pompes) Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable établissement
<b>ECF CESR 33</b> <b>Rue du Pinsan</b> <b>EYSINES</b>	<b>33 11 199</b> <i>2011/0258</i>	Autorisation partielle pour 7 caméras sur 8 Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable établissement

<b>Le Fournil de David</b> <b>23, avenue du Médoc</b> <b>EYSINES</b>	<b>33 11 200</b>  <i>2011/0260</i>	Autorisation pour 1 caméra sur 2 Enregistrement numérique Conservation des images 15 j gérant
<b>Sarl PCV Floirac</b> <b>7 Centre commercial La Gravette</b> <b>FLOIRAC</b>	<b>33 11 201</b>  <i>2011/0212</i>	Autorisation pour 1 caméra Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Responsable établissement
<b>Sarl Médoc Passions</b> <b>6 route de Soulac</b> <b>GAILLAN MEDOC</b>	<b>33 11 202</b>  <i>2011/0237</i>	Autorisation pour 7 caméras sur 8 Enregistrement numérique Conservation des images 30 j gérant
<b>AGC Automobiles</b> <b>3 allée Mansart</b> <b>GUJAN MESTRAS</b>	<b>33 11 203</b>  <i>2011/0264</i>	Autorisation pour 3 caméras extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j gérant
<b>Crêperie du Bassin</b> <b>84 route des Lacs</b> <b>GUJAN MESTRAS</b>	<b>33 11 204</b>  <i>2011/0232</i>	Autorisation pour 4 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 15 j gérant
<b>LA POSTE Centre Courrier</b> <b>Avenue Vulcain</b> <b>LA TESTE DE BUCH</b>	<b>33 11 205</b>  <i>2011/0275</i>	Autorisation pour 2 caméras sur 7 Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable sûreté La Poste
<b>LA POSTE Centre Courrier</b> <b>6 avenue Robert Schuman</b> <b>GRADIGNAN</b>	<b>33 11 206</b>  <i>2011/0276</i>	Autorisation pour 1 caméra sur 7 Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable sûreté La Poste
<b>LA POSTE Centre Courrier</b> <b>Chemin Les Communaux</b> <b>PUGNAC</b>	<b>33 11 207</b>  <i>2011/0249</i>	Autorisation pour 4 caméras sur 13 Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable sûreté La Poste
<b>KEROZENE</b> <b>100 avenue de Bordeaux</b> <b>CC Leclerc</b> <b>LEOGNAN</b>	<b>33 11 208</b>  <i>2011/0208</i>	Autorisation pour 4 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable établissement
<b>Pharmacie d'Aliénor</b> <b>12 place St Seurin</b> <b>LE PORGE</b>	<b>33 11 209</b>  <i>2011/0259</i>	Autorisation pour 3 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Pharmacien
<b>La Source du Pain</b> <b>32 route de Bordeaux</b> <b>LESPARRE</b>	<b>33 11 210</b>  <i>2011/0246</i>	Autorisation pour 6 caméras sur 7 Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable établissement
<b>Bar Tabac des Sports</b> <b>8 avenue du Général de Gaulle</b> <b>LIBOURNE</b>	<b>33 11 211</b>  <i>2011/0178</i>	Autorisation pour 2 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Gérant

<b>Pharmacie de La Gabarre</b> <b>102 avenue du Général de Gaulle</b> <b>LIBOURNE</b>	<b>33 11 212</b>  <i>2011/0262</i>	Autorisation pour 2 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Pharmacien
<b>SNC Plein Soleil</b> <b>4 rue Jean Jaurès</b> <b>PAUILLAC</b>	<b>33 11 213</b>  <i>2011/0239</i>	Autorisation pour 6 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Responsable établissement
<b>Sarl BRUGERON</b> <b>253 avenue Pasteur</b> <b>PESSAC</b>	<b>33 11 214</b>  <i>2011/0408</i>	Autorisation pour 4 caméras dont 1 intérieure Enregistrement numérique Conservation des images 15 j PDG
<b>WATSOFT Distribution</b> <b>3 allée de La Crabette</b> <b>PESSAC</b>	<b>33 11 215</b>  <i>2011/0255</i>	Autorisation pour 2 caméras dont 1 extérieure sur 4 Enregistrement numérique Conservation des images 20 j Responsable établissement
<b>SUPER U</b> <b>18 rue Pierre Rale</b> <b>ST LAURENT MEDOC</b>	<b>33 11 216</b>  <i>2011/0224</i>	Autorisation pour 15 caméras dont 3 extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable établissement
<b>Eurl EUROJET</b> <b>Route de Lacanau</b> <b>ST MEDARD EN JALLES</b>	<b>33 11 217</b>  <i>2011/0235</i>	Autorisation pour 7 caméras extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable établissement
<b>Le Pétrin de l'Isle</b> <b>74 avenue de la République</b> <b>ST SEURIN SUR L'ISLE</b>	<b>33 11 218</b>  <i>2011/0292</i>	Autorisation pour 2 caméras sur 7 Enregistrement numérique Conservation des images 10 j Responsable établissement
<b>Tabac Presse Loto</b> <b>17 cours Jacques Noël</b> <b>ST VIVIEN DE MEDOC</b>	<b>33 11 219</b>  <i>2011/0242</i>	Autorisation pour 4 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
<b>CARREFOUR Contact</b> <b>Route de Bordeaux - Pidoc Nord</b> <b>TARGON</b>	<b>33 11 220</b>  <i>2011/0197</i>	Autorisation pour 13 caméras dont 1 extérieure Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Responsable établissement
<b>COVED</b> <b>Déchetterie La Barbouze</b> <b>VIRELADE</b>	<b>33 11 221</b>  <i>2011/0201</i>	Autorisation pour 3 caméras extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable établissement
<b>Sarl A.D.S.</b> <b>12 Zone Artisanale du Grand</b> <b>Chemin</b> <b>YVRAC</b>	<b>33 11 222</b>  <i>2011/0270</i>	Autorisation pour 2 caméras extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Responsable établissement
<b>La Halle aux Chaussures</b> <b>Rue de l'Esplanade</b> <b>Lieu-dit Boureau</b> <b>BOULIAC</b>	<b>33 11 223</b>  <i>2011/0203</i>	Autorisation pour 2 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 8 j Responsable établissement

<u>Etablissements bancaires</u>		
<b>BARCLAYS BANK : 1 agence</b> <b>- 4, rue Esprit des Lois BORDEAUX</b>	<b>33 98 018 C</b>  <i>2011/0399</i>	Autorisation pour 4 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable sécurité
<b>Banque BCP: 2 agences</b>  <b>- 5, cours de l'Yser BORDEAUX</b> <b>- 18, cours du Chapeau Rouge BORDEAUX</b>	<b>33 02 062</b>  <i>2011/0394</i> <i>2011/0393</i>	Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable sécurité  Autorisation pour 4 caméras Autorisation pour 5 caméras
<b>CREDIT AGRICOLE AQUITAINE : 3 agences</b>  <b>-74 route de Bordeaux – ARES</b> <b>-18, rue des Navaries – MIOS</b> <b>- 1, rue des Trois Bourdons SAUVETERRE de GUYENNE</b>	<b>33 98 010</b>  <i>2011/0307</i> <i>2011/0250</i> <i>2011/0278</i>	Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable sécurité  Autorisation pour 3 caméras Autorisation pour 2 caméras Autorisation pour 4 caméras
<b>CIC SUD OUEST : 35 agences</b>  <b>- 149, boulevard de la République ANDERNOS LES BAINS</b> <b>- 20 cours Lamarque ARCACHON</b> <b>- 3 rue du Général de Gaulle BLANQUEFORT</b> <b>- 31 cours de la République BLAYE</b> <b>- 21 place Gambetta BORDEAUX</b> <b>- 201 cours de la Marne BORDEAUX</b> <b>- 16 avenue de la Libération BORDEAUX</b> <b>- 15 place de la Victoire BORDEAUX</b> <b>- 61 cours Portal BORDEAUX</b> <b>- 230/232 rue de Pessac BORDEAUX</b> <b>- 264 cours de la Somme BORDEAUX</b> <b>- Les Hangars des Quais BORDEAUX</b> <b>- 21 place Pey Berland BORDEAUX</b> <b>- 38 avenue Hubert Dubebout CENON</b> <b>- 22 place du Souvenir CESTAS</b>	<b>33 99 013</b>  <i>2011/0309</i> <i>2011/0311</i> <i>2011/0322</i> <i>2011/0317</i> <i>2011/0329</i> <i>2011/0327</i> <i>2011/0343</i> <i>2011/0341</i> <i>2011/0339</i> <i>2011/0337</i> <i>2011/0335</i> <i>2011/0333</i> <i>2011/0331</i> <i>2011/0281</i> <i>2011/0370</i>	Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable sécurité  Autorisation pour 2 caméras Autorisation pour 4 caméras Autorisation pour 3 caméras Autorisation pour 3 caméras Autorisation pour 1 caméra Autorisation pour 3 caméras Autorisation pour 3 caméras Autorisation pour 2 caméras Autorisation pour 3 caméras Autorisation pour 3 caméras Autorisation pour 4 caméras Autorisation pour 3 caméras Autorisation pour 3 caméras Autorisation pour 4 caméras Autorisation pour 2 caméras

- 76 avenue du Médoc EYSINES	2011/0382	Autorisation pour 6caméras dont 1 extérieure.
- 132 cours du Général de Gaulle GRADIGNAN	2011/0280	Autorisation pour 5caméras
- 3 passage du Général de Gaulle LANGON	2011/0378	Autorisation pour 2caméras
- Place Hameau LA TESTE DE BUCH	2011/0360	Autorisation pour 4caméras
- 13 place Gambetta LESPARE	2011/0380	Autorisation pour 4caméras
- 167 rue Emile Combes MERIGNAC	2011/0368	Autorisation pour 4caméras
- 1 rue de la Vieille Eglise MERIGNAC	2011/0366	Autorisation pour 4 caméras
- 2 rue Aristide Briand PAUILLAC	2011/0279	Autorisation pour 8 caméras dont 1 extérieure
- 15 avenue Pasteur PESSAC	2011/0364	Autorisation pour 2 caméras
- 4 allée du Champ de Foire ST ANDRE DE CUBZAC	2011/0372	Autorisation pour 4 caméras
- 5 avenue Montesquieu ST MEDARD EN JALLES	2011/0374	Autorisation pour 4 caméras
- 316 cours de la Libération TALENCE	2011/0362	Autorisation pour 4 caméras
- 548 route de Toulouse VILLENAVE d'ORNON	2011/0313	Autorisation pour 2 caméras
- 20 rue des Chartrons BORDEAUX	2011/0324	Autorisation pour 3 caméras
- 138 avenue Marcellin Berthelot BORDEAUX	2011/0345	Autorisation pour 5 caméras dont 1 extérieure
- 42 cours du Chapeau Rouge BORDEAUX	2011/0320	Autorisation pour 6 caméras
- 3 rue de l'Eglise BORDEAUX	2011/0318	Autorisation pour 4 caméras
- 9 place Stalingrad BORDEAUX	2011/0315	Autorisation pour 9 caméras dont 1 extérieure
- cours de Verdun BORDEAUX	2011/0347	Autorisation pour 1 caméra
- 9 cours du Maréchal Leclerc LEOGNAN	2011/0376	Autorisation pour 5 caméras dont 1 extérieure

<b>BANQUE POPULAIRE DU SUD OUEST : 13 agences</b>	<b>33 99 013</b>	Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable sécurité
- 270, boulevard de la Plage <b>ARCACHON</b>	2011/0303	Autorisation pour 4 caméras
- 10 cours Victor Hugo <b>BEGLES</b>	2011/0400	Autorisation pour 12 caméras
- 73 Boulevard Wilson <b>BORDEAUX</b>	2011/0297	Autorisation pour 5 caméras
- 1 rue Saint Genès <b>BORDEAUX</b>	2011/0302	Autorisation pour 4 caméras
- 187 rue Fondaudège <b>BORDEAUX</b>	2011/0295	Autorisation pour 4 caméras
- 91 avenue Thiers <b>BORDEAUX</b>	2011/0305	Autorisation pour 5 caméras
- 73 avenue Louis Barthou <b>BORDEAUX</b>	2011/0304	Autorisation pour 4 caméras
- 2 cours Portal <b>BORDEAUX</b>	2011/0301	Autorisation pour 6 caméras
- 157 avenue de la Libération <b>LE BOUSCAT</b>	2011/0298	Autorisation pour 5 caméras
- Hall Aéroport <b>BORDEAUX</b> <b>MERIGNAC</b>	2011/0300	Autorisation pour 5 caméras
- 45 avenue Général Leclerc <b>PESSAC</b>	2011/0299	Autorisation pour 7 caméras
- 309 cours de la Libération <b>TALENCE</b>	2011/0306	Autorisation pour 6 caméras
- Route de Léognan Topaze <b>VILLENAVE D'ORNON</b>	2011/0296	Autorisation pour 4 caméras